

SOUS LA DIRECTION D'AURÉLIE CAMPANA  
ET GÉRARD HERVOUET



# TERRORISME et INSURRECTION

ÉVOLUTION DES DYNAMIQUES CONFLICTUELLES  
ET RÉPONSES DES ÉTATS





TERRORISME et  
INSURRECTION

Membre de  
L'ASSOCIATION  
NATIONALE  
DES ÉDITEURS  
DE LIVRES

**Presses de l'Université du Québec**

Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450, Québec (Québec) G1V 2M2

Téléphone : 418 657-4399 – Télécopieur : 418 657-2096

Courriel : puq@puq.ca – Internet : www.puq.ca

*Diffusion/Distribution:*

**Canada:** Prologue inc., 1650, boulevard Lionel-Bertrand, Boisbriand (Québec)

J7H 1N7 – Tél.: 450 434-0306 / 1 800 363-2864

**France:** Sodis, 128, av. du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77403 Lagny, France – Tél.: 01 60 07 82 99

**Afrique:** Action pédagogique pour l'éducation et la formation, Angle des rues Jilali Taj Eddine et El Ghadfa, Maârif 20100, Casablanca, Maroc – Tél.: 212 (0) 22-23-12-22

**Belgique:** Patrimoine SPRL, avenue Milcamps 119, 1030 Bruxelles, Belgique – Tél.: 02 7366847

**Suisse:** Servidis SA, Chemin des Chalets, 1279 Chavannes-de-Bogis, Suisse – Tél.: 022 960.95.32



La *Loi sur le droit d'auteur* interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

# TERRORISME et INSURRECTION

ÉVOLUTION DES DYNAMIQUES CONFLICTUELLES  
ET RÉPONSES DES ÉTATS

SOUS LA DIRECTION D'AURÉLIE CAMPANA  
ET GÉRARD HERVOUET

*Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada*

Vedette principale au titre:

Terrorisme et insurrection : évolution des dynamiques conflictuelles et réponses des États

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-7605-3534-3

1. Terrorisme. 2. Activités subversives. 3. Violence. 4. Guerre civile. 5. Terrorisme – Prévention.

I. Campana, Aurélie. II. Hervouet, Gérard, 1945-

HV6431.T47 2012 303.6'25 C2012-941650-9

Les Presses de l'Université du Québec reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada et du Conseil des Arts du Canada pour leurs activités d'édition.

Elles remercient également la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) pour son soutien financier.

Mise en pages: ALPHATEK

Conception de la couverture: RICHARD HODGSON

Photographie: PHOTOCASE | © FREYGEIST – ANNIKA FREY

2013-1.1 – *Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés*

© 2013 Presses de l'Université du Québec

Dépôt légal – 1<sup>er</sup> trimestre 2013 – Bibliothèque et Archives nationales du Québec/

Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé au Canada



# TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES.....	XIII
--------------------------	------

## INTRODUCTION

LE TERRORISTE ET L'INSURGÉ – DES CIBLES FLOUES DANS UNE LUTTE SANS VAINQUEURS.....	1
---	---

*Aurélie Campana et Gérard Hervouet*

Au-delà des simplifications conceptuelles .....	4
---	---

Objectifs et structure de l'ouvrage.....	8
--	---

<b>PARTIE I</b>	
<b>DE LA VIOLENCE SOCIALE AU TERRORISME – DES CROISEMENTS ALÉATOIRES .....</b>	<b>17</b>
<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>INSURRECTION ET TERRORISME – LA NOUVELLE CONFIGURATION DU CHAMP DE BATAILLE .....</b>	<b>19</b>
<i>Janine Krieger</i>	
Le rocher de Sisyphe .....	19
Guerre, violence et politique .....	22
La dialectique de l'attaque et de la défense LÉGALITÉ ET LÉGITIMITÉ DU PARTISAN .....	25
Pacification des populations et contrôle étatique .....	28
Lutte, conflit, pouvoir et violence .....	30
De la compétition des légitimités .....	31
Pouvoir et légitimité .....	33
Conclusion .....	35
<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>L'HYDRE DE LA VIOLENCE DANS L'ESPACE MUSULMAN – DOUBLE PRODUIT DES ÉTATS FORTS ET DES ÉTATS FRAGILES ? .....</b>	<b>37</b>
<i>Sami Aoun</i>	
Les problématiques de l'État et de la violence dans le monde musulman . . .	43
Des régimes puissants et des hommes forts : monarchies, républiques dynastiques couveuses de violence .....	44
De l'autoritarisme idéologisé à la violence mondialisée .....	45
De l'impasse interne à la prolifération de la violence locale .....	47
La violence instrumentalisée et exportée .....	48
La Syrie et l'Iran : de la violence libératrice à la violence sectaire au Liban .....	49
La crise pakistanaise et l'exportation de la violence en Afghanistan . .	50
Le terrorisme, produit des États faibles .....	51
Le complexe du survivant : la violence autodestructrice .....	51
Le cas du Liban : de l'impossibilité du monopole étatique de la violenceL'Afghanistan : le non-État .....	52
La difformité de l'État .....	52
L'avortement du rêve étatique : l'anarchie palestinienne .....	52
La violence sectaire, entre rivalités internes et hégémonie externe : le cas irakien .....	53
La violence sectaire en incubation : le Hezbollah en illustration .....	54
La violence dans la société plurielle : la désintégration étatique .....	55
Conclusion .....	55

<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>UN RÉGIME D'INSÉCURITÉ DANS LES AMÉRIQUES</b> .....	<b>59</b>
<i>Chantal Lacasse et Gordon Mace</i>	
La violence dans les Amériques .....	63
Débordement de la violence aux frontières .....	67
Violence liée à un mouvement insurrectionnel .....	67
Violence liée à la criminalité .....	68
Transnationalisation des activités criminelles et insurrectionnelles .....	69
Crime organisé et narcotrafic .....	71
Cartels mexicains .....	73
Menace régionale .....	77
Organisations terroristes et relations interétatiques dans les Andes .....	79
Crime organisé et terrorisme dans les Amériques .....	81
Conclusion .....	84
<b>CHAPITRE 4</b>	
<b>CARTOGRAPHIE DES GROUPES TALIBANS ET DE LEURS MODES D'ACTION EN AFGHANISTAN ET AU PAKISTAN</b> .....	<b>87</b>
<i>Julian Schofield</i>	
Les jihadistes .....	88
Le jihad .....	90
La terreur jihadiste .....	92
Assassinats .....	94
Roquettes et raids .....	96
EEI et mines antipersonnel .....	96
Attentats-suicides .....	98
Destruction d'écoles .....	99
Reculs (retour de bâton) .....	100
Gangstérisme jihadiste .....	103
Narco-insurrection .....	104
Extorsion .....	106
Enlèvements .....	108
Contrebande .....	109
La grande tentation .....	110
Terreur, gangstérisme et primes situationnelles .....	111
<b>CHAPITRE 5</b>	
<b>LA RÉGIONALISATION DE LA VIOLENCE AU CAUCASE DU NORD</b> .....	<b>113</b>
<i>Aurélie Campana</i>	
Une région traversée par de nombreuses crises .....	115
Les difficultés socioéconomiques au Caucase du Nord .....	116
Des régimes locaux en perte de légitimité .....	118

Évolution de la religiosité et crise de l'islam traditionnel . . . . .	120
La violence comme contexte et mode d'interaction . . . . .	122
Les différentes formes de violences politiques au Caucase du Nord . . . . .	122
Dé-civilisation et routinisation de la violence . . . . .	126
Des conflits en voie de régionalisation ? . . . . .	129
Une stratégie de diffusion du second conflit russo-tchéchène . . . . .	130
Structure d'opportunités politiques et offre de violence collective . . . . .	131
Conclusion . . . . .	134
<b>CHAPITRE 6</b>	
<b>INSURRECTION LOCALE OU AGENDA GLOBAL ?</b>	
<b>DÉCONSTRUIRE LES LOGIQUES DU « TERRORISME SOMALIEN » . . . . .</b>	<b>137</b>
<i>Benjamin Ducol</i>	
Aux racines de l'islamisme ethnonationaliste : échec du nationalisme pansomalien et contestation sociorévolutionnaire . . . . .	139
Concurrence des agendas idéologiques : al-Qaïda entre tentation somalienne et « choc des cultures » . . . . .	143
Mutation des dynamiques somaliennes : de la « guerre contre le terrorisme » à l'union des tribunaux islamiques (UTI) . . . . .	148
Ennemis externes et clivages internes : l'impossible pérennité des tribunaux islamiques . . . . .	151
Islamisme ethnonationaliste et jihadisme global : « capturer » à son compte l'insurrection somalienne . . . . .	154
Hizbul Islam et al-Shabaab : perspectives insurrectionnelles concurrentes et métamorphoses de la violence politique . . . . .	158
Vers une dangereuse internationalisation du conflit somalien ? . . . . .	162
<b>PARTIE II</b>	
<b>COMBATTRE ET RÉPRIMER LES VIOLENCES</b>	
<b>TERRORISTES ET INSURRECTIONNELLES . . . . .</b>	<b>165</b>
<b>CHAPITRE 7</b>	
<b>CONTRE-TERRORISME ET CONTRE-INSURRECTION –</b>	
<b>LES « NOUVELLES » DOCTRINES MILITAIRES . . . . .</b>	<b>167</b>
<i>Jean-Jacques Patry et Nicole Vilboux</i>	
La redécouverte de la contre-insurrection aux États-Unis . . . . .	169
Un modèle d'opérations militaires centré sur la population . . . . .	173
L'adaptation des alliés : urgence et circonspection . . . . .	175
Des tacticiens au royaume des stratèges . . . . .	182

<b>CHAPITRE 8</b>	
<b>LA STRATÉGIE AF-PAK – UNE GUERRE CONTRE QUELS TALIBANS? . . . . .</b>	<b>187</b>
<i>Gérard Hervouet, Aurélie Campana et Nicola Contessi</i>	
La stratégie AF-PAK et l'importance de la frontière . . . . .	190
Contre-terrorisme et contre-insurrection en Afghanistan :	
la confusion des genres . . . . .	190
La stratégie AF-PAK . . . . .	192
Le contrôle de la frontière et les interventions américaines au Pakistan . . . . .	195
Les tentatives de sécurisation de la frontière . . . . .	195
La campagne d'attaques par les drones menée par les Américains . . . . .	198
Pakistan : une posture d'ambiguïté et de défiance . . . . .	200
Sanctions financières et pressions politiques contre	
les sanctuaires frontaliers . . . . .	202
Les analyses divergentes d'un équilibre régional précaire . . . . .	207
Conclusion . . . . .	209
 <b>CHAPITRE 9</b>	
<b>INDE – LA RÉPONSE DE L'ÉTAT À L'INSURRECTION</b>	
<b>DES EXTRÉMISTES GAUCHISTES . . . . .</b>	<b>211</b>
<i>Bibhu Prasad Routray et Shanthie Mariet D'Souza</i>	
Origine et violence du soulèvement . . . . .	211
La force du mouvement extrémiste . . . . .	212
La réponse de l'État . . . . .	215
Les options militaires et l'inadéquation des forces . . . . .	216
Les initiatives de développement . . . . .	221
Les différences politiques . . . . .	222
Les intellectuels et les maoïstes . . . . .	223
La stratégie évolutive des maoïstes . . . . .	225
Des gains pour l'État? . . . . .	226
Une longue prise . . . . .	231
 <b>CHAPITRE 10</b>	
<b>LES ERREMENTS DE LA LUTTE ANTITERRORISTE –</b>	
<b>LA RÉPRESSION COMME FACTEUR DE RADICALISATION</b>	
<b>DANS LES ÉTATS CENTRASIASIATIQUES . . . . .</b>	<b>233</b>
<i>Didier Chaudet</i>	
Comprendre la situation centrasiatique : une analyse générale . . . . .	234
Insurrections/terrorismes islamistes et logique répressive :	
une analyse générale . . . . .	235
La situation centrasiatique après la guerre froide :	
une montée des tensions inévitable . . . . .	238

Comment créer un monstre transnational : le cas du jihadisme ouzbek . . . . .	242
De la peur de la guerre civile à l'écrasement de toute dissidence : le choix ouzbek . . . . .	242
Les conséquences du cercle vicieux répression / radicalisation : l'hydre jihadiste ouzbèke . . . . .	245
Une responsabilité hors des frontières ? Au-delà des leaders locaux, l'influence des grandes puissances favorisant la logique répressive . . . . .	248
Russie et Chine : des politiques étrangères à courte vue encourageant la répression et l'extrémisme . . . . .	248
Les erreurs et les fautes de jugement de Washington : comment la politique étrangère américaine en Asie centrale a alimenté le cycle infernal répression / extrémisme . . . . .	250
 <b>QUELQUES REMARQUES CONCLUSIVES . . . . .</b>	<b>255</b>
<i>Aurélié Campana et Gérard Hervouet</i>	
 <b>GLOSSAIRE . . . . .</b>	<b>263</b>
 <b>LES AUTEURS . . . . .</b>	<b>267</b>

# LISTE DES ACRONYMES

AFSPA	Armed Forces Special Powers Act (Inde)
AIAI	Al-Itihaad al-Islaami (Somalie)
AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
ANA	Armée nationale afghane
ANP	Police nationale afghane
ARPCT	Alliance pour la restauration de la paix et contre le terrorisme (Somalie)
ARS	Alliance pour la libération de la Somalie
AUC	Autodefensas unidas de Colombia (Autodéfenses unies de Colombie)
BSF	Force de sécurité frontalière (Inde)
CICDE	Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (France)
COBRA	Combat Battalion for Resolute Action (Inde)
COIN	Campagne de contre-insurrection
CRPF	Réserve centrale des forces de police (Inde)

CSU	Congrès de la Somalie unifiée
EEl	Engins explosifs improvisés
ELN	Ejército de liberación nacional (Armée de libération nationale) (Colombie)
FARC	Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia (Forces armées révolutionnaires de Colombie)
FATA	Federally Administered Tribal Areas (Pakistan)
FDSS	Front démocratique somalien du salut
FIAS	Force internationale d'assistance et de sécurité (Afghanistan)
FIS	Front islamique du salut (Algérie)
GFT	Gouvernement fédéral de transition (Somalie)
HT	Hizb ut-Tahrir
ISI	Inter-Services Intelligence (Pakistan)
ITBP	Indo-Tibetan Border Police (Police frontalière indo-tibétaine)
JMM	Jharkhand Mukti Morcha (Inde)
JUI	Jamaat Ulema-e-Islam
MCCI	Centre communiste maoïste de l'Inde
MHA	Ministre des Affaires intérieures (Inde)
MIO	Mouvement islamique d'Ouzbékistan
NCTC	National Counterterrorism Center
OEA	Organisation des États américains
ONU DC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
PDPA	Parti démocratique populaire d'Afghanistan
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
POTA	Prevention of Terrorism Act (Loi sur la prévention du terrorisme – Inde)
PRI	Partido revolucionario institucional (Colombie)
PRI	Parti de la renaissance islamique (Tadjikistan)
PWG	People's War Group (Groupe de la guerre du peuple)
RR	Rashtriya Rifles (Inde)
SL	Sendero luminoso (Sentier lumineux)
SSB	Sashatra Seema Bal (Force armée frontalière)
TCOC	Campagne tactique de contre-offensive (Inde)
TJ	Tabligh Jamaat
TTP	Tehrik-e-Taliban
UDI	Union du Jihad islamique
USC	United States Code
UTI	Union des tribunaux islamiques (Somalie)

#### NOTE SUR LES SYSTÈMES DE TRANSLITTÉRATION

Nous avons fait le choix de translittérer les termes russes suivant la norme ISO 9 et les termes arabes selon le système simplifié utilisé dans *The Encyclopedia of Islam* (Source: *The Encyclopedia of Islam*, New Edition, Leiden, 1960-...).

Toutefois, nous avons conservé l'orthographe francisée des noms d'utilisation courante (al-Qaida et non al-Qa'ida; Gorbatchev et non Gorbačev).

# LE TERRORISTE ET L'INSURGÉ

## Des cibles floues dans une lutte sans vainqueurs

*Aurélie Campana  
et Gérard Hervouet*

En décembre 2011, après le retrait officiel des soldats américains du territoire irakien à l'issue d'une guerre qui a duré près de neuf ans, le président Obama déclare que cette intervention, voulue et orchestrée par son prédécesseur, constitue un « succès », car l'armée américaine laisse derrière elle un pays « souverain et stable<sup>1</sup> ». Une telle appréciation de la situation contraste avec les évolutions observables sur le terrain. Depuis 2010, l'Irak traverse crise après crise et l'impasse politique semble insurmontable. Surtout, les conflits aux accents et ramifications multiples qui traversent la société irakienne sont loin d'être

---

1. Chris McGreal, « Barack Obama declares Iraq war a success », *The Guardian*, 14 décembre 2011.

apaisés<sup>2</sup>. La violence, terroriste en particulier, continue de marquer le quotidien de nombreux Irakiens, renforçant le climat d'incertitude et exacerbant les antagonismes, confessionnels entre autres. Si l'adoption de méthodes contre-insurrectionnelles a permis de faire diminuer le niveau de violence à compter de 2008, ces dernières n'ont pas produit de stabilité durable. L'intervention américaine a attisé d'anciennes querelles, engendré de nouveaux clivages, tout en créant des conditions propices à la pénétration d'acteurs initialement extérieurs au conflit, à l'image de ces groupes jihadistes dont al-Qaida en Irak, même très affaiblie, représente l'archétype depuis 2004.

La notion de « succès » est ainsi privilégiée par l'administration américaine, qui ne peut déceimment proclamer une victoire qu'elle n'a ni acquise sur le terrain militaire, ni réellement concrétisée sur le plan politique. Au-delà de la spécificité du contexte irakien, on ne peut que constater les difficultés multiformes auxquelles font face les États engagés dans des guerres irrégulières. Quelle que soit la nature de leur régime (démocratique ou non), tous peinent à sortir de ces conflits qui, enracinés dans la durée, se transforment au fil du temps. Or, comme de nombreux auteurs le constatent, les guerres internes ou civiles, caractérisées entre autres par une asymétrie des forces, constituent depuis 1991 la forme dominante de conflits<sup>3</sup>. Si elles ne sont en rien nouvelles, ni dans leur forme ni dans leur déroulement<sup>4</sup>, elles n'en ont pas moins connu un certain nombre d'évolutions, qui modifient tant la nature des interactions stratégiques entre les parties que les réponses formulées par les États qui y sont engagés. Ainsi, comme l'illustrent les cas irakien et afghan, mais aussi nord-caucasien, somalien, pakistanais, indien, l'articulation de dimensions locales, régionales et transnationales pèse plus lourdement qu'auparavant sur les dynamiques conflictuelles. La sophistication des moyens de communication permet une internationalisation des conflits, déjà encouragée par la présence sur le terrain de combattants étrangers ou par les relations entretenues avec des groupes ou des États aux motivations quelquefois divergentes. Ces conflits sont, de plus, marqués par une fragmentation de la scène insurgée et une fluctuation des alliances. Enfin,

---

2. Anthony H. Cordesman, *Iraq : Patterns of Violence, Casualty Trends and Emerging Security Threats*, Center for Strategic and International Studies, 9 février 2011, <[http://csis.org/files/publication/110209\\_Iraq-PattofViolence.pdf](http://csis.org/files/publication/110209_Iraq-PattofViolence.pdf)>, consulté le 14 juillet 2011.

3. Joseph Hewitt, « Trends in global conflict, 1946-2007 », dans Joseph Hewitt, Jonathan Wilkenfeld et Ted Robert Gurr, *Peace and Conflict 2010*, Boulder, Paradigm Publishers, 2010, p. 27-32.

4. Edward Newman, « The "New Wars" debate : A historical perspective needed », *Security Dialogue*, n° 35, 2004, p. 173-189.

l'interpénétration des groupes insurgés avec des organisations criminelles vient opacifier les dynamiques conflictuelles et complexifier l'identification des motivations qui guident les différents acteurs en conflit.

Dans ces contextes marqués par une extrême fluidité, la notion de « victoire » se révèle donc d'une application malaisée. D'ailleurs, dans le sillage des expériences américaines et internationales en Irak et en Afghanistan, elle tend à être écartée des discours de nombreux responsables politiques et militaires. Les militaires se voient désormais intimer l'ordre non plus de mener le pays ou la coalition à la victoire, mais de réunir les « conditions du succès<sup>5</sup> ». Si la définition de ce dernier terme varie en fonction des contextes et des priorités stratégiques et politiques, elle n'en reste pas moins articulée autour de la mise en place de stratégies de sortie de crise à un coût militairement, politiquement et socialement acceptable. Car le « succès », contrairement à la « victoire », ne se définit pas tant sur le terrain militaire que par la capacité des gouvernants engagés dans un conflit asymétrique à légitimer les options privilégiées, particulièrement quand les résultats militaires décisifs se font attendre.

Les interactions stratégiques ont, comme le montre Ivan Arreguín-Toft, une importance fondamentale sur l'issue de ces conflits asymétriques<sup>6</sup>. Si des facteurs tels que la capacité des acteurs, leurs soutiens externes et les ajustements stratégiques et tactiques opérés sur le terrain jouent un rôle<sup>7</sup>, il faut également tenir compte de deux dimensions souvent négligées : l'évolution des perceptions découlant de la durée des conflits, qui provoque une redéfinition constante des objectifs militaires et politiques, et l'impact politique que l'usage pourtant ancien du terrorisme engendre. Dans le contexte post-11 septembre 2001, où les sensibilités à l'égard des terrorismes de toute nature sont exacerbées, l'adoption par des groupes insurgés de tactiques ou de stratégies terroristes a amené de nombreux gouvernements et appareils militaires à adapter leur réponse. Le terrorisme semble ainsi jouer un rôle déstabilisateur plus appuyé depuis septembre 2001. S'il agit sur la volonté de combattre des armées

---

5. Christopher Dandeker, « From victory to success: The changing mission of Western Armed Forces », dans Jan Angstrom et Isabelle Duyvesten (dir.), *Modern War and the Utility of Force. Challenges, Methods and Strategy*, New York, Routledge, 2010, p. 16-38.

6. Ivan Arreguín-Toft, « How the weak win wars. A theory of asymmetric conflict », *International Security*, vol. 26, n° 1, été 2001, p. 93-128.

7. Voir entre autres Jan Angstrom et Isabelle Duyvesten (dir.), *Understanding Victory and Defeat in Contemporary War*, New York, Routledge, 2007.

régulières<sup>8</sup>, il peut avoir des répercussions politiques très importantes sur les opinions publiques des États engagés dans ces conflits, particulièrement dans les démocraties. Surtout, le recours au terrorisme permet aux groupes insurgés d'aujourd'hui comme d'hier de prolonger les conflits, et ultimement de ne pas les perdre. Or les États, dont les réactions à tout acte qualifié de terroriste sont devenues quasi épidermiques depuis 2001, semblent pour le moins incapables de défaire ces groupes, qui dans l'imaginaire collectif mutent du statut d'insurgés à celui de terroristes.

## 🏰 AU-DELÀ DES SIMPLIFICATIONS CONCEPTUELLES

Disons-le d'emblée, le terrorisme comme les insurrections sont des réalités anciennes, qui ont certes été marquées par des évolutions et des transformations, mais qui ne possèdent assurément aucun caractère de nouveauté. Du Vietnam à la Malaisie en passant par l'Algérie ou l'Amérique du Sud, les exemples abondent depuis 1945. D'ailleurs, le couple terrorisme/insurrection suscite depuis de longues années moult débats. Si les chercheurs sont nombreux à s'être penchés sur les nécessaires distinctions entre ces deux formes de violence asymétrique<sup>9</sup>, on constate que les réactions aux attentats du 11 septembre 2001 ont brouillé les cartes. Ainsi, la distinction entre terrorisme et insurrection, déjà ténue, tend à s'amenuiser sous les effets des expériences irakienne et afghane, entre autres. Cette confusion fait peser sur le terme « insurrection » une charge émotionnelle négative tout aussi lourde que celle qui caractérise depuis longtemps le terme « terrorisme »<sup>10</sup>. Dans cette perspective, l'insurgé désigne la plupart du temps un ennemi d'autant plus dangereux et peu fréquentable qu'il adopte une tactique ou une stratégie terroriste.

Cet amalgame jette un flou sur les frontières entre les différentes catégories. Surtout, il entretient des confusions, qui vont bien au-delà de la simple rhétorique, puisqu'elles ont intégré le langage politique et militaire, tout comme le vocabulaire scientifique. En effet, on constate que

8. Leonard Weinberg et William L. Eubank, « Twenty-first century insurgencies: Understanding the use of terrorism as a strategy », dans James J.F. Forest (dir.), *Countering Terrorism and Insurgency in the 21st Century: International Perspectives*, vol. 1, *Tactical and Strategic Considerations*, Westport, Praeger Security International, 2007, p. 104-121.

9. Voir l'article devenu classique d'Ariel Merari, « Terrorism as a strategy of insurgency », *Terrorism and Political Violence*, vol. 5, n° 4, hiver 1993, p. 213-251. Voir également l'analyse pertinente à ce sujet de David Kilcullen, « Countering global insurgency », *Journal of Strategic Studies*, vol. 24, n° 4, p. 604-606.

10. Leonard Weinberg, Ami Pedahzur et Sivan Hirsch-Hoffler, « The challenges of conceptualising terrorism », *Terrorism and Political Violence*, vol. 16, n° 4, janvier 2004, p. 777-794.

dans nombre d'études, ces deux termes sont utilisés de manière interchangeable. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à parler d'« insurrection globale<sup>11</sup> » pour désigner l'émergence d'une forme de contestation qui, mondialisée et déterritorialisée, serait incarnée par des groupes islamistes agissant en réseaux et partageant une même idéologie. Al-Qaida représenterait à la fois l'archétype de ces organisations transnationales islamistes, un initiateur et un facilitateur à la tête d'un réseau à visée mondiale. Cette confusion, provoquée pour partie par l'incursion du politique dans le scientifique<sup>12</sup> et par la popularité de la thèse du « choc de civilisations<sup>13</sup> », pourtant très discutée et discutable, tend à effacer les spécificités du terrorisme et de l'insurrection. Elle occulte également les évolutions de la dynamique insurrection/terrorisme et les questions de légitimité qui y sont attachées.

Les définitions du terme « insurrection » sont nombreuses, mais toutes renvoient à un mouvement politique territorialisé qui cherche à renverser le statu quo et tente d'imposer par des stratégies violentes de subversion un nouvel ordre politique. Le terme « terrorisme » se révèle toujours aussi délicat à manier ; il constitue en effet une catégorie piégée tant les définitions académiques et institutionnelles abondent. Si l'objectif n'est pas de rentrer dans ces débats sans fin<sup>14</sup>, nous ne pouvons faire l'économie d'une définition a minima. Nous proposons donc de partir de la définition formulée par Charles Tilly, qui voit le terrorisme comme une stratégie politique assimilée à un « asymmetrical deployment of threats and violence against enemies using means that fall outside the forms of political struggle routinely operating within some current regime<sup>15</sup> ».

- 
11. Voir par exemple la perspective développée par David Kilcullen, dans son article déjà cité, dans lequel il assimile la « guerre contre le terrorisme » à une lutte contre une insurrection islamiste globalisée. David Kilcullen, « Countering global insurgency », *op. cit.*, p. 597-617. Ou encore la position moins nuancée défendue par David Barno, « Challenges in fighting global insurgency », *Parameters*, été 2006, p. 15-29.
  12. Magnus Randstorp, « Introduction : Mapping terrorism research – Challenges and priorities », dans Magnus Randstorp (dir.), *Mapping Terrorism Research. State of the Art, Gaps and Future Direction*, New York, Routledge, 2007, p. 25. Richard Jackson évoque même une influence directe des priorités étatiques sur le champ des études sur le terrorisme : « [terrorism studies.] for the most part, adopted state-centric priorities and perspectives on terrorism ». Richard Jackson, *Research For Counterterrorism: Terrorism Studies and the Reproduction of State Hegemony*, Paper presented at the annual meeting of the International Studies Association 48th Annual Convention, Chicago, 28 février 2007, p. 3, <[http://www.allacademic.com/meta/p180773\\_index.html](http://www.allacademic.com/meta/p180773_index.html)>, consulté le 16 novembre 2012.
  13. Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Touchstone Books, 1998.
  14. Alex Schmid, *The Routledge Handbook of Terrorism Research*, Londres, Routledge, 2011, p. 39-98.
  15. Charles Tilly, « Terror, terrorism, terrorists », *Sociological Theory*, vol. 22, n° 1, 2004, p. 5.

Cette définition renvoie prioritairement au terrorisme mobilisé dans les contextes de conflits politiques non violents. Dans ces cas précis, le terrorisme vise à remettre en cause un ordre social établi et les systèmes politiques, économiques et symboliques qui le régulent<sup>16</sup>. D'un usage commode quand il s'agit d'analyser les modes d'action privilégiés par les groupes terroristes d'extrême droite et d'extrême gauche, voire par certaines organisations religieuses (comme la secte islamique Boko Haram au Nigéria avant 2010, ou la secte Aoum Shinrikyo au Japon), elle nécessite cependant d'être précisée afin d'être appliquée au terrorisme qui peut sévir en temps de conflit. Car si les logiques qui guident ces différentes formes de terrorisme se recoupent<sup>17</sup>, le terrorisme en temps de guerre renvoie non seulement à une dimension d'illégitimité, mais également, comme le souligne Janine Kriebler dans le premier chapitre de cet ouvrage, à la nature non conventionnelle des moyens utilisés. Cette précision est importante, la plupart des groupes répertoriés aujourd'hui comme terroristes étant des groupes insurgés pratiquant le terrorisme<sup>18</sup>.

En ce sens, le contexte de l'action terroriste doit être spécifié. Le terrorisme ne doit pas être vu comme une finalité, mais bien comme une tactique ou une stratégie, qui relève d'abord de considérations politiques et communicationnelles, mais qui peut également recouper des impératifs militaires. Weinberg et Eubank identifient trois configurations insurrectionnelles dans lesquelles le terrorisme a été utilisé : les contextes dans lesquels le terrorisme représente la forme exclusive de violence ; les insurrections sans recours au terrorisme ; la combinaison de différents types de violence, dont la guérilla et le terrorisme. Nous serions désormais entrés dans cette troisième ère, dans laquelle le terrorisme articulé à d'autres formes de tactiques violentes permet aux groupes insurgés de faire durer le conflit<sup>19</sup>. Mais guérilla et terrorisme ne sont pas les seules formes de violence. Le recours à des pratiques criminelles (trafic de drogue, d'armes, de matières premières), servant entre autres à financer les activités violentes, pèse sur les dynamiques conflictuelles. Là encore, le caractère de nouveauté doit être relativisé, bien que l'interpénétration de plus en plus affirmée entre groupes terroristes et criminels semble être amplifiée dans les conflits actuels.

16. Ruud Koopmans, « Protest in time and space : The evolution of waves of contention », dans David Snow, Sarah Soule et Hanspeter Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, p. 19-45.

17. Andrew H. Kydd et Barbara F. Walter, « The strategies of terrorism », *International Security*, vol. 31, n° 1, été 2006, p. 49-80.

18. Daniel Byman, *Understanding Proto-Insurgencies*, Santa Monica, Rand National Defense Research Institute, 2007, p. 17.

19. Leonard Weinberg et William L. Eubank, « Twenty-first century insurgencies », *op. cit.*

En d'autres termes, les interactions entre les groupes participant à un jeu insurrectionnel de plus en plus complexe dépendent pour beaucoup des acteurs en conflit, de leurs motivations, de leurs moyens, de leurs objectifs, mais aussi des contraintes qu'introduisent l'utilisation du terrorisme et la réponse qui leur est opposée. Chaque insurrection doit être appréhendée dans sa particularité, et les dimensions politiques et territoriales qui la sous-tendent, considérées comme centrales. Or les objectifs politiques des groupes insurgés ont tendance à être occultés pour deux raisons principales.

D'abord, l'assimilation entre terrorisme et insurrection réduit les groupes insurgés à leurs portions « congrues », c'est-à-dire à leurs activités terroristes et aux liens transnationaux que certains groupes insurgés entretiennent avec des acteurs extérieurs au conflit. Il en résulte une tendance à soustraire les variables politiques et territoriales de l'équation insurrectionnelle et à évacuer toutes les questions relatives aux concurrences de légitimité pourtant au cœur de la plupart des conflits de ce type. Cela se manifeste le plus souvent par un refus d'ouvrir officiellement et ouvertement des négociations avec des représentants de mouvances insurgées. Les tiraillements qui ont accompagné, tant du côté américain que du côté afghan, la décision de négocier avec les talibans découlent de cette logique. Le gouvernement américain voulait éviter de donner une tribune à ces ennemis stigmatisés pendant près d'une décennie pour leur soutien à al-Qaida et de reconnaître leur légitimité. Le régime afghan, quant à lui, était placé en compétition directe avec les talibans, tant par l'existence de gouvernements parallèles talibans dans de nombreuses provinces afghanes que par la prétention des talibans de reprendre la tête de l'État afghan une fois que la coalition internationale se sera retirée, en 2014.

La seconde raison qui explique la tentation de transporter le conflit sur un terrain autre que politique découle de l'adoption de nouvelles doctrines contre-insurrectionnelles, qui ont tendance à dénier « la pluralité des phénomènes insurrectionnels », qui se retrouvent englobés sous un « même paradigme remis au goût du jour, mais largement anhistorique<sup>20</sup> ». Cette homogénéisation s'est faite au regard de la nature considérée comme « globale » d'insurrections qui partagent certes des caractéristiques communes, comme l'utilisation du terrorisme et le recours à des référents identitaires et à un même label (al-Qaida en l'occurrence), mais qui restent avant tout très ancrées localement.

---

20. Gilles Dorronsoro, Christian Olsson et Raphaël Pouyé, *Insurrections / contre-insurrections : éléments d'analyse sociologique à partir des terrains irakien et afghan*, Paris, Institut de recherche stratégique de l'école militaire, 2010, p. 17.

Que le terrorisme soit une stratégie « indigène » ou importée, son usage redéfinit la menace et produit un ajustement des réponses étatiques. Le retour de la contre-insurrection ne peut être isolé du contexte de la « guerre contre le terrorisme », lancée en 2001 par l'administration Bush, et de l'impasse dans laquelle les Américains se sont enfoncés en Irak. La confusion entre terrorisme et insurrection se traduit sur le terrain par une superposition des stratégies de lutte contre-terroriste et contre-insurrectionnelle. Elle se manifeste entre autres par un déni du caractère politique des organisations insurgées. Cette observation s'applique à l'Irak, à l'Afghanistan, mais également au Caucase du Nord et à d'autres régions, même si les modalités de la dépolitisation du conflit varient. Pourtant, et c'est là tout un paradoxe, d'un côté, au nom de la lutte contre le terrorisme, on refuse tout caractère politique aux mouvements insurgés ; de l'autre, la contre-insurrection, qui articule réponses militaires et approches civiles, est en partie axée sur des politiques de légitimation d'un nouvel ordre social imposé à travers des stratégies de construction de l'État<sup>21</sup>. Il existe donc bien, au-delà des discours, une lutte de légitimité engagée sur le terrain, dimension placée au cœur de cet ouvrage collectif.

## OBJECTIFS ET STRUCTURE DE L'OUVRAGE

Cet ouvrage vise à revisiter les relations entre les différents types de violence et, en particulier, entre insurrection et terrorisme. Il explore parallèlement les ajustements opérés par les États pour combattre des phénomènes perçus comme des menaces directes à la sécurité des États, et comme des forces déstabilisatrices sur les plans régional et mondial. Le terrorisme peut-il être vu comme une nouvelle forme d'insurrection ? Quels liens faire entre des mouvements insurrectionnels défendant un agenda local et une idéologie plus englobante comme celle véhiculée par al-Qaïda ? Comment analyser et dissocier les violences politiques, au nombre desquelles nous pouvons inclure les insurrections et le terrorisme, de la criminalité organisée ? Un État faible constitue-t-il un contexte favorable au développement d'insurrections versant parallèlement dans le terrorisme et le crime organisé ? Comment les États traitent-ils ces nouvelles menaces ? Comment lutte antiterroriste et lutte contre-insurrectionnelle sont-elles articulées ? Ce mélange des genres permet-il de contrer efficacement la menace ou constitue-t-il une impasse ? Les analyses offertes par les différents auteurs qui contribuent à cette réflexion

---

21. David Kilcullen, « Counterinsurgency redux », *Small Wars Journal*, 2006, <<http://smallwarsjournal.com/documents/kilcullen1.pdf>>, consulté le 10 juillet 2010.

collective offrent, à travers des études de cas originales, une illustration de l'évolution des dynamiques conflictuelles des conflits intra-étatiques. Tout en apportant un regard renouvelé sur les cas à l'étude, ils s'insèrent dans les débats théoriques mais aussi politiques du moment, et permettent de faire avancer la réflexion sur les évolutions observables depuis le 11 septembre 2001 tant dans les dynamiques insurrectionnelles que dans les réponses proposées par les États.

L'ouvrage est divisé en deux parties. La première partie, intitulée « De la violence sociale au terrorisme : des croisements aléatoires », explore les relations ambiguës entre les différents types de violences employés dans des conflits dits asymétriques, et leur évolution. Elle revient ainsi sur les enjeux de la catégorisation et les conséquences que l'appréhension à travers le prisme de la catégorie piégée de terrorisme peut avoir sur la manière dont les dynamiques conflictuelles sont perçues. Ce faisant, elle insiste en particulier sur le lien entre terrorisme et insurrection. Une attention particulière est portée à l'interaction entre local et global, entre État faible et terrorisme, et entre différents types de violences qui tendent de plus en plus à s'enchevêtrer (terrorisme, insurrection et crime organisé). Ces différentes contributions reviennent, à travers les exemples afghan, pakistanais, mexicain, somalien et nord-caucasien, sur la fragmentation des scènes insurgées, sur l'imbrication des acteurs terroristes et criminels, mais également sur la circulation de modes d'actions violents. Le recours aux études de cas permet une meilleure contextualisation de phénomènes intimement liés aux évolutions sociales et politiques qui prennent naissance dans des ordres sociaux particuliers, tout en permettant de déceler des dynamiques et des facteurs convergents.

Six chapitres composent cette première partie. Le premier chapitre offre une nécessaire clarification conceptuelle. Privilégiant une approche sociohistorique, Janine Kriebler revient sur la définition du terrorisme, ici considéré comme une stratégie d'insurrection ou de subversion. Opérant un retour volontaire aux enseignements des auteurs classiques, elle examine deux aspects centraux d'une meilleure appréhension de la violence terroriste, que ce soit en contexte insurrectionnel ou en temps de paix. Le premier a trait à la question de la place du terrorisme dans la légitimation de la violence guerrière. L'auteure montre très bien que la perception du terrorisme dans nos sociétés occidentales, et par le fait même la confusion souvent établie entre insurrection et terrorisme, est guidée par la façon occidentale de faire la guerre. La notion de « guerre propre » et celle de « bataille » introduisent une sorte de biais dans notre appréhension des violences non conventionnelles. Dès lors, soutient J. Kriebler, l'analyse des relations entre guerre et terrorisme doit dépasser le paradigme clausewitzien. Le second aspect renvoie aux questions de

légitimation qui accompagnent la formation des États, en tant que détenteurs du monopole de la violence organisée, et les formes de contestation de cette légitimité. L'État imposant par là même une forme de domination, l'auteure nous invite à considérer le terrorisme comme une tactique et un mode de relation sociale, dont l'objectif pour le groupe qui y a recours est d'asseoir sa légitimité et ultimement de faire émerger un nouvel ordre social.

Le deuxième chapitre analyse précisément le lien entre la (dé)légitimation de l'État, la contestation des modes dominants de régulation sociale et la violence, en prenant appui sur les évolutions politiques et sociales observées dans l'espace musulman proche et moyen-oriental avant le « printemps arabe ». Sami Aoun place ainsi l'État au centre de sa réflexion. Il constate que le modèle étatique traverse un ensemble de crises depuis plusieurs décennies dans cette région. Ces crises s'expliquent, suivant les contextes, par l'incapacité de certains États à exercer le monopole de la violence légitime, ou au contraire par le recours systématique à la violence par les États forts. Dans la première configuration, l'État n'est pas en mesure d'assumer le monopole de la violence, car il se révèle incapable de s'élever au-dessus des clivages tribaux ou claniques et de défaire les réseaux clientélistes. On assiste alors à une privatisation de la violence et à une certaine tribalisation du jeu politique. L'État devient un lieu de compétition pour l'accès aux ressources politiques, économiques et symboliques. Dans la seconde configuration, les États forts apparaissent non seulement comme des pourvoyeurs, mais également comme des exportateurs de violence. L'espace politique étant verrouillé, la violence de répression devient l'instrument principal de gestion des conflits internes et externes. Ces analyses, fort pertinentes au regard des évolutions politiques, sociales et géopolitiques plus récentes, articulent différents niveaux d'analyse. Elles nous éclairent également sur le poids encore très pesant des héritages coloniaux, dont l'État en tant qu'organisation politique représente l'archétype. L'échec de la greffe, associé entre autres à la persistance de logiques tribales et claniques et aux interventions extérieures, explique pour partie les difficultés à implanter durablement la démocratie dans cet espace.

Le troisième chapitre nous transporte dans les Amériques, et plus particulièrement en Amérique latine et en Amérique du Sud. Si cette région a représenté pendant les années 1960 et 1970 le pôle principal de l'activité terroriste et des insurrections<sup>22</sup>, elle en est aujourd'hui relativement épargnée.

22. Joseph Hewitt, Jonathan Wilkenfeld et Ted Robert Gurr (dir.), *Peace and Conflict 2010*, *op. cit.*, p. 3.

Toutefois, on constate depuis quelques années une augmentation importante des actes violents, attribués le plus souvent à des groupes criminels (narcotrafiquants avant tout), à des groupes insurrectionnels et aux paramilitaires. Gordon Mace et Chantal Lacasse analysent la persistance de régimes d'insécurité dans cet espace. Ils attribuent principalement l'explosion de cette violence, tant criminelle que terroriste, à l'incapacité des États à défaire les groupes qui, de par leurs activités, remettent en cause leur monopole de la violence légitime. Le poids de la corruption à tous les échelons de l'appareil étatique et l'interpénétration des groupes criminels et des corps policiers rendent la lutte contre les cartels et les groupes insurgés inopérante. L'exportation des activités criminelles jusqu'aux États-Unis a des effets multiplicateurs sur les autres formes de violence. Les auteurs montrent ainsi comment les différents types de violence s'articulent. Ils observent une circulation des méthodes entre groupes criminels, groupes terroristes et paramilitaires. L'usage par ces différentes organisations de modes d'action convergents montre une consolidation de plus en plus grande des relations entre crime organisé et terrorisme.

Cette jonction entre terrorisme et criminalité organisée se retrouve également en Afghanistan et au Pakistan. Dans le quatrième chapitre, Julian Schofield propose une cartographie des groupes appartenant à la mouvance talibane et une analyse très fine des méthodes violentes utilisées. L'auteur présente tout d'abord l'insurrection talibane dans toute sa profondeur et sa diversité, qui se lit tant dans la structuration de groupes très hétérogènes que dans les objectifs qu'ils poursuivent et dans les modes d'action qu'ils privilégient. J. Schofield s'arrête également sur les différentes logiques qui guident les groupes insurgés, montrant comment les dimensions transnationales et très locales s'agencent. Il insiste particulièrement sur les tensions et les désaccords qui traversent la mouvance talibane et son alliée al-Qaïda, et sur le poids de la corruption dans un État afghan qui reste illusoire. Mais l'auteur va beaucoup plus loin, en interrogeant les conséquences que l'entrecroisement d'activités criminelles, insurgées et terroristes a sur ces mouvements. En d'autres mots, il se penche sur les tensions entre l'idéologie et les pratiques violentes, et analyse les arbitrages effectués entre principes de l'islam et impératifs de l'insurrection.

Ces jeux de rééquilibrage internes réalisés dans un contexte insurrectionnel affectent les insurrections au Caucase du Nord. Dans le chapitre 5, Aurélie Campana analyse les processus qui ont présidé à la régionalisation de la violence dans cette partie du monde. Remettant partiellement en cause la thèse selon laquelle les violences que connaissent les républiques du Caucase du Nord russe ne seraient que des métastases des guerres russo-tchéchènes, elle montre comment la violence est devenue, dans une

région traversée de multiples conflits mal éteints, un mode d'interaction parmi d'autres. D'un côté, elle relève chez les insurgés l'application de tactiques et de stratégies, en partie influencées par l'expérience tché-tchène. D'un autre côté, la violence représente pour les dirigeants, sur le plan tant fédéral que fédéré, un mode privilégié de gestion de crises. L'auteure montre que la prévalence du néopatrimonialisme et le haut niveau de corruption dans les républiques du Caucase du Nord ne font qu'accélérer les processus de désinstitutionnalisation de la violence et sa routinisation. On observe ainsi un détournement de la violence dite légitime à des fins d'accumulation de ressources, mais également, à l'image de ce qui se passe dans d'autres contextes, à l'établissement de connexions durables entre des représentants des administrations locales et fédérales et des groupes insurgés criminalisés.

Le conflit au Caucase du Nord illustre également les tensions entre un agenda local de contestation et un référentiel global, qui emprunte aux discours islamistes ses principaux arguments. Le même phénomène peut être observé dans d'autres contextes. La Somalie des années 2000 représente ainsi à n'en pas douter un cas dans lequel des logiques insurrectionnelles ethnonationalistes entrent en concurrence avec une logique terroriste à vocation globale. Dans le sixième chapitre, Benjamin Ducol offre un regard sociohistorique sur les transformations sociales et politiques qu'a connues la Somalie depuis les années 1990. Ces transformations constituent autant de facteurs ayant concouru à l'effondrement d'un État déjà fragilisé. Il y analyse ainsi la tribalisation du jeu politique, la concurrence entre les islamismes, la fragmentation poussée des groupes s'opposant à un État improbable, mais également la fluctuation des référents identitaires et les conséquences des interventions étrangères, qui n'ont fait qu'exacerber les jeux de pouvoir au sein de la mouvance insurgée. Ce faisant, il examine l'émergence et la transformation du groupe al-Shabaab. Au-delà des dynamiques propres au contexte somalien depuis le début des années 2000, l'auteur montre l'influence sur le conflit de l'arrivée de combattants étrangers jihadistes, certains revendiquant leur appartenance à al-Qaïda.

La Somalie est devenue une préoccupation pour les États voisins qui, comme l'Ouganda ou le Kenya, ont été soit ciblés par l'organisation insurgée/terroriste al-Shabaab, soit menacés par elle. Elle constitue également une inquiétude pour les États-Unis et pour les États abritant des communautés de la diaspora somalienne. Devant la transformation des menaces caractérisées par une plus grande fluidité, les États ont été amenés à réviser leurs politiques et stratégies. Ce sont ces questions qu'aborde la seconde partie de cet ouvrage.

Cette seconde partie est intitulée « Combattre et réprimer les violences terroristes et insurrectionnelles ». Une analyse de l'évolution des doctrines militaires ouvre la réflexion. Puis les auteurs présentent plusieurs études de cas, qui permettent de mieux saisir les enchevêtrements entre lutte antiterroriste et lutte contre-insurrectionnelle. Les différents chapitres s'attachent à analyser les outils (militaires, politiques, économiques...) mis en place pour contrer à la fois sur le terrain militaire et sur le terrain politique les mouvements insurrectionnels. Ce faisant, ils montrent les stratégies d'ajustement mises sur pied par les États et la lente évolution des doctrines militaires. Ils pointent également les impasses, les errements et les échecs d'interventions qui tendent à s'enraciner dans la durée. Enfin, une analyse des détournements et de l'instrumentalisation de la lutte antiterroriste est abordée.

Dans le chapitre 7, Jean-Jacques Patry et Nicole Vilboux reviennent sur l'adoption des méthodes contre-insurrectionnelles et l'évolution des doctrines militaires. Après avoir rappelé que ni le contre-terrorisme ni la contre-insurrection ne sont des innovations, les auteurs examinent les processus qui ont présidé aux changements stratégiques et tactiques opérés d'abord dans le cadre de l'intervention en Irak, puis adaptés au terrain afghan. Cette analyse montre en particulier l'influence américaine sur les réflexions produites dans d'autres contextes démocratiques (Royaume-Uni et France, entre autres), mais aussi l'importance des perceptions sur l'élaboration de la doctrine. Le croisement de ces deux dimensions explique pour partie, au-delà du poids des expériences antérieures et des priorités stratégiques de chacun des États, la relative uniformité des réponses. En ce sens, l'OTAN agit, précisent les auteurs, comme un creuset pour les États investis en Afghanistan. Les auteurs s'arrêtent également sur l'apprentissage, les capacités d'adaptation des armées et les difficultés rencontrées sur le terrain. Parmi ces dernières, les problèmes de coordination et l'articulation des dimensions civiles et militaires sont soulevés. En effet, bien que ces opérations soient avant tout comprises comme militaires, elles relèvent parallèlement de stratégies de construction de l'État, qui placent la notion de légitimité au cœur des processus.

Le chapitre 8 montre comment quelques-unes de ces doctrines sont mises en pratique. Gérard Hervouet, Aurélie Campana et Nicola Contessi s'intéressent en effet aux stratégies de lutte contre les talibans déployées tant par les États-Unis et l'OTAN que par le Pakistan. Une telle approche vise à mieux comprendre les impératifs stratégiques et politiques qui divisent les Américains et les Pakistanais, qui s'affichent pourtant comme des alliés dans la lutte antiterroriste et contre-insurrectionnelle. Ce faisant, les auteurs concentrent leurs analyses sur une question devenue centrale dans la lutte contre les talibans, celle de la frontière, érigée en enjeu par

l'approche régionale AF-PAK développée par l'administration Obama. La déconnexion de plus en plus grande entre les Américains, l'OTAN et le Pakistan trouve d'abord une explication dans l'utilisation de méthodes du côté américain qui irritent au plus haut point les responsables militaires et dans les infiltrations fréquentes de soldats américains ou membres de la coalition de l'OTAN en sol pakistanais. Mais elle découle également d'objectifs divergents et de temporalités différentes. Cette incapacité à faire coïncider les agendas politiques ainsi que l'occultation des complexités du jeu politique pakistanais agissent comme autant d'obstacles à la résolution d'un conflit aux dimensions multiples.

Le chapitre 9 analyse la réaction de l'État indien à l'insurrection maoïste à laquelle il est confronté depuis plusieurs décennies. Ce cas peu connu souligne l'importance des dynamiques politiques nationales et, en particulier, de la relation entre les États fédérés, théoriquement chargés de ces problèmes qu'ils ne parviennent pas à juguler, et l'État fédéral. En cela, l'Inde ne fait pas exception. Ainsi, les conclusions tirées par Bibhu Prasad Routray et Shanthie Mariet D'Souza sur le poids des concurrences entre le gouvernement fédéral et les États fédérés pourraient très certainement être appliquées à d'autres États fédéraux, comme la Russie et le Mexique, pour ne mentionner que deux des cas étudiés dans cet ouvrage. Parallèlement à cette dimension centrale, les auteurs, constatant le quasi-échec des programmes de développement économique promus par le gouvernement fédéral dans sa tentative de couper les insurgés maoïstes de leur base sociale, se tournent vers une analyse des réponses militaires. Ils montrent que l'Inde, alors même qu'elle possède une longue expérience en matière de contre-insurrection, apparaît peu préparée à affronter cette insurrection maoïste, qui connaît depuis le milieu des années 2000 une progression inédite dans tout le pays. Leur analyse souligne ainsi les impasses tactiques et les impensés stratégiques, tout en mettant en lumière les dilemmes soulevés par la contre-insurrection et, entre autres, le problème posé par la réticence de l'armée, mobilisée au Cachemire, à s'engager sur le front maoïste.

Le dernier chapitre présente une perspective qui, bien que quelque peu différente, se révèle très complémentaire des précédentes. Partant du cas des États centrasiatiques et plus particulièrement de l'Ouzbékistan, Didier Chaudet prend le parti de démontrer comment certains gouvernements ont utilisé le contre-terrorisme non seulement pour consolider un régime autoritaire, mais également pour obtenir un blanc-seing des puissances présentes dans la région, qui ont pour des raisons différentes avalisé les pratiques de répression mises en place par l'Ouzbékistan au nom de la lutte contre le terrorisme. Au-delà des dimensions géopolitiques, centrales dans l'appréhension de la menace de la part des gouvernements

centrasiatiques et dans le soutien fourni par les puissances régionales et internationales (Russie, Chine et États-Unis), l'auteur revient sur l'utilisation de la répression contre des groupes islamistes, violents ou non. Il montre que cette répression brutale faisant appel à la torture et aux disparitions forcées a eu les effets inverses de ceux escomptés. Loin de mettre fin aux activités clandestines de ces groupes islamistes, elle a été l'un des facteurs de radicalisation parmi les plus puissants.



PARTIE



# DE LA VIOLENCE SOCIALE AU TERRORISME

Des croisements aléatoires



# INSURRECTION ET TERRORISME

## La nouvelle configuration du champ de bataille

*Janine Kriebler*

### LE ROCHER DE SISYPHE

Le terrorisme est un mode de combat. C'est un mode de relation sociale qui implique l'utilisation de la violence ou de la menace de violence. Comme la plupart des autres relations sociales, le terrorisme est le résultat du comportement d'acteurs qui appliquent des stratégies d'action sur l'environnement humain et physique. Nous ne discuterons pas dans ce texte des mérites des différents courants de la sociologie de l'action, ni n'entrerons dans le débat autour de la micro-macro sociologie. Le terrorisme est ici considéré comme un mode d'action qui met en présence des

groupes restreints et des réseaux. Nous estimons donc que l'individualisme méthodologique et le paradigme interactionniste restent la meilleure position possible<sup>1</sup>.

Depuis le début des études sur le terrorisme, la question de la définition a été un terrain de disputes académiques sans fin. Des centaines de définitions ont été répertoriées, analysées, scrutées. À une certaine époque, aucun ouvrage sur le terrorisme ne pouvait se priver d'un chapitre introductif discutant interminablement de définitions, donnant l'impression de toujours monter la même montagne derrière un gigantesque rocher<sup>2</sup>. Tant et si bien qu'au début des années 2000, les spécialistes ont semblé tout simplement laisser tomber cette quête et passer au discours plus productif d'analyse du phénomène lui-même<sup>3</sup>.

Une définition générale et utile produite par R. P. Hoffman se retrouve dans la plupart des tentatives de cerner ce qu'est le terrorisme : « *Terrorism is a purposeful human political activity which is directed toward the creation of a general climate of fear, and is designed to influence, in ways desired by the protagonists, other human beings and, through them, some course of event*<sup>4</sup> ».

Le terrorisme est un objet social, un événement, qui se reconnaît très bien quand on le rencontre. De la simple alerte à la bombe où, à la limite, la bombe peut ne pas exister, à l'écroulement des tours jumelles de New York, reconnaître ce qui est un acte de terreur procède du simple sens commun.

- 
1. Raymond Boudon, *Essais sur la théorie générale de la rationalité : action sociale et sens commun*, Paris, Presses universitaires de France, 1977.
  2. Un exemple classique de ce type d'exercice est Alex P. Schmid et Albert J. Jongman, *Political Terrorism : A New Guide to Actors, Authors, Concepts, Data Bases, Theories and Literature*, New Brunswick, Transaction Books, 2005 (pour la nouvelle édition). À noter que la première édition date de 1984 et recensait déjà 109 définitions différentes. Un ouvrage récent codirigé par Alex P. Schmid propose une réflexion, alimentée par les publications des années 2000, sur l'impossible définition du terrorisme et les principaux problèmes rencontrés par la communauté de chercheurs à ce sujet. Alex P. Schmid (dir.), *The Routledge Handbook of Terrorism Research*, New York, Routledge, 2011.
  3. Voir par exemple Omar Malik, *Enough of the Definition of Terrorism*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 2000.
  4. On retrouve cette définition un peu partout dans la littérature. Elle a son origine dans Robert Paul Hoffman, *Terrorism : A Universal Definition*, Thèse de doctorat, Claremont Graduate School, 1984.

La particularité du terrorisme est d'être une forme de violence. Ceci en ferait donc un phénomène aussi vieux que l'humanité elle-même. On peut même penser, à l'instar de Francis Fukuyama, que la violence est inhérente à l'émergence de l'ordre politique<sup>5</sup>. Si le terrorisme est une forme de violence qui épouse les structures sociales, il peut donc surgir n'importe où dans ces mêmes relations sociales lorsqu'il y a conflit. Ainsi, on retrouve du terrorisme venant soit du sommet, soit de la base de la hiérarchie sociale. Le premier, terrorisme répressif, est exercé par l'État contre sa population afin de maintenir certains groupes ou individus au pouvoir. La vague de démocratisation de la fin du xx<sup>e</sup> siècle a rendu moins fréquent, ou moins voyant, ce type de terreur. En sens inverse, le terrorisme insurrectionnel est exercé par des groupes exclus ou à la marge du pouvoir politique qui désirent soit exercer une influence, soit remplacer les actuels dirigeants. Des tactiques terroristes ont même été employées lors de conflits interétatiques afin de soumettre l'ennemi en brisant sa volonté de combattre. La terreur n'est pas le seul apanage des relations politiques. Les mafias l'utilisent également afin d'affermir leur contrôle sur des réseaux ou des territoires. Ici, nous verrons le terrorisme en tant que l'une des tactiques de groupes insurrectionnels.

Ainsi, nous ferons d'abord le point sur les rapports entre guerre, violence et politique en nous questionnant plus particulièrement sur la *guerre du peuple* et ses aspects insurrectionnels. Nous examinerons ensuite les implications de cette forme particulière de la guerre dans l'articulation de l'attaque et de la défense, c'est-à-dire des rapports entre insurrection et contre-insurrection. Nous traiterons par la suite de la légitimation de la guerre de partisans, expression du *peuple en révolte*. Ceci nous amènera à poser la question de la pacification des sociétés face à la présence de groupes insurrectionnels utilisant la violence et la terreur afin de saisir le pouvoir politique. Nous constaterons que la stabilisation des sociétés passe par le contrôle et la légitimité étatiques. Cette question débouche automatiquement sur l'examen des luttes et conflits pour le pouvoir politique et sur la compétition afin d'acquérir une position de légitimité. Nous verrons donc, tout au long de ce chapitre, que le nouveau champ de bataille où des groupes en révolte utilisent des tactiques insurrectionnelles telles que le terrorisme est étonnamment distinct de la guerre classique conçue par la tradition occidentale et qu'il commande une nouvelle façon de penser et de faire la guerre.

---

5. Francis Fukuyama, *The Origin of Political Order : From Prehuman Times to the French Revolution*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2011.

## GUERRE, VIOLENCE ET POLITIQUE

À travers l'histoire, les rapports entre politique et violence ont pris de multiples formes. Guerres pour la possession des femmes afin d'assurer la reproduction, guerres pour la propriété du territoire pour assurer la survie du groupe humain, guerres pour la suprématie d'un Dieu sur un autre ou, comme l'a si bien décrit Clausewitz, « guerre duel », affrontement sur le champ de bataille afin d'affirmer le pouvoir d'un souverain sur un autre. En ce qui concerne le terrorisme, il faut prendre conscience que la façon occidentale de mener les guerres n'est pas la seule, mais qu'elle constitue un code particulier à l'histoire de l'Occident qui, petit à petit, suivant la généralisation du modèle de souveraineté étatique, s'est répandu partout sur la planète. Pour comprendre le terrorisme, la distinction entre la guerre occidentale et les autres types de guerre est essentielle parce qu'à la base, il s'agit de comprendre autrement ce qu'est le champ de bataille. C'est seulement en élargissant notre définition du conflit armé, en dépassant le paradigme dit clausewitzien, que nous pourrions prendre la véritable mesure de ce qui a été mal nommé *guerre au terrorisme*. Clausewitz lui-même entrevoyait les formes inédites que faisait surgir la *guerre du peuple* inventée par la Révolution française. Il consacre le chapitre XXVI de son étude sur la défensive à étudier les conséquences de ce qu'il nomme la « nation en armes » : « Nous n'avons donc pas à rechercher ce que coûte à une nation la résistance à main armée que sa population oppose à l'invasion, mais bien quelle influence cette résistance peut avoir, quelles en sont les conditions, et quelles applications il convient d'en faire<sup>6</sup>. »

Dans ce chapitre, il décrit les conditions d'une participation productive des populations aux opérations de guerre. La lecture de ces conditions étonne tant la liste semble contemporaine :

1. La guerre doit être entraînée dans le cœur du pays.
2. La capacité de résistance de la défense doit être telle qu'une catastrophe unique ne la puisse épuiser.
3. Le théâtre de guerre doit s'étendre à une portion considérable du territoire.
4. Le sentiment national et le caractère des populations doivent appuyer la mesure.
5. Des montagnes, des forêts, des marais, ou le mode de culture du pays doivent en rendre l'accès très difficile<sup>7</sup>.

6. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Éditions Ivrea, 2000, p. 687.

7. *Ibid.*, p. 688.

Au xx<sup>e</sup> siècle, Raymond Aron fait une place importante à cette forme de guerre afin d'expliquer le passage de la « guerre duel » à la « guerre totale ». Dans le deuxième tome de *Penser la guerre*, il revoit les principes de la guerre de résistance à la lumière de la théorie clausewitzienne. Il constate :

[...] Ce livre que les officiers français, entre 1880 et 1914, se refusaient à comprendre, qui ne figure pas dans les extraits publiés aux États-Unis et dont seuls les révolutionnaires saisirent la portée. Pendant les siècles, l'état-major, prussien ou allemand, et même tous les états-majors des armées européennes occultèrent le chapitre 26 du livre VI, chapitre essentiel puisque l'officier qui avait durant deux ans professé le cours sur la « petite guerre » à l'usage des officiers écrit pour ainsi dire l'introduction à un cours sur la « petite guerre », à l'usage du peuple en armes, dans le cadre de la dialectique de l'attaque et de la défense<sup>8</sup>.

Dans les faits, la menace, la ruse, la surprise, la terreur et l'assassinat sont des tactiques très fréquentes dans l'histoire des conflits entre groupes humains. En dehors de la civilisation occidentale, c'est une façon normale de faire la guerre. Une façon de faire la guerre qui n'est pas régie par des codes stricts de limitation dans le temps et dans l'espace. En fait, la différence entre guerres et conflits n'est pas toujours aussi claire que certains philosophes comme Julien Freund<sup>9</sup> ont pu le laisser entendre. On peut concevoir, contrairement à Quincy Wight, une manière permanente de faire la guerre, sans caste guerrière bien identifiée ni champ de bataille déterminé, une manière étroitement reliée à la distribution du pouvoir dans et entre les sociétés, bref à la politique.

Cet état de guerre permanente produit une insécurité constante et constitue un obstacle au développement économique<sup>10</sup>. Tôt dans l'histoire, les Occidentaux ont inventé un puissant instrument afin de protéger leurs récoltes des attaques des tribus nomades. Cet instrument est devenu l'État. Mais la prolifération rapide de ce type d'organisation politique, fondée sur l'occupation de territoires, a provoqué des querelles de frontières. Les fermiers n'avaient aucun temps à perdre afin de régler ces problèmes. Ils ont donc inventé le principe de la bataille décisive. En tant qu'organisation rationnelle de la violence, le principe de la bataille décisive est totalement à l'opposé du terrorisme.

8. Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz, II*, Paris, Gallimard, 1976, p. 97.

9. Julien Freund, *Sociologie du conflit*, Paris, Presses universitaires de France, 1983, p. 81 et suivantes. Il y fait la distinction entre *combat* et *lutte*.

10. Fukuyama développe un point de vue intéressant sur ce phénomène, qu'il nomme « *the Hobbesian fallacy* ». Francis Fukuyama, *The Origin of Political Order*, *op. cit.*, p. 29.

Dans l'histoire de la civilisation occidentale, la pensée stratégique est entièrement construite sur l'idée de supériorité de la bataille décisive. Tous les développements théoriques de la stratégie, de la tactique et de la logistique reposent sur une définition de la guerre qui reste très étroite. Cette définition a été formalisée par Quincy Wright : la rencontre de deux entités semblables et distinctes, c'est-à-dire deux armées dans un espace défini. Dans un premier temps, cet espace était bidimensionnel et, au XX<sup>e</sup> siècle, il a pris une troisième dimension avec l'invention de l'aviation<sup>11</sup>.

Nous avons assisté à une division progressive entre l'espace politique et l'espace guerrier, qui atteint son point culminant avec Frédéric Le Grand pour la praxis et Clausewitz pour la théorie. En effet, la stratégie clausewitzienne, telle que comprise par les manuels de stratégie, décrit le militaire comme un instrument pur, un moyen neutre, une machine parfaitement huilée au service du politique. À titre de preuve, on constate l'erreur si souvent commise de confondre la « formule » avec la définition de la guerre<sup>12</sup>.

Mais que se passe-t-il si un groupe qui n'a pas les moyens de faire face aux champs de bataille a pour objectif de combattre un ennemi supérieur en nombre et mieux organisé ? Il est certain que ce groupe doit éviter à tout prix une rencontre décisive. La solution sera alors la tactique du harcèlement, infligeant à l'ennemi de multiples blessures superficielles qui à la longue l'affaiblissent et rendent toute opération trop coûteuse. Ces stratégies déployées en dehors du champ de bataille ont été appelées « petite guerre », guérilla, stratégies indirectes, subversion, déstabilisation, propagande, terrorisme. Elles ont la particularité de transformer la société tout entière en champ de bataille.

## LA DIALECTIQUE DE L'ATTAQUE ET DE LA DÉFENSE

Dans le chapitre 2 du manuel de contre-insurrection des forces terrestres canadiennes se trouve une tentative de description d'une insurrection. Ce chapitre en suit un autre, introductif, où on affirme que « c'est l'objectif

11. « *In the broadest sense war is a "violent contact" of "distinct" but "similar" entities.* » Quincy Wright, *A Study of War*, Chicago, Chicago University Press, 1983, p. 5.

12. Aron le remarquait déjà dans son Clausewitz : « Penser les guerres de notre temps selon Clausewitz ne consiste pas dans l'application mécanique des concepts propres à l'officier prussien mais dans la fidélité à une méthode. Puisque la guerre est un caméléon, aux deux sens de ce terme – la guerre est *autre* de conjoncture à conjoncture, *complexe* en chaque conjoncture... » Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz, II, op. cit.*, p. 185.

politique qui différencie l'insurrection des autres formes de conflits ou de menaces à la sécurité et à la stabilité<sup>13</sup> ». Cette affirmation n'est pas discutée. Il est indubitable que de nombreux conflits sociaux, de nombreux épisodes violents opposent des groupes ayant des objectifs politiques. Ce ne sont pourtant pas des états d'insurrection. Il est périlleux de fonder une définition sur les objectifs des acteurs. Ainsi, les auteurs du manuel sont amenés à considérer que « plusieurs causes peuvent être à l'origine d'une insurrection ; cependant, l'insurrection type découle normalement d'un sentiment d'oppression en raison d'injustices politiques, sociales ou économiques<sup>14</sup> ».

Le sentiment d'injustice invoqué par certains groupes sociaux, ici posé en cause de l'insurrection, n'est en fait que la raison ou l'ensemble de raisons fournies par l'idéologie insurrectionnelle de ces mêmes groupes. C'est ici que notre tentative de définition prend tout son sens. Si les modes de conflits de type insurrectionnel couvrent l'ensemble des structures sociales, immédiatement, c'est la question de l'ordre social, non du fait qu'il soit oppressif ou non, qui est au centre de la problématique. Ceci soulève deux questions fondamentales : d'une part, celle du processus de formation de l'ordre politique sous forme de prise de pouvoir et, d'autre part, celle de la légitimation de ce même ordre social. Il en revient à dire, simplement, que toute définition de l'insurrection et du terrorisme repose sur la compréhension des rapports entre l'État dominant et les groupes sociaux qu'il domine.

## LÉGALITÉ ET LÉGITIMITÉ DU PARTISAN

Carl Schmitt, dans son essai sur la théorie du partisan, prenait déjà la mesure de la complexité de la situation que crée la présence de combattants marginaux<sup>15</sup>. Après les deux grands conflits de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle se posait la question de la légitimité et de la légalité des combattants marginaux, sans uniforme, qui avaient largement contribué à la victoire des Alliés :

13. Canada, Défense nationale, Force terrestre, *Opérations de contre-insurrection*, B-GL-323-004/FP-004, 2008, p. 1-22.

14. *Ibid.*, p. 1-2.

15. Sur l'émergence de la guerre des partisans selon Carl Schmitt, voir Jean-Vincent Holeindre, « Violence, guerre et politique. Étude sur le retournement de la "Formule" de Clausewitz », *Res Militaris. Revue européenne d'études militaires*, vol. 1, n° 3, été 2011, p. 9-10.

Les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 sont l'œuvre d'une attitude humaine et d'une évolution humanitaire dignes d'admiration. En faisant preuve, à l'égard de l'ennemi, non seulement d'humanité mais encore de justice au sens où il est reconnu, elles se maintiennent sur la base du droit international classique et de sa tradition, sans lesquels une telle œuvre d'humanité ne serait guère possible. C'est le caractère étatique des opérations de guerre qui en demeure la base, et la limitation de la guerre fondée sur celui-ci, avec ses distinctions nettes entre guerres et paix, militaires et civiles, ennemi et criminel, guerre interétatique et guerre civile. Mais en assouplissant, voire en mettant en cause ce système de distinctions essentielles, les Conventions de Genève ouvrent la porte à une forme de guerre qui détruit sciemment ces distinctions nettes. Il s'ensuit que plus d'une normalisation de compromis formulée en termes prudents prend alors figure de passerelle fragile lancée sur un abîme qui recèle une métamorphose lourde de conséquences des concepts de guerre, d'ennemi et de partisan<sup>16</sup>.

À la suite de Schmitt, il nous semble fondamental de poser la question de la place du partisan, de l'insurgé, du terroriste dans la légitimation de la violence guerrière. Comme il le fait remarquer ailleurs dans son essai, la guerre de partisans provoque une « criminalisation de l'ennemi ». Si la cause est juste dans l'absolu, la cause de l'ennemi est injuste dans l'absolu et les règles du combat loyal ne s'appliquent plus. Si nous voulons reprendre les principes qui ont présidé à la formation de l'État, c'est qu'il semble pertinent, à l'heure actuelle, de poser des questions sur la légitimité de la conduite des guerres.

Le droit de la guerre a été de tout temps lié à l'utilisation de la violence légitime. La guerre juste est menée par le prince légitime au nom de son autorité de droit divin. Le seigneur, afin de protéger ses commettants, dispose d'un droit de vie ou de mort sur ses ennemis.

La structure sociale médiévale protégeait les individus en donnant le monopole des armes à une caste de guerriers. De cette caste de guerriers est née la classe nobiliaire. L'alliance avec l'Église conquérante formalise la légitimité de droit divin. De cette légitimité découle automatiquement un droit de faire la guerre au nom de Dieu et du prince. Ce droit a pris la forme de la théorie de la guerre juste qui fonde la légitimité des motifs et du déroulement des guerres. De Thomas d'Aquin (*jus in bello*) à Grotius (*jus ad bellum*), des règles encadrant l'entrée et le déroulement des guerres ont été élaborées.

---

16. Carl Schmitt, *La notion de politique : Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 243-244.

Premièrement, la guerre doit être faite pour une juste cause, autrement dit, elle doit répondre à une agression. Deuxièmement, elle doit être utilisée en dernier recours, lorsque les autres moyens ont été essayés, et doit être menée par une autorité légitime. Finalement, son seul but vise l'établissement d'une paix meilleure. C'est cette position qu'on décèle chez Clausewitz lorsqu'il discute des fins dernières de la guerre. Il hésite constamment entre la glorification du champ de bataille et la limitation de la violence par les objectifs politiques. L'objectif de la guerre doit-il être l'anéantissement militaire et social de l'ennemi ou l'affirmation d'une supériorité qui règle un nouvel ordre ? La réponse n'est pas toujours très claire, mais la plupart des commentateurs du stratège penchent pour la position modérée. Il n'y a de victoire que politique et les moyens pour y arriver sont innombrables<sup>17</sup>. La guerre doit aussi être menée d'une manière juste, ne permettant que les destructions nécessaires, proportionnelles à l'importance de l'objectif et discriminant entre les civils et les militaires.

Les liens féodaux étaient clairs et ramenaient tout à la puissance divine suprême. Mais la Réforme, en créant un lien direct entre l'individu et son Dieu, vient brouiller la hiérarchie et, par là même, la légitimité de l'usage des armes. Si l'individu est investi de son libre arbitre, il a le droit de défendre son Dieu tel qu'il se le représente. Il a aussi la liberté de défendre son choix individuel, sa façon de parler à Dieu. En découle la crise de la légitimité de droit divin, et bien évidemment les guerres de religion et les guerres civiles.

Une des solutions aux problèmes de cette crise de légitimité a été élaborée sous la forme des traités de Westphalie (1648). Ces traités établissaient la légitimité étatique souveraine au-dessus de toute légitimité religieuse et la possibilité pour le prince d'imposer sa religion. Le monopole de la violence légitime passait de la défense de Dieu et de l'Église à la défense de l'État, de son territoire et de sa population. C'est aussi le moment où s'impose la règle de non-ingérence.

Au milieu des années 1990 est apparue une nouvelle approche d'analyse des relations entre les États. Le néomédiévalisme mettait l'accent sur la décadence de l'État tel que conçu par les traités de Westphalie. La mondialisation, le rétrécissement du monde, les technologies de l'information, tout s'alliait pour abattre le monopole étatique. Ceci ne s'est pourtant pas avéré. Le système international westphalien a survécu à la crise et ses règles de base tiennent toujours. Les événements de septembre 2001, en révélant les dangers de ce nouvel ordre mondial, ont provoqué un repli

---

17. Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, tome 1, Paris, Gallimard, 1976, p. 182 et suivantes.

sur soi de l'État, une levée de boucliers aux frontières. Les nouvelles législations, les institutions de sécurité, les alliances régionales ont fait que le monde s'est rabattu sous le parapluie de l'autorité légitime étatique.

## PACIFICATION DES POPULATIONS ET CONTRÔLE ÉTATIQUE

Nous en sommes maintenant à nous poser la question du rôle de l'État en tant que détenteur du monopole de la violence légitime. Quelles sont les questions pertinentes qui pourraient nous permettre de juger de la légitimité d'une guerre ? Quel est le lien entre légitimité et légalité ? Quelles sont les menaces qui justifient la mobilisation d'un armement sophistiqué, d'un contingent professionnel hautement qualifié, dans des régions éloignées ? Quelles sont les raisons qui justifient la perte de vie de soldats trop rares ? Les démocraties contemporaines sont-elles faites pour mener la guerre de cette façon ?

La justification des guerres est étroitement liée au processus de légitimation de l'autorité. Au nom de quelles valeurs acceptons-nous d'être gouvernés ? Au nom de quoi acceptons-nous de voir mourir nos enfants au combat ?

Après la Deuxième Guerre mondiale, nous avons hérité d'un système international bipolaire. Par les mécanismes de la dissuasion nucléaire, ce système a assuré un demi-siècle de relative stabilité et les conflits ont été relégués à la périphérie. Le système international est devenu plus favorable aux stratégies d'évitement. La dissuasion nucléaire empêchait la bataille décisive. Il devenait clair que la méthode indirecte était le seul recours : manipulation, déstabilisation sociopolitique de l'adversaire, assassinat sélectif, soutien de groupes opposants extrémistes... Les terrorismes nationalistes accompagnent la transformation de la carte mondiale : Corses, Bretons, Québécois, Basques, Kanak, Irlandais... La guérilla urbaine s'inscrit dans les conflits idéologiques qui secouent l'Occident : Tupamaros, FARC, Sentier lumineux, Brigades rouges, Fraction armée rouge, Action directe... Enfin, le terrorisme international est inventé par les Palestiniens, peuple en mal de territoire. C'est ainsi qu'on assiste à une déterritorialisation de la guerre. Jetés en vrac de cette façon, on peut se rendre compte que le terrorisme n'est en fait qu'une tactique dans la boîte à outils des groupes insurrectionnels contestant la légitimité des groupes au pouvoir.

Le système bipolaire s'est finalement écroulé lors de la faillite de l'URSS. La fin de la guerre froide et la mondialisation ont augmenté l'efficacité du terrorisme parce que les caractéristiques du système favorisent

l'effet terroriste. Il en a résulté un système international dominé par une seule grande puissance militaire. Qu'a le droit de faire cette puissance militaire ? Si des groupes sociaux, nombreux ou pas, s'élèvent contre le pouvoir politique, a-t-on le droit de les aider à se débarrasser de supposés dictateurs ? De nombreux épisodes historiques nous montrent que les puissances n'ont pas toujours résisté à appuyer une révolution dans les rangs de leurs compétiteurs. C'est là que se pose la question de la légitimité de l'intervention et qu'ont été soulevées les questions du droit ou de l'obligation d'ingérence.

Le principe de légitimité avait rarement été posé en ces termes avant que ne soit soulevée la question du droit d'intervention de la puissance dominante le système international. L'un des arguments forts en faveur de l'intervention en Irak reposait sur l'aspect inhumain du régime de Saddam Hussein. Libérer le peuple irakien de l'oppression est devenu un thème aussi sinon plus important que la dangerosité des armes de destruction massive. Les Américains arrivaient donc en appui aux insurgés afin de créer l'idylle démocratique, avant que la question de la légitimité d'une invasion de l'Irak soit discutée et qu'apparaisse au grand jour la nécessité de légitimer des opérations de contre-insurrection. Nous sommes donc passés du combat pro-insurrection au combat contre-insurrectionnel parce qu'il s'est trouvé que quelques groupes n'étaient pas d'accord avec la nouvelle répartition du pouvoir politique.

En dehors du langage technique des manuels militaires, qu'est-ce exactement qu'une stratégie de contre-insurrection ? Dans son chapitre sur la guerre du peuple, Raymond Aron nous met sur la piste :

Hitler, en appliquant ses conditions racistes dans les territoires occupés, violait les lois qui limitent et garantissent les droits des autorités d'occupation. Francs-tireurs et partisans, de leur côté, dans les maquis ou clandestins dans les villes, participaient au combat dans des conditions que l'armée allemande jugeait à son tour contraires aux lois et coutumes. Clausewitz ne l'avait pas ignoré quand il prêchait la guerre populaire : cette sorte de guerre déchaîne la haine ; la répression, par sa cruauté, exacerbe des « partisans » et ainsi de suite, dans une spirale infernale<sup>18</sup>.

Nous sommes loin ici du ton modéré des manuels de contre-insurrection contemporains, que ce soit celui du général Petraeus, élaboré par des anthropologues, ou celui des forces terrestres canadiennes, élaboré par un comité d'experts. Selon ce dernier, les principes du déroulement d'une campagne de contre-insurrection (COIN) sont les suivants :

18. Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, tome 2, *op. cit.*, p. 129.

Une approche globale qui a recours à la fois aux capacités militaires et aux autres éléments de puissance de façon à obtenir des résultats durables ;

- a) Le respect des principes de la guerre ;
- b) Une éthique du combat ;
- c) Une approche manœuvriste ;
- d) Un commandement de mission ;
- e) Une utilisation éthique de la puissance de combat<sup>19</sup>.

Constatons qu'il manque à cette liste un élément essentiel : la lutte sans merci pour le pouvoir. Nous avons vu plus haut les principes de la guerre juste. Comment ces principes peuvent-ils s'appliquer dans une guerre sans merci où personne ne sait qui est civil, qui est combattant ? Le point *b*) réfère à une éthique du combat qui fait penser à la démonstration clausewitzienne de la guerre comme duel. Nous n'avons pas là un duel, mais bien David contre Goliath ; tous les coups sont permis. Pour le point *c*), nous avons montré que le terrorisme est une tactique déterritorialisée chère aux insurgés, la manœuvre se passerait donc dans le vide. C'est ce qu'explique d'ailleurs Mao Zedong dans son manuel de guerre insurrectionnelle<sup>20</sup>.

## LUTTE, CONFLIT, POUVOIR ET VIOLENCE

Nous admettons tous que lorsqu'il est question de politique, il est question de pouvoir. Alors qu'est-ce que le pouvoir ? Essentiellement, c'est la capacité de faire faire à autrui ce qu'il n'aurait pas fait autrement<sup>21</sup>. Mais dans l'action qui vise à obtenir la capacité de commandement dans une société, il y a de nombreux dangers de dérapage. Schmitt voit très bien les conséquences de cette spirale infernale qui tient au dogmatisme de la juste cause pour chacun des camps ennemis :

Or, le combattant de la révolution agit de même, qui proclame que l'ennemi est un criminel et que les concepts de droit, de loi et d'honneur propres à l'ennemi sont une mystification idéologique. [...] Là où la guerre est menée de part et d'autre comme une guerre d'État à État, non discriminatoire, le partisan est une figure marginale qui ne fait pas éclater le cadre de la guerre et qui ne modifie pas la structure d'ensemble de ce phénomène politique. Mais si la lutte comporte la

19. Canada, Défense nationale, Force terrestre, *Opérations de contre-insurrection*, op. cit., p. 1-3.

20. Mao Zedong, *Écrits choisis en trois volumes*, volume 1, Paris, Maspero, 1976, p. 154.

21. On reconnaîtra aisément la définition minimaliste d'Easton.

criminalisation de l'adversaire dans sa totalité, si la guerre est, par exemple, une guerre civile menée par l'ennemi de classe contre un ennemi de classe, si son objectif principal est de supprimer le gouvernement de l'État ennemi, la force explosive révolutionnaire de cette criminalisation de l'ennemi a pour effet de faire du partisan le véritable héros de la guerre. Il est celui qui exécute la peine de mort prononcée contre le criminel, et il risque de son côté d'être traité comme un criminel ou comme un élément nuisible. Telle est la logique d'une guerre à *justa causa* qu'il ne reconnaît pas de *justus hostis*. C'est elle qui fait du partisan le véritable personnage central de la guerre<sup>22</sup>.

Schmitt met ici le doigt sur le cœur du problème. Faisons-nous la guerre au nom d'une juste cause ou d'un simple différend ? Cette guerre est-elle une question de survie ou un test qui décidera du règlement d'un problème précis ? La différence est de taille. Dans le premier cas, la bataille est sans merci, dans l'autre, elle s'inscrit dans les règles millénaires du duel. La juste cause vise le pouvoir politique, le conflit veut régler la répartition des revenus de ce pouvoir.

## DE LA COMPÉTITION DES LÉGITIMITÉS

Au cœur des stratégies dites indirectes chères aux insurgés (bombes artisanales, prises d'otages, assassinats sélectifs), il y a la communication : la tentative de justifier, par le discours, l'imposition d'un nouvel ordre social. Dans ce type d'action, le combattant n'est plus membre d'une caste séparée, d'une classe sociale affectée au maniement des armes, mais s'intègre étroitement au tissu social. Pour ce faire, il ne peut plus compter sur la légitimation traditionnelle de la caste guerrière qui justifie sa présence par sa fonction de bras armé de l'État.

Ce fait a deux conséquences importantes qui définissent la véritable nature de ce type de guerre. D'une part, l'importance des réseaux de communication entre le combattant et le reste de la société devient vitale pour la cause. D'autre part, il faut justifier la guerre. Comme elle se fait à l'extérieur de la souveraineté légitime de l'État, les groupes combattants doivent proposer un nouveau type de légitimité.

Immédiatement après avoir posé les jalons d'un ordre légitime valide, Weber examine le concept de lutte définie en tant que « relation sociale pour autant que l'activité est orientée d'après l'intention de faire

22. Carl Schmitt, *La notion de politique*, op. cit., p. 240-241.

trionpher sa propre volonté contre la résistance du ou des partenaires<sup>23</sup> ». Weber prend bien soin de distinguer entre la lutte qui n'utilise pas la violence, qu'il nomme compétition, et la lutte violente qu'il discute ailleurs.

Mais comment passe-t-on de la lutte violente à la compétition pacifique? Du conflit à la coopération? Nous trouvons la réponse dans *Le métier d'homme politique*. Au tout début du texte, Weber s'attarde à définir le politique. Il vient à la conclusion que toute compréhension sociologique de l'activité politique passe par une définition de l'État et une description de ses caractéristiques fondamentales.

Reprenons ici le texte de Weber, qui est un classique sur lequel se fonde toute sociologie moderne de l'État :

[...] Il faut concevoir l'État contemporain comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé – la notion de territoire étant une de ses caractéristiques – revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime. Ce qui est en effet le propre de notre époque, c'est qu'elle n'accorde à tous les autres groupements, ou aux individus, le droit de faire appel à la violence que dans la mesure où l'État le tolère : celui-ci passe donc pour l'unique source du « droit » à la violence<sup>24</sup>.

Ce que nous dit ici Weber est que l'État, dans sa nature, est essentiellement une force de pacification par l'appropriation de toute violence légitime afin d'établir un système de coopération dans une communauté humaine sur un territoire donné. C'est donc l'État qui donne le droit à certains groupes d'utiliser la violence physique, pour le bien de tous, par un processus de légitimation :

Il se caractérise en outre par le fait qu'il n'existe de nos jours de violence « légitime » que dans la mesure où l'ordre étatique la permet ou la prescrit (en tant qu'elle laisse par exemple au père de famille le « droit de châtier », vestige d'un antique droit propre à user de la violence jusqu'à disposer de la vie des enfants et des esclaves). Cet aspect du monopole de la violence réservée à la domination étatique est une caractéristique aussi essentielle de sa condition présente que son caractère « d'institution rationnelle » ou « d'entreprise » continue<sup>25</sup>.

---

23. Max Weber, *Économie et société*, Paris, Plon, 1971, p. 38.

24. Max Weber, *Le savant et le politique*, 1919, version PDF, Université du Québec à Chicoutimi, <[http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant\\_politique/Le\\_savant.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant_politique/Le_savant.pdf)>, consulté le 20 novembre 2012.

25. Max Weber, *Économie et société*, *op. cit.*, p. 58-59.

Ainsi, l'État, en plus de son caractère d'institution rationnelle ou d'entreprise continue, est aussi une entreprise de domination afin de préserver le monopole de la violence légitime. Ce statut de domination n'est pas une donnée définitive et a donc besoin, afin de s'imposer, de la mobilisation des forces de rationalisation.

## POUVOIR ET LÉGITIMITÉ

Pour Weber, il y a trois types de pouvoir : le pouvoir coercitif, le pouvoir utilitaire et le pouvoir légitime. À ces trois types de pouvoir, nous obéissons pour des raisons différentes. Soit par peur de la punition, soit par intérêt personnel, soit parce que nous respectons la source de commandement. Dans chaque cas est établie une relation particulière : dans le premier, il y a asymétrie de la force physique ; dans le second, il y a distribution de récompenses et dans le dernier, il y a des structures normatives qui légitiment la source de commandement.

La coercition est sans contredit le mode de commandement le plus coûteux. Le mode utilitaire, lui aussi, représente un coût assez élevé. La forme légitime de pouvoir est de loin la moins coûteuse. En effet, l'obéissance vient du fait que l'individu reconnaît que la chose imposée est tout simplement la bonne.

La légitimité est le fondement même de l'existence et de la perpétuation de l'État, de son niveau de contrôle sur la société et de sa capacité à exclure la violence politique. Elle est portée par les institutions politiques. Mais qu'en est-il au niveau international ? Tout d'abord, il y a plusieurs éléments qui servent à légitimer le pouvoir. Le premier est que la règle sur laquelle la légitimité est basée doit faire consensus. Pour s'assurer que ce consensus perdure, la règle doit être portée par les institutions. D'où le rôle des institutions internationales dans la régulation des conflits. La seule source de légitimité dans ce contexte international est située au cœur du droit et des institutions.

La théorie de la guerre juste constitue un des fondements de notre droit international contemporain. L'application de ce droit ne peut se faire qu'en présence d'institutions qui font l'unanimité et auxquelles les États souverains acceptent de se subordonner. C'est à partir de là qu'on peut dire que l'intervention en Afghanistan est justifiée parce que légale, conforme à la règle. Par contre, même si le président américain de l'époque tend encore à se justifier, on peut considérer l'intervention en Irak comme non conforme à la règle, donc illégale.

Alors comment cette intervention a-t-elle pu être possible ? La réponse se situe dans la nature des institutions internationales. Elles obéissent à certaines valeurs qu'elles transforment en normes de comportement, mais n'ont pas la capacité d'implanter ces normes. L'utilisation de la violence légitime reste encore le monopole des États.

Ceci nous renvoie aux analyses de Max Weber sur les fondements de la validité de l'ordre légitime. Tout d'abord, première question : pourquoi un ordre légitime ? La réponse se trouve dans les fonctions traditionnelles de l'État moderne : pacification, gouvernance, redistribution. Il est certain que les États ne sont pas tous performants au même degré en ce qui a trait à ces fonctions. Tous n'ont pas la capacité de maintenir les luttes de pouvoir à l'intérieur de limites et de règles acceptables. Dans un ouvrage sur les États et sociétés fragiles, Dominique Darbon et Patrick Quantin tentent de définir les critères d'évaluation de la performance des États. Ils en viennent à la conclusion qu'un État fragile l'est en raison de l'incapacité des élites à établir un mode de régulation prévisible<sup>26</sup>. Max Weber avait déjà posé cette hypothèse en la reliant à la survivance de modes traditionnels de légitimation à l'intérieur d'un État moderne qui se réclame de la légalité et de la rationalité :

Cette ambiguïté fréquente des normes religieuses, ou leur mutisme à l'égard des problèmes nouveaux et des pratiques dont nous venons de parler, a pour conséquence logique la juxtaposition directe de stéréotypes absolument immuables et d'un arbitraire extraordinaire joint à l'imprévisibilité totale de ce qui est réellement en vigueur. Ainsi, en ce qui concerne la *shari'a* musulmane, il est virtuellement impossible de dire ce qui est encore en pratique de nos jours dans les cas particuliers ; c'est également vrai de tous les droits sacrés et des commandements moraux qui ont un caractère formellement ritualiste et casuistique<sup>27</sup>.

Alors, il semble qu'au cœur de la stabilité sociale repose le mode de communication entre les groupes occupant des positions de pouvoir et le reste de la société. Si nous retournons à Max Weber, celui-ci fait reposer la stabilisation des sociétés sur l'acceptation d'un ordre légitime, qu'il nomme validité. Cette validité repose sur trois types de fondements : la tradition, la croyance, la légalité<sup>28</sup>. Plus loin, il formalise les types de domination légitimes : rationnel, traditionnel et charismatique<sup>29</sup>.

---

26. Dominique Darbon et Patrick Quantin, « États fragiles : des États à historicités décalées », dans Jean-Marc Châtaigner et Hervé Magro (dir.), *État et société fragiles : Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Éditions Karthala, 2007, p. 475-490.

27. Max Weber, *Économie et société*, op. cit., p. 586.

28. *Ibid.*, p. 36.

29. *Ibid.*, p. 222.

Usuellement, on pense les formes de légitimité wébériennes sur un plan diachronique, procédant d'une évolution naturelle des sociétés. Mais une lecture attentive des prémisses théoriques montre qu'au sein des groupes humains, des résidus de croyances restent vivants et qu'à tout moment, une forme de légitimité peut venir en compétition avec une autre.

## CONCLUSION

Le terrorisme est donc un mode de combat qui s'inscrit dans les relations sociales de domination. Objet social, la violence politique peut surgir n'importe où, à n'importe quel moment. Nous avons vu à quel point cette violence sociale et politique a été confondue avec la guerre formalisée par des siècles de tradition occidentale. Il est également évident que les penseurs des guerres et des sociétés ont à peu près tous laissé entrevoir que politique et pouvoir sont étroitement associés à la violence. Les révolutions, ou ce que nous appelons maintenant les insurrections, ne sont pas causées par des injustices sociales. Ces injustices existent et existeront toujours, même dans des sociétés stables et pacifiées. Les violences sont causées par ce que nous faisons de ces injustices et de ces inégalités dans le discours politique et dans la capacité de mobilisation de ce discours.

La guerre au terrorisme n'existe pas, autant que la démocratisation en soi ne garantit pas la pacification. Il est illusoire, pour des puissances militaires, de s'immiscer dans des guerres de clans, de tribus, de légitimité, et de penser trouver une solution qui mène automatiquement vers la paix. La stabilisation des sociétés est faite de compromis, de transparence et d'équité, et les chemins qui y mènent sont divers, longs et sinueux.



## L'HYDRE DE LA VIOLENCE DANS L'ESPACE MUSULMAN

Double produit des États forts  
et des États fragiles ?

*Sami Aoun*

Toute réflexion sur la violence devrait retenir particulièrement l'apport de Raymond Aron. Selon le politologue français, deux acteurs ou groupes « sont en conflit quand ils s'efforcent de posséder les mêmes biens ou d'atteindre des fins incompatibles. Le conflit devient violent quand l'un des adversaires recourt à la force physique pour forcer l'autre à se soumettre<sup>1</sup> ». Cette définition aronienne de la violence servira de point de départ à notre analyse. Nous

---

1. Raymond Aron, *Paix et guerres entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1984 [1962], p. 343.

considérerons ainsi dans ce chapitre l'État dans l'espace musulman comme l'acteur ou le groupe principal pourvoyeur, ou directement et indirectement déclencheur, de la violence.

Nous nous attacherons principalement à mettre en évidence la crise du modèle étatique<sup>2</sup> dans le monde arabo-musulman comme élément interprétatif du recours à la violence. Notre objectif est de proposer une typologie des violences dans l'espace musulman, en tenant compte des différents niveaux d'analyse géopolitique. On s'intéressera en particulier aux dynamiques propres à la construction étatique dans la région, au rôle des aspects idéoculturels et aux tactiques liées à la notion de jihad, qui encadre le recours à la violence dans la vision islamique traditionnelle et militante. Ce faisant, nous démontrerons comment des régimes forts de la région (monarchies, républiques dynastiques) parrainent la violence (le cas du Pakistan illustre très bien cette tendance) pour l'instrumentaliser et l'exporter (comme dans le cas de la Syrie). Cette violence est vite acceptée au sein d'autres États faibles de la région (comme au Liban) ou faillis (comme l'Afghanistan ou la Somalie) ou en déroute (le cas du Yémen).

Cette crise se rapporte à la nature même de l'État postcolonial dans les pays arabes. Elle est tantôt militaire ou sécuritaire (policière), tantôt tribaloclanique. Cela a mené à l'érosion de l'État de droit au profit de l'autoritarisme et du despotisme, ainsi qu'à l'accaparement des ressources, des richesses et du pouvoir. S'en est suivie une marginalisation de la société civile. Ces processus ont entravé, et continuent de le faire, le chemin vers l'instauration d'une démocratie fonctionnelle représentative et participative. Non seulement la solution résiderait dans l'établissement de mécanismes démocratiques formels (élections, référendums, etc.), mais elle appellerait également une reconsidération du rôle de l'État et de ses institutions dans une optique garantissant la promotion de la prééminence de la loi, de la séparation des pouvoirs de l'État et de la religion, ainsi que du respect des libertés publiques et individuelles. Mais, en l'état actuel des choses, et pour des raisons historiques et culturelles, l'ordre politique dans plusieurs pays arabes de la région reste incapable de produire de telles réformes. En effet, l'État, dans sa relation avec la société civile, connaît un déficit de légitimité. De plus, cet État, puisqu'oppresser, se montre incapable de monopoliser légitimement la violence. L'exemple de l'Égypte des années 1970 et 1980, où la violence a été pratiquée par plusieurs groupes islamistes radicaux, l'illustre bien. Dans certains pays,

---

2. Comme va le démontrer la première partie de ce texte, l'État dans le monde de l'islam a pris la forme de l'État européen moderne, mais le fond est resté foncièrement dépendant des dynamiques propres à la région (religion, despotisme, tribu, clan, etc.).

l'État est perçu comme un État-secte ou un État-tribu. Dans ces cas, le monopole de la violence n'est pas tant celui de l'État que celui d'une secte ou d'une seule communauté.

En Afghanistan par exemple, le pouvoir a été, à quelques exceptions près, détenu par des représentants du groupe ethnique pachtoune. Le Pakistan lui-même a été de longue date placé sous l'emprise des penjâbis. En Syrie, la société civile – ou le Syrien moyen – considère que les institutions étatiques sont usurpées par la communauté alaouite du parti Baath ou encore par la famille Al Assad (elle-même alaouite). Dans l'Irak de Saddam Hussein, le pouvoir était concentré entre les mains d'une minorité issue de Takrit, la ville natale du dirigeant irakien. Certes, il y avait aussi des Chiites et des Kurdes au sein de l'appareil d'État à cette époque, mais les postes clés étaient entre les mains des Takritis. Au Liban, le maronitisme politique<sup>3</sup> a souvent été accusé de monopoliser le pouvoir. Ainsi, il a été perçu comme favorisant un groupe et pendant longtemps, le Liban a été vu comme un État maronite. Du coup, la maronité politique se projette comme représentative des Chrétiens, en tant que corps social compact. C'est ainsi que l'État, bien que se disant laïc, a lui-même induit la formation de groupes sectaires, en réaction et en opposition au groupe sectaire au pouvoir.

Ces configurations conduisent bien souvent à la violence. Le cas de l'Irak sous Saddam Hussein est révélateur : le Hizb ad-Da'wa chiite s'est opposé au pouvoir répressif incarné par le parti Baath. Au Liban, la représentation des communautés par des groupes confessionnels touche les quatre principales communautés – chiites, chrétiennes, druzes et sunnites – selon un phénomène de vases communicants. Pour certains, le régime yéménite est aux mains des membres de la tribu Hached nordiste chiite, au détriment des sudistes sunnites. Le Soudan a d'ailleurs été divisé en deux États, précisément parce que les sudistes afro-chrétiens et animistes se disaient dominés par les Arabes musulmans du Nord appelant à l'application de la *shari'a*.

Cette mauvaise gestion de l'hétérogénéité politique et communautaire a beaucoup facilité l'instauration de la violence à caractère sectaire. Dans les cas où la démocratie est embryonnaire, elle se révèle soit mise à rude épreuve, comme dans l'Irak actuel, soit incapable de se stabiliser, comme au Liban, ou de connaître une normalisation sans boycott des islamistes, comme en Jordanie. En effet, la promesse démocratique, puisqu'elle a été faite sur un terrain qui n'y était pas prêt, a généré une abondance de demandes et de revendications sectaires que l'État, malgré

3. Expression qui fait référence à la communauté chrétienne maronite.

sa légitimité, n'a pu satisfaire. Par conséquent, les critiques ont mis en cause le gouvernement, considéré comme favorisant une communauté aux dépens des autres. Par ailleurs, dans de telles démocraties émergentes où les périodes de violence vacillent entre continuité et rupture, de nouveaux critères de justice s'installent après la fin du règne de la terreur ou des phases de guerre, notamment des guerres civiles.

Dans toutes ces situations, les canaux étatiques habituels de règlement des différends entre protagonistes sociaux sont écartés pour céder la place aux vendettas, qui alimentent la violence sectaire. Le cas de l'Irak actuel en est un exemple frappant. De plus, quand cet État nouveau et fragile se trouve dans l'incapacité de distribuer équitablement les fonctions étatiques entre les groupes en présence, le monopole de la violence se trouve au centre des objectifs visés par ces groupes et communautés afin de sauvegarder leur supériorité et de demander d'autres privilèges et droits.

Cela étant dit, des remarques préliminaires importantes s'imposent à toute réflexion portant sur les liens intrinsèques et extrinsèques dans l'espace musulman<sup>4</sup>, pris entre la fragilité de l'édifice étatique et l'éclosion de la violence armée en général, et du terrorisme en particulier. En effet, sujette à différentes interprétations idéologiques à caractère stratégique, sécuritaire ou militaire, la culture musulmane se voit accusée d'être elle-même couveuse de violence. Il est important de ne pas confondre la violence

---

4. Maxime Rodinson définit le monde musulman, dans son ouvrage *Marxisme et monde musulman*, par les termes suivants : « On peut entendre par "monde musulman", l'ensemble cohérent de pays et de régions où les musulmans forment au moins une partie importante de la population. On peut distinguer, à l'intérieur de cette entité, un "bloc d'États musulmans" c'est-à-dire d'États indépendants à majorité musulmane, ce bloc forme en réalité deux groupes cohérents inégaux, le groupe malayo-indonésien séparé du groupe que forme tout le reste par une vaste région (Inde, Birmanie, Thaïlande, etc.) où l'islam est en minorité. Ce dernier groupe enserme deux îlots : Israël à majorité non musulmane et le Liban à moitié chrétien ou à faible majorité non musulmane, mais où l'égalité fictive des confessions est postulée (plus Ceuta et Melilla chrétiens et espagnols). Les parties du monde musulman en dehors du bloc des États musulmans peuvent être tenues pour une frange extérieure de celui-ci. » Maxime Rodinson, *Marxisme et monde musulman*, Paris, Seuil, 1972, p. 26. Cette définition donnée par M. Rodinson en 1972 reste plus ou moins valable pour le monde musulman aujourd'hui, même si on trouve chez d'autres auteurs une définition plus large dépassant le cadre géographique. Donc, tout compte fait, on peut dire que le monde musulman actuel est formé par tous les pays adhérents à l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Cette dernière compte 57 États : Afghanistan, Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Brunéi, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Indonésie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palestine, Qatar, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suriname, Syrie, Tadjikistan, Tchad, Togo, Tunisie, Turquie, Turkménistan, Yémen.

dite « légitime », selon les termes de Max Weber<sup>5</sup>, exercée par l'État selon ses lois, et celle utilisée par des individus / groupes contre l'État ou d'autres individus / groupes. La plupart du temps, l'islam est perçu, dans les lectures courantes et même dominantes qu'en font ses propres adeptes, comme une religion de guerre *ab initio*, et ce, depuis sa formation<sup>6</sup>. Ces discours ou ces prises de position circonstanciées souvent abusives réduisent cette foi abrahamique à une idéologie du martyr, où l'éloge de la vie aurait été éclipsé par la louange de la mort et du sacrifice de soi en vue de promouvoir ou de forger l'unité de l'*oumma*. En d'autres mots, la violence serait constituante de la vision islamique du politique, que ce soit au niveau du dogme, de sa trajectoire historique ou même de sa narration.

Dans cette perspective, la violence actuelle dans l'espace moyen-oriental musulman serait en continuité avec un patrimoine conditionné par le recours récurrent à la violence légale ou illégale dans les cultures majoritairement musulmanes. Cette conception est alimentée par l'incapacité à relever les défis de la domination extérieure par les moyens conventionnels, diplomatiques et autres. De plus, nous observons que les acteurs étatiques ou les autres types d'acteurs de cet espace sont engagés dans les luttes et les exigences de la guerre asymétrique, où les faibles mènent leur combat par une violence non encadrée comme celle de la guerre classique. Cela apparaît comme un fait saillant et perturbant dans ce recours sans discernement et sans retenue à une violence déployée contre des cibles civiles ou non, et justifiée au nom de la religion, de la nation ou d'autres loyautés.

Deux dynamiques, en particulier, ont rendu possible l'éclosion de cette violence ou de ce terrorisme dans l'espace musulman. Premièrement, il convient de souligner le verrouillage des régimes politiques en question, où la participation des forces de la société civile est réduite, les libertés individuelles ou communautaires sont bafouées. Tout au plus, la formation de l'État serait une expression de la domination d'une composante sociale (confession, ethnie, etc.) ou d'une faction (parti, clique militaire, etc.). En ce sens, l'appareil étatique lui-même deviendrait un instrument de domination de certaines forces sectaires, tribales, claniques et ethnoreligieuses. C'est ainsi que la violence exercée par la dictature verrouille parfois même l'espace économique par des monopoles étatiques ou par le clientélisme et la propagation de la corruption.

5. Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, p. 112-113.

6. C'est l'idée soutenue par plusieurs auteurs, voir entre autre Jean Flori, *Guerre sainte, jihad, croisade. Violence et religion dans le christianisme et l'islam*, Paris, Seuil, 2002.

Deuxièmement, l'intrusion étrangère depuis la domination européenne dans les deux derniers siècles, notamment celle en cours, menée par l'armée américaine en Irak et par l'OTAN en Afghanistan, pourrait améliorer la compréhension de la récurrence d'une telle violence dans l'espace musulman. En effet, indépendamment de sa légitimité ou sa légalité, cette intervention militaire accompagnée par de fortes pressions diplomatiques se déroule dans un contexte géopolitique explosif marqué par des rivalités entre les grandes puissances à propos des ressources de cette région.

Un déclencheur additionnel de violence se traduit par cette polarisation entre les deux puissances musulmanes pétrolières aspirant au leadership régional : l'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite. Déjà durant la guerre froide, les rivalités au sein de l'ordre politique arabe et même de l'ensemble de l'espace musulman et des diasporas étaient source de violence. Cette violence multiforme est devenue plus manifeste, menaçante pour l'équilibre interétatique et intraétatique, ce qui renforce les scénarios de l'effritement de l'ordre établi et accentue la menace d'une balkanisation ou même d'une rebalkanisation de l'espace musulman.

Un autre point essentiel et éclairant au niveau idéoculturel concerne la notion du jihad. Dans notre tentative de réflexion sur les liens éventuels entre l'État au Moyen-Orient et le terrorisme, cette notion du jihad, largement utilisée par les médias pour désigner un vecteur mobilisateur des mouvements islamistes contemporains, qui prônent la guerre ouverte contre l'Occident ou un « retour désespéré à l'islam, qui culmine dans la quête du martyr<sup>7</sup> », s'avère d'une importance décisive.

La notion de jihad a été détournée, voire instrumentalisée par la raison politique musulmane (élites au pouvoir ou du contre-pouvoir et décideurs à la fois). Celle-ci est en effet passée du statut d'obligation rituelle conférée par la tradition au début de l'islam à celui de « sixième pilier » de la religion musulmane. En ce sens, le panislamisme combatif ne reconnaît pas l'État territorial comme référence sacrée ou ultime. Sa montée politique et son recours à la violence contre ses ennemis, qu'ils soient musulmans ou non musulmans, qu'ils soient des groupes ou des régimes, sont des sources d'instabilité pour le pouvoir en place et des facteurs d'embarras, même dans le cas où ce jihadisme combatif est instrumentalisé en faveur du régime en place lui-même.

---

7. Mathieu Guidère, « L'Irak ou la terre promise des jihadistes », *Critiques internationales*, vol. 1, n° 34, 2007, p. 56.

## LES PROBLÉMATIQUES DE L'ÉTAT ET DE LA VIOLENCE DANS LE MONDE MUSULMAN

Il faut préciser que la forme de l'État dans sa formulation moderne a été imposée dans l'espace musulman par le colonisateur européen, principalement pour des raisons liées au partage des zones d'influence. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Europe s'impose sur le califat ottoman. La dislocation de ce dernier, qui régnait aussi sur une partie de l'Europe, se fait à grands pas. Ce grignotement territorial de l'Empire ottoman se poursuit par la Révolution arabe du chérif Hussein, les accords Sykes-Picot (Sazonov)<sup>8</sup> pour l'Asie mineure signés en 1916 entre la France et la Grande-Bretagne, et la déclaration de Balfour en 1917 pour la création d'un foyer national juif en Palestine. L'Iran et son espace persanophone et chiite subissent aussi une forte pression européenne au sein du Grand jeu. L'ensemble géopolitique dénommé le « Moyen-Orient » a d'ailleurs pris forme plus directement à la suite des accords Sykes-Picot (Sazonov).

Avec la période de l'indépendance, le temps était à la construction des États nationaux. L'espace musulman a été amené à « expérimenter » des idéologies importées principalement de l'Occident, du nationalisme (avec sa variante nassérienne ou celle du parti Baath) au socialisme (le modèle algérien ou syrien), en passant par le libéralisme mal appliqué (le Liban). L'échec, partiel ou total, de toutes ces idéologies a contribué à la naissance du courant religieux connu sous l'appellation d'islamisme. Dans ses formes salafistes, quiétistes ou militantes et combatives, l'islamisme s'arroge le droit de parler au nom des populations désabusées par la crise structurelle étatique ou même civilisationnelle qui a marqué la période postindépendance. D'où le constat qu'on peut faire, et qui est clair en Irak par exemple, de l'instrumentalisation de la notion de libération au nom de la religion<sup>9</sup>.

C'est pourquoi on peut affirmer que la crise de l'État indépendant dans l'espace moyen-oriental, qui est une crise de l'ordre politique dominant, est génératrice de violence politique en général et du terrorisme en particulier. Les guerres asymétriques en cours donnent naissance à d'autres acteurs paraétatiques récupérant les privilèges de l'État souverain et ses prérogatives (comme le Hezbollah ou le Hamas contre Israël).

8. Les accords Sykes-Picot (Sazonov) de 1916, en vertu desquels la France et la Grande-Bretagne ont démantelé les territoires arabes de l'Empire ottoman, sont des accords secrets entre les gouvernements français et anglais. Ils ont divisé la Syrie dite historique (La Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine mandataire [l'actuel Israël et les territoires palestiniens occupés]), et ont ainsi mis fin à l'unité syrienne rêvée par des intellectuels de la renaissance arabe.

9. Mathieu Guidère, « L'Irak ou la terre promise des jihadistes », *op. cit.*, p. 54.

Cet ordre politique connaît aussi une retribalisation, qui exprime ainsi les symptômes de l'échec de la solidarité citoyenne et du pourrissement du tissu social. Le cas de l'Irak est typique. En ce sens, l'échec de l'État postindépendant s'explique en partie par le fait qu'il s'est avéré mal calqué dans la région moyen-orientale. C'est ce qui lui confère ses qualificatifs de prémoderne ou même d'antimoderne. L'observation suivante illustre cet état des lieux :

Il est clair que le climat général de violences et d'affrontements qui se répand dans toute la région a pesé sur la situation intérieure des pays. À cet égard, la question palestinienne dans l'impasse, l'occupation américaine en Irak, la « menace existentielle » que fait peser l'Iran sur Israël, le jeu syrien et iranien au Liban, de façon plus générale l'influence exercée par l'Iran à travers « l'arc chiite », sont autant d'éléments perturbateurs qui contribuent à l'embarras et, le plus souvent, à la paralysie des gouvernements<sup>10</sup>.

### Des régimes puissants et des hommes forts : monarchies, républiques dynastiques couveuses de violence

Les régimes politiques moyen-orientaux et maghrébins partagent la caractéristique suivante : ces États, qu'ils soient puissants ou faibles, sont susceptibles de déclencher de la violence politique ou, le cas échéant, du terrorisme. Ils sont traversés par ce qu'un auteur a appelé pour le cas de l'Irak une « perte de crédibilité et le dépassement du paradigme de la démocratisation<sup>11</sup> ». En effet, le déficit de démocratie mène à un gigantisme de l'État et à une accentuation de son usage de la violence. La faiblesse étatique, et notamment un déficit de l'État de droit, est aussi une incitation à la violence. Ce milieu de dégénérescence étatique devient propice aux mouvements violents qui se cherchent un hébergement et un champ d'activité. L'exemple des tribus yéménites formant un refuge pour des membres d'al-Qaida est significatif. Le même constat s'applique à certaines confessions libanaises ou certains clans irakiens.

On peut ajouter que le déficit dans le développement ou la richesse pétrolière constitue aussi une source de violence. Il ne faut pas non plus oublier l'utilisation de la violence étatique comme moyen de domination d'une faction (ou d'une tribu ou d'une famille) sur les autres composantes. Du même souffle, le déficit de légitimité d'un régime incite celui-ci à un

10. Denis Bauchard, « Moyen-Orient : instabilités internes », *Politique étrangère*, vol. 1, 2007, p. 10.

11. Peter Harling, « Les dynamiques du conflit irakien », *Critiques internationales*, vol. 1, n° 34, 2007, p. 38.

emploi excessif et démesuré de cette violence étatique (comme en témoigne le cas du régime de Saddam Hussein contre les Kurdes). Cela étant, quelques exemples sont nécessaires pour mettre en évidence cette problématique.

### *De l'autoritarisme idéologisé à la violence mondialisée*

Si certains États forts au Moyen-Orient sont ferments de violence, ils n'instrumentalisent pas pour autant le terrorisme contre les démocraties occidentales. Le cas libyen des années 1980 reste une exception. Le régime populiste libyen est un exemple frappant de cette instrumentalisation étatique de la violence contre les pays occidentaux.

La position de l'ex-leader libyen Kadhafi concernant le terrorisme international s'inscrivait dans une perspective « anticolonialiste et anti-impérialiste », comme il aimait à le dire avant sa « conversion » proaméricaine. En effet, déjà en 1978, dans une interview accordée à la chaîne de radio française Europe 1, Kadhafi avance : « [...] Nous rejetons le fait d'accoler l'idée de terrorisme seulement à la Libye [...] Ce sont ceux qui possèdent les bombes atomiques qui terrorisent le monde... Les États-Unis sont l'État du terrorisme dans le monde<sup>12</sup>... » Dans cette déclaration, comme dans d'autres d'ailleurs, Kadhafi ne nie pas ce que les États-Unis appellent « le terrorisme international », mais il le considère comme une lutte contre « l'impérialisme ».

Il faut ici rappeler que l'image de la Libye « terroriste » ne pouvait être totalement dissociée de celle du colonel Kadhafi lui-même. En effet, l'image de la personnalité de l'ex-leader libyen, et, plus largement, celle de la Libye, est restée négative. La persistance de cette image peut être expliquée par l'orientation que l'ex-dirigeant libyen avait adoptée après sa prise de pouvoir en 1969. Kadhafi se voyait lui-même comme un disciple du leader nationaliste arabe, le raïs égyptien Nasser. L'idéologie nationaliste poussée au paroxysme par Kadhafi s'est avérée fondamentalement antilibérale et anticapitaliste. Ce qui explique en partie la politique étrangère qui fut la sienne à compter de 1969. Cette politique s'est traduite par des décisions guère favorables aux États-Unis (la fermeture de la base américaine en Libye, les projets unificateurs avec l'Égypte, le Soudan et, après, la Tunisie, la nationalisation des compagnies étrangères en Libye, etc.), dans le but de réduire l'influence étrangère dans le monde arabe et particulièrement au Maghreb.

12. Cité dans Jacques Vignet Zuns et Robert Charvin, *Le syndrome Kadhafi*, Paris, Éditions Albatros, 1987, p. 118.

En outre, la Libye a été soupçonnée au cours des années 1980 d'aider les activistes palestiniens (particulièrement Abou Nidal, dont le groupe était considéré par certains Palestiniens comme terroriste) dans leur lutte contre les Israéliens. Cette aide se serait surtout manifestée durant ce qu'on a appelé la phase libanaise : l'OLP ou les militants palestiniens ont créé, dans le but de libérer les territoires occupés par Israël, un État dans l'État libanais, qui illustre une cohabitation explosive entre raison d'État et raison révolutionnaire. Ceci a eu un impact sur l'ensemble de la guerre qui a ravagé le Liban multiconfessionnel, particulièrement au sein des communautés religieuses, ou entre les communautés chrétiennes et musulmanes.

L'antiaméricanisme était le cheval de bataille de Kadhafi. Ses discours fréquents, marqués par une rhétorique populiste et incendiaire, dénonçaient ce qu'il appelait l'impérialisme américain, responsable de la création d'Israël. Cette vision du monde axée sur ce référentiel idéologique a largement influencé l'image que la Libye véhiculait dans le monde occidental, à savoir celle d'un régime pourvoyeur de violence. Des médias occidentaux lui ont longtemps réservé la « qualité » d'ennemi mondial n° 1.

Le second exemple est celui de l'Arabie saoudite. Le royaume des Al Saoud, ce clan de la région de Najd, la partie non urbaine du nord de l'Arabie, perpétue une monarchie sur un fond « califal », structurée d'une manière tribaloclanique. Les Al Saoud se sont alliés aux wahhabites depuis leur avènement. Le wahhabisme sert donc à la famille royale saoudienne (Al Saoud) de support ou de bras idéologique pour le pouvoir sur le plan interne. Ce même wahhabisme constitue l'idéologie de base, la première source d'inspiration pour le courant al-Qaïda. Lors de la création officielle d'al-Qaïda, la rigidité du wahhabisme imprégnait à l'évidence la pensée du mouvement par l'entremise de son chef, Oussama ben Laden. Plus précisément, al-Qaïda est le résultat de l'unification du groupe de ce dernier et de celui de l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, poussés par l'objectif commun de recruter et d'entraîner des jeunes islamistes moudjahidines contre des cibles et des intérêts occidentaux.

Dans l'espace musulman, al-Qaïda a d'abord su amasser un capital de sympathie sur fond de verrouillage de l'espace politique opéré par certains régimes politiques. Al-Qaïda a également su tirer profit de l'image de faiblesse de certains d'entre eux, de leur perte d'autonomie et de vigueur face à la domination occidentale, de l'intrusion de pays occidentaux au sein du foyer de l'islam ou encore de l'occupation israélienne. Mais si le réseau détient les capacités qui lui permettent d'organiser des attentats destructeurs et perturbateurs, sa force demeure tributaire de son habileté à s'implanter à l'intérieur des États et des sociétés musulmanes.

Les soi-disant révolutions du « printemps arabe » ont finalement montré son faible ancrage. Toutefois, si al-Qaida n'a pas le pouvoir de renverser les régimes en place, elle nourrit l'ambition de préserver ses relations avec des personnalités influentes dans ces pays (princes saoudiens, magnats des pays pétroliers, puissants des services secrets pakistanais, chefs de clans et imams charismatiques), pour le recrutement de nouveaux membres ou pour trouver de nouvelles terres d'accueil, comme les pays du Maghreb, la Somalie, le sud des Philippines ou les îles de l'Indonésie. De plus, les communautés musulmanes en sol étranger, et particulièrement celles vivant dans les pays occidentaux, constituent toujours de potentiels bassins de recrutement.

### *De l'impasse interne à la prolifération de la violence locale*

D'un autre côté, plusieurs pays dont les régimes ont construit une légitimité forcée par l'autoritarisme n'ont pas échappé à la violence : soit ils ont utilisé la violence contre leurs opposants (islamistes, marxistes, etc.) – à l'image du régime Ben Ali en Tunisie, décrit comme un régime policier par ses opposants, de la monarchie de droit divin au Maroc, du système politique tribaloclanique mauritanien structuré par la violence<sup>13</sup>, ou encore du régime syrien qui a consolidé sa mainmise sur ses rivaux et détracteurs internes<sup>14</sup>; soit leurs opposants eux-mêmes ont versé dans la violence afin de s'imposer sur la scène politique. Les exemples les plus illustratifs sont les attentats terroristes de mai 2003 à Casablanca au Maroc, ainsi que les années 1980 et 1990 en Égypte et la décennie 1990 en Algérie. Ces deux derniers cas méritent toute notre attention.

### *La main de fer pharaonique*

Les années 1970 et 1980 ont vu surgir le mouvement islamiste égyptien radical, en réaction à la politique de paix avec Israël adoptée par Sadate. La menace islamiste a pris de l'ampleur au début des années 1990, jusqu'à devenir la principale opposition au pouvoir de Moubarak. Avec l'éclatement de la violence, la chasse aux radicaux islamistes est devenue une priorité nationale pour le gouvernement, qui a mené une guerre sanglante contre les groupes islamistes armés. Dans le but de démanteler ce « réseau islamiste », le régime de Moubarak a adopté plusieurs mesures coercitives et a réprimé les opposants politiques et des organisations qui se sont

13. L'histoire de la Mauritanie depuis la fin des années 1960 est une histoire de putschs militaires jusqu'au dernier, en août 2008.

14. Une des réalisations sombres du régime baathiste est son massacre des Frères musulmans à Hama en février 1982.

révélées être des foyers de mécontentement islamiste. Dans sa réaction, le gouvernement égyptien a opté pour la répression et l'exclusion, plutôt que pour l'inclusion politique et l'intégration.

En outre, on constate, parallèlement à la sclérose du régime de Moubarak et à sa perte de leadership dans les épineux dossiers de la paix et de la guerre dans son voisinage, ainsi qu'à la montée de l'influence de l'Iran chiite et non arabe, une propagation de la violence entre les Palestiniens à Gaza et un cumul des ingrédients pour que surgisse une nouvelle vague de violence interne dans le bras de fer qui oppose le régime à ses opposants (de la gauche, issus de la mouvance nationaliste, des groupes libéralo-démocrates et des islamistes). Cela aurait pu aboutir à l'éclatement en Égypte d'une autre forme de radicalisme violent, pas nécessairement islamiste, favorisé par le double déficit de la démocratisation et de la résolution des conflits géopolitiques.

### *Le système « militaro-partisan » algérien*

La subordination du pouvoir aux militaires a pris de l'ampleur surtout dans les années 1990 avec les affrontements sanglants entre les groupes islamistes et l'État algérien. La violence a éclaté après l'annulation des élections de 1992 par les autorités algériennes, à la suite de la victoire du Parti islamiste, le Front islamique du salut (FIS). Ce dernier a lancé à ses adhérents et sympathisants un mot d'ordre encourageant à la désobéissance civile et à la prise des armes dans les maquis. La guerre civile en Algérie a laissé le peuple algérien pris entre le marteau de la violence étatique et l'enclume du terrorisme des groupes islamiques armés. Ce qui lui coûta des milliers de morts.

### La violence instrumentalisée et exportée

Il est approprié de souligner que dans l'espace musulman, ce sont les États forts ou puissants qui sont les principaux ferments du terrorisme, de la violence et de la déstabilisation étatique. L'autoritarisme de ces États forts est lui-même déclencheur de violence. Cela étant, la violence trouverait sa genèse dans deux phénomènes liés aux États puissants : l'instrumentalisation et l'exportation de leur crise interne. Dans ces cas de figure, l'État fort porteur des potentialités de violence tire avantage du vide dans un État faible voisin. Ce faisant, il exerce une pression pour contrôler, voire écraser, la société civile. Il a également tendance à exporter au-delà de ses frontières cette instrumentalisation de la violence.

### *La Syrie et l'Iran: de la violence libératrice à la violence sectaire au Liban*

Le phénomène du dérapage de la violence libératrice en violence interne, intersectaire ou interconfessionnelle, est illustré par le cas du Liban.

#### *L'aide au Hezbollah (mini-État dans l'État): cheval de bataille pour l'Iran et la Syrie*

C'est par le soutien et la protection du Hezbollah que les relations irano-syriennes s'harmonisent ou simplement convergent au Liban. Dans cette perspective, l'Iran a trouvé dans le régime alaouite de Bashar Al Assad un allié fiable, qui fournit un soutien politique et militaire au mouvement chiite, qui malgré sa lutte contre l'occupation israélienne est soupçonné par d'autres Libanais d'user de son arsenal comme d'un moyen d'intimidation pour s'imposer sur ses rivaux internes. C'est pourquoi les opérations militaires du Hezbollah contre Israël en juillet 2006 ont été interprétées « comme une nouvelle étape de l'édification d'un axe entre l'Iran et les communautés chiïtes du Moyen-Orient arabe, facteur majeur de tensions et de violences dans la région<sup>15</sup> ». D'ailleurs, comme le note Michel Potocki, l'Iran ne cache pas son jeu et sa « [...] constitution prépare les bases assurant la poursuite de la révolution dans le pays et à l'étranger. En particulier, dans le développement des relations internationales avec les autres mouvements islamiques et populaires<sup>16</sup> [...] ».

#### *Fatah al-Islam ou al-Qaida made in Syria*

Le mouvement islamiste salafiste armé Fatah al-Islam, basé au Liban, est soupçonné d'avoir des liens profonds avec le régime syrien depuis sa sécession du mouvement palestinien Fatah en 1983. Son fondateur et leader, Chaker al-Absi, a d'ailleurs été emprisonné en Syrie et libéré dans des circonstances nébuleuses. Outre l'appui de la Syrie, on parle de financements saoudiens ou même américains pour contrer le Hezbollah au Liban et la mouvance chiite militante pro-iranienne dans la région en encourageant l'apparition des islamistes sunnites.

Des spéculations contradictoires sur ce mouvement, venant de toutes les directions, invitent à se poser plusieurs questions. En effet, pourquoi la Syrie s'aventurerait-elle dans le financement d'une mouvance idéologique islamiste aux antipodes de son régime qui s'autoqualifie de séculariste? Ou encore, pourquoi soutiendrait-elle un activisme sunnite qui s'opposerait

---

15. Reinoud Leenders, « Au-delà du "Pays des deux fleuves": une configuration conflictuelle », *Critique internationale*, vol. 1, n° 34, 2007, p. 67.

16. Michel Potocki, « Préambule », dans *Constitution de la République islamique d'Iran 1979-1989*, Traduction, introduction et notes par Michel Potocki, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 33.

radicalement au Hezbollah chiite, un allié réputé de Damas ? En contrepartie, pourquoi les Saoudiens et derrière eux les Américains financeraient-ils un mouvement qui entretient des liens douteux avec le régime syrien ? Cela est un indice certain que l'islamisme combattif a été, à un certain moment, manipulé ou instrumentalisé par des services de renseignement de différents régimes rivaux.

Au-delà de la controverse, l'apparition de ce mouvement jihadiste, Fatah al-Islam, comme facteur de trouble semant la terreur, avec des attentats terroristes au Liban, a été exploitée par les protagonistes libanais sur fond d'anémie étatique. Mais les accusations de part et d'autre sur le financement de Fatah al-Islam ne sont étayées par aucune preuve tangible. Deux choses paraissent en revanche certaines : les Palestiniens ne reconnaissent pas ce groupe et les groupes islamistes sunnites ne le parrainent pas.

### *La crise pakistanaise et l'exportation de la violence en Afghanistan*

La crise afghane est un enjeu pakistanais par excellence. Imposée par la ligne Durand en 1893 et la démarcation des frontières lors de l'apparition de l'État du Pakistan en 1947, la division abrupte des ethnies des deux côtés afghans et pakistanais, notamment celle des Pachtounes, reste une ornière conflictuelle rebelle aux solutions. Le Sud afghan et le Waziristan pakistanais, région naturellement difficile d'accès, sont des théâtres réputés de violence. D'ailleurs, ils sont devenus des fiefs des sympathisants d'al-Qaïda, et même peut-être un nouveau refuge pour la nébuleuse et ses hôtes talibans. Ces repaires sont retranchés de la souveraineté étatique centrale. Ainsi, on peut observer facilement que le conflit en Afghanistan entre les islamistes et le gouvernement afghan est accompagné de l'autre côté de la frontière d'un conflit parallèle entre les islamistes et le gouvernement pakistanais. Ce qui explique l'alliance (voulue ou non), depuis la guerre contre le terrorisme, des régimes pakistanais et afghan, jouissant du soutien américain d'un côté, et les forces islamistes d'opposition des deux pays jouissant d'un certain soutien populaire de l'autre.

Mais cette alliance, imputable aux pressions américaines, cache mal les rivalités entre les deux pays. Surtout que le Pakistan, grand frère, a un besoin urgent de contrôler l'espace afghan, source d'éventuelles menaces. Sa survie en dépend. Aussi, la solidité de son statut en tant que puissance régionale, en compétition avec l'Inde, est tributaire de son contrôle de l'échiquier afghan. Il ne faut pas oublier qu'à plusieurs reprises, les dirigeants afghans ont accusé le pouvoir pakistanais d'encourager la déstabilisation d'un État afghan déjà fragile. D'ailleurs, le rôle de l'Inter-Services Intelligence (ISI), le service de renseignements pakistanais, a

été souvent souligné. L'ISI a ainsi appuyé les militants ou les moudjahidines afghans contre l'Armée rouge soviétique (1979-1989) et, par la suite, des factions afghanes contre d'autres dans une course effrénée pour le contrôle du pouvoir à Kaboul. Et ce d'autant plus que son ancien chef, le légendaire lieutenant général de l'ISI Hamid Gul, est lié de près aux talibans.

## LE TERRORISME, PRODUIT DES ÉTATS FAIBLES

Nul doute que les risques d'éclosion de la violence sont très élevés dans les États qui ont pâti, le plus souvent, de leur échec à détenir le monopole de la violence. Au Moyen-Orient, les cas qui illustrent ce lien causal entre la violence et l'État faible, où le pouvoir central est incapable de faire respecter sa souveraineté, sont éloquentes.

### Le complexe du survivant : la violence autodestructrice

#### *Le cas du Liban : de l'impossibilité du monopole étatique de la violence*

Ce microcosme du Moyen-Orient est victime de sa singularité. Le Liban est à la fois une société dynamique et précaire, de par ses composantes pluri-religieuses, et un État fragile, impuissant à gérer ce « fédéralisme communautaire », et jaloux de préserver les droits des confessions même au détriment de sa solidité. Son régime, accoucheur de crises, attire des ingérences extérieures. Les loyautés extrafrontalières paralysent l'État central et entravent l'exercice de ses droits régaliens, surtout le monopole de la violence, qui s'avère être un prérequis pour mettre fin à l'ordre milicien déclencheur principal des violences sectaires ou d'autres natures. On assiste donc à « un phénomène plus profond de désinstitutionnalisation de l'État libanais<sup>17</sup> ».

Dans cette perspective, le dossier le plus épineux et controversé est celui du statut du Hezbollah. Ce « parti de Dieu » fait face à un choix difficile : celui d'affronter la volonté internationale exprimée dans la résolution onusienne 1559, de se désarmer ou de continuer à assumer l'image d'un mouvement terroriste. L'appui du pouvoir central et d'une majorité populaire s'est effrité à la suite de l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri et du retrait de l'armée syrienne. Après avoir monopolisé le droit de la libération des territoires occupés et réussi avec éclat à atteindre

17. Nadim Hasbani, « Liban : crise politique sur fond de nouveau partage du pouvoir », *Politique étrangère*, vol. 1, 2007, p. 41.

son objectif, le Hezbollah chiite apparaît maintenant comme une menace pour d'autres communautés musulmanes et chrétiennes. Lors des événements sanglants du 7 mai 2008, l'usage des armes par le Hezbollah à Beyrouth a été perçu comme une violence confessionnelle.

### *L'Afghanistan: le non-État*

Depuis le renversement de la monarchie, l'État d'Afghanistan s'efforce d'imposer sa souveraineté sur la totalité de son territoire et sur l'ensemble des ethnies du pays. Le président actuel, Hamid Karzai, ne fait pas exception, mais le monopole de la violence échappe à son pouvoir. La société reste victime de la violence sectaire et des rivalités interethniques meurtrières. Pour le moment, le gouvernement reste confiné dans une zone sécurisée par les forces de l'OTAN et fait face à la résistance continue des talibans et à une opposition grandissante de quelques chefs tribaux, qui sont jaloux de leur autonomie et qui s'accrochent au port de leurs armes et refusent le partage du pouvoir.

En effet, le gouvernement du président Hamid Karzai n'exerce pas réellement son droit de monopoliser l'usage de la violence, sauf dans une sphère restreinte dans la capitale Kaboul et dans d'autres provinces grâce à ses alliés. Les autres régions afghanes, surtout celles où l'ethnie pachoune est majoritaire, soit sont contrôlées par les talibans, soit sont un théâtre de guerre entre les talibans et les forces de l'OTAN. L'État central faible, interdit ou incapable, reste l'élément majeur dans la compréhension du phénomène de la violence persistante en Afghanistan.

### **La difformité de l'État**

#### *L'avortement du rêve étatique: l'anarchie palestinienne*

La longue lutte des Palestiniens pour récupérer leurs droits en Palestine subit de graves revers. Les groupes mobilisés contre l'occupation israélienne se sont engagés dans des luttes fratricides au sujet de la légitimité de la représentation du peuple palestinien. Les contestations des rivaux du mouvement national Fatah se sont soldées par l'affaiblissement de la légitimité de l'Autorité palestinienne en tant que seul représentant du peuple. Non représentés dans cette institution, les islamistes, et particulièrement le Hamas, s'érigent comme un acteur rival qui tente de s'imposer par le double recours à la violence, contre Israël et contre ses rivaux. Le déficit de la gestion de la pluralité politique dans l'Autorité palestinienne se traduit par une violence interpalestinienne. Un profond désaccord règne entre les parties sur la manière de gouverner et sur l'approche à adopter

vis-à-vis de la paix et de la guerre avec Israël. Ces tensions entraînent le pays vers l'anarchie et les affrontements meurtriers. Une guerre d'usure palestinienne s'est déclenchée et a fini par le coup d'État « hamassien » à Gaza et l'expulsion de l'Autorité palestinienne de ce district. Les relations entre le Hamas et le Fatah s'enveniment et dégènèrent de temps en temps en conflits sanglants. Toutes les tentatives de réussir la cohabitation entre le Fatah et le Hamas, qui ont été articulées par l'entente de la Mecque signée le 8 février 2007, se sont soldées par des échecs. La violence devient quotidienne et révélatrice de l'impuissance des Palestiniens à élaborer une vision commune. La persistance du conflit interpalestinien est envenimée par la position israélienne intransigeante à l'égard des revendications palestiniennes. En ce sens, Israël, puissance d'occupation, est responsable à la fois directement et indirectement de la violence et de la contre-violence.

*La violence sectaire, entre rivalités internes et hégémonie externe : le cas irakien*

Depuis la prise de Bagdad en 2003 et le renversement du pouvoir de Saddam Hussein, l'Irak a connu des actes de violence sectaire. Après la violence menée par le régime dictatorial qui cachait mal ses assises ethniques, claniques et confessionnelles, la société irakienne est ravagée par une violence généralisée : une violence de résistance libératrice qui dégénère en une violence entre sunnites et chiïtes. Les atrocités de la purification ethnique et confessionnelle ont eu un effet dévastateur sur le tissu social irakien. Et ce d'autant plus que les islamistes sunnites, et surtout ceux d'al-Qaïda, se sont insérés dans des luttes sectaires sunnito-chiïtes, et dans les conflits intersunnites. En effet, les rébellions dans les deux foyers, arabo-sunnite et arabo-chiïte, ont propulsé l'Irak dans une spirale de violence que plusieurs appellent quasiment une guerre civile. On assiste même à une « talibanisation », qui se manifeste par cette outrageante facilité à user de la violence contre tout un chacun sur un fond de désorganisation sociale et de vide politique. On peut dire que nous sommes devant « un phénomène de généralisation et de privatisation de la violence en l'absence des moyens institutionnels de sa monopolisation<sup>18</sup> ». En outre, il faut remarquer que les résistances contre les forces étrangères prennent la

18. Peter Harling, « Les dynamiques du conflit irakien », *op. cit.*, p. 38.

tangente du terrorisme le plus ignoble, même si plusieurs groupes armés ont dénoncé la violence aveugle, après le célèbre scrutin de décembre 2005, et la formation du premier gouvernement irakien en 2006<sup>19</sup>.

Malgré les expressions sentimentales patriotiques des factions des deux communautés rivales, sunnites et chiïtes, elles sont toujours engagées dans des cycles de violence sectaire. Cela dans un contexte de profusion des discours idéologiques ethnoreligieux justifiant la violence contre l'autre. Plus aucune communauté n'est à l'abri : les chrétiens assyro-chaldéens, les sabéens, les Turkmènes, les yézidis sont également visés.

### *La violence sectaire en incubation : le Hezbollah en illustration*

En dépit de son discours libano-centriste et islamo-nationaliste, le Hezbollah est considéré comme le bras armé du seul État islamique chiïte de la région, l'Iran. En fait, les liens du Hezbollah avec le régime khomeyniste sont multiples : la croyance dans le pouvoir clérical, l'affinité et la loyauté religieuses, et l'entraide économique et militaire. Cette relation met en question la primauté de l'allégeance à l'État libanais. Le débat actuel dans le pays du cèdre concerne le droit à l'usage de la violence contre l'ennemi. Les détracteurs du parti chiïte le soupçonnent de prendre la situation de confrontation avec Israël comme prétexte pour renforcer la position de la communauté chiïte dans le régime libanais, et du même souffle défendre le régime alaouite syrien et les intérêts de l'Iran chiïte contre les intérêts des musulmans sunnites et des autres États arabes ou sunnites.

Du coup, les protagonistes politiques libanais se sentent menacés par la force de frappe du Hezbollah dans l'État. Des accrochages violents entre sunnites, Druzes, chiïtes et alaouites libanais dans différents coins du pays laissent planer le spectre d'un retour de la guerre civile et de l'explosion d'une violence sectaire à plus large échelle. Les tensions ont d'ailleurs été exacerbées à la suite de fuites et de conjectures quant à une certaine implication des activistes du Hezbollah dans l'assassinat de l'ancien premier ministre sunnite Rafic Hariri. Cela faute du monopole de l'usage de la violence par l'État central.

---

19. Voir International Crisis Group, «In their Own Words : Reading the Iraqi Insurgency», *Middle East Report*, n° 50, 15 février 2006.

## La violence dans la société plurielle : la désintégration étatique

La pluralité confessionnelle génératrice de violence, latente ou patente, n'est pas un cas unique au Grand Moyen-Orient. On retient ici les exemples du Soudan pluriethnique et surtout de la violence au Darfour, et le cas de la Somalie ravagée par des vagues de violences interethniques. Au Darfour, la guerre à la fois religieuse et ethnique, qui ensanglante le nord-ouest du Soudan depuis 2003, a provoqué une catastrophe humanitaire de grande envergure. En effet, les destructions, les villages rasés, la politique de la terre brûlée forcent les populations à la fuite et à l'exil. Dans ce cas de figure, même si le Soudan donne l'impression d'un État fort et autoritaire, ses mauvais calculs et sa mauvaise gestion du problème ethnique et religieux au Darfour ont conduit à l'impasse dans cette région du pays. Le président Omar el Bachir est accusé personnellement et formellement d'ordonner des massacres à grande échelle. Son pouvoir a d'ailleurs formé une milice paramilitaire, les Janjawid, pour procéder à une purification ethnique. Cette persistance de la gestion autoritaire du Soudan a été la faille qui, avec le référendum de janvier 2011, a mené au partage du pays entre les musulmans arabes du Nord et les chrétiens et animistes sudistes.

La Somalie reste le théâtre d'affrontements internes dans le contexte d'une incapacité de l'État central à gérer la pluralité ethnique et tribale. Une violence qui est exacerbée par des intrusions régionales et internationales. En juin 2006, des affrontements ont éclaté entre le gouvernement somalien assisté par des chefs de guerre, les États-Unis et l'Union des tribunaux islamiques. Le conflit s'est terminé par la prise de la capitale somalienne, Mogadiscio, par les islamistes de l'Union des tribunaux islamiques. Six mois après, l'armée éthiopienne entrait en Somalie et les islamistes des tribunaux islamiques quittaient la capitale et se dispersaient dans le pays. Même si leur armée était entièrement neutralisée, le pays n'était pas sécurisé. Bien au contraire, al-Shabaab est depuis devenue une force au pouvoir déstabilisateur en Somalie même et dans les États voisins. Cet exemple montre à quel point la faiblesse d'un régime conduit à la désintégration de l'État et à l'instauration de la violence religieuse et ethnique.

## CONCLUSION

À titre de conclusion, la question de la prolifération de la violence dans l'espace musulman et particulièrement dans la région du Moyen-Orient est largement tributaire du degré de modernisation de l'État, de sa

précarité ou de son degré de légitimité. Les facteurs exogènes (intrusion étrangère, coloniale ou autres) y jouent évidemment un rôle important. Toutefois, entre autres pour des raisons économiques (ressources naturelles – pétrole et hydrocarbures –, ou stratégiques, rivalités entre les grandes puissances), cet espace moyen-oriental reste un terrain de rivalités meurtrières, sur lequel les prérequis de la stabilité manquent : soit le monopole de la violence n'est plus un privilège de l'État ; soit, au contraire, les États forts recourent à la violence pour s'imposer. Dans ce dernier cas, l'État fait un usage arbitraire de son monopole de la violence pour mater les forces de l'opposition ou exporter cette violence en l'instrumentalisant contre d'autres régimes ou factions extrafrontalières rivales.

En bref, la crise de l'État national ou postcolonial au Moyen-Orient accuse, sauf rares exceptions, un déficit dans la modernisation politique, des limitations des libertés individuelles et communautaires ainsi que la faible participation politique des opposants dans les décisions politiques et les délibérations nationales en raison de la persistance de la culture autoritaire et despotique. À tout cela s'ajoutent l'illettrisme et l'analphabétisme, qui agissent dans les sociétés touchées (en Afghanistan, par exemple) comme une entrave à la modernisation.

Dans cet état de choses, l'ordre politique moyen-oriental ou arabo-musulman demeure dans une crise elle-même fondatrice de violence, qui explique pourquoi certains individus ou groupes en font usage. Cet ordre politique se montre réticent à toute forme de modernisation et les cultures arabes et musulmanes, en particulier dans cette région, sont sujettes à un phénomène de retribalisation. De plus, la piètre gestion de la pluralité ethnoculturelle ou ethnoconfessionnelle constitue en soi une source de violence, à petite échelle pour le moins.

D'un autre côté, et devant cet étiolement de l'État, on constate l'apparition de mouvements violents qui ont trouvé dans plusieurs coins de la région un champ propice d'activité. Ces derniers n'agissent pas forcément contre l'État lui-même. D'ailleurs, comme l'affirme le politologue Samy Cohen, « [1]es rébellions, les mouvements séparatistes ou autonomistes qui ont recours à la violence ne s'attaquent pas à l'État dans son essence ; ils visent plutôt à reconstituer, sur tout ou partie du territoire national, un État sous leur contrôle<sup>20</sup> ».

---

20. Samy Cohen, « Les États et les "nouveaux acteurs" », article publié initialement dans la revue *Politique internationale*, n° 107, 2005, <<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/0204-Cohen-FR.pdf>>, consulté le 20 novembre 2012.

Aussi peut-on réaffirmer que la violence dans l'espace moyen-oriental est traversée par deux dynamiques : d'une part, le verrouillage de l'espace politique, renforcé par un éloge du despotisme qui a persisté à cause surtout des échecs de l'installation de la démocratie en Irak, en Afghanistan et ailleurs, et qui a pour conséquence de paralyser les autres champs, économique et social ; d'autre part, la présence militaire étrangère, qui est perçue comme spoliatrice des ressources locales.

Limiter les sources de la violence, qu'elle soit un produit des États forts et des régimes puissants autoritaires ou au contraire des États faibles incapables d'imposer leur raison sur les composantes lui déniaient sa légitimité, serait un objectif primordial. L'intégration des mécanismes de résolution des conflits par le dialogue et la diplomatie dans les cultures étatiques et politiques serait l'avenue la plus prometteuse pour le recul de l'usage de la violence. Dans tous les cas, peut-on espérer voir s'installer un jour au sein de cet espace une irréversibilité de la démocratie à l'instar de « l'irréversibilité de l'État<sup>21</sup> » ? Les suites données au « printemps arabe », bien en deçà des espoirs exprimés lors de ces mobilisations massives, laissent cette question en suspens.

---

21. Expression empruntée à l'internationaliste britannique Barry Buzan. Voir Barry Buzan, *People, State and Fear. An Agenda for International Studies in the Post Cold War Era*, 2<sup>e</sup> éd., Boulder, Lynne Rienner, 1991, p. 39.



## UN RÉGIME D'INSÉCURITÉ DANS LES AMÉRIQUES

*Chantal Lacasse et Gordon Mace*

Alors que la criminalité transnationale ne paraissait pas constituer une menace importante à la stabilité des Amériques à la fin des années 1990<sup>1</sup>, cette dernière – qu'elle soit associée ou non aux activités à visée insurrectionnelle – occupe aujourd'hui le premier rang des préoccupations régionales<sup>2</sup>. Plusieurs analystes vont même

- 
1. Tom Farer (dir.), *Transnational Crime in the Americas*, Londres, Routledge, 1999, p. 4, 252-253, 270.
  2. Thomas M. Sanderson, «Transnational terror and organized crime : Blurring the lines», *SAIS Review*, vol. 4, n° 1, 2004, p. 49-61.

jusqu'à évoquer un régime de l'insécurité dans les Amériques, dont les principales composantes apparaissent à la figure 3.1 (p. 62). Ce régime comprend une menace, des causes et des effets.

La menace provient de l'activité de deux grandes catégories d'acteurs : des groupes criminels dont font partie les cartels de la drogue et les escouades paramilitaires, et des groupes insurrectionnels. Indépendamment de leurs visées initiales, ces groupes utilisent de plus en plus les mêmes instruments de violence et sont impliqués dans les mêmes activités de trafic de drogue, de vente d'armes et de trafic d'êtres humains. La distinction entre les sources et les types de violence devient ainsi de plus en plus embrouillée et celle-ci devient de plus en plus difficile à contrer<sup>3</sup>, comme le démontre l'augmentation, ces dernières années, des vols et des ventes illégales de pétrole par les cartels mexicains de la drogue<sup>4</sup>. Le terrorisme, les actes de guérilla, les trafics divers et les crimes violents sont dorénavant interreliés en un seul et même système à la grandeur des Amériques.

Il n'est alors pas surprenant que le crime organisé et le terrorisme soient désormais qualifiés de « principale menace à la sécurité régionale » par l'Organisation des États américains (OEA)<sup>5</sup>. Cette opinion est d'ailleurs partagée par l'ensemble des citoyens de la région, comme en rendent compte les différents sondages. L'AmericasBarometer de 2010 indique par exemple que 29,6 % des répondants identifient la sécurité comme étant le problème le plus important des Amériques, après l'économie (44,1 %) et bien loin devant le fonctionnement du système politique (10,3 %) et l'accès aux services de base (6,7 %)<sup>6</sup>. La crainte liée à l'insécurité dans les Amériques croît de façon constante depuis quelques années, tout comme le pourcentage de personnes considérant la sécurité comme le principal problème de la région, qui est passé de 20 % en 2004 à 28 % en 2006 et à presque 30 % en 2011.

Cette impression qu'une vague de violences balaie l'ensemble des Amériques est également corroborée par plusieurs indicateurs, dont le taux d'homicides (tableau 3.1, p. 64). Or, contrairement à ce qu'on peut observer sur le continent africain, la violence dans les Amériques n'est pas

---

3. *Ibid.*, p. 56; Ellen Brennan-Galvin, « Crime and violence in an urbanizing world », *Journal of International Affairs*, vol. 56, n° 1, 2002, p. 125.

4. David Agren, « The cartel's other deadly business », *The Globe and Mail*, 21 décembre 2010, p. A10.

5. Gabriel Kessler, « Crime organisé et violences en Amérique latine et dans les Caraïbes », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 76, printemps 2010, p. 7.

6. Elizabeth J. Zechmeister et Mitchell A. Seligson, « What troubles citizens of the Americas? A report based on the 2010 AmericasBarometer », *FOCAL Research Paper*, Ottawa, janvier 2011, p. 3.

le résultat de conflits interétatiques ; elle est plutôt associée aux activités de cette nébuleuse dans laquelle se meuvent souvent indistinctement groupes criminels et groupes insurrectionnels.

La violence et l'insécurité sont causées par un certain nombre de facteurs déjà identifiés dans la littérature (figure 3.1). Un premier facteur significatif, en ce qui concerne le trafic de la drogue, est celui de la demande. Le tiers de la consommation de marijuana dans le monde et la moitié de la consommation mondiale de cocaïne se fait dans les Amériques<sup>7</sup>, où 75 % de la consommation a lieu en Amérique du Nord<sup>8</sup>. La demande pour ce type de produits de même que pour les autres formes de trafic illicite n'est pas insignifiante pour les personnes associées à ces activités, puisqu'elle génère des revenus annuels évalués à 320 milliards de dollars<sup>9</sup>.

Les inégalités et l'exclusion sociale constituent un deuxième facteur généralement mentionné dans la littérature<sup>10</sup>. L'Amérique latine demeure la région du monde où les inégalités de revenus sont les plus fortes. L'exclusion sociale associée à ce phénomène touche particulièrement les 15-35 ans, qui deviennent ainsi des candidats idéals pour les groupes criminels et insurrectionnels.

Troisième facteur, l'urbanisation chaotique et la mondialisation se conjuguent pour faire de plusieurs villes des Amériques des foyers de consommation, de trafic et de violence. Le terrorisme et la criminalité ont en effet besoin de grands marchés et de frontières fluides pour prospérer. Enfin, faute de ressources pour prévenir ou contrôler les groupes criminels et insurrectionnels, les faibles capacités de plusieurs États de la région – en particulier dans les Caraïbes et en Amérique centrale – contribuent à l'accroissement de la criminalité transnationale et au développement du

7. Francisco Cumisllé, *Status of Drug Use in the Western Hemisphere. Major Challenges*, Washington, Inter-American Drug Abuse Control Commission (CIDAD), OEA/Ser.L/XIV.2.46, 13 novembre 2009, p. 2, 4.

8. La marijuana consommée aujourd'hui est deux fois et demie plus puissante que celle consommée il y a 20 ans. *Ibid.*, p. 2.

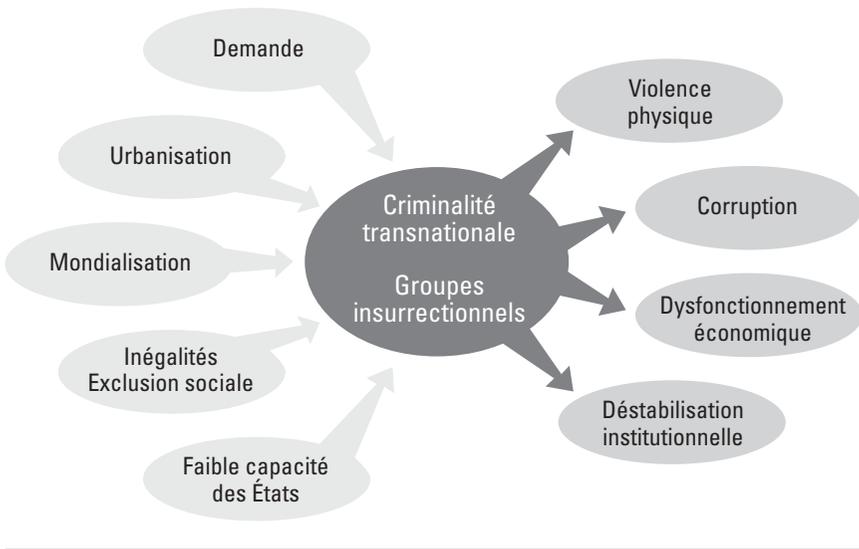
9. «Exclusive interview : General Fraser on security in the Americas», *Americas Society/Council of the Americas*, 11 mars 2010.

10. Patrick M. Cronin (dir.), *Americas' Security Role in a Changing World*, Washington, National Defense University Press, 2009, p. 355 ; «Crime and violence in Central America : A human development approach», Events at the Center, 2010, <[http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?fuseaction=events.print&event\\_id=62238&stoplayout=true](http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?fuseaction=events.print&event_id=62238&stoplayout=true)>, consulté le 23 novembre 2012 ; *NIC, Global Trends 2025: A Transformed World*, Washington, National Intelligence Council, 2008, p. 9.

terrorisme<sup>11</sup>. Cette faiblesse de l'État se manifeste également, en certains endroits, par une difficulté de plus en plus grande à contrôler les appareils policiers et militaires qui, eux, se renforcent et gèrent à leur façon des menaces à la sécurité.

Du côté des effets, on constate que l'expansion du crime organisé a un effet multiplicateur sur les autres types de violence – physique, psychologique ou institutionnelle<sup>12</sup>. En plus de différentes formes de violence physique, plus facilement observables, le terrorisme et la criminalité transnationale ont aussi des effets pernicioeux à plus long terme, comme la corruption des élites politiques et économiques, le dysfonctionnement des économies locales et la déstabilisation des institutions.

Figure 3.1  
LE RÉGIME D'INSÉCURITÉ DANS LES AMÉRIQUES



11. Christopher Hernandez-Roy, « Transnational organized crime in the Americas », dans Gordon Mace et Catherine Durepos (dir.), *The New Security Equation in the Americas*, Québec, Centre d'études interaméricaines, 2007, p. 32 ; Anthony W. Pereira et Diane E. Davis, « Introduction : New patterns of militarized violence and coercion in the Americas », *Latin American Perspectives*, vol. 27, n° 3, 2000, p. 3.

12. Christopher Hernandez-Roy, « Transnational organized crime in the Americas », *op. cit.*, p. 34.

Le terrorisme et la criminalité transnationale génèrent alors un système régional qui s'étend à l'ensemble des Amériques. Ils lient étroitement l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord dans un ensemble intégré où la production, le trafic et la consommation forment les composantes d'un tout. Les deux phénomènes affectent à des degrés divers chaque pays des Amériques et créent une menace impossible à contrer par des actions isolées. Le problème est véritablement régional et il appelle une solution régionale.

L'objectif de ce chapitre est de montrer comment s'articulent les différentes formes de terrorisme et de criminalité dans les Amériques et d'en étudier les effets. Pour ce faire, nous allons d'abord faire un bref portrait de la violence dans les Amériques. Nous analyserons ensuite la présence régionale déstabilisatrice de la violence liée au crime organisé mexicain et aux organisations terroristes colombiennes associées au narcotraffic. Nous reviendrons enfin sur les liens entre la criminalité et le terrorisme dans la région pour conclure brièvement sur l'état de la concertation régionale face à une menace qui ne cesse de croître.

## LA VIOLENCE DANS LES AMÉRIQUES

Dans la dernière décennie seulement, la criminalité a coûté la vie à plus de 1,2 million de personnes en Amérique latine et dans les Caraïbes<sup>13</sup>. C'est dans les Amériques que l'on retrouve ainsi le plus haut taux d'homicides au monde, avec 19,9 homicides par 100 000 habitants. La probabilité qu'un jeune de 15 à 24 ans soit assassiné en Amérique latine est plus de trente fois plus grande qu'en Europe, près de quatre fois plus grande qu'en Amérique du Nord et deux fois plus grande qu'en Afrique, un continent miné par les conflits armés (tableau 3.1).

---

13. Kevin Casas-Zamora, «Crime in Latin America: Democracy losing this fight», *Miami Herald*, août 2008.

Tableau 3.1  
**TAUX D'HOMICIDES SELON LES RÉGIONS/CONTINENTS**  
 (par 100 000 habitants)

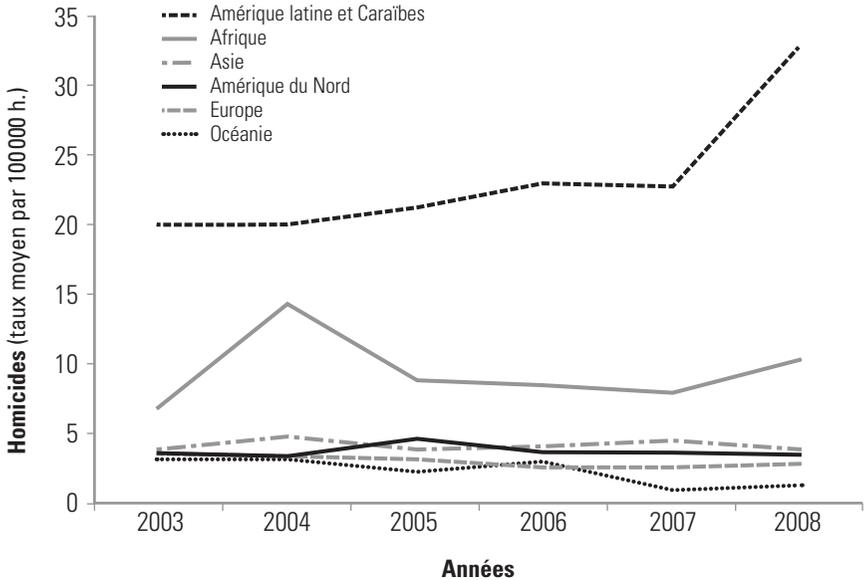
Régions/Continents	Taux d'homicides
Afrique	10,1
Amérique du Nord	5,6
Amérique latine	19,9
Asie	2,1
Caraïbes	16,3
Europe	1,2
Océanie	1,3

Source: Julio Jacobo Waiselfisz, *Mapa da Violência: Os Jovens da América Latina 2008*, Brasília, Rede de Informação Tecnológica Latino-Americana (RITLA), 2008, p. 16.

Contrairement à la tendance à la baisse ou au statu quo dans les autres régions de la planète, les données de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONU DC ou, en anglais, UNODC) indiquent que le taux d'homicide latino-américain est en hausse, parallèlement aux autres manifestations de la violence associées au crime organisé et au terrorisme en Amérique latine (figure 3.2). Le crime organisé transnational et le narcotrafic sont aussi à l'origine du nombre croissant d'homicides au Belize, au Guatemala, au Honduras, en Jamaïque et au Vénézuéla<sup>14</sup>.

14. UNODC, « Homicide statistics, trends (2003-2008) », *UNODC Homicide Statistics*, 2010, <<http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/homicide.html>>, consulté le 7 août 2010.

Figure 3.2  
ÉVOLUTION DU TAUX D'HOMICIDES SELON LES RÉGIONS  
(par 100 000 habitants)



Source : UNODC, « Homicide statistics, trends (2003-2008) », *Homicide Statistics*, 2010.

Parmi les 10 pays de la planète les plus touchés par cette forme de violence (tableau 3.2), 6 sont latino-américains : le Salvador se classe au premier rang avec 48,8 homicides par 100 000 habitants, la Colombie arrive bonne deuxième avec 43,8 homicides par 100 000 habitants, alors que le Vénézuéla récolte la troisième position avec 29,5 homicides par 100 000 habitants. Au quatrième rang avec 28,5 homicides par 100 000 habitants, le Guatemala précède le Brésil, au sixième rang avec 25,2 homicides par 100 000 habitants, alors que l'Équateur vient clore le top 10 des populations les plus affectées avec 18 homicides par 100 000 habitants. Ces pays possèdent tous un taux d'homicides supérieur à celui des pays durement frappés par un conflit tels qu'Israël, au 34<sup>e</sup> rang avec 5 homicides par 100 000 habitants. Certaines parties du Salvador, du Guatemala et du Vénézuéla présentent par ailleurs des taux d'homicides de plus de 100 meurtres par 100 000 habitants<sup>15</sup>.

15. Rory Carroll, « Rampant violence is Latin America's "worst epidemic" », *The Guardian*, 9 octobre 2008.

Tableau 3.2  
**CLASSEMENT MONDIAL DES PAYS SELON LEUR TAUX D'HOMICIDES**  
 (par 100 000 habitants)

Rang	Pays	Taux d'homicides
1	Salvador	48,8
2	Colombie	43,8
3	Vénézuela	29,5
4	Guatemala	28,5
5	Îles Vierges	28,4
6	Brésil	25,2
7	Sainte-Lucie	24,5
8	Porto Rico	19,1
9	Guyane	18,0
10	Équateur	18,0
11	Trinité-et-Tobago	16,2
12	Paraguay	12,3
13	Nicaragua	10,4
15	Panama	10,4
18	Dominique	9,8
21	Mexique	9,3
22	Costa Rica	7,5
25	États-Unis	6,0
26	Cuba	6,0
27	Argentine	5,8
29	République dominicaine	5,6
31	Chili	5,4
33	Antigua-et-Barbuda	5,1
34	<b>Israël*</b>	<b>5,0</b>
35	Uruguay	4,5
55	Canada	1,6
77	<b>Japon</b>	<b>0,5</b>
82	<b>Angleterre</b>	<b>0,3</b>
83	Bermudes	0,0

\* Les pays en caractères gras n'appartiennent pas aux Amériques.

Source: Julio Jacobo Waiselfisz, *Mapa da Violência: Os Jovens da América Latina 2008*, Brasília, Rede de Informação Tecnológica Latino-Americana (RITLA), 2008, p. 20-21.

Chaque année, un Latino-américain sur trois est victime d'un acte criminel, ce qui représente un total de 200 millions de personnes. L'impact économique de la criminalité dans la région est estimé à 250 milliards de dollars annuellement. Cela dépasse largement le PNB (2008) de tous les pays latino-américains, à l'exception du Brésil, de l'Argentine et du Mexique<sup>16</sup>. Par ailleurs, la perception concernant l'incapacité des autorités à protéger les droits fondamentaux des citoyens affaiblit le soutien aux institutions démocratiques tout en créant un terreau fertile pour les attitudes autoritaires dans une région où la démocratie demeure encore fragile.

### Débordement de la violence aux frontières

La porosité des frontières et la transnationalisation des activités criminelles et insurrectionnelles menacent non seulement la stabilité nationale des pays touchés, mais également la stabilité régionale. Les régions frontalières sont minées par la violence et l'instabilité, comme en témoignent la lutte mexicaine au narcotrafic qui déborde à la fois au nord (États-Unis) et au sud (Amérique centrale) et le conflit colombien, qui s'étend également dans les pays limitrophes. Ces exemples illustrent la difficulté de s'attaquer au trafic de la drogue et à la présence des groupes armés dans les régions frontalières, hors du contrôle étatique (porosité des frontières), de même que la capacité de nuisance de ces groupes à la coopération internationale dans la région.

### Violence liée à un mouvement insurrectionnel

La coopération internationale a en effet connu des ratés dans la région andine à la suite des bombardements par les autorités colombiennes d'un camp des Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia (FARC – Forces armées révolutionnaires de Colombie) en territoire équatorien. Cette opération militaire a engendré un froid diplomatique entre la Colombie et le président équatorien, Rafael Correa, appuyé par le président vénézuélien, Hugo Chávez. Les présidents équatorien et vénézuélien ont rompu leurs relations avec Bogotá et obtenu la condamnation de l'attaque colombienne à l'Organisation des États américains (OEA). Notons que ce froid diplomatique entre la Colombie et ses voisins andins émane du débordement du conflit colombien aux frontières vénézuéliennes et

---

16. Kevin Casas-Zamora, «Crime in Latin America: Democracy losing this fight», *op. cit.* Pour le PNB des pays latino-américains, voir ECLAC, *Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean 2009, 2010*, p. 79, <[http://websie.eclac.cl/anuario\\_estadistico/anuario\\_2009/eng/default.asp](http://websie.eclac.cl/anuario_estadistico/anuario_2009/eng/default.asp)>, consulté le 7 août 2010.

équatoriennes, mais s'inscrit également dans des divergences idéologiques (la Colombie optant davantage pour des politiques de droite alors que le Venezuela et l'Équateur tiennent davantage des discours de gauche).

D'ailleurs, la présence aux frontières et le contrôle territorial des paramilitaires, des FARC et des Ejército de liberación nacional – ELN (Armée de libération nationale) permet à ces groupes de maintenir une production stable de coca, en dépit des efforts de fumigation et de désarmement. L'un des principaux effets du Plan Colombie<sup>17</sup> et des efforts anti-insurrectionnels du président Alvaro Uribe a ainsi été de déplacer la culture de coca vers les frontières avec l'Équateur, dans la région amazonienne et à la frontière nord-est avec le Venezuela. Les groupes armés tirent parti de la porosité des frontières pour faire transiter la drogue sur la côte pacifique via l'Équateur et le Pérou et y blanchir leurs profits<sup>18</sup>. Outre la violence liée au mouvement insurrectionnel FARC, les pays andins sont également affectés par la violence émanant des activités criminelles liées ou non au mouvement insurrectionnel.

### Violence liée à la criminalité

La violence liée à la criminalité touche aussi l'Amérique du Nord, où chaque année, 200 millions de personnes, soit un tiers de la population régionale, sont victimes d'un acte criminel. La militarisation progressive de la sécurité, la brutalité des cartels de drogue de même que les luttes entre les organisations criminelles minent la frontière mexicano-américaine. Les cartels déplacent leurs activités non seulement vers d'autres États mexicains auparavant épargnés, mais aussi à la frontière nord du Mexique. Ils se sont en outre implantés dans plus de 200 villes américaines, incitant par le fait même Washington à financer la modernisation et le rééquipement des forces policières, armées et judiciaires mexicaines à l'aide de l'initiative Mérida (plan d'aide américain pour la lutte contre le trafic de drogue signé en 2008). Les autorités américaines espèrent ainsi réduire l'entrée de la cocaïne et des réseaux criminels sur leur territoire. Elles demeurent néanmoins impuissantes à limiter le trafic d'armes, qui provient en grande partie des États-Unis.

---

17. Le Plan Colombie consiste en une aide financière des États-Unis pour contrer le narcotrafic, éliminer la production de coca et le trafic de coca au sud de la Colombie.

18. Ivan Briscoe, *Latin American's New Conflict Zones*, Madrid, Fundación para las relaciones internacionales y el diálogo exterior, 2008, p. 3-4.

Au Mexique, les narcotrafiants ont infiltré les forces policières locales et fédérales. Par ailleurs, des centaines de soldats, entraînés pour combattre les cartels de drogue, se sont joints aux Zetas alors que les cartels s'implantent dorénavant de plus en plus en Amérique centrale, où la corruption et les forces de sécurité peu développées fournissent un environnement favorable au bon déroulement de leurs activités. En effet, les cartels mexicains mettent en place des camps d'entraînement, des dépôts d'armes et des caches de drogues sur le territoire guatémaltèque aux abords de la frontière mexicaine<sup>19</sup>. Qui plus est, non seulement ces cartels exportent leurs activités criminelles, mais ils collaborent avec les groupes criminels locaux tels que les *maras*<sup>20</sup>.

### Transnationalisation des activités criminelles et insurrectionnelles

Les *maras*, qui s'adonnent à l'extorsion, au vol, au trafic de drogue, au kidnapping, au meurtre, au trafic d'armes et au trafic d'êtres humains pour leur propre compte ou pour d'autres organisations criminelles (dont les cartels mexicains)<sup>21</sup>, seraient responsables de près de 50 % des actes violents au Guatemala<sup>22</sup>. Opérant également au Mexique en s'attaquant aux clandestins le long des routes de la migration jusqu'à la frontière mexicano-américaine, les *maras* illustrent bien la transnationalisation des activités criminelles. D'ailleurs, la transnationalisation des *maras* – qui trouvent leurs origines à Los Angeles (États-Unis) et possèdent toujours plusieurs dizaines de milliers de membres dans quarante États américains<sup>23</sup> – est attribuée par plusieurs analystes à la politique d'immigration américaine. En effet, dès 1990, Washington a préféré déporter vers leur pays d'origine les membres de bandes de jeunes avec un dossier criminel. Ainsi, de 1996 à 2004, 500 000 Latino-Américains ont été déportés pour avoir commis des crimes entraînant une sentence d'au moins un an d'emprisonnement. Ces jeunes déportés, qui avaient peu d'habiletés outre leurs compétences criminelles et leurs connections aux bandes de jeunes

19. Hal Brands, *Crime, Violence and the Crisis in Guatemala: A Case Study in the Erosion of the State*, mai 2010, p. 14 et 19, <<http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/>>, consulté le 7 juillet 2011.

20. Frédéric Saliba, « Les "narcojuniors" des cartels », *Le Monde*, 12 novembre 2010, p. 3.

21. Yvon Le Bot, « Les maras, transnationales de la violence », *Le Monde*, 6 octobre 2009, p. 19.

22. United States Department of Homeland Security, *National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism*, 2011, <<http://www.start.umd.edu/>>, consulté le 2 juin 2011.

23. Hal Brands, *Crime, Violence and the Crisis in Guatemala*, *op. cit.*, p. 24.

américaines, ont fait face à l'absence d'opportunités économiques une fois de retour dans leur pays, ce qui a eu pour effet de métastaser le problème des gangs des États-Unis à l'Amérique centrale<sup>24</sup>.

La transnationalisation des activités criminelles et insurrectionnelles se reflète aussi dans le reste des Amériques avec, comme on l'a vu précédemment, l'exportation des activités des cartels mexicains et des rebelles et paramilitaires colombiens dans d'autres pays. La corruption des forces policières et des institutions politiques ainsi que la détérioration des conditions de sécurité sont également présentes aux frontières du Guatemala, où certaines provinces échappent maintenant totalement au contrôle de l'État. La cocaïne colombienne transite par le territoire guatémaltèque vers le Mexique. Les cartels mexicains, celui de Sinaloa et Los Zetas en particulier, y ont exporté leur sanglante lutte<sup>25</sup>. C'est d'ailleurs aux frontières nord-est, atlantique et sud du pays que se concentrent les homicides. Le trafic de stupéfiants serait ainsi à l'origine de 70% des actes de violence au Guatemala (dont 6 200 homicides en 2008)<sup>26</sup>. Les autres frontières latino-américaines ne sont pas épargnées par le narcotrafic. Avec une présence étatique limitée aux frontières amazoniennes du Brésil, la colonie de Suriname voit passer 15% de la cocaïne colombienne en direction de l'Afrique de l'Ouest ou de l'Europe<sup>27</sup>.

Ce bref portrait des frontières dans les Amériques illustre l'entrelacement entre la violence et la criminalité, dont le narcotrafic, dans la région. Le directeur exécutif de l'ONUDD, Antonio Maria Costa, relève par ailleurs que chaque pays touché par le narcotrafic a son propre type de délinquance et de criminalité. Les États-Unis doivent lutter contre la violence urbaine alors que le Canada fait face aux groupes de motards criminels. Le Mexique doit pour sa part endiguer la flambée de la violence et des enlèvements alors que les groupes armés, financés par le trafic de drogue, minent la Colombie et ses relations avec les pays limitrophes. À quoi il faut ajouter l'impact déstabilisateur des gangs de jeunes (*maras*) en Amérique centrale, des voyous aux Caraïbes et des trafiquants qui peuplent les favelas au Brésil et donnent du fil à retordre aux autorités<sup>28</sup>.

24. *Ibid.*, p. 26.

25. International Crisis Group (ICG), «Latin American drugs 1 : Losing the fight», *Latin America Report*, n° 25, 14 mars 2008, p. 15.

26. Joëlle Stolz, «En proie aux violences, l'Amérique centrale tente de s'organiser contre le trafic de drogue», *Le Monde*, 4 février 2009.

27. Ivan Briscoe, *Latin American's New Conflict Zones*, *op. cit.*, p. 4-5.

28. Tomás Ayuso, *Washington Report on the Hemisphere*, Washington, D.C., Council on Hemispheric Affairs, 6 février 2009, p. 6.

## CRIME ORGANISÉ ET NARCOTRAFIC

La violence dans les Amériques est associée de près au trafic de la drogue et aux guerres entre les organisations criminelles et terroristes<sup>29</sup>. Elle se concentre dans les zones de production et de transit de drogue que sont les Andes (dont la Colombie) pour la production de la drogue, et le Mexique, l'Amérique centrale, les Caraïbes, le Venezuela et le Brésil pour le transit et, de plus en plus, la consommation<sup>30</sup>. L'escalade de la violence inquiète non seulement les pays directement touchés par la production, mais également les pays limitrophes, dont les États-Unis, qui redoutent le débordement de la violence mexicaine à leur frontière<sup>31</sup>. Le département de la Justice américain (United States Department of Justice) considère d'ailleurs les cartels mexicains comme la plus grande menace criminelle que rencontrent les États-Unis<sup>32</sup>.

Le Mexique est effectivement confronté à une vague sans précédent de violence et de corruption liée aux stupéfiants, alors que la superficie des cultures illicites est à la hausse dans les pays producteurs. D'où le constat que les efforts en matière de lutte à la production et au trafic des drogues dans les Amériques n'ont pas donné des résultats proportionnels aux montants investis. En effet, en plus d'avoir développé sa capacité de production de drogues synthétiques, l'Amérique latine demeure le premier exportateur mondial de cocaïne et de cannabis, de même qu'un fournisseur important d'opium et d'héroïne<sup>33</sup>.

C'est dans ce contexte qu'a été créée la Commission latino-américaine sur les drogues et la démocratie (Latin American Commission on Drugs and Democracy – LACDD), dirigée par les anciens présidents latino-américains Fernando Henrique Cardoso (Brésil), Ernesto Zedillo (Mexique) et Cesar Gaviria (Colombie), pour évaluer les politiques des gouvernements latino-américains dans cette lutte au narcotrafic. Leur rapport appelle à un changement de paradigme. Les États-Unis ont en effet promu dans les trois dernières décennies une stratégie prohibitionniste fondée sur l'interdiction et la criminalisation de la consommation.

29. Clare Ribando Seelke, Liana Sun Wyler et June S. Beittel, *Latin America and the Caribbean: Illicit Drug Trafficking and U.S. Counterdrug Programs*, Washington, D.C., Congressional Research Service – Report for Congress, 2010, p. 6, <[http://assets.opencrs.com/rpts/R41215\\_20100430.pdf](http://assets.opencrs.com/rpts/R41215_20100430.pdf)>, consulté le 7 août 2010.

30. *Idem*.

31. *Ibid.*, p. 7.

32. *Ibid.*, p. 3.

33. Fernando Henrique Cardoso, César Gaviria et Ernesto Zedillo, «Pour combattre les drogues, mieux vaut les dépénaliser», *Wall Street Journal*, New York, repris et traduit par *Courrier international*, 19 mars 2009, p. 18.

Tous s'entendent sur le fait que cette approche n'a pas rempli ses promesses. En effet, malgré l'interdiction et les efforts d'éradication, les gouvernements de la région n'ont toujours pas réussi à réduire de façon significative l'offre de drogue alors que, dans les pays consommateurs, les méthodes punitives n'ont pas permis de diminuer l'usage ou la demande de la drogue. Plusieurs avancent même que cette stratégie fragilise les institutions démocratiques et corrompt les systèmes judiciaires, les gouvernements et les systèmes politiques<sup>34</sup>.

Le cas de la Colombie illustre les limites des politiques répressives promues par Washington. En effet, dans le cadre du Plan Colombie, les autorités colombiennes ont mis en œuvre différentes mesures pour combattre le trafic de stupéfiants. Les bénéfices de ces efforts n'ont toutefois pas été proportionnels aux ressources investies et aux coûts humains. Malgré les succès dans la lutte aux cartels de drogues et la diminution de la violence et de la criminalité, Tomás Ayuso note que le flux de drogues et les cultures illégales demeurent à la hausse en Colombie, avec une augmentation de 15 % de 2000 à 2006<sup>35</sup>.

Qui plus est, la consommation de stupéfiants en Amérique latine est en pleine croissance, engendrant des coûts humains et sociaux importants pour la région. Elle est associée à une augmentation du crime, organisé lié au trafic international des narcotiques, et au contrôle croissant des groupes criminels sur les territoires et les marchés domestiques. Elle engendre aussi la criminalisation des politiques et la politisation du crime, en plus de la prolifération des liens entre la criminalité et la politique. Ce lien s'observe à travers l'infiltration des institutions démocratiques par le crime organisé et, par le fait même, par la corruption des systèmes juridiques et politiques, en plus des fonctionnaires et des forces policières responsables d'assurer l'ordre et d'appliquer la loi<sup>36</sup>.

Les membres de la LACDD proposent une vision qui traite l'utilisateur de drogue comme un problème de santé publique<sup>37</sup> et qui cherche à réduire la consommation de drogue à l'aide, entre autres, de campagnes d'information, d'éducation et de prévention. Ils espèrent ainsi réprimer le crime organisé en reformulant les stratégies de répression contre la culture

---

34. Jose de Cordoba, « Latin American panel calls U.S. drug war a failure », *Wall Street Journal*, New York, 12 février 2009, p. A9.

35. Tomás Ayuso, *Washington Report on the Hemisphere*, op. cit., p. 3.

36. Latin American Commission on Drugs and Democracy (LACDD), *Drugs and Democracy: Toward a Paradigm Shift*, Washington, D.C., LACDD, 6 avril 2009, p. 5.

37. L'utilisateur de drogues serait considéré comme un patient pris en charge par le système de santé public.

de drogues illicites par la priorisation du développement alternatif<sup>38</sup>. Ils rappellent aussi la responsabilité partagée par les pays producteurs, mais également par les pays consommateurs (dont les États-Unis et l'Europe). La solution à long terme, selon eux, réside dans la réduction drastique de la demande pour les drogues dans les pays consommateurs<sup>39</sup>.

## Cartels mexicains

La vague de crimes qui déferle sur l'Amérique latine depuis quelques années trouve son épice centre au Mexique, zone charnière entre les principaux pays producteurs (Andes) et le principal consommateur de drogues (États-Unis) (figure 3.3).

L'explosion de la violence liée au trafic de la drogue depuis l'arrivée à la présidence de Felipe Calderón et l'offensive, avec 50 000 militaires, contre le narcotrafic et les cartels de la drogue au Mexique, ont fait plus de 28 000 morts, dont 6 600 en 2009 seulement<sup>40</sup>. Les autorités mexicaines ont aussi saisi plus de 70 000 tonnes de cocaïne, 4 000 tonnes de marijuana, 42 tonnes de précurseurs chimiques, 310 000 dollars en espèces et 31 000 armes dont 17 000 de haut calibre. Près de 90 % de ces armes ont été achetées dans 7 500 magasins américains au Texas, en Californie et en Arizona<sup>41</sup>.

Le crime organisé transnational et le trafic de stupéfiants sont à l'origine de la violence et de la criminalité. Les cartels de drogue rivaux se font en effet la lutte pour le contrôle des corridors internationaux de trafic de drogue, tout en combattant les forces policières et militaires des États touchés. Avec 90 % de la cocaïne consommée aux États-Unis (premier marché de consommation de drogue au monde) utilisant le Mexique comme point de passage, les cartels mexicains jouent un rôle de pivot dans le flux de cocaïne, d'héroïne et de marijuana en transit de l'Amérique latine vers les États-Unis<sup>42</sup>. L'industrie de la drogue incarne le deuxième pilier de l'économie mexicaine après le pétrole et avant l'industrie touristique et les *remesas*<sup>43</sup>.

38. LACDD, *Drugs and Democracy*, *op. cit.*, p. 8-10.

39. *Ibid.*, p. 7.

40. «The Americas : Turning to the gringos for help ; Mexico, the United States and drug gangs», *The Economist*, 27 mars 2010, p. 41.

41. «Mexique», *Le Monde*, 4 avril 2009, p. 16.

42. Joëlle Stolz, «Edgardo Buscaglia, spécialiste du crime organisé : "L'économie du Mexique est infiltrée à 78%" par les cartels», *Le Monde*, 17 avril 2009, p. 6.

43. Marcelo Bergman, «Narco-politique et narco-économie en Amérique latine», *Problèmes d'Amérique latine*, n° 76, printemps 2010, p. 29.

Figure 3.3  
PRINCIPALES ROUTES DE TRAFIC DE DROGUE EN AMÉRIQUE LATINE



Source: Clare Ribando Seelke et al., *Latin America and the Caribbean: Illicit Drug Trafficking and U.S. Counterdrug Programs*, Washington, D.C., Congressional Research Service, 2011, p. 3.

Les principaux acteurs du théâtre de la violence dans les Amériques sont les groupes liés au trafic de la drogue, dont les cartels mexicains, et les organisations terroristes colombiennes<sup>44</sup>. En effet, jusqu’aux années

44. Le département d’État des États-Unis a qualifié deux guérillas colombiennes et un regroupement de paramilitaires d’organisations terroristes : les FARC (Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia) et l’ELN (Ejército de Liberación nacional) de même que les paramilitaires de l’AUC (Autodefensas Unidas de Colombia).

1990, les organisations criminelles mexicaines<sup>45</sup> fournissaient un « soutien » aux cartels colombiens de Medellín et de Cali. Elles ont pris du galon depuis, en accaparant le contrôle des marchés avec leur puissance de feu grandissante, et en accroissant leur capacité à corrompre les institutions<sup>46</sup>. Elles se sont également multipliées, générant une réorganisation du trafic de la drogue et une compétition croissante faisant augmenter considérablement la violence liée à des règlements de comptes entre organisations. Des guerres de territoires ont aussi éclaté entre les cartels, d'où l'escalade de la violence difficile à contenir pour les autorités mexicaines<sup>47</sup>.

Les cartels mexicains non seulement participent à des activités criminelles qui déstabilisent les institutions mexicaines et s'immiscent sur le territoire des États-Unis, mais ils collaborent également avec d'autres groupes criminels de même que des organisations terroristes telles que les FARC. Les organisations mexicaines de narcotrafiquants ont ainsi étendu leur présence sur le territoire de leur voisin en augmentant leur réseau de transport et de distribution et en détrônant les autres trafiquants latino-américains (dont les cartels colombiens de Cali et de Medellín)<sup>48</sup>.

Aujourd'hui, les principales organisations criminelles mexicaines contrôlant l'entrée de la drogue sur le marché des États-Unis sont le cartel de Tijuana, l'organisation de Beltrán Leyva, Los Zetas, le cartel de Sinaloa (La Federación), le cartel de Juárez, le cartel du Golfe et l'organisation de La Familia Michoacana (figure 3.4)<sup>49</sup>.

---

45. Les cartels mexicains ne sont pas qualifiés d'organisations terroristes par le département d'État des États-Unis, mais bien d'organisations criminelles utilisant de plus en plus des tactiques militaires terroristes pour attaquer les forces de sécurité. United States Department of State, *Country Report on Terrorism 2009*, Washington, D.C., United States Department of State Publication, 2010, p. 290.

46. « Montée en puissance des cartels mexicains », *Le Monde*, 22 janvier 2008, p. 22.

47. International Crisis Group (ICG), « Latin American drugs 1 : Losing the fight », *op. cit.*, p. 24.

48. Clare Ribando Seelke *et al.*, *Latin America and the Caribbean*, *op. cit.*, p. 4.

49. *Idem.*

Figure 3.4  
 ZONE D'INFLUENCE DES CARTELS MEXICAINS



Source : Colleen W. Cook, *Mexico's Drug Cartels*, Washington, D.C., Congressional Research Service, 2008, p. 3.

L'arme la plus efficace des cartels demeure la corruption. Les revenus (en millions de dollars) d'un *capito* du cartel de Sinaloa servent à corrompre les autorités. Edgardo Buscaglia estime que l'économie mexicaine est infiltrée à 78 % par les cartels de drogue<sup>50</sup>. Les profits réalisés aux États-Unis, estimés entre 15 et 25 milliards de dollars par an, fournissent une capacité de corruption illimitée aux cartels. Les salaires offerts par ces derniers seraient d'ailleurs de dix à cent fois plus importants que ceux gagnés dans l'économie légale<sup>51</sup>. Les institutions étatiques sont vulnérables, comme l'illustre l'arrestation du chef de la lutte antidrogue

50. Jean-Michel Caroit, « En Amérique latine, l'érosion des transferts de fonds se fait déjà sentir », *Le Monde*, 10 février 2009, p. 4.

51. « Guetteuses, "mules", agents financiers : au Mexique, le trafic de drogue compte toujours plus de femmes. Certaines "reines" des cartels font l'objet d'une large médiatisation », *Le Monde*, 30 janvier 2010, p. 6.

Noé Ramirez Mandujano (2008) et de 35 de ses collaborateurs soupçonnés d'avoir accepté 450 000 dollars d'un cartel en échange d'un suivi en simultané des opérations antidrogue<sup>52</sup>.

La violence déborde également à la frontière nord du Mexique. Face à l'accroissement des sanglants règlements de comptes entre les cartels mexicains dans les États du sud des États-Unis, Washington qualifie ces organisations non seulement de menace à la sécurité intérieure du pays, mais également de menace régionale. C'est dans cette ligne de pensée que l'administration de Barack Obama souhaite mettre en place une stratégie régionale afin d'éviter que les trafiquants, chassés d'un pays, déménagent leurs activités dans un autre pays.

Outre l'initiative Mérida, signée en 2008, qui prévoit 1,4 milliard de dollars pour combattre le crime au Mexique et en Amérique centrale<sup>53</sup>, les États-Unis intensifient leur coopération dans la lutte au narcotrafic avec le Mexique. Washington accélère la prestation de l'aide promise tout en envoyant des renforts policiers et judiciaires à la frontière dans une centrale de renseignements regroupant les autorités mexicaines et américaines<sup>54</sup>. Cette implication grandissante se fait en parallèle à une présence accrue en Amérique du Sud avec la signature, entre Washington et Bogotá, d'une entente pour l'utilisation de bases militaires colombiennes par l'armée des États-Unis.

## Menace régionale

La pression grandissante des autorités mexicaines oblige les cartels à s'implanter en Amérique centrale où la corruption et les forces de sécurité peu développées fournissent un environnement favorable. Les narco-trafiquants s'adaptent en déplaçant leurs opérations en Amérique du Sud et en Amérique centrale. Le cartel de Sinaloa négocierait ainsi avec les FARC dans le but d'établir un corridor de transit direct sur la côte pacifique pour la cocaïne, sans avoir recours à des intermédiaires. Dans le but de diversifier ses routes, le cartel aurait également établi des bases au Costa Rica et au Nicaragua. La police nicaraguayenne a d'ailleurs arrêté 18 suspects du Mexique, du Honduras et du Salvador, dont Martin Lugo Lucio, le *capo* du cartel de Sinaloa, responsable des opérations au

52. Gyldén Axel, « Mexique – Mortelle overdose », *L'Express*, 5 mars 2009, p. 44-47.

53. Nicolas Bourcier, « La guerre des cartels mexicains franchit la frontière des États-Unis », *Le Monde*, 25 mars 2009, p. 6.

54. Joëlle Stolz, « Washington rassure Mexico sur la lutte antidrogue », *Le Monde*, 28 mars 2009, p. 6.

Nicaragua. Les autorités du Honduras soupçonnent pour leur part que les campagnes honduriennes abritent Joaquín Guzman Loera, qui y dirigerait les opérations du cartel de Sinaloa. Le passage de la frontière guatémaltèque par Los Zetas pour infiltrer ce pays, recruter des spécialistes militaires et protéger les routes de trafic<sup>55</sup> a forcé les autorités guatémaltèques à déployer l'armée pour sécuriser la frontière avec le Mexique<sup>56</sup>.

La violence menace la stabilité régionale de même que les acquis politiques, sociaux et économiques. C'est en effet un cercle vicieux, où la violence liée à la criminalité inhibe la croissance économique, le bien-être des populations et le développement social alors que le manque d'opportunités économiques contribue à son tour au taux élevé de criminalité. De même, l'incapacité des gouvernements à fournir les services de base, dont la sécurité publique, sape la confiance de la population à l'égard des institutions démocratiques. Antonio Maria Costa, le directeur exécutif de l'ONUDC, souligne ainsi que «la criminalité transnationale est devenue une menace pour la paix et le développement, voire pour la souveraineté des États». La Banque interaméricaine de développement évalue les coûts associés au crime organisé à plus de 160 milliards de dollars, soit 25 % du PIB de la Colombie et du Salvador<sup>57</sup>.

La capacité de certains réseaux criminels d'acheter les élections, les politiciens, voire les militaires et le pouvoir est mise en évidence par les récentes élections mexicaines<sup>58</sup>. En effet, les élections locales mexicaines de juillet 2010 illustrent de façon éloquente l'infiltration du crime organisé et sa capacité d'influencer la politique du pays, avec le meurtre de deux candidats et l'intimidation de plusieurs autres qui se sont par la suite désistés<sup>59</sup>. Edgardo Buscaglia va même jusqu'à qualifier le Mexique de mafioocratie où les narcotrafiquants agiraient sous la protection des autorités locales<sup>60</sup>. Il n'est alors pas surprenant que l'ONUDC affirme que «le trafic de la drogue et la violence perpétrée par le crime organisé sont devenus dans les Amériques la plus grande menace à la sécurité publique<sup>61</sup>».

55. Tomás Ayuso, *Washington Report on the Hemisphere*, *op. cit.*, p. 4-5.

56. Paulo A. Paranagua, «Sous l'emprise des narcotrafiquants mexicains, le Guatemala connaît une vague de violences», *Le Monde*, 8 janvier 2009, p. 8.

57. Gabriel Kessler, «Crime organisé et violences en Amérique latine et dans les Caraïbes», *op. cit.*, p. 10.

58. Joëlle Stolz, «Globalisé, le crime organisé menace la souveraineté des États selon les Nations Unies», *Le Monde*, 19 juin 2010, p. 10.

59. «Mexico's state elections: Joining forces», *The Economist*, 8 juillet 2010, p. 35.

60. Frédéric Saliba, «Les narcotrafiquants resserrent leur emprise sur la politique mexicaine», *Le Monde*, 17 juin 2010, p. 8.

61. Frédéric Faux, «L'Amérique latine en échec dans sa lutte contre la drogue», *Le Figaro*, 17 octobre 2008, p. 7.

Or le crime organisé ne possède pas le monopole de la violence dans les Amériques. Les dirigeants américains se penchent effectivement de plus en plus sur les liens entre le crime organisé transnational et les organisations terroristes. Les cartels mexicains collaborent avec d'autres organisations criminelles, mais aussi avec des organisations terroristes qui déstabilisent la région par la violence qu'elles engendrent. En effet, les groupes insurrectionnels et paramilitaires colombiens se sont également tournés vers le trafic de la drogue pour financer leurs activités<sup>62</sup>.

## ORGANISATIONS TERRORISTES ET RELATIONS INTERÉTATIQUES DANS LES ANDES

Associés surtout au crime organisé, les actes de violence sont perpétrés non seulement par les groupes criminels (tels que les cartels de drogue mexicains), mais également par les groupes insurrectionnels (dont les guérilléros FARC et ELN) et les paramilitaires que les États-Unis, dans le cadre de la lutte au terrorisme, ont qualifiés de groupes terroristes.

Le National Counterterrorism Center (Centre national antiterroriste – NCTC), organisme gouvernemental responsable de la coordination des politiques antiterroristes, a adopté la définition du terrorisme du *United States Code* (Code des États-Unis – codification du droit américain fédéral – USC) tel que stipulé par l'article 2656f(d) du titre 22 (USC) :

*(1) the term – international terrorism means terrorism involving citizens or the territory of more than one country; (2) the term – terrorism means premeditated, politically motivated violence perpetrated against non-combatant targets by subnational groups or clandestine agents; and (3) the term – terrorist group means any group practicing, or which has significant subgroups which practice, international terrorism<sup>63</sup>.*

Le terrorisme est ainsi défini comme une violence préméditée et motivée politiquement envers une cible non combattante et perpétrée par un groupe ou un agent clandestin, alors que le terrorisme international implique des individus dans plus d'un pays. Sur les 44 entités qualifiées d'organisations terroristes par les États-Unis, quatre émanent des Amériques. Deux entités sont des groupes insurrectionnels colombiens, soit l'ELN et les FARC, qui s'opposent à une troisième organisation terroriste que sont les paramilitaires colombiens de l'Autodefensas unidas de

62. Clare Ribando Seelke *et al.*, *Latin America and the Caribbean*, *op. cit.*, p. 5.

63. United States Department of State, *Country Report on Terrorism 2009*, *op. cit.*, p. 290.

Colombia (Autodéfenses unies de Colombie – AUC). Le groupe insurrectionnel péruvien Sendero luminoso (Sentier lumineux – SL) vient clore la liste des organisations terroristes issues des Amériques<sup>64</sup>.

Ainsi, en fonction de la définition du terrorisme du NCTC et de la liste des organisations terroristes publiée par les États-Unis, la menace terroriste dans les Amériques émane surtout des FARC, de l'ELN et de l'AUC. La population colombienne est en effet victime des combats entre, d'une part, deux guérillas de gauche, les FARC (de 9 000 à 12 000 combattants) et l'ELN (2 000 combattants), et, d'autre part, les paramilitaires (dont l'AUC) et les autorités colombiennes. Ces trois organisations terroristes (FARC, ELN et AUC), en plus de verser dans les enlèvements, l'extorsion, la guérilla et d'autres activités criminelles, financent en grande partie leurs opérations par le narcotrafic. Les États-Unis affirment en outre que jusqu'à 70 % des coûts opérationnels de l'AUC seraient payés par les profits de la drogue<sup>65</sup>.

Bogotá a mis en œuvre une stratégie de sécurité mettant l'accent sur la restauration du contrôle du territoire, la liberté de mouvement et la sécurité de la population. À la suite de la réélection du président Alvaro Uribe en 2006, la politique de la « Sécurité démocratique », sous-tendant le renforcement de la structure de sécurité, la création de soldats paysans et celle d'un réseau d'informateurs, a connu certains succès avec le retour de la paix dans les campagnes, la sécurisation des axes routiers et la diminution du nombre d'homicides et d'enlèvements<sup>66</sup>. Ces progrès en matière de sécurité ont cependant été obtenus au détriment des relations de Bogotá avec Quito et Caracas. La crise diplomatique andine prend en effet racine dans le débordement du conflit colombien à l'extérieur des frontières du pays lorsque, le 1<sup>er</sup> mars 2008, les forces armées colombiennes ont bombardé un camp FARC situé à 1,8 km à l'intérieur du territoire équatorien, tuant 24 personnes dont Raúl Reyes, un dirigeant de la guérilla. L'opération militaire a engendré un froid diplomatique entre Bogotá et Quito, appuyé par Caracas.

La Colombie soutient que ses efforts en matière de lutte au narcoterrorisme sont minés par la complicité d'officiels équatoriens et vénézuéliens avec les rebelles. Le Venezuela, que les États-Unis qualifient de pays « ne coopérant pas pleinement » dans la lutte américaine au terrorisme<sup>67</sup>, a pour sa part rappelé son ambassadeur en poste en Colombie et

64. *Ibid.*, p. 7.

65. *Ibid.*, p. 271-286.

66. « Colombie : Tous derrière Alvaro Uribe », *Le Monde*, 16 mars 2008, p. 16.

67. United States Department of State, *Country Report on Terrorism 2009*, *op. cit.*

annoncé le gel des relations diplomatiques après que Bogotá a affirmé que des armes vénézuéliennes avaient été retrouvées entre les mains des FARC<sup>68</sup>. Les autorités colombiennes ont en effet révélé avoir saisi en octobre 2008 dans un campement FARC trois lance-roquettes antitanks AT4 qui, de fabrication suédoise, avaient été achetées par le Venezuela en 1988<sup>69</sup>. Elles ont également déclaré la présence de 87 camps abritant 1 500 guérilleros FARC en territoire vénézuélien<sup>70</sup>.

À ces tensions s'ajoute la question de l'intervention accrue des États-Unis dans la région – dans le cadre de sa lutte au narcotrafic – au moment où Washington et Bogotá ont signé une entente militaire (30 octobre 2009) élargissant le Plan Colombie. L'accord militaire donne la permission aux forces armées des États-Unis d'utiliser trois bases terrestres, deux bases aériennes et deux bases maritimes pour lutter contre le narcotrafic et le terrorisme<sup>71</sup>.

Cette lutte au narcotrafic, que ce soit au Mexique ou plus au sud du continent, est rendue plus difficile par l'émergence d'une menace de plus en plus complexe en raison des ramifications et des liens tissés entre les organisations terroristes et le crime organisé. D'où la difficulté plus grande de combattre le narcotrafic avec les mesures traditionnelles<sup>72</sup>.

## CRIME ORGANISÉ ET TERRORISME DANS LES AMÉRIQUES

Les années 1990 sont décrites comme la décennie où la relation entre le crime organisé et le terrorisme a été consolidée. La montée du crime organisé transnational et la nature changeante du terrorisme ont fait que ces deux phénomènes, traditionnellement séparés, ont commencé à montrer des similarités opérationnelles et organisationnelles, voire la formation d'alliances entre le crime organisé et les organisations terroristes, qui se sont tournées vers le crime organisé comme source de revenus<sup>73</sup>.

68. «Hugo Chavez gèle les relations avec Bogota», *Le Monde*, 30 juillet 2009, p. 6.

69. Marie Delcas, «Le Venezuela et l'Équateur protestent contre un accord militaire américano-colombien», *Le Monde*, 4 août 2009, p. 8.

70. «Accusé d'abriter des guérilleros colombiens, M. Chavez menace de rompre les relations avec Bogota», *Le Monde*, 19 juillet 2010, p. 6.

71. Marie Delcas, «Le renforcement prévu de la présence américaine en Colombie suscite une véritable crise régionale», *Le Monde*, 10 août 2009, p. 5.

72. Thomas M. Sanderson, «Transnational terror and organized crime: Blurring the lines», *op. cit.*, p. 49.

73. Tamara Makarenko, «The crime-terror continuum: Tracing the interplay between transnational organised crime and terrorism», *Global Crime*, vol. 6, n° 1, 2004, p. 130.

Le narcotraffic et les organisations terroristes et criminelles qui y sont associées viennent illustrer le lien entre le crime organisé transnational et le terrorisme dans les Amériques. Les FARC étaient à l'origine un groupe insurrectionnel marxiste qui s'opposait au narcotraffic en détruisant les plantations et en fusillant les personnes impliquées dans cette activité<sup>74</sup>. Avec la fin de la guerre froide et de l'appui soviétique, l'implication des FARC dans le trafic de drogue a évolué d'une stratégie de taxation à une stratégie de contrôle direct de la production et de la distribution. Grâce aux profits du narcotraffic, l'organisation terroriste s'est procuré des armes sophistiquées de même que des technologies de communication lui permettant de poursuivre son combat contre Bogotá<sup>75</sup>.

Les cartels mexicains ne sont pas qualifiés d'organisations terroristes par le département d'État des États-Unis, mais ils sont plutôt considérés comme des organisations criminelles utilisant des tactiques militaires terroristes pour attaquer les forces de sécurité. Or la violence qu'ils engendrent par leurs activités draine les ressources des autorités mexicaines, créant de potentielles vulnérabilités pouvant être exploitées par des terroristes pour accéder aux États-Unis<sup>76</sup>.

Dans les Amériques, l'arrestation de membres des FARC et du cartel de Juárez (avril 2010) et les accusations portées par les autorités colombiennes démontrent le rapprochement entre les deux types d'organisation. Les narcotrafiquants sont en effet accusés de s'être procuré de la drogue auprès des FARC en échange d'armes légères. La police colombienne est parvenue à démasquer et à démontrer clairement les relations des FARC avec des narcotrafiquants étrangers, même si l'existence de ces liens était déjà établie auparavant<sup>77</sup>.

Bien que l'on assiste à un rapprochement entre le terrorisme et le crime organisé dans les Amériques, plusieurs différences demeurent. Sanderson soutient notamment qu'un groupe terroriste cherche à attirer l'attention médiatique, alors que le crime organisé tente de l'éviter<sup>78</sup>. Les FARC, en plus de tenir un site Internet sur leurs activités, diffusent des communiqués et revendiquent notamment les enlèvements de personnages politiques très médiatisés. Les cartels mexicains, outre certains coups

---

74. Paolo A. Paranagua, « La gauche latino-américaine face au défi du trafic de drogue », *Le Monde*, 17 juillet 2010, p. 15.

75. Thomas M. Sanderson, « Transnational terror and organized crime: Blurring the lines », *op. cit.*, p. 51.

76. United States Department of State, *Country Report on Terrorism 2009*, *op. cit.*, p. 290.

77. « El mexicano de las Farc », *Semana*, 2 mai 2010, p. 9.

78. Thomas M. Sanderson, « Transnational terror and organized crime: Blurring the lines », *op. cit.*, p. 55.

d'éclat<sup>79</sup> pour passer leur message de menace ou d'intimidation, ne cherchent pas la médiatisation de leurs actions. Ils empruntent néanmoins de façon ponctuelle des stratégies traditionnellement associées aux groupes terroristes, comme la décapitation ou l'utilisation de grenades.

Les objectifs poursuivis – traditionnellement politiques pour les terroristes et économiques pour les criminels – différencient les organisations étudiées. La motivation originelle des FARC, en tant que mouvement insurrectionnel marxiste, était d'offrir une solution de rechange politique (comme le reflète leur tentative d'intégration politique avec l'Unión patriótica – l'Union patriotique, un parti politique de gauche créé dans les années 1980 par les FARC en collaboration avec le Partido comunista colombiano, le Parti communiste colombien), voire de provoquer la destitution du régime en place. La guérilla s'est toutefois graduellement tournée vers le narcotrafic pour financer ses activités. Les cartels mexicains, pour leur part, ne cherchent qu'à maximiser leur profit. L'infiltration politique de ces derniers ne se fait que dans le but d'assurer le bon déroulement de leur commerce et non pas sur une base idéologique.

Les différences entre les organisations terroristes et les groupes criminels étudiés nous apparaissent néanmoins de plus en plus ténues. En effet, catégoriser ces groupes comme terroristes ou criminels nous semble de plus en plus difficile. Non seulement les activités criminelles des deux types d'organisations se recoupent – il y a même collaboration –, mais aussi, les objectifs poursuivis semblent dorénavant se chevaucher : nous assistons à une convergence des objectifs, où l'organisation criminelle s'immisce de plus en plus dans la politique du pays alors que les groupes terroristes semblent dorénavant donner priorité aux gains économiques plutôt qu'à l'idéologie politique. Nous serions ainsi en présence de groupes hybrides avec un répertoire d'actions évoluant – voire convergeant – dans le temps et qui ne s'insèrent pas bien dans les définitions traditionnelles d'organisations terroristes et de groupes criminels.

À leurs débuts, les FARC s'inséraient parfaitement dans la catégorie d'organisation terroriste, avec des objectifs politiques clairs (le renversement du gouvernement en place) et une territorialisation de leur lutte (limitée au territoire colombien). Or, bien que sur papier les objectifs politiques de l'organisation demeurent, sa lutte et son répertoire d'actions ne se limitent plus au territoire colombien, comme l'illustrent leurs activités dans le narcotrafic de même que l'implantation de camps de base sur les territoires de pays voisins.

79. Le cartel *La Familia* a ainsi lancé sur une piste de danse cinq têtes humaines décapitées, accompagnées d'un message signifiant sa présence dans la communauté.

Les cartels mexicains ont également évolué dans le temps. Pendant les soixante-dix années où le Partido revolucionario institucional (PRI) a dirigé le Mexique, un pacte tacite régnait entre les cartels et les autorités mexicaines : les cartels s'adonnaient à leurs activités en toute impunité s'ils versaient les pots-de-vin nécessaires aux autorités en place. Aujourd'hui, avec l'alternance des pouvoirs (depuis 2000), les organisations criminelles, n'étant plus protégées par leur pacte implicite avec les autorités, se voient obligées de s'immiscer dans la politique pour s'assurer que les politiciens en place leur sont favorables et pour faire élire des candidats qui leur sont sympathiques et qui fermeront les yeux sur leurs activités.

## CONCLUSION

La violence dans les Amériques émane du crime organisé, mais aussi des organisations terroristes. La région s'inscrit également dans la mouvance internationale selon laquelle crime organisé et terrorisme convergent. Violences et corruption d'officiels menacent dorénavant le fonctionnement de l'économie et la stabilité des institutions dans les Amériques. La mondialisation a facilité les mouvements de personnes, de biens et de services et elle a ainsi permis d'internationaliser l'insécurité, le crime organisé et la violence. C'est le cas en particulier en Amérique centrale et dans les Caraïbes, où l'on assiste à une croissance exponentielle du narcotrafic et des violences qui y sont associées<sup>80</sup>.

La seule réponse efficace à la menace paraît résider dans la concertation régionale et la coordination des politiques<sup>81</sup>, dans la mesure où il paraît assez évident que les actions individuelles des gouvernements ne suffiront jamais à régler un problème dont les ramifications sont régionales. Une véritable coordination régionale fait toutefois cruellement défaut à ce jour<sup>82</sup>. Les gouvernements prennent de plus en plus conscience de la gravité de la menace, comme le montre bien le thème central de l'Assemblée générale de l'OEA de 2011, qui est celui de la sécurité. Mais les seuls véritables efforts de concertation régionale jusqu'ici ont été faits

---

80. « Jamaïque : un terrain propice au narcotrafic », *Courrier international*, 10 juin 2010, p. 25.

81. Olga Pellicer (dir.), *Regional Mechanisms and International Security in Latin America*, Tokyo, United Nations University Press, 1998, p. 3.

82. Ana Arana, « The new battle for Central America », *Foreign Affairs*, vol. 80, n° 6, novembre-décembre 2001, p. 90 ; Bruce Bagley, « Globalisation and Latin American and Caribbean organised crime », *Global Crime*, vol. 6, n° 1, 2004, p. 46 ; Eric Farnsworth, « A year-end look at the Americas », *Americas Society / Council of the Americas*, novembre 2010.

dans des cadres bilatéraux ou plurilatéraux avec la participation des États-Unis. C'est le cas du Plan Colombie, de l'initiative Mérida et de la mise sur pied récente de l'Initiative de sécurité régionale de l'Amérique centrale et de l'Initiative de sécurité du Bassin des Caraïbes, financées par Washington, mais dont les contours demeurent peu précis<sup>83</sup>. Ces programmes, axés davantage sur la répression, ont leur utilité, mais ils demeurent insuffisants. Le caractère régional et diversifié de la menace appelle une réponse qui soit elle-même régionale et multidimensionnelle<sup>84</sup>. Toute la question est de savoir si la méfiance qui a caractérisé les relations interaméricaines historiquement continuera ou non à agir comme un frein à une véritable concertation hémisphérique face à une menace qui est devenue une véritable gangrène pour les Amériques.

---

83. Diana Negrofonte Villiers, «Understanding and improving Mérida», *Americas Quarterly*, printemps 2010, p. 79.

84. Walter Kegö, «Organized crime: A major threat to state security», *Policy Brief – Institute for Security & Development Policy*, n° 19, 19 février 2010, p. 1-4.



# CARTOGRAPHIE DES GROUPES TALIBANS ET DE LEURS MODES D'ACTION EN AFGHANISTAN ET AU PAKISTAN<sup>1</sup>

*Julian Schofield*

Une insurrection se définit comme la résistance armée d'un mouvement politique organisé contre un gouvernement établi. Pour réaliser ses objectifs politiques, elle s'appuie à des degrés divers sur les tactiques du terrorisme et sur celles habituellement utilisées par des groupes criminels. Les talibans ont fait de la terreur un instrument politique étroitement contrôlé, notamment en raison des dommages collatéraux qu'elle peut infliger – et qu'elle a infligés – aux bases rurales pachtounes des jihadistes. Les talibans se sont aussi associés à des groupes criminels ou ont eux-mêmes

---

1. Texte traduit de l'anglais par Priscyll Anctil-Avoine et Cécile Pilarski.

recouru à des pratiques criminelles pour financer leur mouvement. De fait, ils risquent constamment de voir leur mouvement transformé par ces associations ou ces activités.

Ce chapitre distingue trois groupes d'acteurs : les talibans afghans, le Tehrik-e-Taliban (TTP), ou le Mouvement des talibans du Pakistan, et al-Qaida. Il montre que l'évolution du recours à la terreur et à des pratiques criminelles est inversement proportionnelle au degré de dépendance du mouvement envers la population dans la recherche d'un sanctuaire, de fonds, ou encore pour recruter de nouveaux combattants. Dans tous les cas, les buts politiques priment les tactiques de terreur et les activités criminelles, bien que le recours à ces pratiques ou au contraire leur non-mobilisation dépende de la discipline idéologique du leadership politique.

## LES JIHADISTES

Parmi les groupes d'acteurs au sein desquels il existe des distinctions, considérons dans un premier temps les talibans afghans, qui seront désignés par le terme générique « talibans ». Ces derniers sont constitués de la Shura de Quetta, dont le leader est l'émir afghan mollah Omar ; du groupe Haqqani (et son allié, le réseau d'Abdullah Mansur), dirigé par Jalâludine Haqqani et actif dans les provinces de Paktia, Paktika et Khost ; du groupe Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar, présent quant à lui à Kounar, Nourestân, Laghmân, Nagarhâr et Kapisa. Notons que le groupe de talibans autonomes Jaish-ul-Muslimeen n'est plus aujourd'hui aussi représentatif. Enfin, depuis 2002, les talibans post-2001 coopèrent avec le Hezb-e-Islami : leur première attaque conjointe a été lancée contre Kaboul en août 2003. Le groupe Haqqani a établi d'étroites connexions avec des bailleurs de fonds pakistanais ou arabes et accueille dans ses rangs un nombre significatif de jihadistes étrangers, principalement des Ouzbeks et des Arabes. On estime que les talibans sont constitués d'un noyau dur de 25 000 à 30 000 combattants et ont à leur disposition environ 500 000 hommes qui appartiennent à des forces locales. Le Hezb-e-Islami serait formé d'environ 1 500 combattants, parmi lesquels 300 ou 400 sont effectivement actifs. Il y aurait environ 2 000 militants étrangers et, depuis 2005, 20 % des talibans sont des Pachtounes pakistanais. Alors que le groupe Haqqani a affirmé sa loyauté envers les talibans, Hekmatyar s'est assuré une certaine autonomie et est entré à quelques reprises en opposition avec le courant dominant des talibans (Shura de Quetta).

Tournons-nous ensuite vers les talibans pakistanais (TTP), qui se sont unifiés en 2003 et sont entrés pour la première fois en conflit avec l'armée pakistanaise près de Kalosha, dans le Sud-Waziristan, en janvier

2004 ; cette coalition a été influencée par l'assaut de l'armée pakistanaise contre la mosquée Lal Masjid et formellement établie en décembre 2007, bien que Baitullah Mehsud, son leader, ait noué des liens avec la Shura de Quetta dès 2006. Le TTP est formé d'environ 30 000 à 35 000 combattants issus de divers groupes : celui d'Hakimullah Mehsud, centré dans le Sud-Waziristan (et opérant dans les régions de Bajaur, de Mohmand, puis dans les districts de Khyber des FATA [Federally Administered Tribal Areas – Régions tribales fédéralement administrées] et dans la province pakistanaise de Khyber Pakhtunkhwa) ; des factions du groupe Nazeer, dont le rôle est toutefois mineur (dans le Nord-Waziristan et principalement concentré sur l'Afghanistan) ; le groupe de Gul Bahadur (Nord-Waziristan) ; le groupe Lashkar-e-Islam de Haji Mangal Bagh (Orakzai) ; le Amr-e-Bilmaroof Wa Nahi An-el Munkar (Tribu de Khyber) ; le groupe défait Tehrik-e-Nifaz-e-Shariat-e-Mohammadi (TNSM) de Sufi Mohammed ; et enfin, le groupe Tehrik-e-Taliban de Swat du mollah Fazlullah<sup>2</sup>.

Les jihadistes basés au Pendjab, qui incluent le Jaish-e-Mohammed, le Lashkar-e-Jhangvi et le Lashkar-e-Toiba, le Harakat-ul-Mujahidin cachemirien et le TTP Karachi (dont le leader est Akhtar Zaman), sont étroitement associés aux groupes Mehsud et Haqqani. Le Jaish-e-Mohammed a conduit les attaques d'octobre 2009 contre les quartiers généraux de l'armée pakistanaise à Rawalpindi. Le groupement Haqqani possède des connexions étroites avec le TTP, les jihadistes du Pendjab et al-Qaida<sup>3</sup>.

Enfin, il y a le très petit, mais influent, groupe al-Qaida central, dirigé avant sa mort en mai 2011 par Oussama ben Laden et depuis par Ayman al-Zawahiri. Il est en lien étroit avec le groupe Mehsud du TTP, qui lui a accordé sa protection dans les FATA. Al-Qaida s'est également

- 
2. Claudio Franco, « The Tehrik-e-taliban Pakistan », dans Antonio Giustozzi (dir.), *Decoding the New Taliban*, New York, Columbia University Press, 2009, p. 274, 276, 279, 281-282 ; Pakhtoon Shinwari, « From opium to extortion: How the Taliban is funded », *Ground Report*, 15 juin 2009, <<http://www.groundreport.com/World/Sources-of-Income-of-Taliban/2901687>>, consulté le 20 novembre 2012 ; Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop: The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, New York, Columbia University Press, 2008, p. 13, 34-35, 52, 82, 129-130 ; « Gems, timbers and Jiziya: Pakistan's taliban harness resources to fund jihad », *Terrorism Monitor*, vol. 11, n° 11, 30 avril 2009, p. 10 ; Alissa Rubin, « Taliban overhaul image to win allies », *The New York Times*, 20 janvier 2010, <[http://www.nytimes.com/2010/01/21/world/asia/21taliban.html?\\_r=1&partner=rss&emc=rss](http://www.nytimes.com/2010/01/21/world/asia/21taliban.html?_r=1&partner=rss&emc=rss)>, consulté le 20 novembre 2012 ; Christoph Reuter et Borhan Younus, « The return of the Taliban in Andar district », dans Antonio Giustozzi (dir.), *Decoding the New Taliban*, op. cit., p. 104, 115 ; Thomas Rutig, « Loya Paktia's insurgency », dans *ibid.*, p. 73, 77, 82 ; Mohammad Osman Tariq Elias, « The resurgence of the Taliban in Kabul – Logar and Wardak », dans *ibid.*, p. 53 ; Joanna Nathan, « Reading the Taliban », dans *ibid.*, p. 32.
  3. Thomas Rutig, « Loya Paktia's insurgency », op. cit., p. 76-77 ; Barbara Sude, *Al-Qaeda Central*, Washington, D.C., New America Foundation, février 2010, p. 6 ; Faisal Aziz, « Taliban find safe haven in Pakistan's Karachi », *Reuters*, 14 mai 2010, <<http://www.reuters.com/article/idUSTR64D20420100514>>, consulté le 20 novembre 2012.

rapprochée du groupe Haqqani ; c'est en effet à travers ses contacts avec al-Qaida que ce dernier communique avec les bailleurs de fonds arabes des États du Golfe. Sensible à l'effet que peut avoir la présence arabe sur les talibans, al-Qaida est restée discrète, appuyant les divers accords entre le TTP et l'État pakistanais. Le groupe s'est déplacé du Sud-Waziristan au reste des FATA à la suite des incursions de l'armée pakistanaise en 2004 et des frappes régulières des drones américains qui l'ont progressivement chassé de la région<sup>4</sup>.

## LE JIHAD

L'objectif des talibans est de défaire les forces étrangères et de réintroduire un gouvernement fondé sur la *shari'a* à Kaboul. Le but annoncé du TTP est d'imposer la *shari'a* au Pakistan, mais plus encore, de défendre les droits des Pachtounes. Al-Qaida, quant à elle, cherche à miner l'influence occidentale au Moyen-Orient et, plus généralement, dans les régions qui abritent des communautés musulmanes (*oumma*). Même si al-Qaida poursuit des objectifs qui transcendent les frontières de l'Afghanistan ou du Pakistan, ce mouvement a agi localement comme un « facilitateur » en entraînant les talibans aux techniques liées aux attentats-suicides et aux engins explosifs improvisés (EEI). Al-Qaida a également joué un rôle restrictif, afin d'éviter tout conflit avec le Pakistan. Ce faisant, elle s'est distanciée à la fois de l'assassinat de Benazir Bhutto, le 27 décembre 2007, et du TTP<sup>5</sup>. À l'inverse, les talibans ont occasionnellement revendiqué des actions qui s'éloignent de l'idéologie d'al-Qaida, comme lorsqu'ils ont loué la participation d'insurgés chiites au jihad<sup>6</sup>. L'organisation al-Qaida est aussi contrainte par ses principes islamistes dans ses activités de collecte de fonds, et de fait écarte les comportements de type criminel. Par exemple, l'on sait qu'al-Qaida ne tire aucun bénéfice du commerce de l'opium en Afghanistan malgré sa proximité avec un certain nombre de seigneurs de la drogue importants, comme Haji Juma Khan<sup>7</sup>. La majorité du financement d'al-Qaida semble provenir de bailleurs

4. Barbara Sude, *Al-Qaeda Central*, *op. cit.*, p. 1-2, 4-5, 8 ; Claudio Franco, « The Tehrik-e taliban Pakistan », *op. cit.*, p. 281-282 ; Thomas Rutig, « Loya Paktia's insurgency », *op. cit.*, p. 77 ; Joanna Nathan, « Reading the Taliban », *op. cit.*, p. 33.

5. Barbara Sude, *Al-Qaeda Central*, *op. cit.*, p. 5-8.

6. « Afghan Taliban reject claims they are lead by Al-Qaeda », *Terrorism Monitor*, vol. 11, n° 11, 30 avril 2009, p. 1-2.

7. Gretchen Peters, « The Taliban and the opium trade », dans Antonio Giustozzi (dir.), *Decoding the New Taliban*, *op. cit.*, p. 15-16 ; pour un autre point de vue, voir Jeff Bliss et Tony Capaccio, « Al-Qaeda turns to extortion, drugs as funds dwindle, U.S. Says », *Businessweek*, 7 avril 2010.

de fonds du Golfe, de certaines activités commerciales au Pakistan, comme la production de miel, et de diverses organisations de charité comme la Kuwaiti Revival Islamic Heritage Society<sup>8</sup>. Les organisations affiliées à al-Qaïda reposeraient, au contraire, plus largement sur un financement criminel, incluant, par exemple, la vente d'ecstasy en Espagne, le trafic de diamants en Afrique, ou encore le vol de magasins de bijoux en Indonésie<sup>9</sup>.

Il a été montré qu'al-Qaïda a eu une influence non négligeable sur la stratégie d'ensemble des talibans, leur fournissant des manuels d'entraînement et contribuant à développer une perspective globale qui lie le succès des talibans en Afghanistan à un soutien islamiste plus large. Néanmoins, il ne semble pas que les talibans aient été motivés à participer à la lutte contre l'invasion américaine de l'Irak en 2003, ce qui témoigne de la prééminence d'une stratégie locale<sup>10</sup>. Ceci s'explique en partie par le fait que les talibans ne sont pas dotés de médias qui leur permettraient d'atteindre sans soutien externe un auditoire autre que pachtoune. De plus, les médias pachtounes se montrent peu réceptifs aux développements survenus dans le reste de l'*oumma*, de même qu'ils n'ont pas les moyens de l'influencer<sup>11</sup>. Toutefois, l'intégration par les talibans de la rhétorique d'al-Qaïda sur la guerre globale contre l'islam constitue un indicateur du développement d'un sentiment jihadiste après 2001<sup>12</sup>. Al-Qaïda a par exemple réussi à faire échouer les négociations du groupe Haqqani avec le gouvernement de Hamid Karzai à Kaboul<sup>13</sup>.

L'intégralité de la stratégie d'insurrection talibane est calquée sur les trois phases de l'approche graduelle maoïste. La première phase consiste en la création d'un soutien au sein de la population afin de faciliter le recrutement et de garantir à l'organisation un sanctuaire et du financement. La seconde phase s'apparente à une guérilla : des attaques à petite échelle sont menées qui mettent le gouvernement au pied du mur, avec

---

8. Kathy Gannon, « Taliban gains money, Al-Qaeda finances recovering », *Associated Press*, 22 juin 2009 ; Catherine Collins et Ashraf Ali, « Financing the Taliban », *New America Foundation*, avril 2010, p. 1.

9. John Rollins, Liana Sun Wyler et Seth Rosen, « International terrorism and transnational crime : Security threats, U.S. policy, and considerations for Congress », *CRS Report for Congress*, Washington, D.C., 5 janvier 2010, p. 27-28 ; Jonathan Winer, « Countering terrorist financing : A work, mostly in progress », *The Annals of the American Association of Political and Social Science*, vol. 618, juillet 2008, p. 120.

10. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop, op. cit.*, p. 14, 97, 138-139 ; « Al Qaeda's recruiting manual found online », *Transnational Threats Update (CSIS)*, vol. 7, n° 3, mars 2009, p. 2.

11. Joanna Nathan, « Reading the Taliban », *op. cit.*

12. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop, op. cit.*, p. 13.

13. Kathy Gannon, « Taliban gains money, Al-Qaeda finances recovering », *op. cit.*

pour objectif de couper les autorités du peuple. À cette étape, la terreur compte parmi les éléments importants et suit trois logiques. Premièrement, la coercition consiste en l'utilisation de la violence en vue de contraindre un régime à opérer un changement politique sous la menace d'une intensification des violences. Deuxièmement, l'intimidation vise à créer un fossé entre le peuple et le gouvernement et à démontrer l'impuissance de ce dernier. De fait, la population qui craint des représailles se montre plus réticente à soutenir ou aider le gouvernement. Troisièmement, en trouvant sciemment refuge au sein de la population, les insurgés poussent le gouvernement à réagir par des attaques indiscriminées contre les civils, même involontairement, l'amenant ainsi à s'aliéner sa propre population. Les talibans ont franchi ces deux premières étapes simultanément entre 2002 et 2006, profitant de l'absence d'une opposition effective du gouvernement afghan ou de l'OTAN. Ils sont parvenus à mettre en place des gouvernements fantômes dans certains villages et districts sécurisés, ont distribué des lettres d'intimidation, ont assassiné des notables antitalibans et des officiels du gouvernement, ont mené des attaques à la roquette contre les militaires afghans, des policiers et des forces de l'OTAN. Au cours de la troisième phase, les insurgés utilisent les zones libérées par la guérilla pour lever des armées régulières afin de défier directement le gouvernement. Le défi militaire direct posé par les talibans à l'OTAN à Pashmul, dans la province de Kandahar en septembre 2006, s'est terminé brusquement par la défaite des talibans qui ont perdu plus de 1 000 combattants. De ce fait, l'insurrection s'est repliée et en est restée à la seconde phase<sup>14</sup>.

## LA TERREUR JIHADISTE

La principale activité des talibans au cours de la première phase, aux environs de 2003, a été d'établir des sanctuaires à partir desquels ils pouvaient recruter, utiliser la terreur pour intimider les représentants du gouvernement et éliminer les leaders locaux, généralement les anciens des tribus. Ils ont commencé par prendre le contrôle de Zâbol, en 2003, tandis que l'infiltration et l'usage de la terreur ont débuté en 2005 dans la province d'Helmand. En 2006, les talibans étaient présents dans presque tout l'Afghanistan pachtoune, Herat y compris<sup>15</sup>. Des arrestations ont eu lieu dans les universités à Khost et Kaboul, indiquant l'effort fait par les

14. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, op. cit., p. 99-101, 110, 126.

15. *Ibid.*, p. 5, 71, 102; Tom Coghlan, «The Taliban in Helmand», dans Antonio Giustozzi (dir.), *Decoding the New Taliban*, op. cit., p. 126.

talibans pour infiltrer les zones urbaines<sup>16</sup>. Dans certains cas, la campagne de terreur a été une réponse à la violence utilisée par les forces locales, l'ancien PDPA par exemple (Parti démocratique populaire d'Afghanistan) et les patrouilles Khalqi contre les jihadistes à Paktia<sup>17</sup>. Dans une moindre mesure, les talibans ont également tenté d'utiliser la terreur pour exploiter la sensibilité des membres de l'OTAN face à la mort de leurs soldats, comme dans le cas du Canada et de la Hollande en 2008<sup>18</sup>.

En règle générale, lorsque les talibans cherchent à imposer leur domination sur un village qui refuse de coopérer, ils intimident les leaders locaux au cours d'une négociation initiale et distribuent des lettres de menaces (*shabnamah*) à certains leaders clés, leur laissant le choix de partir ou de mourir<sup>19</sup>. Ces mesures sont inutiles quand la population locale est déjà hostile au gouvernement de Kaboul ; lorsqu'elle est en conflit avec une communauté voisine alliée à Kaboul ; si elle a été la cible de corruption de la part du gouverneur local, de l'armée nationale afghane (ANA), de la police nationale afghane (ANP) ou de la milice locale ; lorsqu'elle se sent victime d'une campagne d'éradication de l'opium et qu'elle est généralement méfiante à l'égard de la présence étrangère. Les États-Unis considèrent que 20 % de la population pachtoune soutient Kaboul, qu'un autre 20 % soutient les talibans et que les 60 % restants sont indécis. Les estimations britanniques et australiennes donnent les Pachtounes protalibans à 80 % et 60 % respectivement<sup>20</sup>.

À Ghazni en 2006, les milices progouvernementales ont subi des pressions les incitant soit à rejoindre les talibans, soit à se dissoudre. Les talibans ont fait sauter les tours de communication des compagnies de téléphones cellulaires qui avaient refusé de coopérer, ont envoyé des lettres de menaces à des proches de certains travailleurs de la construction connus ainsi qu'à des membres de l'ANA, et ont également cherché à intimider des officiels du gouvernement en les suivant jusque chez eux<sup>21</sup>.

16. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 71.

17. Thomas Rutig, «Loya Paktia's insurgency», *op. cit.*, p. 87.

18. Joanna Nathan, «Reading the Taliban», *op. cit.*, p. 25.

19. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 41 ; Thomas Rutig, «Loya Paktia's insurgency», *op. cit.*, p. 71 ; Mohammad Osman Tariq Elias, «The resurgence of the Taliban in Kabul – Logar and Wardak», *op. cit.*, p. 50 ; Martine van Bijlert, «Unruly commanders and violent power struggles – Taliban networks in Uruzgan», dans Antonio Giustozzi (dir.), *Decoding the New Taliban*, *op. cit.*, p. 162.

20. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 36-37, 194.

21. Christoph Reuter et Borhan Younus, «The return of the Taliban in Andar district», *op. cit.*, p. 108, 113, 116 ; Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 183 ; Thomas Rutig, «Loya Paktia's insurgency», *op. cit.*, p. 71.

Ces actions ont eu une influence considérable sur la mission des Nations Unies, qui en 2007 n'opérait plus que dans 6 des 50 districts du Sud, et avait mis un terme à ses opérations dans 21 des 45 districts de l'Est<sup>22</sup>.

## Assassinats

En 2010, les talibans ont infiltré la ville de Gardez, située au nord de l'Afghanistan, et y ont mené des assassinats<sup>23</sup>. Les talibans ont eu recours aux assassinats et aux exécutions dans quatre circonstances. Premièrement, les leaders locaux qui s'obstinaient à résister aux talibans ou leur déniaient un sanctuaire ou un soutien ont été tués en dernier ressort. Par exemple, les chefs tribaux qui avaient aidé le gouvernement à organiser les élections présidentielles de 2004 à Arghandab ont été assassinés. Les talibans ont principalement ciblé les membres du clergé qui leur étaient hostiles. Plusieurs d'entre eux ont été tués depuis le début de l'insurrection à l'été 2003 et ils continuent d'être la cible d'attaques agressives. En revanche, la campagne d'assassinats du groupe Haqqani contre les leaders mieux établis de Paktia et de Khost a échoué<sup>24</sup>.

Deuxièmement, les talibans ciblent les informateurs de l'OTAN (de la même manière que l'OTAN cible les informateurs des talibans) dans un jeu complexe d'écoute téléphonique, de surveillance et de contresurveillance<sup>25</sup>. Ce système de surveillance est très efficace dans les provinces de Kandahar et de Helmand, où des informateurs ont été visés au lendemain d'une offensive britannique en 2007<sup>26</sup>. La plus grande exécution d'informateurs a eu lieu à Panjwai en décembre 2006 et a fait 26 morts. Le refus des aînés de Panjwai de rencontrer le ministre afghan du Développement rural témoigne des effets produits par ces assassinats<sup>27</sup>.

Troisièmement, l'assassinat de policiers, de juges, de gouverneurs de district et d'officiels du gouvernement vise à miner l'influence de Kaboul. Chaque année, plusieurs centaines de policiers sont tués, particulièrement

---

22. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 107; Abdul Awwal Zabolwal, «Taliban in Zabul: A witness' account», dans Antonio Giustozzi (dir.), *Decoding the New Taliban*, *op. cit.*, p. 179-189, 183.

23. Bilal Sarwary, «Taliban infiltrate once-peaceful Afghan North», *BBC*, 8 juillet 2009, <[http://news.bbc.co.uk/2/hi/south\\_asia/8138722.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/8138722.stm)>, consulté le 20 novembre 2012.

24. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 46, 51-52, 102.

25. *Ibid.*, p. 102, 193; Tom Coghlan, «The Taliban in Helmand», *op. cit.*, p. 142.

26. Tom Coghlan, «The Taliban in Helmand», *op. cit.*, p. 131; Graeme Smith, «What Kandahar's Taliban say», dans Antonio Giustozzi (dir.), *Decoding the New Taliban*, *op. cit.*, p. 192.

27. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 51, 101-103.

dans les provinces d'Helmand, de Kandahar, de Zâbol et d'Orozgân<sup>28</sup>. Des officiels du gouvernement ont été systématiquement ciblés à Paktika, Khost et Helmand, où deux gouverneurs, incluant Mohammad Akhundzada, ont été tués<sup>29</sup>. Les victimes sont souvent enlevées et assassinées à la suite d'un refus du gouvernement d'accéder aux demandes des talibans<sup>30</sup>. Là encore, cette stratégie a produit des résultats, puisqu'elle a conduit le gouvernement afghan à abandonner des districts entiers, comme l'illustrent les cas d'Orozgân, de Helmand et de Zâbol<sup>31</sup>.

En dernier lieu, les talibans ont mené des assassinats contre des travailleurs humanitaires afin d'ébranler les initiatives de développement et le soutien que Kaboul peut en retirer. Parmi les individus ciblés figurent des travailleurs des Nations Unies, de la Croix-Rouge, des membres de diverses ONG, des travailleurs de la construction et des médecins<sup>32</sup>. Ces attaques ont eu pour conséquence une réduction des activités des ONG dès 2003 dans les provinces d'Orozgân et de Zâbol. Et en 2008, les travailleurs humanitaires ont quitté le sud de l'Afghanistan<sup>33</sup>.

Les talibans sont aussi reconnus pour avoir conduit des assassinats dans le but d'inciter à la violence dans des districts où leur présence est faible, mais où persistent des tensions entretenues par d'autres mouvements contestataires. Le meurtre du gouverneur de Paktia, Taniwal, en septembre 2006, est un bon exemple de cette tactique<sup>34</sup>. Toutefois, dans nombre de cas, les assassinats sont le résultat de querelles locales, qui n'ont rien à voir avec la stratégie talibane<sup>35</sup>. Le Canada a tenté de s'emparer du problème des assassinats en promouvant activement la création de positions de l'ANA dans des villages éloignés, afin de garantir la sécurité. Néanmoins, comme l'a démontré l'opération Baaz Tsuka (Falcon Summit) de décembre 2006, il demeure difficile de protéger les aînés de l'assassinat lorsqu'ils restent méfiants<sup>36</sup>.

28. *Ibid.*, p. 5, 51, 70-71, 102-103, 179; Martine van Bijlert, «Unruly commanders and violent power struggles – Taliban networks in Uruzgan», *op. cit.*, p. 173.

29. Thomas Rutig, «Loya Paktia's insurgency», *op. cit.*, p. 72; Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 103.

30. Christoph Reuter et Borhan Younus, «The return of the Taliban in Andar district», *op. cit.*, p. 113.

31. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 103.

32. *Ibid.*, p. 105, 113; Christoph Reuter et Borhan Younus, «The return of the Taliban in Andar district», *op. cit.*, p. 107; Thomas Rutig, «Loya Paktia's insurgency», *op. cit.*, p. 72.

33. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 105, 107.

34. *Ibid.*, p. 118.

35. Mohammad Osman Tariq Elias, «The resurgence of the Taliban in Kabul – Logar and Wardak», *op. cit.*, p. 51.

36. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 51-52.

## Roquettes et raids

Contrairement aux moudjahidines, depuis 2002, les talibans ne se sont que peu servis des armes à feu indirectes – roquettes et mortiers – comme armes de terreur contre les centres de population. Par contre, ils les ont utilisées contre des avant-postes militaires et policiers. Les attaques en elles-mêmes ont souvent été déléguées à des milices locales pour des montants variant entre 15 \$ et 50 \$<sup>37</sup>. Les talibans ont commencé à conduire des raids et des embuscades dès août 2003. C'est lors de l'une de ces attaques que la travailleuse française des Nations Unies Bettina Goislard a été tuée à Ghazni<sup>38</sup>. Les talibans ont commencé à cibler les villes de Kaboul, Mazar-e Charif, Kandahar et Herat au début de 2004. Craignant que des informateurs présents dans les zones urbaines ne dévoilent leur plan, ils n'ont pas toujours averti la population locale, occasionnant des pertes civiles très importantes<sup>39</sup>. Les talibans ont aussi conduit un assaut concerté contre les convois de l'OTAN qui traversaient le Pakistan. Figurent au nombre des raids menés par les talibans l'attaque à la motocyclette conduite en janvier 2010 à Karachi, l'attaque de pétroliers à Kondôz en 2009 et à Quetta en novembre 2009, et la fermeture répétée de la passe de Khyber en 2009<sup>40</sup>. Les raids ont aussi été utilisés pour fermer des stations de radio ou interdire le trafic de civils sur les routes. Plus récemment, les talibans ont commencé à utiliser des tireurs embusqués<sup>41</sup>. Ils ont également tenté d'utiliser des missiles surface-air Strela SAM: au moins deux de ces missiles ont été tirés en 2006 et un en 2007, mais aucun n'a atteint sa cible<sup>42</sup>.

## EEl et mines antipersonnel

Les toutes premières attaques aux EEl menées à Ghazni en 2003 ont provoqué une réaction excessive des forces de sécurité locales afghanes contre la population, ce qui a contribué de manière considérable à affaiblir

37. *Ibid.*, p. 3, 6, 41, 116, 133, 149, 151 ; Tom Coghlan, « The Taliban in Helmand », *op. cit.*, p. 131-132.

38. Christoph Reuter et Borhan Younus, « The return of the Taliban in Andar district », *op. cit.*, p. 101-118, 104.

39. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 117, 128-129, 156-157.

40. Gregg Carlstrom, « Nato's dangerous supply lines », *Al-Jazeera*, 10 juin 2010, <<http://english.aljazeera.net/news/asia/2010/06/20106917552890245.html>>, consulté le 20 novembre 2012.

41. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 112 ; Christoph Reuter and Borhan Younus, « The return of the Taliban in Andar District », *op. cit.*, p. 108, 117.

42. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 151.

son soutien à l'égard de Kaboul<sup>43</sup>. Les EEI et les mines antipersonnel ont été utilisés pour la première fois en septembre 2002 pour attaquer des convois et des installations gouvernementales, ainsi que pour exploiter la sensibilité face à la mort des opinions publiques des pays de l'OTAN<sup>44</sup>. La plupart des EEI sont constitués de matériel militaire usagé trafiqué, même si les talibans ont aussi utilisé de vieilles mines antichars parallèlement à des modèles plus récents, achetés en 2005. Des preuves indiquent que huit talibans ont voyagé en Irak et y ont appris à fabriquer des EEI, et que plusieurs EEI sont assemblés au Pakistan et posés par des Pakistanais. On estime que les Afghans ne comptent qu'un retard de six mois, en matière de développement de compétences techniques, par rapport à leurs « homologues » irakiens<sup>45</sup>. De plus, les EEI ne coûtent que 100 \$<sup>46</sup>. Les talibans font souvent appel à des insurgés locaux pour les poser<sup>47</sup>. Les États-Unis ont intercepté des projectiles formés par explosion (*Explosively Formed Projectiles*) en provenance d'Iran, et l'on estime que du nitrate d'ammonium en quantité suffisante pour fabriquer 2 500 bombes (soit 85 tonnes), transite illégalement depuis le Pakistan tous les trois jours. La plupart de ces bombes sont construites en bois et se révèlent difficiles à détecter. Soixante pour cent des pertes humaines infligées à l'OTAN (et 80 % des pertes britanniques) sont le fait d'EEI<sup>48</sup>. Le bond le plus important en ce qui a trait au nombre d'attaques aux EEI a eu lieu entre 2005 et 2006. On comptabilisait alors près de 160 attaques aux EEI par mois. Ces attaques continuent avec la même violence en 2010, non seulement dans le Sud, mais également dans le Nord, jusqu'à Kunduz<sup>49</sup>.

Les EEI ont pour effet de perturber la vie des civils et d'entraver leurs déplacements, et ce, même après une offensive contre-insurrectionnelle réussie, comme celle menée à Marjah dans la province d'Helmand par les

43. Christoph Reuter and Borhan Younus, « The return of the Taliban in Andar District », *op. cit.*, p. 105-106 ; David Kilcullen, « Taliban and counter-insurgency in Kunar », dans Antonio Giustozzi (dir.), *Decoding the New Taliban*, *op. cit.*, p. 239.

44. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 2-3.

45. *Ibid.*, p. 147-150, 154 ; Tom Coghlan, « The Taliban in Helmand », *op. cit.*, p. 146, 148.

46. Kathy Gannon, « Taliban gains money, Al-Qaeda finances recovering », *op. cit.*

47. David Kilcullen, « Taliban and counter-insurgency in Kunar », *op. cit.*, p. 240.

48. Alex Rodriguez, « Pakistani smugglers supplying Afghan bombmakers », *Los Angeles Times*, 1<sup>er</sup> mai 2010, <<http://articles.latimes.com/2010/may/01/world/la-fg-pakistan-fertilizer-20100501>>, consulté le 20 novembre 2012 ; Tom Coghlan, « The Taliban in Helmand », *op. cit.*, p. 131-132, 147.

49. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 6, 106 ; Bilal Sarwary, « Taliban infiltrate once-peaceful Afghan North », *op. cit.*

forces américaines en 2010<sup>50</sup>. Cependant, les EEI sont souvent utilisés dans les querelles locales, comme le montrent plusieurs cas d'assassinats à Orozgan<sup>51</sup>. L'OTAN estime que si les routes sont plus difficiles à miner, les EEI peuvent néanmoins être placés dans des caniveaux ou des talus en gravier<sup>52</sup>. L'OTAN identifie et neutralise environ 50 % des EEI<sup>53</sup>.

## Attentats-suicides

En recourant aux attentats-suicides, les talibans n'ont pas pour objectif de terroriser la population, mais de cibler les militaires, de montrer leur détermination, et de creuser le fossé entre la population et les forces de sécurité en faisant de chaque civil un kamikaze potentiel. Le gouvernement est contraint de protéger chaque convoi et chaque complexe, ce qui augmente le risque d'attaques contre des civils et affaiblit conséquemment leur soutien à l'égard de Kaboul. Les premiers attentats-suicides ont eu lieu en mai 2003, avec un pic de 10 attentats-suicides par mois en 2005-2006. Avec 117 et 139 attaques de ce type, pour chacune de ces deux années, les attentats-suicides ont alors touché 206 civils afghans, 54 membres du corps de sécurité afghan et 18 étrangers. Entre 2005 et 2007, le nombre d'attentats-suicides a connu une hausse de 400 à 600 %. Les 129 attentats-suicides de 2007 ont fait 480 morts. Le nombre de tués a baissé à 275 en 2009. En 2010, on atteint une moyenne de 15 à 16 attentats-suicides par mois. En général, les civils comptent pour 84 % des pertes humaines totales provoquées par les attentats-suicides<sup>54</sup>.

Les kamikazes sont généralement des garçons, âgés de 16 à 20 ans et originaires du Sud-Waziristan, où ils étaient recrutés par le mollah Dadullah par l'intermédiaire de Baitullah Mehsud (avant leur mort respective en 2007 et 2009)<sup>55</sup>. En raison de sa relative faiblesse militaire, le groupe Haqqani s'est fortement appuyé sur les attentats-suicides dans des

50. Carlotta Gall, « Taliban hold sway in area taken by U.S., farmers say », *The New York Times*, 16 mai 2010, <<http://www.nytimes.com/2010/05/17/world/asia/17marja.html?scp=3&sq=mafia%20taliban&st=cse>>, consulté le 20 novembre 2012.

51. Martine van Bijlert, « Unruly commanders and violent power struggles – Taliban networks in Uruzgan », *op. cit.*, p. 171-172.

52. David Kilcullen, « Taliban and counter-insurgency in Kunar », *op. cit.*, p. 242-243.

53. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 148.

54. *Ibid.*, p. 6, 106, 109; Graeme Smith, « What Kandahar's Taliban say », *op. cit.*, p. 194; Rod Norland, « Afghan suicide attacks seen as less effective », *The New York Times*, 15 février 2010, <<http://www.nytimes.com/2010/02/16/world/asia/16bomber.html>>, consulté le 20 novembre 2012.

55. Claudio Franco, « The Tehrik-e taliban Pakistan », *op. cit.*, p. 283.

régions comme Khost, se fiant à l'expérience arabe<sup>56</sup>. Alors que les talibans ont menacé à de nombreuses reprises de recourir aux attaques-suicides pour contrer l'offensive américaine de 2010, particulièrement dans le nord de l'Afghanistan où ils sont moins présents, la Shura de Quetta a exprimé des inquiétudes quant au risque de s'aliéner la population afghane<sup>57</sup>. Les bombardements de janvier 2006 à Spin Boldak, qui ont occasionné de lourdes pertes civiles, ont provoqué l'indignation et ont contraint les talibans à nier leur implication, même si la plupart des explosions de ce type sont causées par une détonation prématurée. Les taux d'échec, initialement de 60 %, ont été réduits à 15 % en 2004-2006 grâce à l'expertise arabe<sup>58</sup>.

En revanche, les attentats-suicides du TTP sont, quant à eux, régulièrement dirigés contre les civils, perçus comme des sympathisants du gouvernement pakistanais<sup>59</sup>. Le TTP est ainsi responsable de la mort de 552 civils et de 177 membres des forces de sécurité dans 58 attentats-suicides en 2007, de 712 civils et de 140 membres des forces de sécurité dans 59 attentats-suicides en 2008, et de 736 civils et de 196 membres du corps de sécurité dans 80 attentats en 2009, au cours d'attaques menées dans les quatre provinces pakistanaises<sup>60</sup>. Le TTP a également menacé de commettre deux attentats-suicides par semaine pour contrer les attaques de plus en plus efficaces des drones américains dans les FATA<sup>61</sup>.

## Destruction d'écoles

Les talibans ont commencé à viser les écoles dès 2002 à Kandahar et à partir de 2003 à Helmand. Les quelque 9 000 établissements recensés à l'échelle du pays sont en effet bien souvent les seules institutions incarnant, dans les villages, la présence de l'État. En 2004-2005, écoles et enseignants étaient visés dans tout l'Afghanistan pachtoune. Dans de nombreux cas, les talibans ont procédé selon des méthodes déjà éprouvées : envoi de lettres de menaces à des enseignants et des parents d'élèves mettant en garde contre les soi-disant dangers d'une éducation

56. Thomas Rutig, «Loya Paktia's insurgency», *op. cit.*, p. 70, 74.

57. «Afghan Taliban reject claims they are lead by Al-Qaeda», *op. cit.*, p. 2.

58. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 109, 149.

59. Alissa Rubin, «Taliban overhaul image to win allies», *op. cit.*

60. South Asian Terrorism Portal, *Pakistan Assessment 2010*, <<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/>>, consulté le 20 novembre 2012.

61. Tom Burghardt, «The political economy of Taliban terror in Swat Valley», *Global Research*, 8 avril 2009, <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=13117>>, consulté le 20 novembre 2012.

séculière, éventuellement suivies d'assassinats. De fait, les meurtres d'enseignants sont passés de 17 en 2005 à 85 en 2006-2007, alors que 187 écoles ont été détruites au cours de cette même période<sup>62</sup>. Les talibans se sont montrés particulièrement agressifs à Ghazi, où leur présence est plus importante, et dans le Nord, comme à Kondôz, où, au contraire, leur présence est faible<sup>63</sup>. Sachant que la plupart des communautés villageoises accordent une grande valeur à l'éducation, les talibans ont publiquement nié avoir fermé des écoles et ont retenu leurs critiques contre les classes mixtes, les filles non voilées et les instituteurs antijihadistes. Il apparaît ainsi que la plupart des attaques contre les écoles sont des initiatives de militants locaux<sup>64</sup>.

### Reculs (retour de bâton)

Le groupe Haqqani, qui a fait face à une résistance particulièrement féroce à Paktia, a eu recours à des attaques terroristes à grande échelle inspirées du style arabe, au lieu de tenter de séduire les habitants comme l'a fait la Shura de Quetta. Cette stratégie a amené des représentants de la première génération de leaders talibans et des défenseurs traditionnels du Pachtounwali à s'opposer au groupe Haqqani. Ce dernier a été impliqué dans la décapitation de femmes et de prisonniers, la mutilation et la torture de prisonniers de l'ANA, en plus d'enlèvements, d'assassinats et d'attaques-suicides. Il s'est, de plus, inconsidérément allié aux jihadistes du Pendjab<sup>65</sup>.

Le groupe Haqqani est étroitement associé au TTP, qui s'est également montré prêt à tout pour faire avancer sa cause, utilisant massivement le terrorisme, et particulièrement les attentats-suicides contre des cibles civiles au Pakistan, et s'associant avec les jihadistes du Penjab. En 2004, les jihadistes du Penjab ont kidnappé deux ingénieurs chinois, action de provocation à l'égard du gouvernement pakistanais, et, en 2010, ils ont menacé d'enlever et de tuer des officiels du gouvernement du Pendjab<sup>66</sup>.

62. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 103-105.

63. Christoph Reuter et Borhan Younus, «The return of the Taliban in Andar district», *op. cit.*, p. 105-107; Bilal Sarwary, «Taliban infiltrate once-peaceful Afghan North», *op. cit.*

64. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 104.

65. *Ibid.*, p. 108, 131, 184; Thomas Rutig, «Loya Paktia's insurgency», *op. cit.*, p. 62, 70, 77.

66. Claudio Franco, «The Tehrik-e taliban Pakistan», *op. cit.*, p. 278; «Pakistani terrorists' new ways of money making», *The Indian*, 17 mai 2010, <[http://www.thaindian.com/newsportal/south-asia/pakistani-terrorists-new-ways-of-money-making\\_100364993.html](http://www.thaindian.com/newsportal/south-asia/pakistani-terrorists-new-ways-of-money-making_100364993.html)>, consulté le 20 novembre 2012; Nasir Jamal, «On trail of Punjabi Taliban», *Dawn*, 17 octobre 2009, <<http://www.dawn.com/wps/wcm/connect/dawn-content-library/dawn/news/pakistan/12-on-trail-of-punjabi-taliban--bi-08>>, consulté le 23 novembre 2012.

En dépit de ses promesses, le TTP n'a pas été en mesure de protéger la communauté sikhe à Swat et a été impliqué dans des attaques menées par des Pachtoutnes contre des chrétiens à Karachi<sup>67</sup>. Le mouvement qui leur est associé à Swat, le TNSM, a pratiqué la décapitation et a exhibé des corps mutilés. Il a également provoqué une forte indignation lors de la diffusion, le 3 avril 2009, d'une vidéo montrant la flagellation d'une jeune fille de 17 ans afin d'illustrer l'application de la justice préconisée par la *shari'a*<sup>68</sup>.

L'un des dilemmes majeurs auquel les talibans et principalement la Shura de Quetta ont dû faire face a été de trouver un compromis entre les préceptes de l'islam et la pratique de l'insurrection. Les talibans ont fait usage des EEI et des kamikazes, ce qui a régulièrement entraîné des pertes civiles dans la population afghane<sup>69</sup>. Dans la province de Kandahar, les mollahs ont mis en avant l'efficacité de ces attaques, et il semble y avoir eu peu de controverses parmi les talibans à ce sujet<sup>70</sup>. Mais seule une minorité du noyau dur des combattants talibans croit au jihad global. La plupart des talibans sont des militants locaux, qui sont en désaccord avec le gouvernement de Kaboul et font montre d'une hostilité générale envers la présence étrangère<sup>71</sup>. De manière générale, le combattant typique formant le noyau dur de l'organisation est un étudiant de la *madrassah* de Deobandi fondée par le Jamaat Ulema-e-Islam (JUI), une version hanafite de la secte salafiste wahhabite Ahl-e-Hadith. Ils sont également *takfiris*, en tant qu'ils considèrent le régime de Karzai comme *jâhilîya*, ou préislamique selon une traduction de l'arabe, et donc apostat ou infidèle<sup>72</sup>. D'ailleurs, on note une augmentation du nombre de *madrassah* en Afghanistan après 2001, ce qui a contribué à marginaliser les réseaux soufis *tariqas* et *tablighi*, et a laissé sans supervision quelque 200 000 à

67. «Gems, timbers and Jiziya», *op. cit.*, p. 11.

68. Tom Burghardt, «The political economy of Taliban terror in Swat Valley», *op. cit.*; Adeel Khan, «Pakistan in 2007», *Asian Survey*, vol. 48, n° 1, 2008, p. 147.

69. Christoph Reuter et Borhan Younus, «The return of the Taliban in Andar District», *op. cit.*, p. 101-118, 109.

70. Graeme Smith, «What Kandahar's Taliban say», *op. cit.*, p. 203.

71. Tom Coghlan, «The Taliban in Helmand», *op. cit.*, p. 132-133; Graeme Smith, «What Kandahar's Taliban say», *op. cit.*, p. 205; Bryan Bender, «Taliban not main Afghan enemy», *Boston Globe*, 9 octobre 2009, <[http://www.boston.com/news/world/middleeast/articles/2009/10/09/most\\_insurgents\\_in\\_afghanistan\\_not\\_religiously\\_motivated\\_military\\_reports\\_say/](http://www.boston.com/news/world/middleeast/articles/2009/10/09/most_insurgents_in_afghanistan_not_religiously_motivated_military_reports_say/)>, consulté le 20 novembre 2012.

72. Kalim Bahadur, «Pakistan's policy in Afghanistan», dans K. Warikoo (dir.), *The Afghanistan Crisis : Issues and Perspectives*, New Delhi, Bhavana Books & Prints, 2002, p. 387-388; Maloy Krishna Dhar, *Fulcrum of Evil*, New Delhi, Manas, 2006, p. 241.

300 000 mollahs, qui ont développé une hostilité envers Kaboul<sup>73</sup>. De nombreux jeunes afghans, attirés par des avantages pécuniaires, s'associent plus étroitement au réseau des *madrassah* au Pakistan qu'à leur réseau tribal traditionnel, vidé de sa substance par près de quarante années d'instabilité<sup>74</sup>. Les jeunes talibans sont souvent plus radicaux que leurs aînés, ce qui donne lieu à des exécutions arbitraires et non autorisées, des révoltes afghanes occasionnelles contre des leaders talibans, et des attaques qui comptent pour 75 % des pertes civiles<sup>75</sup>. Une telle situation s'avère difficile à gérer pour la Shura de Quetta, qui ne veut pas s'aliéner sa base sociale, la population rurale pachtoune.

L'exécution d'informateurs est en principe décidée par les cours dirigées par les talibans, et la Shura de Quetta a adopté une série de nouvelles régulations (*Laheya*) pour réaffirmer certains principes et juguler l'extrémisme rampant de certains combattants talibans<sup>76</sup>. En février 2008, le mollah Omar a condamné plusieurs pratiques, au nombre desquelles la décapitation, la mutilation des oreilles et du nez, toute tentative de blesser ou de harceler des innocents, de même que l'autodafé de livres<sup>77</sup>. D'autres règles prévoient la remise des prisonniers aux commandants, condamnent les perquisitions à domicile sans permission ou autorisation, interdisent le recrutement de militants ayant un comportement déplacé et imposent de porter les litiges civils devant le Conseil des oulémas<sup>78</sup>. Ces nouvelles régulations approuvent néanmoins l'enlèvement<sup>79</sup>. Une nouvelle *Laheya* en 69 points, adoptée en 2009, interdit la mutilation des lèvres et de la langue, les attentats-suicides contre des civils, la fermeture d'écoles et l'enregistrement vidéo des exécutions, et restreint les méthodes d'exécution à l'utilisation des armes à feu<sup>80</sup>. Tous

73. Thomas Rutig, «Loya Paktia's insurgency», *op. cit.*, p. 91 ; Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 13, 44, 131, 229 ; Mohammad Osman Tariq Elias, «The resurgence of the Taliban in Kabul – Logar and Wardak», *op. cit.*

74. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 38-39.

75. Mohammad Osman Tariq Elias, «The resurgence of the Taliban in Kabul – Logar and Wardak», *op. cit.*, p. 49 ; Tom Coghlan, «The Taliban in Helmand», *op. cit.*, p. 133, 141 ; Alissa Rubin, «Taliban overhaul image to win allies», *op. cit.*

76. Christoph Reuter et Borhan Younus, «The return of the Taliban in Andar District», *op. cit.*, p. 109-110.

77. Joanna Nathan, «Reading the Taliban», *op. cit.*, p. 34 ; Thomas Rutig, «Loya Paktia's insurgency», *op. cit.*, p. 75.

78. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 85.

79. Catherine Collins et Ashraf Ali, «Financing the Taliban», *op. cit.*, p. 6.

80. Alissa Rubin, «Taliban overhaul image to win allies», *op. cit.*

ces éléments suggèrent que l'on assiste à une réaffirmation de la procédure légale talibane dans le traitement des procès d'informateurs et que la *Laheya* est systématiquement appliquée<sup>81</sup>.

Le mollah Omar s'est distancié du groupe Haqqani chaque fois que celui-ci a ignoré les régulations les plus importantes de la *Laheya* de 2008. Il a adopté la même attitude envers le TTP, après que celui-ci a commencé à prendre pour cible les civils pakistanais<sup>82</sup>. Suivant les prescriptions de la *Laheya*, les talibans ont commencé à avertir les résidents avant une attaque, et ont souvent envoyé un avis prévenant d'un assassinat futur. Les talibans ont aussi conclu des accords informels avec les leaders des gouvernements locaux. Ainsi, ils ont choisi de ne pas perturber les élections présidentielles de 2004 et les élections parlementaires de 2005 en commettant des attaques. Ces décisions ont généralement été acceptées par les combattants. De même, les talibans ont plus rarement frappé l'ONU<sup>83</sup>.

## GANGSTÉRISME JIHADISTE

Selon certains analystes, trop d'efforts ont été consacrés aux opérations de contre-insurrection, alors que les activités de financement des talibans devraient susciter plus d'attention<sup>84</sup>. Suivant ces recommandations, les États-Unis en particulier ont mis sur pied une campagne anti-opium plus agressive, spécialement dans la province d'Helmand. Ils ont parallèlement établi une liste de cinquante narcotrafiquants à abattre parmi les plus importants en Afghanistan<sup>85</sup>. Cependant, ni l'ancien commandant, le général Stanley McChrystal, ni le représentant spécial américain Richard Holbrooke ne croient qu'enrayer le trafic de l'opium aura un réel effet. Le budget des talibans, évalué à 100 millions de dollars américains, est en effet alimenté par des donateurs locaux et étrangers ainsi que par le revenu de diverses activités criminelles, dont l'extorsion, l'enlèvement et la contrebande<sup>86</sup>. L'ensemble de ces activités illégales (dons mis à part)

81. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop, op. cit.*, p. 85, 117; Alissa Rubin, «Taliban overhaul image to win allies», *op. cit.*

82. Claudio Franco, «The Tehrik-e taliban Pakistan», *op. cit.*, p. 284; Thomas Rutig, «Loya Paktia's insurgency», *op. cit.*, p. 74-75.

83. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop, op. cit.*, p. 114, 116-117, 135, 210.

84. Catherine Collins et Ashraf Ali, «Financing the Taliban», *op. cit.*, p. 11.

85. «Afghanistan's narco war: Breaking the link between drug traffickers and insurgents», *A Report to the Committee on Foreign Relations – United States Senate*, Washington, D.C., 2009, p. 29-30.

86. Eric Schmitt, «Opium, organized crime & Pakistan intelligence feed Taliban's war chest», *The New York Times*, 20 octobre 2009.

assure aux talibans entre 85 % et 90 % de leurs revenus, peut-être plus, alors que, selon une estimation de 2006, le coût de l'ensemble de ces opérations ne dépasserait pas 25 à 40 millions de dollars américains<sup>87</sup>. Les effets organisationnels et opérationnels de ces activités de gangstérisme dépendent dans une large mesure de la force du leadership<sup>88</sup>.

## Narco-insurrection

Historiquement, les moudjahidines se sont appuyés sur la production d'opium afin de marquer leur indépendance à l'endroit de l'ISI pakistanaïse<sup>89</sup>. Les talibans, quant à eux, ont commencé en 1994 avec les fonds de la drogue provenant des principaux trafiquants tels que Haji Bashar Noorzai (actuellement emprisonné aux États-Unis), qui a, à l'occasion, siégé au conseil de la Shura de Quetta<sup>90</sup>. En 1999, la production de l'opium était de 4 600 tonnes, mais la politique des talibans l'a ramenée à seulement 185 tonnes en 2001<sup>91</sup>. Les programmes d'éradication lancés par Kaboul en 2002 et depuis 2005 ont rencontré une forte résistance de la part des fermiers, qui ont souvent cherché à se faire aider des talibans<sup>92</sup>. La production de l'opium, qui avait augmenté à nouveau après 2001, a récemment décliné, passant de 7 700 tonnes en 2008 à 6 900 tonnes en 2009, mais elle reste estimée à près de 3 milliards de dollars américains, soit 35 % du PIB de l'Afghanistan et 93 % de la production mondiale<sup>93</sup>. Bien que les estimations varient entre 70 et 500 millions de dollars américains, la plupart des observateurs s'accordent sur le fait que les talibans en reçoivent environ 125 millions de dollars américains par an<sup>94</sup>. L'estimation la plus élevée provient de l'ONU, qui indique que 54 millions de dollars américains proviennent de la dîme (*ushr*) prélevée auprès des fermiers sur

87. Kathy Gannon, «Taliban gains money, Al-Qaeda finances recovering», *op. cit.*; Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop, op. cit.*, p. 97.

88. John Rollins, Liana Sun Wyler et Seth Rosen, «International terrorism and transnational crime», *op. cit.*, p. 1.

89. Gretchen Peters, «How opium profits the Taliban», Washington, D.C., United States Institute of Peace, août 2009, p. 7-8.

90. Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 8.

91. Thomas Johnson, «Financing Afghan terrorism», dans Jeanne Giraldo et Harold Trinkunas (dir.), *Terrorism Financing and State Responses*, Stanford, Stanford University Press, 2007, p. 100.

92. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop, op. cit.*, p. 31, 61, 86-87.

93. Rizwan Zeb, «Cross border terrorism issues plaguing Pakistan-Afghanistan relation», *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 4, n° 2, 2006, p. 69; Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 14.

94. «Afghanistan's narco war», *op. cit.*, p. 10; Catherine Collins et Ashraf Ali, «Financing the Taliban», *op. cit.*, p. 1.

une base de 70 \$ US/kg, 133 millions de la vente de l'opium raffiné et 25 millions de la protection des convois<sup>95</sup>. Même les estimations les plus conservatrices suggèrent qu'au moins la moitié des revenus des talibans provient de l'opium<sup>96</sup>. On comprend alors aisément la ténacité des talibans dans la province de Helmand : si celle-ci n'abrite que 5 % de la population afghane, 59,2 % de l'opium afghan y est produit<sup>97</sup>. Le Pakistan estime que 30 % des 8 milliards de dollars américains que rapporte le *hawala* (commerce informel) proviennent de l'opium, bien que la majeure partie des profits soit probablement blanchie par des exportations de marchandises sous-évaluées, ou investie dans l'immobilier au Baloutchistan ou à Karachi<sup>98</sup>.

Les talibans sont présents tout au long de la chaîne de production<sup>99</sup>. Ils contrôlent les niveaux de production grâce à la *shabnamah* et collectent une dîme de 10 % (*ushr*) auprès des producteurs d'opium, souvent en contraignant ces derniers à acheter les semences hors saison, les maintenant de la sorte dans un cycle d'endettement permanent<sup>100</sup>. De fait, les talibans entretiennent des relations étroites avec les fermiers et dans certains cas ne s'en distinguent pas, lorsqu'ils possèdent leurs propres champs d'opium<sup>101</sup>. Dans la province d'Helmand, il existe des seigneurs de la drogue dont les milices sont mieux entraînées que les talibans ; d'autres louent leurs services, rendant toute distinction entre talibans et groupes criminels difficile<sup>102</sup>. L'opium est souvent utilisé pour payer les taxes dues aux talibans, dont une partie des profits est filtrée au bénéfice du haut de la chaîne de commandement des talibans. Même si la majorité de l'héroïne est fabriquée par et dans le territoire traditionnel de l'Alliance du Nord, au nord de l'Afghanistan, les talibans ont réduit les activités des laboratoires clandestins<sup>103</sup>. Les talibans coopèrent avec la mafia des camionneurs pakistanaise et perçoivent jusqu'à 20 % de la valeur d'un convoi d'opium comme redevance pour leur protection et leur escorte.

95. Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 19.

96. Tom Coghlan, «The Taliban in Helmand», *op. cit.*, p. 151.

97. Igor Yavlyansky, «War on Afghan drugs», *Izvestia*, 9 juin 2010, <[http://rbth.ru/articles/2010/06/09/silk\\_rout\\_afghan\\_poppy.html](http://rbth.ru/articles/2010/06/09/silk_rout_afghan_poppy.html)>, consulté le 21 novembre 2012.

98. Gretchen Peters, «How opium profits the Taliban», *op. cit.*, p. 18, 26 ; Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 18.

99. «Afghanistan's narco war», *op. cit.*, p. 9.

100. Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 8, 10-11.

101. Graeme Smith, «What Kandahar's Taliban say», *op. cit.*, p. 200 ; «Afghanistan's narco war», *op. cit.*, p. 9.

102. Tom Coghlan, «The Taliban in Helmand», *op. cit.*, p. 127 ; Gretchen Peters, «How opium profits the Taliban», *op. cit.*, p. 28.

103. Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 9, 11 ; Igor Yavlyansky, «War on Afghan drugs», *op. cit.*

Cela leur a également permis de mener des attaques de diversion pour faciliter le passage de convois et tendre des embuscades contre la Force spéciale afghane antidrogue (Force 333)<sup>104</sup>. Un rapport du Congrès américain estime que 50 % de l'opium afghan dans sept provinces est sous contrôle des talibans<sup>105</sup>. Les plus gros narcotrafiquants paient aussi une taxe directement au commandement des talibans à Quetta : une mesure visant notamment à s'assurer que les chefs talibans locaux n'amassent pas les fonds suffisants pour gagner leur indépendance vis-à-vis de la Shura de Quetta<sup>106</sup>.

Tout bien considéré, les talibans récoltent moins de fonds de la culture et du trafic de l'opium que les représentants officiels du gouvernement afghan, les principaux narcotrafiquants et les communautés rurales afghanes. Ceci est dû au fait que les talibans n'ont pas le monopole de l'industrie de la protection. De plus, il apparaît que la culture de l'opium profite davantage aux grands propriétaires terriens ayant des connexions avec les seigneurs de guerre qu'aux petits fermiers, qui pratiquent une agriculture de subsistance. Or les grands propriétaires vendent leur opium au Pakistan et les talibans ne contrôlent pas la frontière<sup>107</sup>. Les talibans se sont conséquemment entendus avec les officiels du gouvernement sur la contrebande de narcotiques<sup>108</sup>.

## Extorsion

Bien que la Shura de Quetta reçoive directement des fonds sous la forme de dons en provenance de riches hommes d'affaires de Karachi, de la Peshawar Goldsmiths, des marchands du Golfe et de riches magnats du pétrole saoudiens, elle ne finance que peu les activités sur le terrain. Les commandants talibans locaux doivent donc prélever des ressources auprès des populations pour soutenir leurs activités insurrectionnelles. D'ordinaire, ils imposent une taxe, obligent les habitants à leur fournir un refuge et des ressources, ou recrutent de force des habitants des

104. Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 8, 10, 20.

105. John Rollins, Liana Sun Wyler et Seth Rosen, «International terrorism and transnational crime», *op. cit.*, p. 21.

106. Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 8, 13 ; «Afghanistan's narco war», *op. cit.*, p. 9.

107. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 89 ; Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 12 ; Gretchen Peters, «Afghangsters' paradise», *New Statesman*, 7 septembre 2009, p. 15 ; Gretchen Peters, «How opium profits the Taliban», *op. cit.*, p. 3.

108. Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 17.

communautés rurales, ce qui leur permet également de consolider leur contrôle<sup>109</sup>. La taxe locale à Zâbol est appelée «*a'ana*» ou «*mrasta*», ce qui signifie «aide», mais ailleurs, elle est nommée «*zakat*»<sup>110</sup>. Généralement, il s'agit d'une somme de 8 \$ US par famille collectée à la mosquée, d'une taxe de 10 % pour les commerces du bazar, de prélèvements de pétrole brut provenant directement des camions-citernes, d'une somme de 10 \$ US pour les «tuyaux» fournis par les informateurs, et pour les plus pauvres, d'une taxe collectée en nature<sup>111</sup>. Le non-paiement peut conduire à des attaques visant les actifs du commerçant, à l'image de celles menées contre les tours de communication des compagnies de téléphones cellulaires<sup>112</sup>. Les talibans ont aussi installé des barrages routiers qui leur rapportent 8 \$ US par famille et 50 \$ US par camion. Il faut toutefois mentionner que les polices frontalières afghane et pakistanaise recourent aux mêmes tactiques<sup>113</sup>. Il n'est donc pas rare de voir des entrepreneurs travaillant sur des projets de développement s'entourer de firmes spécialisées dans le transit de marchandises, qui se chargent de rémunérer les talibans pour assurer leur protection<sup>114</sup>. C'est d'ailleurs le cas des huit compagnies de camion louées pour 360 millions de dollars américains par les militaires américains pour ravitailler leurs quelque 200 bases ainsi que les ONG<sup>115</sup>.

L'extorsion permet de défrayer jusqu'à 70 % des coûts de fonctionnement des talibans, et rapporte souvent plus que l'opium dans certaines régions. Pour le réseau Haqqani, qui n'a pas accès à l'opium, l'extorsion

109. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 42, 86.

110. Abdul Awwal Zabolwal, «Taliban in Zabol: A witness' account», *op. cit.*, p. 187.

111. Gretchen Peters, «How opium profits the Taliban», *op. cit.*, p. 18; Abdul Awwal Zabolwal, «Taliban in Zabol: A witness' account», *op. cit.*, p. 187; Mohammad Osman Tariq Elias, «The resurgence of the Taliban in Kabul – Logar and Wardak», *op. cit.*, p. 52; Kathy Gannon, «Taliban gains money, Al-Qaeda finances recovering», *op. cit.*

112. Can Merey, «How the Taliban has turned extortion into a gold mine», *The Indian*, 7 juin 2009, <[http://www.thaindian.com/newsportal/world-news/how-the-taliban-has-turned-extortion-into-a-gold-mine\\_100201891.html](http://www.thaindian.com/newsportal/world-news/how-the-taliban-has-turned-extortion-into-a-gold-mine_100201891.html)>, consulté le 21 novembre 2012; Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 11.

113. Abdul Awwal Zabolwal, «Taliban in Zabol: A witness' account», *op. cit.*, p. 183; Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 11; Sudhir Ahmad Afridi, «Transporters complain of overcharging at Torkham border», *Daily Times*, 21 juin 2010, <[http://www.dailytimes.com.pk/default.asp?page=2010\06\21\story\\_21-6-2010\\_pg7\\_23](http://www.dailytimes.com.pk/default.asp?page=2010\06\21\story_21-6-2010_pg7_23)>, consulté le 21 novembre 2012.

114. Jean MacKenzie, «Who is financing America's enemies? You don't want to know», *Global Post*, 7 août 2009, <<http://www.globalpost.com/dispatch/taliban/funding-the-taliban>>, consulté le 21 novembre 2012.

115. Catherine Collins et Ashraf Ali, «Financing the Taliban», *op. cit.*, p. 8; Nick Schiffrin, «Report: U.S. bribes to protect convoys are funding Taliban insurgents», *ABC News*, 22 juin 2010, <<http://abcnews.go.com/WN/Afghanistan/united-states-military-funding-taliban-afghanistan/story?id=10980527>>, consulté le 21 novembre 2012.

et l'enlèvement sont les principales sources de revenus. Ce dernier prélève également une taxe d'environ 135 à 400 \$ US, en fonction du niveau de compétences, aux travailleurs wasiris expatriés dans les États du Golfe<sup>116</sup>.

Les principales sources de financement du TTP sont les dons, les taxes et l'extorsion dans les zones qu'il contrôle. Au Waziristan, la taxe s'élève à 1,25 \$ US par ménage ; le TTP prélève également de l'essence dans les stations et impose une taxe de 6 \$ US par voiture et de 30 \$ US par camion tous les mois. Il tient aussi des barrages routiers où des taxes sont collectées sur les camions, comme sur la route de Bara-Torkham<sup>117</sup>. Le TTP a exigé des sikhs vivant dans les zones pachtounes qu'ils s'acquittent d'une taxe réservée aux minorités religieuses (*jiziya*), assortie de pillage ou d'enlèvement en cas de non-paiement<sup>118</sup>. Il est souvent difficile de distinguer le TTP des grands criminels, comme Haji Mangal Bagh, qui imitent en tout point cette organisation, même si leur implication dans le crime organisé est antérieure à la fondation du TTP<sup>119</sup>. Le TTP est reconnu pour pratiquer l'extorsion auprès des 2,5 millions de Pachtounes vivant à Karachi. Pour ce faire, il s'appuie sur les combattants talibans qui se rendent à Karachi pour y travailler comme ouvriers. Bien que certains de ses membres aient été arrêtés à Karachi en possession de vestes servant aux attentats-suicides et d'explosifs, le TTP est principalement associé au cybercrime<sup>120</sup>.

## Enlèvements

Même avant l'approbation de l'enlèvement par la *Laheya* de janvier 2008, les talibans se servaient de groupes criminels locaux pour enlever des notables ou des étrangers, comme les deux journalistes italiens qui ont été kidnappés en 2008 et pour lesquels une rançon de 4,8 millions de dollars américains a été versée<sup>121</sup>. En juillet 2007, Abdullah Mansur a enlevé des

116. Catherine Collins et Ashraf Ali, «Financing the Taliban», *op. cit.*, p. 2, 9-10.

117. Pakhtoon Shinwari, «From opium to extortion: How the Taliban is funded», *op. cit.* ; Catherine Collins et Ashraf Ali, «Financing the Taliban», *op. cit.*, p. 2, 9.

118. «Gems, timbers and Jiziya», *op. cit.*, p. 9, 11.

119. Danny Kemp, «Pakistan: A carry-on up the Khyber», *AFP*, 16 juillet 2008, <<http://blogs.afp.com/?post/2008/07/15/Pakistan%3A-A-Carry-On-Up-The-Khyber>>, consulté le 21 novembre 2012.

120. Tayyab Ali Shah, «Karachi emerges as Pakistan's new tinderbox», *Terrorism Monitor*, 2 juillet 2010, <[http://www.ocnus.net/artman2/publish/Dark\\_Side\\_4/Karachi-Emerges-as-Pakistan-s-New-Tinderbox.shtml](http://www.ocnus.net/artman2/publish/Dark_Side_4/Karachi-Emerges-as-Pakistan-s-New-Tinderbox.shtml)>, consulté le 21 novembre 2012 ; Pakhtoon Shinwari, «From opium to extortion: How the Taliban is funded», *op. cit.* ; Faisal Aziz, «Taliban find safe haven in Pakistan's Karachi», *op. cit.*

121. Mohammad Osman Tariq Elias, «The resurgence of the Taliban in Kabul – Logar and Wardak», *op. cit.*, p. 52 ; Catherine Collins et Ashraf Ali, «Financing the Taliban», *op. cit.*, p. 7.

travailleurs humanitaires sud-coréens et obtenu une rançon de 5 millions de dollars américains<sup>122</sup>. On estime ainsi que le TTP récolte 50 millions de dollars américains par année grâce aux enlèvements perpétrés à Khyber Pakhtunkhwa<sup>123</sup>. Alors que les enlèvements du TTP représenteraient seulement 10 % des enlèvements totaux de la région (on lui en impute 70 en 2009), ce groupe obtient les rançons les plus importantes, soit entre 60 000 et 250 000 \$ US par personne<sup>124</sup>. De même, alors que seulement 3 des 85 cas d'enlèvements à Karachi en 2009 ont été orchestrés par le TTP, celui-ci a, là encore, obtenu les meilleures rançons<sup>125</sup>. Le TTP a aussi contraint les groupes criminels qui ne lui sont pas affiliés à réduire de 50 % la pratique des enlèvements dans les zones qu'il contrôle. Lashkar-e-Islam, une faction du TTP, a enlevé ceux qui n'ont pu payer leur *zakat* de 2,5 % à l'organisation<sup>126</sup>.

## Contrebande

La contrebande transfrontalière est historiquement contrôlée par certaines familles et tribus, mais la contrebande de longue distance est dominée par la mafia pakistanaise des transporteurs, qui a profité de la chute de l'Union soviétique pour expédier du coton depuis l'Asie centrale dans les années 1990<sup>127</sup>. En conséquence, être conducteur de camions en Afghanistan est vraisemblablement le métier le plus à risque<sup>128</sup>. Les talibans comptent sur les contrebandiers, dont le groupe Haqqani, pour convoier des armes de l'Asie centrale jusqu'aux zones talibanes dans le sud de l'Afghanistan<sup>129</sup>. Le Hezb-e-Islami dépend de la contrebande de bois exotiques (pin, chêne, olivier sauvage et cèdre), de marbre et de pierres précieuses, dont des

122. Catherine Collins et Ashraf Ali, «Financing the Taliban», *op. cit.*, p. 7.

123. Kathy Gannon, «Taliban gains money, Al-Qaeda finances recovering», *op. cit.*

124. Catherine Collins et Ashraf Ali, «Financing the Taliban», *op. cit.*, p. 2, 6.

125. S. Raza Hassan, «Kidnapping for ransom cases may set new records», *Dawn*, 29 mars 2010, <<http://archives.dawn.com/archives/159542>>, consulté le 21 novembre 2012.

126. Pakhtoon Shinwari, «From opium to extortion: How the Taliban is funded», *op. cit.*

127. Gretchen Peters, «How opium profits the Taliban», *op. cit.*, p. 26; Thomas Johnson, «Financing Afghan terrorism», *op. cit.*, p. 98-99.

128. Patrick Cockburn, «Where the Taliban roam», *Independent*, 6 mai 2009, <<http://www.independent.co.uk/news/world/where-the-taliban-roam-1679797.html>>, consulté le 21 novembre 2012.

129. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, *op. cit.*, p. 25-26; Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 14.

émeraudes de la mine de Gujjar Killi, sur lesquelles il prélève une taxe de 33 %. Ces pierres précieuses sont envoyées à Jaipur, en Inde, puis en Israël, en Suisse et à Bangkok<sup>130</sup>.

Le TTP, pour sa part, envoie des armes en Afghanistan et ramène de l'opium lors du voyage de retour, qui emprunte les routes de Khost-Tirimangal et Torkham-Bara. Il est également impliqué dans la contrebande de tissus et de bétail du Pendjab. Des FATA, il exporte du bois de construction – dont le commerce illicite a coûté 65 milliards de roupies au Pakistan – et un million de tonnes de marbre et de granite par année, la grande majorité provenant des mines de Ziarat (le TTP demande 10 \$ à chacun des cinquante camions qui sortent de ces mines tous les jours)<sup>131</sup>. Depuis 2008, le TTP a fait abattre plus d'arbres qu'au cours des deux dernières décennies<sup>132</sup>. Enfin, le TNSM a brièvement exploité la mine d'émeraudes de Mingora (à partir de février 2009), et a abattu la majeure partie de la forêt de Swat en 2008<sup>133</sup>.

## La grande tentation

Des rapports émanant de l'ONU et des États-Unis laissent entendre que l'idéologie des talibans est mise à mal par les activités criminelles qui servent à les financer<sup>134</sup>. D'ailleurs, en 2007, des talibans rivaux se sont affrontés pour le contrôle des revenus de la drogue<sup>135</sup>. Il est indéniable que l'importance que les talibans donnent à Helmand est davantage motivée par des considérations financières que par la recherche de l'adhésion de la population<sup>136</sup>. Bien que l'opium soit largement perçu comme non islamique, les mollahs justifient son trafic par le tort qu'il cause à des non-musulmans ; l'activité est en outre rationalisée comme une mesure temporaire<sup>137</sup>. L'extorsion est justifiée de manière identique<sup>138</sup>. Il existe

130. «Gems, timbers and Jiziya», *op. cit.*, p. 10; Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 14.

131. Paktoon Shinwari, «From opium to extortion: How the Taliban is funded», *op. cit.*

132. «Gems, timbers and Jiziya», *op. cit.*, p. 11.

133. *Ibid.*, p. 10; Catherine Collins et Ashraf Ali, «Financing the Taliban», *op. cit.*, p. 7.

134. «Afghan drug cartels squeeze poppy farmers», *Bangkok Post*, 21 mars 2010; «Afghanistan's narco war», *op. cit.*, p. 9.

135. Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 13.

136. Gretchen Peters, «How opium profits the Taliban», *op. cit.*, p. 6.

137. Gretchen Peters, «The Taliban and the opium trade», *op. cit.*, p. 12; Graeme Smith, «What Kandahar's Taliban say», *op. cit.*, p. 201.

138. John Rollins, Liana Sun Wyler et Seth Rosen, «International terrorism and transnational crime», *op. cit.*, p. 7.

tout de même certaines limites : ainsi, lorsque le groupe autonome taliban Jaish-ul-Muslimeen a enlevé trois travailleurs de l'ONU contre rançon en 2004, il a été désavoué par la Shura de Quetta<sup>139</sup>.

## TERREUR, GANGSTÉRISME ET PRIMES SITUATIONNELLES

Si la Shura de Quetta semble le mieux résister aux effets transformateurs que les pratiques d'ordre criminel et le recours à la terreur ont sur ses objectifs politiques, ceci peut s'expliquer par sa création récente dans sa forme actuelle, qui date de 2001. Elle n'a pas été contrainte de développer des stratégies de survie, à l'instar du réseau Mansur (né au milieu des années 1960), du Hezb-e-Islami (apparu au milieu des années 1970) ou du groupe Haqqani (actif depuis le début des années 1980). De plus, elle possède une légitimité pour diriger. Cette légitimité échappe en effet aux factions Mansur et Haqqani ainsi qu'à Hezb-e-Islami, qui a dû surmonter de nombreux défis depuis son échec à s'imposer dans les années 1990. De plus, la Shura de Quetta dépend de dons en provenance du Golfe et du Pakistan, qui incitent à l'adoption d'une posture pieuse. Par ailleurs, les coûts liés à l'insurrection sont peu élevés et les taxes prélevées dans les villages locaux suffisent à financer les opérations des talibans. Le trafic de l'opium peut effectivement représenter un risque moral et on ne sait pas exactement quel pourcentage de l'argent récolté grâce à ce trafic est consacré à l'effort de guerre et quelle proportion est engloutie dans la société immobilière Quetta. Que la supériorité de la Shura ne semble pas non plus avoir été entachée par la pratique de la terreur s'explique vraisemblablement par la sensibilité de son auditoire, largement composé de mollahs afghans et de Pachtounes ruraux. Le réseau Haqqani, en revanche, fait face à un adversaire beaucoup plus résilient à Paktia, où gagner les cœurs et les esprits ne représente tout simplement pas une stratégie viable.

Le TTP se heurte quant à lui à des circonstances bien différentes. Les conflits locaux dans lesquels il est impliqué se révèlent être des affrontements brutaux entre tribus. De plus, le « Pendjabistan », avec ses puissantes forces armées, constitue un défi considérable. Le TTP a donc fait appel au nationalisme pachtoune pour porter la bataille, à l'aide de la terreur, contre des éléments ciblés de l'État pakistanais. Dans le cas de Swat, les inégalités sociales nourrissent l'extrémisme et la brutalité. Le TTP, qui bénéficie du financement externe des *madrassah*, semble moins préoccupé par les réactions des donateurs du Golfe que par la politique tribale à vocation limitée des Pachtounes.

139. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, op. cit., p. 82.



## LA RÉGIONALISATION DE LA VIOLENCE AU CAUCASE DU NORD

*Aurélié Campana*

Le Caucase du Nord est composé des républiques du Daghestan, de Tchétchénie, d'Ingouchie, d'Ossétie du Nord, de Kabardino-Balkarie, de Karachaevo-Tcherkessie et du Kraï de Stavropol. Cette région du sud de la Russie, en proie à plusieurs conflits, connaît une montée de la violence sans précédent depuis le début de l'année 2009. En Tchétchénie, le conflit entre un mouvement séparatiste aux contours flous et le centre fédéral perdure<sup>1</sup>. Les violences ont gagné depuis 2003-2004 le Daghestan et

---

1. Les deux guerres russo-tchéchènes (1994-1996 et 1999-aujourd'hui) sont avant tout des conflits séparatistes. Toutefois, au cours de la seconde guerre débutée en 1999, des tensions de plus en plus fortes sont apparues entre registre nationaliste et registre islamiste.

l'Ingouchie, alors que depuis 2009, le nombre d'incidents violents ne cesse d'augmenter dans ces deux républiques<sup>2</sup>. Elles touchent également la Kabardino-Balkarie, qui connaissait jusque-là un calme précaire. Les dirigeants russes, qui se targuent d'avoir ramené la Tchétchénie dans le giron de la Fédération de Russie au prix de deux guerres d'une brutalité extrême, semblent perdre le contrôle d'une région traversée par de multiples tensions. Comment interpréter ces explosions de violence ? La plupart des recherches ont privilégié les études de cas, concentrant l'analyse sur une ou deux républiques ou l'un ou l'autre des facteurs associés à la dégradation de la situation. Ainsi, plusieurs travaux se sont penchés sur les conséquences des guerres russo-tchétchènes au niveau régional<sup>3</sup>. D'autres insistent sur les contextes socioéconomiques et politiques et sur l'islamisation des sociétés nord-caucasiennes<sup>4</sup>. D'autres encore considèrent la répression comme l'un des facteurs explicatifs de la radicalisation observée<sup>5</sup>.

Si chacune de ces républiques possède des spécificités politiques, socioéconomiques et culturelles, nous pouvons y identifier des dynamiques semblables depuis 2003-2004. Nous postulons ainsi qu'il n'existe pas un seul conflit qui tendrait à s'élargir à toute la région, mais une multitude de conflits qui s'amalgament sous les effets de l'évolution des structures et des mobilisations des acteurs. Les contacts entre les différents groupes insurgés renforcent la circulation des pratiques, des techniques et

- 
2. Sarah Mendelson, *Violence in North Caucasus. 2009: A Bloody Year*, Washington, D.C., Center for the Strategic and International Studies, 14 janvier 2010, <<http://csis.org/publication/violence-north-caucasus-5>>, consulté le 4 février 2010 ; Sarah Mendelson, Matthew Malarkey et Lucy Moore, *Violence in the North Caucasus. Spring 2010: On the rise, again ?*, Washington, D.C., Center for the Strategic and International Studies, 13 mai 2010, <[http://csis.org/files/publication/100513\\_Violence\\_in\\_the\\_North\\_Caucasus\\_Spring\\_2010.pdf](http://csis.org/files/publication/100513_Violence_in_the_North_Caucasus_Spring_2010.pdf)>, consulté le 3 juin 2010.
  3. John O'Loughlin et Frank Witmer, «The localized geographies of violence in the North Caucasus of Russia, 1999-2007 », *Annals. Association of American Geographers*, vol. 100, n° 3, 2010, <<http://www.colorado.edu/ibs/pec/johno/pub/NorthCaucasusViolence.pdf>>, consulté le 2 juin 2010.
  4. Sur l'islamisation, voir par exemple Gordon M. Hahn, « The rise of Islamist extremism in Kabardino-Balkariya », *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, vol. 13, n° 4, 2005, p. 543-594 ; Miriam Lansky, «Daghestan and Chechnya: The Wahhabi challenge to the State », *SAIS Review*, vol. XXII, n° 2, été-automne 2002, p. 167-191. Sur la crise de légitimité des autorités locales, voir par exemple Georgi Derluguian, *Bourdieu's Secret Admirer in the Caucasus. A World-System Biography*, Chicago, The University of Chicago Press, 2005.
  5. Jason Lyall, « Does indiscriminate violence incite insurgent attacks? Evidence from Chechnya », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 3, juin 2009, p. 331-362 ; Jason Lyall, « Are coethnics more effective counterinsurgents? Evidence from the second Chechen war », *American Political Science Review*, vol. 104, n° 1, février 2010, p. 1-20 ; Emma Gilligan, *Terror in Chechnya: Russia and the Tragedy of Civilians in War*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

des savoir-faire. Nous définissons les violences politiques, de manière assez large, comme la « commission d'actes violents motivés par un désir, conscient ou inconscient, d'obtenir ou de maintenir du pouvoir<sup>6</sup> ». Le concept de crise, tel qu'élaboré par Michel Dobry, forme le point de départ de notre réflexion. Ce sociologue français définit la crise comme « une transformation conjoncturelle de l'état des systèmes sociaux », caractérisés par une certaine plasticité<sup>7</sup>. Il nous invite à ne pas considérer les crises comme des événements de rupture, mais plutôt à examiner les processus de crise en eux-mêmes. Pour ce faire, nous analysons à la fois les « structures propres aux conjonctures critiques<sup>8</sup> », leurs évolutions et les mobilisations des acteurs. Notre appareil conceptuel est complété par des éléments tirés de la sociologie de la contestation. Nous montrons que le regain de violence observé au Caucase du Nord peut être interprété comme la résultante d'une restructuration des jeux politiques locaux dans un contexte de tensions récurrentes et de concurrences exacerbées entre des acteurs collectifs luttant pour l'acquisition de ressources symboliques, politiques ou économiques. De fait, ce n'est pas tant le conflit russo-tchéchène qui s'étend qu'une régionalisation de la violence qui s'opère.

Ce chapitre est divisé en trois parties. Nous rappellerons d'abord les crises structurelles et conjoncturelles qui frappent ces républiques depuis le début des années 2000. Ces crises s'inscrivent à la fois dans les registres politique, économique et religieux et sont amplifiées par la gestion déficiente du centre fédéral. Puis nous nous arrêterons sur les violences qui ponctuent ces crises et nous montrerons comment la violence est devenue dans des contextes sociaux et politiques fragmentés un mode d'interaction privilégié par les acteurs en concurrence. Enfin, nous reviendrons sur l'hypothèse fréquemment formulée d'une régionalisation du conflit, qu'une analyse des microdynamiques de ces conflits tend cependant à relativiser.

## UNE RÉGION TRAVERSÉE PAR DE NOMBREUSES CRISES

Après avoir longtemps minimisé les problèmes au Caucase du Nord, les dirigeants russes ne cachent plus leur préoccupation. Un consensus semble émerger sur la nécessité de pallier les difficultés socioéconomiques,

6. Caroline Moser et Elizabeth Shrader, «A conceptual framework for violence reduction», *Sustainable Development Working Paper 2*, Washington, D.C, Word Bank, 1999, p. 4 ; notre traduction.

7. Michel Dobry, *Sociologie des crises : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009 [1992], p. XIII.

8. *Ibid.*, p. 60.

identifiées comme les causes premières des violences, de lutter contre le fléau de la corruption et de contrer l'islamisation rampante. Le diagnostic posé sous-entend l'existence de crises à plusieurs niveaux. Si les dimensions socioéconomiques sont mises de l'avant avec insistance par les acteurs locaux et fédéraux, les dynamiques politiques restent occultées, alors que les évolutions de la religiosité sont le plus souvent décontextualisées.

## Les difficultés socioéconomiques au Caucase du Nord

Le Caucase du Nord figure parmi les régions les plus défavorisées de la Fédération de Russie. Tous les indicateurs socioéconomiques y font état d'un décalage par rapport au reste de la Fédération, particulièrement dans le contexte du redressement économique amorcé au début des années 2000. Les chiffres officiels estiment en avril 2010 que le chômage touche 20 % de la population active de la région<sup>9</sup>. Ce pourcentage, qui ne comptabilise que les chômeurs enregistrés, n'est qu'une moyenne ; il atteint des proportions bien plus importantes en Tchétchénie et en Ingouchie<sup>10</sup>. La région est peu industrialisée et son économie souffre d'un manque de diversification. Cette situation s'explique par un double héritage. Avant 1991, plusieurs républiques, comme la Tchétchéno-Ingouchie et le Daghestan, accusaient déjà un retard important et un taux de chômage élevé<sup>11</sup>, que la libéralisation sauvage des années 1990 n'a fait qu'augmenter. Les crises socioéconomiques que la Fédération de Russie a traversées dans les années 1990 ont enrayé la capacité fédérale à inverser le déclin économique de la région. Les économies de ces républiques ont subi des à-coups répétés, aggravés par la raréfaction d'une main-d'œuvre qualifiée et le départ massif des russophones, qui ont fui les crises économiques et l'insécurité grandissante<sup>12</sup>.

9. «Hloponin predložil podelit'sâ kavkazskimi bezrabortnymi so vsej Rossiej», *Lenta.ru*, 15 avril 2010, <<http://www.lenta.ru/news/2010/04/15/jobless/>>, consulté le 7 juin 2010.

10. Pour la seule Ingouchie, 31 % de la population active serait sans emploi en janvier et février 2010, mais l'agence ingouche de la statistique estime à 48 % le taux de chômage réel. Voir <<http://ingstat.gks.ru/>>, consulté le 7 juin 2010. Les chiffres du chômage montent officiellement à 46,2 % en Tchétchénie, mais pourraient être de 59 %. «V Čečne registriruemaâ bezrabortica prevysila obšûu», *Kommersant*, 15 avril 2010, <<http://www.kommersant.ru/news.aspx?DocsID=1354945>>, consulté le 7 juin 2010.

11. Aurélie Campana, «Les Tchétchènes et Ingouches, entre résilience et résistances passives, 1956-1991», dans Aurélie Campana, Grégory Dufaud et Sophie Tournon (dir.), *Les déportations en héritage. Les peuples réprimés du Caucase et de Crimée soixante ans après*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 104-106.

12. Vladlen Maksimov, «President Associacii čečenskikh obšestvennyh i kul'turnyh ob''edinenij Mavlit Bažaev: «V odinočku respublik Severnogo Kavkaza s problemami ne spravâcâ'», *Novye Izvestiâ*, 28 juin 2008, <<http://www.newizv.ru/news/2008-07-28/94729>>, consulté le 12 mars 2009.

Les républiques du Nord-Caucase sont donc hautement dépendantes des subsides fédéraux. Depuis l'arrivée de Vladimir Poutine à la présidence de la Russie en 2000, le montant des transferts fédéraux n'a cessé d'augmenter, une tendance confirmée sous la présidence de Dmitri Medvedev<sup>13</sup>. La Tchétchénie, le Daghestan et l'Ingouchie sont les principaux bénéficiaires de cette aide. En 2009, le budget de la première dépendait à 93 % des transferts fédéraux ; celui de la seconde, à 90 %<sup>14</sup>. Toutefois, cet afflux massif d'argent ne semble pas provoquer de réels changements : les coupures d'électricité restent fréquentes au Daghestan<sup>15</sup> ; les employés de plusieurs services ou industries d'État ne sont que partiellement payés<sup>16</sup>. Surtout, plusieurs enquêtes ont montré une mauvaise utilisation des fonds alloués par le fédéral et le détournement d'une partie de l'argent dans toutes les républiques<sup>17</sup>. Le poids de la corruption et des comportements prédateurs de certaines élites qui s'arrogent illégalement des monopoles est régulièrement dénoncé comme l'un des facteurs entravant les efforts de redressement<sup>18</sup>. La situation socioéconomique reste donc très précaire malgré les fonds alloués par le fédéral.

Ces données ne tiennent cependant pas compte de l'économie parallèle. Le marché noir, alimenté par la corruption et les réseaux de patronage, a en effet supplanté dans bien des secteurs le marché légal. Ces pratiques trouvent leur origine dans les années 1970, après la mise en place de la politique d'indigénisation des élites sous Léonid Brejnev. Elles se sont étendues au cours de la perestroïka parallèlement à l'extension des réseaux clientélistes et à la diversification de leurs activités. La criminalisation de l'État tchéchène, *de facto* indépendant dans les années 1990, a

13. À l'approche des élections législatives de 2011 et présidentielles de 2012, Dmitri Medvedev a promis à plusieurs reprises d'augmenter les transferts du fédéral. Jamestown Foundation, « Moscow promises North Caucasus billions, as low-grade insurgency continues », *North Caucasus Analysis*, vol. 12, n° 16, 11 août 2011.

14. Irina Lagynina, « Krizis i obšestvo : ekonomičeskij spad i situaciâ na Severnom Kavkaze », *Svobodanews.ru*, 27 août 2009, <<http://www.svobodanews.ru/content/transcript/1810090.html>>, consulté le 24 janvier 2010.

15. Des manifestations sont fréquemment organisées pour dénoncer l'incurie des dirigeants locaux. Oleg Ionov, « Residents of Dagestan capital prepare mass protest actions », *Caucasian Knot*, 20 octobre 2007, <<http://www.eng.kavkaz-uzel.ru/articles/6517/>>, consulté le 30 octobre 2007.

16. « Workers of SUE “Ingushautotrans” go on strike », *Caucasian Knot*, 21 mai 2010, <<http://www.eng.kavkaz-uzel.ru/articles/13357/>>, consulté le 7 juin 2010 ; « In Chechnya, “Grozvodokanal” workers complain about salary debts », *Caucasian Knot*, 29 août 2011, <<http://www.eng.kavkaz-uzel.ru/articles/18187/>>, consulté le 30 août 2011.

17. Voir par exemple le cas de l'Ingouchie : « President of Ingushetia is looking for the millions allocated from the federal budget », *Caucasian Knot*, 26 décembre 2008, <<http://www.eng.kavkaz-uzel.ru/articles/9348/>>, consulté le 7 juin 2010.

18. Amie Ferris-Rotman, « Russia's Medvedev : Caucasus corruption threatens state », *Reuters*, 19 mai 2010, <<http://uk.reuters.com/article/idUKLDE64I2GB>>, consulté le 15 juin 2010.

renforcé une économie parallèle qui a par la suite bénéficié des trafics développés dans le cadre des deux guerres russo-tchéchènes. Toutefois, cette dernière ne profite pas à tous. Aussi, si la pauvreté est un réel problème dans la région, ce sont avant tout les inégalités grandissantes qui plombent le climat social.

### Des régimes locaux en perte de légitimité

Depuis le début des années 2000 s'exprime un sentiment de rejet des élites locales, accusées de corruption et d'autoritarisme. L'incapacité des gouvernements locaux à apporter des solutions aux crises socioéconomiques récurrentes cristallise d'autant plus les mécontentements que ces gouvernements profitent ouvertement des transferts fédéraux et des trafics institutionnalisés pour nourrir des intérêts privés. Si ces mécanismes ne sont pas propres au Caucase du Nord, ils semblent y prendre une place plus importante qu'ailleurs<sup>19</sup>. La faillite d'institutions minées par la corruption et l'importance prise par les régimes personnels « néopatrimoniaux<sup>20</sup> » consacrent la perte de légitimité des gouvernants.

Les relations de pouvoir sont avant tout basées sur des mécanismes informels (clientélisme et localisme)<sup>21</sup>, dont l'objectif paraît d'assurer la survie politique d'un clan et l'acquisition de nouvelles ressources. Les évolutions politiques au Daghestan dans les années 1990 illustrent ces pratiques. Magomedali Magomedov a occupé entre 1994 et 2006 la tête du Conseil d'État, organe dirigeant qui rassemble les représentants des quatorze nationalités titulaires de la République. Alors qu'il aurait dû laisser son siège à un représentant d'une autre nationalité dès 1996, en vertu d'un principe de rotation inscrit dans la constitution daghestanaise, il est resté au pouvoir, en usant à la fois de stratégies de cooptation et de pressions. En échange entre autres de postes à la tête de compagnies d'État, il s'est assuré le vote de ses principaux opposants<sup>22</sup>. Or, ces jeux ont directement alimenté les conflits entre clans et individus. Ils ont

---

19. « Rights activists say corruption in Chechnya is an "Unwritten Rule" », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 7, n° 20, 29 janvier 2010.

20. Georgi Derluguian, « The coming revolutions in the North Caucasus », *PONARS Policy Memo*, n° 378, 2005.

21. Georgi Derluguian, *Bourdieu's Secret Admirer in the Caucasus*, *op. cit.*, p. 220.

22. Miriam Lansky, « Daghestan and Chechnya: The Wahhabi Challenge to the State », *SAIS Review*, vol. XXII, n° 2, été-automne 2002, p. 173-174.

également ouvert la voie aux islamistes opérant dans l'enclave de Kadar, qui ont érigé un système de gouvernement autonome entre 1998 et 1999 dans les zones qu'ils contrôlaient<sup>23</sup>.

Le centre fédéral a joué un rôle secondaire dans les évolutions politiques des années 1990. L'administration présidentielle sous Boris Eltsine a préféré préserver une stabilité toute relative, en s'assurant avant tout de la loyauté des élites en place. Cela s'est fait au détriment de la mise sur pied d'institutions stables, et souvent en contradiction avec la constitution fédérale<sup>24</sup>. Privilégiant des politiques réactives, Moscou a oscillé entre non-action et interventions indirectes. L'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir a provoqué une redistribution partielle des cartes au sein de chaque république. Moscou a instauré une série de réformes visant à renforcer l'État; elle a entre autres restructuré le système fédéral<sup>25</sup> et mis au pas les élites locales. La réforme de 2004, qui abolit l'élection au suffrage universel des présidents des républiques et des gouverneurs des autres sujets fédérés et qui introduit une procédure de nomination par le président de la Fédération, sur proposition des assemblées législatives, permet à l'administration présidentielle de remodeler le paysage politique local et d'y implanter des personnalités loyales à Moscou. Ruslan Auşev, président de l'Ingouchie depuis 1993, a été remplacé en 2002 par Murat Zyazikov, un homme au profil de *silovik*, lui-même écarté en 2008 au profit de Yunus-Bek Yevkurov, un autre *silovik*. Muhi Aliev, un ancien cadre soviétique ayant prêté allégeance au régime de Vladimir Poutine<sup>26</sup>, est nommé à la présidence du Daghestan en 2007, mais remercié dès 2010. Après quelques semaines de flottement trahissant une indécision du centre et des tractations de couloir, son poste échoit à Magomedislam Magomedov, fils du précédent président de cette république<sup>27</sup>.

Ces réformes ont eu trois conséquences dont les effets s'enracinent sur le long terme. Premièrement, elles ont accentué la fragilisation d'équilibres locaux déjà précaires. Le centre est ainsi devenu un acteur premier de l'incertitude, rôle renforcé par l'absence d'une ligne politique claire.

23. Tamara Magomedova, «Dagestan: The justice deficit», *Prague Watchdog*, 29 octobre 2008, <<http://www.watchdog.cz/?show=000000-000004-000002-000060&lang=1>>, consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2008; Mairbek Vatchagaev, «The Dagestani Jamaat (Part 1)», *North Caucasus Analysis*, vol. 8, n° 48, 13 décembre 2007.

24. Aude Merlin, «Le Nord-Caucase au miroir du fédéralisme russe», dans Aude Merlin (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 71-74.

25. Cameron Ross, «Putin's federal reforms», dans Cameron Ross (dir.), *Russian Politics Under Putin*, Manchester, Manchester University Press, 2004, p. 155-175.

26. Aude Merlin, «Le Nord-Caucase au miroir du fédéralisme russe», *op. cit.*, p. 84.

27. Valery Dzutsev, «Medvedev picks candidate with long-standing political ties as Dagestan's president», *Eurasia Daily Monitor*, vol. 7, n° 28, 10 février 2010, <[http://www.jamestown.org/single/?no\\_cache=1&tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=36028](http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=36028)>, consulté le 15 juin 2010.

De fait, si les acteurs et les discours ont évolué, les pratiques restent arc-boutées sur des stratégies réactives, définies autour du critère de loyauté interpersonnelle. Deuxièmement, ces pratiques, alimentées par l'afflux massif d'argent en provenance de Moscou, ont raffermi le clientélisme et les mécanismes informels de gouvernance. Troisièmement, devant la montée des mécontentements et l'explosion du nombre d'incidents violents, Moscou et les autorités locales ont privilégié la répression selon des modalités expérimentées en Tchétchénie (arrestations, détentions et exécutions arbitraires, disparitions forcées, torture, impunité, etc.)<sup>28</sup>. La création par Medvedev en janvier 2010 d'une nouvelle subdivision administrative, le district du Caucase du Nord<sup>29</sup>, n'affecte en rien cette approche.

Les crises de légitimité que traversent les républiques du Nord-Caucase tiennent tout autant aux errements du centre fédéral et à l'incapacité de l'État russe à se réformer, qu'aux pratiques des dirigeants locaux. Elles se doublent d'une remise en cause de l'islam officiel sur fond d'évolution de la religiosité.

## Évolution de la religiosité et crise de l'islam traditionnel

Le renouveau religieux, amorcé durant la perestroïka, a pris la forme d'un réinvestissement de l'espace public et, au Caucase du Nord, d'une réorganisation de l'appareil administratif. Le Directeur spirituel du Caucase du Nord, fondé en 1943, disparaît au profit de directorats locaux, créés dans chacune des républiques<sup>30</sup>. Ces derniers sont dirigés par des représentants de l'islam soufi, majoritaire dans la région. Toutefois, à la fin des années 1980, le soufisme est placé en concurrence avec d'autres courants de l'islam, le salafisme et le wahhabisme, qui se sont d'abord implantés au Daghestan<sup>31</sup>.

La crise de légitimité qui frappe les autorités des républiques nord-caucasiennes se répercute sur les autorités religieuses, qui se voient reprocher leur proximité avec le pouvoir politique et une forte

28. Domitilla Sagramoso, « Violence and conflict in the Russian North Caucasus », *International Affairs*, vol. 83, n° 4, juillet 2007, p. 681-705 ; Matthew Evangelista, « Ingushetia as a microcosm of Putin's reforms », *PONARS Policy Memo*, n° 346, 2004.

29. « Medvedev našel otvetsvennogo za Severnyj Kavkaz v Sibiri », *Ria-Novosti*, 19 janvier 2010, <<http://www.rian.ru/politics/20100119/205354579.html>>, consulté le 7 juin 2010.

30. Galina M. Yemelianova, « Sufism and politics in the North Caucasus », *Nationalities Papers*, vol. 29, n° 4, 2001, p. 664.

31. Robert Bruce Ware et Enver Kisriev, « The Islamic factor in Dagestan », *Central Asian Survey*, vol. 19, n° 2, p. 251.

corruption<sup>32</sup>. Les jeux de concurrence et les conflits qui opposent les tenants des différents courants de l'islam permettent également aux plus radicaux de s'enraciner plus ou moins profondément, au Daghestan par exemple, ou en Tchétchénie dans l'entre-deux-guerres. Les guerres de Tchétchénie ont d'ailleurs joué un rôle central dans la diffusion de l'islam radical<sup>33</sup>. Enfin, la répression exercée à compter du début des années 2000 a pu agir comme un catalyseur de l'engagement pour certains jeunes, marginalisés sur le plan économique ou en rupture avec leur environnement social ou les traditions portées par leurs aînés<sup>34</sup>.

Ce désaveu des autorités religieuses s'exprime de deux façons : par les bons résultats que les partis religieux non affiliés aux Directorats enregistrent, particulièrement au Daghestan<sup>35</sup>, et par la multiplication des *džamaats*, qui constituent un relais de la protestation sociale<sup>36</sup>. Le terme de *džamaat* renvoie à deux réalités au Caucase du Nord. Il fait d'abord référence à une forme d'organisation sociale territorialisée, qui existait au XIX<sup>e</sup> siècle au Daghestan, en Tchétchénie et en Ingouchie. De manière générale, les *džamaats* assument des rôles de régulation sociale et de solidarité au niveau local<sup>37</sup>. Certaines fonctionnent en vase clos, sur des territoires qu'elles contrôlent et sur lesquels les gouvernements des républiques n'ont aucune autorité<sup>38</sup>. Si elles sont le plus souvent associées à des pratiques violentes, certaines ont un agenda modéré et rejettent l'usage de la violence<sup>39</sup>. Le terme de *džamaat* a toutefois évolué et exprime aussi une autre réalité : des communautés basées sur des réseaux interpersonnels, articulés autour d'un individu, qui endosse à la fois le rôle de leader politique, de leader religieux et de stratège militaire. Toutes se revendiquent d'un islam radical et participent activement aux conflits qui secouent la région<sup>40</sup>. Ces *džamaats* sont des structures informelles, qui évoluent en fonction du contexte et des ressources disponibles. Si elles peuvent s'allier

32. Galina M. Yemelianova, «Sufism and politics in the North Caucasus», *op. cit.*, p. 670-671.

33. Domitilla Sagromoso, «Violence and conflict in the Russian North Caucasus», *op. cit.*, p. 693.

34. *Ibid.*, p. 693.

35. John Dunlop et Rajan Menon, «Chaos in the North Caucasus and Russia's Future», *Survival*, vol. 48, n° 2, juin 2006, p. 97-114.

36. Pavel K. Baev et Ashley Milkop, «Contre-terrorisme et islamisation du Caucase du Nord», *Politique étrangère*, n° 1, printemps 2006, p. 84.

37. Andrew McGregor, *Military Jama'ats in the North Caucasus : A Continuing Threat*, Washington, D.C., The Jamestown Foundation, 2007, p. 9.

38. Charles W. Blandy, *North Caucasus: Escalation of Terrorism into Ingushetia*, Oxford, Conflict Studies Research Center, Caucasus Series 04/17, 8, 2004, p. 2.

39. Domitilla Sagromoso, «Violence and conflict in the Russian North Caucasus», *op. cit.*, p. 694.

40. Aleksei Malashenko et Akhmed Yarlykapov, «Radicalisation of Russia's muslim community», *MICROCON Policy Working Paper*, 9 mai 2009, p. 11, <[http://www.microconflict.eu/publications/PWP9\\_AM\\_AY.pdf](http://www.microconflict.eu/publications/PWP9_AM_AY.pdf)>, consulté le 15 juin 2010.

ponctuellement, elles ne partagent pas, à l'origine, d'agenda commun. Certaines, comme la *džamaat* Šariat du Daghestan, peuvent relever des deux catégories.

La réislamisation des sociétés nord-caucasiennes prend des formes multiples et s'accompagne de l'émergence de nouveaux acteurs – les tenants d'un islam radical –, qui restent toutefois minoritaires dans la population<sup>41</sup>. Les crises socioéconomiques et politiques et les conflits religieux alimentent l'incertitude au niveau régional, mais n'expliquent pas à elles seules l'extension des violences et leur recrudescence.

## LA VIOLENCE COMME CONTEXTE ET MODE D'INTERACTION

Comme les analyses précédentes le laissent entrevoir, les crises qui traversent le Caucase du Nord sont enracinées dans la durée. Elles ont des composantes structurelles fortes, mais découlent également d'événements conjoncturels, au premier rang desquels se retrouvent les deux guerres russo-tchéchènes. Un autre processus doit être pris en considération pour saisir la persistance de ces crises, leurs transformations et l'explosion des violences : le processus de dé-civilisation qui marque les évolutions politiques et sociales. Ce processus, observable avec plus ou moins d'acuité dans les différentes républiques de la région, fait du Caucase du Nord une sorte d'exception dans la Fédération de Russie. Avant d'y revenir plus en détail, nous nous arrêterons sur les différentes formes de violences qui ont cours dans la région.

### Les différentes formes de violences politiques au Caucase du Nord

Bien que la lecture des bulletins des agences de presse donne l'impression d'une banalisation de la violence au Caucase du Nord, celle-ci est loin d'être homogène. Elle varie en intensité et dans l'espace, et les logiques qui la guident sont multiples. Trois groupes d'acteurs, aux frontières souvent poreuses, y sont impliqués : les acteurs étatiques (représentants des autorités fédérales et locales, des forces armées russes, des milices locales, etc.) ; les acteurs insurgés (opposants politiques ou religieux,

---

41. Theodore P. Gerber et Sarah E. Mendelson, « Security through sociology : The North Caucasus and the global counterinsurgency paradigm », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 32, n° 9, 2009, p. 831-851.

pratiquant la violence, et ce, quelle que soit la nature du groupe et la forme de violence); et les groupes criminels. Une analyse des incidents violents permet d'identifier cinq catégories de violence<sup>42</sup>.

La première catégorie rassemble les actes de guérilla et de terrorisme commis par des groupes insurgés. Les attaques visent d'abord les forces armées (convois militaires, postes de police, postes de contrôle) au Daghestan, en Tchétchénie et en Ingouchie. Les fonctionnaires et les politiciens ne sont toutefois pas épargnés. Ainsi, pour le seul mois de juin 2009, ont été tués : le ministre daghestanais de l'Intérieur, Adilgerei Magomedtagirov<sup>43</sup>, Aza Gazgireva, présidente de la Cour suprême de l'Ingouchie, et Bachir Aušev, colonel de police et membre du gouvernement ingouche<sup>44</sup>. Ūnus-Bek Evkurov, président de la république ingouche, a été victime d'un attentat-suicide le 22 juin, au cours duquel il a été grièvement blessé<sup>45</sup>. Le terrorisme est utilisé par certains groupes insurgés aux côtés des tactiques de guérilla, selon un schéma observé dans d'autres contextes insurrectionnels<sup>46</sup>. Les logiques à l'œuvre s'entrecroisent : elles oscillent entre stratégies guerrières, contestation violente, attrition et provocation.

La deuxième catégorie englobe les violences de répression. Orchestrées par les forces armées fédérales et par les milices locales, elles visent de supposés insurgés et leur famille<sup>47</sup>. Elles touchent cependant bien souvent de manière indiscriminée la population civile. Les disparitions forcées, les détentions arbitraires, les exécutions extrajudiciaires

42. Les chroniques sur le site <<http://www.kavkaz-uzel.ru>> (dernière consultation le 21 novembre 2012) répertorient depuis 2003 les incidents en Tchétchénie et, depuis 2008, les incidents dans la région du Caucase du Nord. Ces données ont été croisées avec celles fournies par le site pro-insurgés radicaux kavkazcenter et celles diffusées par les agences de presse russes, Ria-novosti et Interfax, et les bulletins comme *Eurasia Daily Monitor*.

43. «V Dagestane vmeste s Magomedtagirovym ubit načal'nik tylovogo podrazdeleniâ MVD», *Kavkazskij Uzel*, 5 juin 2009, <<http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/155041/>>, consulté le 10 avril 2010.

44. «Ingušskie boeviki vzâli na sebâ otvetstvennost' za ubijstvo Azy Gazgireevoy i Bašira Auševa», *Kavkazskij Uzel*, 24 juin 2009, <<http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/155786/>>, consulté le 10 avril 2010.

45. «Sredi versij pokušeniâ na Evkurova – bor'ba s korrupciej i boevikami v Ingušetii», *Kavkazskij Uzel*, 22 juin 2009, <<http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/155698/>>, consulté le 10 avril 2010.

46. Sur la relation entre terrorisme et insurrection, voir Ariel Merari, «Terrorism as a strategy of insurgency», *Terrorism and Political Violence*, vol. 5, n° 4, hiver 1993, p. 213-251 ; Bard E. O'Neill, *Insurgency & Terrorism : Inside Modern Revolutionary Warfare*, Herndon, Brassey's, 2001 ; Stathis N. Kalyvas, «The paradox of terrorism in civil war», *The Journal of Ethics*, vol. 8, n° 1, mars 2004, p. 97-138 ; Jeremy Weinstein, *The Politics of Insurgent Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

47. «Rights groups highlight continuing abuses in the North Caucasus», *Eurasia Daily Monitor*, vol. 6, n° 8, 5 juin 2009.

comme la torture se sont étendues à tout le Caucase du Nord<sup>48</sup>. L'absence de séparation entre les pouvoirs exécutif et judiciaire fait régner un climat de totale impunité dans toute la région. La centaine d'affaires jugées devant la Cour européenne des droits de l'homme, qui a vu la Russie systématiquement condamnée pour violations des droits de l'homme en Tchétchénie, ne semble en rien faire évoluer la situation sur le terrain<sup>49</sup>. Bien au contraire, plusieurs opposants aux régimes nord-caucasiens ont été éliminés. Le principal opposant au président Zyazikov, Magomed Evloev, a été assassiné en septembre 2008 dans les locaux de la police peu après une arrestation aux motifs flous<sup>50</sup>. La journaliste et membre de l'ONG Memorial Natalâ Estemirova a été retrouvée morte en juillet 2009 à proximité de Nazran vingt-quatre heures après son enlèvement à Groznyj. La disparition violente d'opposants semble être devenue, en Ingouchie comme en Tchétchénie, un moyen d'asseoir un pouvoir fragile.

La troisième catégorie relève d'activités criminelles. Les enlèvements contre rançon et les conflits pour le contrôle d'une ressource sont courants dans la région. Certains assassinats ciblés ou attaques contre les infrastructures relèvent de cette catégorie. La *džamaat* ingouche Šariat, fondée en 2002, est ainsi impliquée dans des activités criminelles<sup>51</sup>. Les groupes contestataires ne sont toutefois pas les seuls à verser dans cette forme de violence. Des membres des forces armées russes se révèlent être des acteurs premiers de ces trafics<sup>52</sup>. Les soldats russes, stationnés dans les différentes républiques du Nord-Caucase, ont contribué à étendre les réseaux criminels dans toute la région. De plus, comme le remarque Baev, le phénomène d'interpénétration entre les forces de sécurité et le crime organisé, contrôlé en partie par des groupes insurgés, s'est intensifié depuis le début de la seconde guerre russo-tchétchène en 1999<sup>53</sup>. L'extension des réseaux de patronage participe largement à l'intensification des conflits, dans lesquels les motivations se superposent.

48. Human Rights Watch, *Spreading Despair : Russian Abuses in Ingushetia*, New York, Human Rights Watch, 2003.

49. « Rights groups highlight continuing abuses in the North Caucasus », *op. cit.*

50. « Vladelec sajta "Ingushetiâ.ru" smertel'no ranen v golovu », *Kavkazskij Uzel*, 31 août 2008, <<http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/141073/>>, consulté le 15 juin 2010.

51. « Insurgency in Ingushetia. Russia's failing North Caucasus strategy », *Strategic Comments*, vol. 14, n° 6, p. 1-2.

52. Mark Kramer, « Guerrilla warfare, counterinsurgency and terrorism in the North Caucasus : The military dimension of the Russian-Chechen conflict », *Europe-Asia Studies*, vol. 57, n° 2, 2005, p. 221-222 ; Dmitri V. Trenin, Alexei V. Malashenko et Anatol Lieven, *Russia's Restless Frontier : The Chechnya Factor in Post-Soviet Russia*, Washington, D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2004, p. 144.

53. Pavel K. Baev et Ashley Milkop, « Contre-terrorisme et islamisation du Caucase du Nord », *op. cit.*, p. 81.

La quatrième catégorie de violences est dictée par une norme sociale répandue dans les sociétés nord-caucasiennes : la vengeance. L'historien tchéchène Vatchagaev estime que le « patriotisme et la vengeance » ont été les motivations principales des luttes des Tchéchènes contre la présence russe tout au long de la seconde guerre russo-tchéchène<sup>54</sup>. Si cette analyse propose une vision quelque peu idéalisée, cette norme a certainement guidé les actions de certains groupes d'insurgés dans leur lutte contre les forces armées russes et les milices prorusses<sup>55</sup>. Il en va de même des pratiques des forces armées tchéchènes prorusses. Certains des conflits qui opposent les deux principaux acteurs prorusses en Tchétchénie depuis 2000, les clans Âmadaev et Kadyrov, découleraient d'anciens litiges, qui s'additionnent à une lutte de pouvoir. Par ailleurs, ce mécanisme de régulation sociale est considéré par certains leaders locaux comme un moyen de lutter contre les insurgés et les autres opposants<sup>56</sup>. Nous assistons ainsi à une tentative, au Daghestan et en Tchétchénie, d'instrumentaliser cette norme sociale à des fins de consolidation du régime en place, une pratique déjà éprouvée en son temps par le premier président ingouche<sup>57</sup>.

La cinquième catégorie appartient aux violences dites de contrainte ou d'intimidation. Elle fait référence à des stratégies utilisées par certains groupes insurgés, islamistes en particulier, afin de s'assurer le soutien de la population ou d'imposer certaines normes. Anzor Astemirov, l'un des leaders de l'insurrection en Kadarbino-Balkarie puis dans tout le Caucase du Nord, tué en 2010, a reconnu, dans une entrevue accordée en 2009, lever un impôt obligatoire<sup>58</sup>. La pression exercée sur la population prend également une autre forme puisque les *džamaats* du Daghestan mènent des raids contre des débits de boisson<sup>59</sup>, accusés de par leur présence d'inciter les musulmans à transgresser un précepte de l'islam.

54. Mairbek Vatchagaev, « Vers une radicalisation du conflit tchéchène », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 38, juillet-décembre 2004, p. 118.

55. Voir par exemple « Murder of assistant of First Vice-Premier of Chechnya could be militants' revenge », *Caucasian Knot*, 8 juin 2009, <<http://www.eng.kavkaz-uzel.ru/articles/10310/>>, consulté le 15 juin 2010.

56. « In a further escalation of the tense situation in Dagestan the republic's permanent representative in Moscow under the Russian Federation president, Gadzhi Makhachev, called for creating a structure consisting of relatives from law enforcement officers slain by militants, tasked with exacting revenge on militants according to the local vendetta tradition », « Dagestani official reportedly calls for anti-islamist "revenge squads" », *Eurasian Daily Monitor*, vol. 6, n° 193, 21 octobre 2009.

57. Matthew Evangelista, « Ingushetia as a microcosm of Putin's reforms », *op. cit.*, p. 2.

58. Fatima Tlisova, « Exclusive interview with Anzor Astemirov », *North Caucasus Analysis*, vol. 10, n° 11, 20 mars 2009.

59. Mairbek Vatchagaev, « Dagestan's security situation is becoming hopeless », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 7, n° 112, 10 juin 2010.

Un effet de « contagion tchéchène » peut être décelé dans ces différentes catégories de violences. La violence est érigée, à la suite de l'expérience tchéchène, en mode de gestion des crises par les gouvernements en place. Elle devient parallèlement, pour les divers acteurs impliqués dans ces conflits, un mode d'interaction parmi d'autres. Toutefois, les effets qu'elle produit ne sont pas uniformes ; ils sont plus ou moins dilués suivant les contextes et les interactions entre les différents acteurs.

## Dé-civilisation et routinisation de la violence

La notion de dé-civilisation renvoie au concept de « processus de civilisation » élaboré par le sociologue allemand Norbert Elias. Ce dernier examine le triple processus qui a façonné les États en Europe occidentale : la monopolisation et l'institutionnalisation de la violence par l'État, l'extension des chaînes de dépendances, et la domestication des pulsions individuelles qui s'accompagne de l'intériorisation et de la diffusion par le haut de certaines mœurs sociales<sup>60</sup>. La notion de dé-civilisation<sup>61</sup>, telle que nous l'utilisons ici, renvoie à une désinstitutionnalisation relative de la violence. L'inversion n'est pas totale en ce sens où l'État russe ne perd pas complètement le monopole de la violence, mais celui-ci est fortement contesté. Les processus à l'œuvre aboutissent à une transformation des modes de domination et des modalités de dialogue entre groupes et entre individus. Quatre mécanismes<sup>62</sup> principaux peuvent être identifiés : la privatisation de la violence, la diffusion de pratiques et la reconversion de ressources, le détournement de la violence, et une routinisation de la violence.

La privatisation de la violence fait référence à un phénomène largement répandu dans le contexte des États faibles : l'émergence d'acteurs privés (groupes infraétatiques armés, *džamaats*) qui utilisent la violence pour parvenir à des objectifs politiques, économiques ou autres et qui, ce faisant, s'arrogent des attributs d'ordinaire réservés à l'État. La privatisation de la violence au Caucase du Nord tient principalement à la non-résolution des nombreux conflits qui affectent la région depuis 1991. Ces

---

60. Norbert Elias, *Le processus de civilisation*, Paris, Calman-Lévy, 1991 [1973].

61. Cette notion a été utilisée par J.L. Soeters pour analyser les phénomènes de violence dans un conflit et l'usage du terrorisme. Joseph L. Soeters, *Ethnic Conflict and Terrorism. The Origins and Dynamics of Civil War*, New York, Routledge, 2005.

62. Nous définissons les mécanismes à la suite de Charles Tilly comme « des classes d'événements qui modifient de manière identique ou analogue, dans une grande diversité de situations, les relations entre certains ensembles d'éléments ». Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2008, p. 59.

conflits sont de deux types principaux, si l'on exclut les guerres russo-tchéchènes. Ils sont territoriaux et opposent soit deux républiques qui revendiquent un même territoire (guerre entre l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie en 1992), soit deux minorités à l'intérieur d'une même république, à l'image des tensions récurrentes qui animent depuis la fin des années 1950 les Tchétchènes-Akkins et les Laks au Daghestan<sup>63</sup>. Le deuxième type de conflit concerne l'accès aux ressources, qu'elles soient légales ou illégales. La révision des lois municipales en Kabardino-Balkarie a réactivé les tensions entre Kabardes et Balkars au sujet de territoires que les deux nationalités revendiquent comme leurs et a aussi réactivé les demandes d'indépendance portées par plusieurs mouvements balkars<sup>64</sup>. Ces conflits non résolus restent latents. Les plus importants d'entre eux ont vu l'émergence de groupes armés, qui n'ont été ni démantelés ni désarmés. Si certains ont disparu, d'autres ont évolué en *džamaats* et établi un contrôle social sur un territoire donné, ou se sont reconvertis dans des activités illégales. Tous profitent de la libre circulation des armes dans les républiques du Caucase du Nord, malgré les efforts entrepris par les autorités locales pour y mettre fin<sup>65</sup>. Les *džamaats* et les groupes criminalisés remettent en cause, de par leurs pratiques, le monopole de la violence détenu par l'État. Surtout, ils défient au quotidien les autorités des républiques, contestant par l'utilisation de la violence et la mise sur pied d'une organisation sociale alternative la légitimité de ces dernières.

Les guerres russo-tchéchènes ont constitué des moments de formation et de réseautage importants pour des individus d'origine ingouche, karatchaï, tatare ou autre, venus combattre aux côtés des insurgés tchéchènes pour des raisons diverses. Anzor Astemirov, un Balkar devenu, avant sa mort en 2010, l'un des idéologues et stratèges parmi les plus influents de l'Émirat du Caucase du Nord, figure parmi ceux-là. En 1995, il se rend en Tchétchénie pour participer au conflit, mais est rapidement blessé. Rentré en Kabardino-Balkarie, il occupe plusieurs fonctions au sein du Centre islamique de Kabardino-Balkarie, qu'il a contribué à fonder en 1993. En conflit ouvert avec les autorités religieuses de la république, il est accusé d'avoir participé au raid de Naltchik en 2004 et gagne la clandestinité. Il semble alors avoir réactivé les contacts noués avec Šhamil Basaev

63. Sur ces tensions qui persistent, voir Aurélie Campana, « Les Tchétchènes et Ingouches, entre résilience et résistances passives, 1956-1991 », *op. cit.*, p. 100-102.

64. Liz Fuller, « Russia : Balkars launch new campaign for own republic », *Radio Free Europe / Radio Liberty*, 31 mai 2005, <<http://www.rferl.org/content/article/1059069.html>>, consulté le 14 juin 2005.

65. « V Kabardino-Balkarii vozobnovlâetsâ operaciâ "Oružie" », *Kavkazskij Uzel*, 7 mars 2010, <<http://47.kavkaz-uzel.ru/articles/150633>>, consulté le 15 juin 2010.

en 1995 et se joint à la lutte armée violente<sup>66</sup>. Ce cas illustre le double phénomène de reconversion des ressources acquises avant 2006 sur le terrain tchéchène, de diffusion et de circulation des méthodes, des savoir-faire et d'une certaine idéologie.

Comme nous l'avons vu précédemment, les violences ne sont pas imputables aux seuls groupes contestataires. La nature même de la gouvernance locale rapproche les républiques du Caucase du Nord des « États de l'ombre » (*shadow states*). Dans ce type d'États qui sont le produit d'un régime personnel, la violence devient un moyen de soutenir des activités parallèles, basées sur des liens interpersonnels<sup>67</sup>. La corruption alimente les réseaux de patronage, qui deviennent le vecteur premier de redistribution des ressources étatiques<sup>68</sup>. Ces pratiques, qui subordonnent en partie l'État à des intérêts privés, entraînent un détournement de la violence. Une évolution semblable est observable dans les forces armées russes. Ainsi, si l'utilisation de la violence indiscriminée relève de la stratégie, visant à éliminer les insurgés et à instiller un climat de peur dans la population, les problèmes de discipline et les concurrences au sein des forces armées ont parfois contribué à rediriger la violence vers l'obtention de ressources économiques. Les opérations de nettoyage (*zачistki*) ont donné lieu à des pillages et à des extorsions ; les arrestations, à des trafics de prisonniers vivants ou morts ; les postes de contrôle, à des pratiques de rançonnement<sup>69</sup>. Cette violence mal contrôlée mène à un certain laisser-faire, alors que l'impunité totale dont bénéficient les forces armées russes jette un voile sur les objectifs des opérations contre-terroristes contre-insurrectionnelles<sup>70</sup>.

Les différents mécanismes étudiés plus haut modifient la dynamique du conflit. La violence possède des dimensions socioculturelles et structurelles, mais elle relève aussi de considérations stratégiques. Elle devient à la fois un moyen employé par les acteurs pour renégocier leurs positions en temps de crise et une forme de dialogue entre des acteurs toujours plus divers<sup>71</sup>. Les contraintes structurelles étant sans arrêt redéfinies sous les

66. Mairbek Vatchagaev, « Death of Anzor Astemirov does not mark the end of the insurgency in Kabardino-Balkaria », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 6, n° 67, 7 avril 2010.

67. William Reno, « Shadow states and the political economy of civil wars », dans Mats Berdal et David M. Malone (dir.), *Greed and Grievance. Economic Agendas in Civil Wars*, Boulder, Lynne Rienner, 2000, p. 46.

68. William Reno, « The politics of insurgency in collapsing states », dans Jennifer Milliken (dir.), *State Failure, Collapse and Reconstruction*, Malden, Oxford, Blackwell Publishing, 2003, p. 86.

69. Emma Gilligan, *Terror in Chechnya*, *op. cit.*

70. Joseph L. Soeters, *Ethnic Conflict and Terrorism*, *op. cit.*, p. 69-70.

71. Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 6.

effets des mobilisations des acteurs et des innovations tactiques qu'ils mettent en place, le champ des possibles s'élargit, et les normes se diluent. La violence devient non seulement acceptable, mais légitime, dans le sens où elle est vue comme l'unique moyen permettant d'atteindre des objectifs à court et moyen termes. Toutefois, les « coups<sup>72</sup> » que les différents acteurs s'échangent sont entourés d'une incertitude forte. La constellation stratégique complexe qui émerge en situation de conflit rend toute anticipation difficile, si ce n'est impossible. Or, comme le souligne Soeters, plus le jeu comporte de joueurs, moins le conflit est prévisible et moins la potentialité de lier le résultat aux préférences d'un acteur est grande<sup>73</sup>. Cette incertitude alimente le cycle des violences et mène à une routinisation de la violence, qui devient l'un des modes structurant les interactions entre acteurs dans un contexte marqué par un déplacement des normes, une privatisation et un détournement de la violence.

Les quatre mécanismes que nous avons identifiés caractérisent les évolutions politiques et sociales de l'Ingouchie, du Daghestan et, dans une moindre mesure, de la Kabardino-Balkarie. Les dynamiques à l'œuvre possédant des points communs, les acteurs partageant des référents et des ressources semblables, il convient de s'interroger plus avant sur la régionalisation du conflit.

## DES CONFLITS EN VOIE DE RÉGIONALISATION ?

L'augmentation significative du nombre d'incidents violents et l'extension géographique des violences laissent penser à une régionalisation du conflit. L'analyse permet certes de relever un certain nombre de processus semblables. Mais elle montre aussi que l'on assiste plus à une convergence ponctuelle entre acteurs et ressources qu'à une centralisation de l'insurrection. Il convient dès lors de raisonner non pas en termes de diffusion du conflit russo-tchéchène, mais en termes de circulation des répertoires d'actions et des tactiques, et de régionalisation de la violence.

72. Dans le sens de Michel Dobry, *Sociologie des crises*, op. cit., p. 15, 21.

73. Joseph L. Soeters, *Ethnic Conflict and Terrorism*, op. cit., p. 31.

## Une stratégie de diffusion du second conflit russo-tchéchène

Plusieurs chefs de guerre tchéchènes ont tenté dès 2004 d'étendre leur lutte aux républiques voisines, soit en s'alliant à des chefs locaux ingouches et daghestanais, soit en s'insérant dans des réseaux locaux et en tentant de les récupérer<sup>74</sup>. Cette stratégie a été déployée par à toutes les tendances. Aslan Maskhadov, incarnant les factions modérées, revendique ainsi en 2004 la formation de détachements hors de la République de Tchétchénie<sup>75</sup>. Plusieurs chefs daghestanais ont établi à partir de 1996 leurs bases arrière en Tchétchénie, fuyant la répression dans leur république, et profitant de la présence de mercenaires et soutiens étrangers<sup>76</sup>. Mais ce sont les chefs de guerre parmi les plus radicaux, comme Basaev et Raduev, qui semblent avoir établi les connexions les plus solides. Mobilisant des relations interpersonnelles nouées avant 1994<sup>77</sup>, pendant le premier conflit ou dans l'entre-deux-guerres<sup>78</sup>, ces derniers se sont appuyés sur des réseaux particulièrement actifs au Daghestan et en Ingouchie. Basaev a fait de la diffusion du conflit l'une de ses principales stratégies. Peu avant sa mort en 2006, il menace « d'enflammer tout le Caucase<sup>79</sup> ». L'analyse de la trajectoire des principaux leaders des groupes armés et autres, *džamaats* qui sévissent depuis 2005-2006 – entre autres Anzor Astemirov, Asker Džappuev, surnommé Emir Abdullah, Said Buriatskij, Ali Taziev/Magomed Evloev, alias Emir Magas<sup>80</sup> – montre que la très grande majorité d'entre eux a été en contact plus ou moins étroit avec Basaev ou Raduev, véritables pierres angulaires de la stratégie de diffusion du conflit.

74. Charles W. Blandy, *North Caucasus : Escalation of Terrorism into Ingushetia*, *op. cit.*, p. 2.

75. Gordon M. Hahn, « The rise of islamist extremism in Kabardino-Balkariya », *op. cit.*, p. 559.

76. Jean Radvanyi, « Le Daghestan, par delà les idées reçues », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 38, juillet-décembre 2004, p. 50.

77. Principalement pendant le conflit en Abkhazie, qui a vu l'intervention de bataillons formés par la Confédération des Peuples du Caucase et donc la participation de Tchétchènes, d'Ingouches, de Karatchaïs et autres.

78. Anna Matveeva, « The islamic challenge in post-soviet Eurasia », *Central Asia and the Caucasus*, 1999, <<http://www.ca-c.org/cgi-bin/search/show.pl?url=http://www.cac.org/dataeng/04.matveeva.shtml&words=lawlessness>>, consulté le 24 avril 2009.

79. « Abdallah Šamil' : "My vosstanovim Islamskoe Gosudarstvo..." », Retranscription d'une vidéo publiée sur le site Kavkazcenter.com, 19 avril 2006, <<http://old.kavkazcenter.com/russ/content/2006/04/19/43858.shtml>>, consulté le 21 avril 2006.

80. Une incertitude persiste quant à l'identité véritable de Magas, et ce, malgré son arrestation le 9 juin 2010. La plupart des médias l'identifient comme Ali Taziev, ancien policier passé du côté des insurgés. D'autres croient qu'il s'agit plutôt de Magomed Evloev, un militant ingouche qui a rejoint dès 2003 le groupe de Basaev. Il aurait participé à la prise d'otages de Beslan en 2004 et serait parvenu à sortir du bâtiment avant l'assaut meurtrier des forces de sécurité russes. « FBS captures "Legendary" Ingush Field Commander », *Caucasus Report*, A Radio Free Europe/Radio Liberty Publication, 14 juin 2010.

Après la mort de Basaev en 2006, l'insurrection tchéchène, devant la disparition de ses chefs historiques, une intensification de la répression, des dissensions toujours plus importantes et des problèmes logistiques et financiers<sup>81</sup>, entame une phase de restructuration<sup>82</sup>. Cette dernière aboutit à la création en 2007 d'un émirat du Caucase du Nord, dirigé par Dokku Umarov, le successeur d'A.-H. Saidullaev. Ce virage politique et idéologique subordonne la rhétorique nationaliste à un discours islamiste, même si les tensions entre les deux registres restent grandes et que l'agenda de cette structure informelle demeure flou. D'ailleurs, cinq ans après sa création, cet émirat reste avant tout basé sur des réseaux interpersonnels. Il prétend avoir un rôle dirigeant dans l'insurrection et a revendiqué les attentats-suicides commis à Moscou en 2010 et 2011. Plusieurs groupes et *džamaats* ingouches, daghestanais, balkars, kabardes et karatchaïs l'ont rejoint ou lui ont prêté allégeance. Trois facteurs expliquent cet attrait pour un projet régional aux contours mal définis. Premièrement, la détérioration du climat politique, la routinisation de la violence et l'intensification de la répression créent un contexte favorable au rapprochement entre différents groupes. Deuxièmement, l'enchevêtrement des crises politiques, économiques et religieuses constitue un terrain propice au recrutement. Troisièmement, le ralliement à l'émirat peut être vu par certains groupes comme un moyen d'accéder à des ressources additionnelles et de gagner en visibilité. En octobre 2009, la *džamaat* adygué a annoncé son intention de rejoindre les rangs de l'émirat<sup>83</sup>, sans que soit scellée de vérifiable alliance.

### Structure d'opportunités politiques et offre de violence collective

La perspective des Jeux olympiques de 2014 est vue par de nombreux acteurs comme une opportunité de faire entendre leurs voix et leurs griefs. Ces acteurs incluent les gouvernements locaux qui souhaitent voir leur république bénéficier de la manne financière qui s'abat sur l'ouest du Caucase, des entrepreneurs privés et publics, mais aussi des réseaux clientélistes, des mouvements nationalistes aux revendications identitaires et des groupes insurgés et des *džamaats* en lutte violente contre les autorités

81. Jean-Christophe Peuch, « Chechnya : Separatist leaders admit to logistical, financial problems », *Radio Free Europe / Radio Liberty*, 21 avril 2006, <<http://www.rferl.org/content/article/1067854.html>>, consulté le 21 avril 2006.

82. Mairbek Vatchagaev, « Rebel restructuring revitalizes insurgency », *North Caucasus Analysis*, vol. 9, n° 17, 1 mai 2008.

83. Mairbek Vatchagaev, « Adygeya : The new North Caucasus hot spot ? », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 6, n° 182, 5 octobre 2009.

locales et fédérales... Ces deux dernières catégories d'acteurs sont porteuses de revendications hétérogènes (nationalistes, territoriales, socioéconomiques, religieuses, symboliques, politiques...), qui ne s'articulent que peu les unes aux autres. Alors que l'émirat promeut l'indépendance du Caucase et l'instauration d'un État islamiste, ses idéologues restent très vagues quant aux limites de l'entité qu'ils appellent de leurs vœux<sup>84</sup>. La fluidité dans les discours se double d'une très grande flexibilité dans les alliances qui s'avèrent être plus ou moins étroites. L'émirat est ainsi le lieu et l'objet de jeux croisés de légitimation, servis par des transactions le plus souvent opaques.

Comme le notent Tilly et Tarrow, les répertoires d'action et les structures d'opportunité politique interagissent. Or Moscou reste relativement imperméable à toute contestation. Comme nous l'avons souligné plus haut, la violence prédomine les dynamiques relationnelles au Caucase. Le régime russe privilégie la répression face à toutes les initiatives qualifiées « d'extrémistes », un terme vague qui englobe toutes les demandes territoriales et nationalistes, plus encore quand elles possèdent une dimension religieuse. La structure d'opportunité politique reste donc relativement fermée, et ce, malgré l'existence de centres autonomes de pouvoir au niveau local. Cette fermeture agit comme une contrainte pour les mouvements contestataires : les modes de protestation pacifiques existent, comme en témoignent les manifestations fréquemment organisées pour dénoncer les pratiques d'enlèvements, l'incurie des dirigeants et les mauvaises pratiques de redistribution des ressources. Ils restent toutefois marginaux par rapport à l'utilisation de la violence. L'interaction conflictuelle contribue ainsi très largement à façonner les modes de contestation<sup>85</sup>. De plus, la conviction que l'émirat s'est renforcé depuis

84. Dokku Umarov a récemment affirmé que le kraï de Krasnodar, qui ne fait pas partie du District du Nord-Caucase créé par Dmitri Medvedev, faisait partie du Caucase. Cette déclaration doit selon nous être interprétée comme une réaction à la décision du président russe de repenser l'architecture politico-administrative de la région. «Caucasus Emirate's Emir Dokka Abu Usman : "We will liberate the Krasnodar Territory, Astrakhan and the Volga lands..."», *KavkazCenter*, 8 mars 2010, <<http://www.kavkazcenter.com/eng/content/2010/03/08/11569.shtml>>, consulté le 12 mars 2010.

85. Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit*, op. cit., p. 147.

2008 et qu'il possède la capacité de frapper jusqu'à Moscou<sup>86</sup> donne une résonance plus forte aux stratégies de diffusion d'un modèle de lutte façonné dans les contextes tchéchène, daghestanais et ingouche<sup>87</sup>.

Toutefois, cela ne signifie aucunement que l'émirat agisse comme un état-major centralisant les actions sur le terrain. Dokku Umarov revendiquait certes en février 2010 un contrôle direct sur les groupes agissant en Tchétchénie, en Ingouchie, au Daghestan, en Kabardino-Balkarie et sur le territoire karatchaï. Il estimait ainsi être « parvenu à régler les problèmes de coordination » et les processus de recrutement<sup>88</sup>. Un tel discours atteint avant tout des objectifs de mobilisation et de propagande, à visées internes comme externes. Surtout, il ne prend pas en considération deux des effets les plus saillants de la répression menée par les forces armées russes. Le maillage établi par les forces de sécurité russes complique la communication entre les groupes insurgés, et ce, malgré l'utilisation d'Internet. Surtout, les agences de sécurité parviennent régulièrement à éliminer les leaders de groupes particulièrement actifs, obligeant ces derniers à se restructurer constamment.

Dès lors, l'on constate une plus grande autonomisation des groupes insurgés. Cette fluidité permet certes de minimiser les coûts internes de la répression. Elle mène toutefois dans certains cas à une reconfiguration profonde du groupe et de son agenda. Les effets de la répression sont conjugués avec le recrutement de jeunes, issus des milieux urbains et diplômés<sup>89</sup>, qui accaparent des positions de pouvoir et contribuent à faire évoluer les dynamiques relationnelles à l'intérieur du groupe, mais également entre les composantes de l'émirat. Ainsi, à la mort d'Astemirov, la *džamaat* Yarmuk s'est transformée et a élargi son champ d'action : elle a donné naissance à la *džamaat* Kabarda, Balkaria et Karaša<sup>90</sup>. Bien qu'intégré à l'émirat et se revendiquant ouvertement de ce lien, ce groupe semble privilégier les luttes locales, à l'image de ce que l'on peut observer en Ingouchie et au Daghestan.

86. Dokku Umarov a revendiqué les attentats-suicides qui ont frappé Moscou le 29 mars 2010.

87. Le rôle des perceptions développées par les acteurs est essentiel à l'évolution de la contestation : Charles Kurzman, « Structural opportunity and perceived opportunity in social movement theory : The Iranian Revolution of 1979 », *American Sociological Review*, vol. 61, février 1996 ; Charles Tilly, Sidney Tarrow et Doug McAdam, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 43.

88. « Interview of the Caucasus Emirate's Emir Dokka Abu Usman », *KavkazCenter*, 17 février 2010, <<http://www.kavkazcenter.com/eng/content/2010/02/17/11434.shtml>>, consulté le 18 février 2010.

89. Mairbek Vatchagaev, « North Caucasus insurgency attracting mainly young and committed members », *North Caucasus Analysis*, vol. 10, n° 2, 15 janvier 2009.

90. Mairbek Vatchagaev, « Death of Anzor Astemirov does not mark the end of the insurgency in Kabardino-Balkaria », *op. cit.*

La prédominance des enjeux locaux qui transparaît tant dans les discours que dans les actions menées sur le terrain, couplée à une autonomisation toujours plus grande des groupes insurgés, rend toute tentative de centralisation illusoire. La faible autorité que possède Dokku Umarov, un moment donné démissionnaire, fragilise un édifice chancelant. Plusieurs chefs de guerre tchéchènes se sont un temps placés en porte-à-faux par rapport à l'émir autoproclamé, lui reprochant d'avoir trop délaissé la « cause » tchéchène, et lui ont retiré provisoirement leur soutien<sup>91</sup>. S'ils ont finalement réintégré l'émirat après près d'une année de querelles<sup>92</sup>, ce mouvement montre les jeux de rééquilibrages internes entre les différents groupes, chacun essayant d'imposer son agenda et des enjeux locaux. Les rapports de force, bien que difficiles à saisir dans un contexte marqué par la clandestinité, tendent à montrer les très fortes tensions qui traversent cette entité parallèle.

S'il existe des convergences dans les stratégies, les tactiques et les discours, ces dernières relèvent d'actions coordonnées au sens de Tilly et Tarrow<sup>93</sup>. Elles découlent également des effets produits par la circulation de méthodes et des stratégies d'émulation et d'imitation. En ce sens, les dirigeants de l'émirat ne semblent assumer qu'un rôle purement symbolique, et souvent contesté au sein d'une structure largement déclaratoire. Dès lors, l'hypothèse de la régionalisation doit être formulée avec précaution : si l'on peut parler d'une extension de pratiques et donc d'une régionalisation de la violence, cela ne signifie aucunement que nous assistions à un phénomène de diffusion du conflit russo-tchéchène aux autres républiques. Enfin, les mécanismes observés montrent l'extrême fragilité d'une insurrection dans un contexte où l'interaction conflictuelle est en constante évolution.

## CONCLUSION

Le Caucase du Nord connaît depuis 2003-2004 une intensification des violences qui n'est qu'en partie imputable aux répercussions des conflits russo-tchéchènes. Les changements structurels, tout comme l'émergence

91. Musa Muradov, « U čečenskikh boevikov krajne boevoe nastroenie », *Kommersant*, 14 août 2010, <<http://www.kommersant.ru/doc.aspx?DocsID=1488135&NodesID=6>>, consulté le 15 août 2010.

92. Kevin Daniel Leahy, « Chechnya rebel movement reunites under Doku Umarov's leadership », *Central Asia-Caucasus Institute Analyst*, 17 août 2011.

93. Tilly et Tarrow parlent d'actions coordonnées quand « deux ou plusieurs acteurs dont la revendication s'adresse au même destinataire s'informent mutuellement de leurs actions et les conduisent en parallèle ». Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit*, op. cit., p. 63.

de nouveaux acteurs, la reconfiguration des réseaux et la circulation des tactiques ont contribué à un embrasement progressif des républiques qui entourent la Tchétchénie. L'histoire récente du Daghestan et de l'Ingouchie, les restructurations politiques imposées par le centre fédéral dont elles ont été le théâtre ainsi que la multiplication des *džamaats* ont profondément altéré les enjeux locaux. Dans ce contexte, la violence a acquis un rôle (re)structurant. L'on assiste ainsi à une réactivation sous d'autres formes de mécanismes efficaces du temps de l'Union soviétique : la constitution de réseaux parallèles, qui mettent en place des stratégies de résistance passive et active dans un contexte de délégitimation des autorités politiques et religieuses<sup>94</sup>.

Ces évolutions mènent à une fragmentation poussée des espaces sociaux et politiques. Elles accentuent les crises économiques et politiques et contribuent paradoxalement à donner une légitimité plus forte aux mécanismes informels de gouvernance. Dans ce contexte, la coévolution des répertoires d'actions mobilisés par les groupes insurgés et étatiques et la transformation des dynamiques conflictuelles font de la violence un mode privilégié de dialogue. La circulation des tactiques, phénomène qui accompagne les mécanismes de reconversion des ressources examinés plus haut, se traduit la plupart du temps par une appropriation des modes opératoires et par une surenchère dans la violence. La convergence entre acteurs et pratiques n'efface toutefois pas les logiques et enjeux locaux, qui restent les plus saillants. D'ailleurs, la prévalence des dynamiques locales ne semble pas perçue par Moscou, qui privilégie une approche régionale, sans toutefois définir de stratégies autres que réactives. Les réponses formulées sont multiples : répression, cooptation des élites locales, création d'une nouvelle entité administrative – le district du Caucase du Nord –, accroissement des subsides fédéraux, incitatifs produits pour encourager les investisseurs à se tourner vers la région, et soutien renouvelé aux représentants de l'islam soufi traditionnel. Elles ne sont toutefois que peu articulées en un ensemble cohérent qui pourrait relever d'une stratégie concertée de sortie de crise.

---

94. Emil' Pain, «Moscow's North Caucasus policy backfires», *Central Asia-Caucasus Analyst*, 29 juin 2005, <<http://www.cacianalyst.org/?q=node/3151>>, consulté le 1<sup>er</sup> juillet 2005.



## INSURRECTION LOCALE OU AGENDA GLOBAL ? Déconstruire les logiques du « terrorisme somalien »

*Benjamin Ducol*

Vingt ans après la chute du régime de Siad Barre, la Somalie ne connaît toujours pas de stabilité politique, et ce, en dépit de multiples initiatives visant à promouvoir un processus de réconciliation dans le pays<sup>1</sup>. Alors que la prise de pouvoir temporaire par l'Union des tribunaux islamiques (UTI) au cours de l'année 2006 semblait indiquer l'émergence d'une nouvelle forme d'arbitrage politique au niveau local, l'intervention militaire éthiopienne destinée à renverser cette hétéroclite coalition a favorisé l'irruption d'une insurrection complexe, radicalisant au passage la

---

1. Ken Menkhaus, « A history of mediation in Somalia since 1988 », *The Search for Peace : Somali Programme*, Alliance internationale pour la conciliation de la paix, 2009.

nature des agendas idéologiques présents en Somalie. Alors que « fragmentation » semble aujourd'hui le maître mot pour qualifier le contexte somalien, il convient de remettre en perspective la recomposition d'un jeu insurrectionnel entre factions combattantes. Comment expliquer la montée en puissance d'une mouvance jihadiste jusqu'ici largement absente du territoire somalien ? Comment analyser la mise en concurrence d'une logique insurrectionnelle d'ordre ethnonationaliste et d'une logique terroriste à vocation globale, si ce n'est globalisante ? Comment éclairer les dynamiques parallèles d'une autonomisation progressive des éléments insurrectionnels les plus radicaux et l'intronisation subséquente de nouvelles tactiques terroristes jusqu'alors inexistantes en Somalie ?

En adoptant une grille de lecture sociohistorique, ce chapitre tente de déconstruire ce qui a pu être désigné au cours des dernières années comme un nouveau « terrorisme somalien ». Éclairant les conditions d'émergence d'une forme d'islamisme révolutionnaire en réponse à l'échec d'un nationalisme pansomalien, notre analyse s'intéresse en premier lieu à la tentative avortée d'al-Qaïda de nourrir sa propre ambition planétaire en récupérant et en manipulant à son propre bénéfice les mobilisations révolutionnaires et nationalistes dans la Somalie d'après 1991. En dépit d'une volonté de pénétrer l'espace politique somalien clairement affichée au cours de la décennie 1990, al-Qaïda doit composer avec une double résistance des structures identitaires locales et du caractère profondément ethnonationaliste de l'islamisme révolutionnaire somalien. Entre 1992 et 1993, les tensions multiples émanant de l'expérience d'al-Qaïda sur le terrain somalien illustrent parfaitement cette concurrence qui existe entre des acteurs aux revendications politiques somme toute profondément contradictoires dans leur affirmation.

Après avoir mis en lumière l'échec d'al-Qaïda à tirer durablement profit du chaos somalien, notre regard se porte sur les diverses recompositions des logiques conflictuelles dans l'après 11 septembre 2001. Marqué par une ingérence croissante de la part d'acteurs extérieurs – États-Unis, Éthiopie, Érythrée, mais aussi al-Qaïda –, le conflit somalien devient peu à peu le théâtre de nouvelles expérimentations où « insurrection locale » et « imaginaire global » finissent par reconfigurer en profondeur l'agenda idéologique des factions insurgées, leur imbrication dans l'espace social somalien et par conséquent les choix stratégiques qui peuvent en découler en matière d'utilisation de la violence armée. En définitive, une série d'éléments – stratégies d'imitation, concurrence insurrectionnelle, poids des combattants étrangers, ou encore perspectives de marginalisation politique – concorde à un renouveau des prétentions jihadistes en Somalie. Le mouvement al-Shabaab s'autonomisant des logiques insurrectionnelles d'ordre plus ethnonationalistes, sa montée en puissance, en particulier au

tournant de l'année 2009, pose le problème d'une dangereuse internationalisation du conflit somalien. Alors même que la famine de l'été 2011 aura accentué une situation humanitaire déjà extrêmement alarmante<sup>2</sup>, la Somalie n'en finit plus aujourd'hui d'être acculée dans une impasse politique qui s'avère le fruit tant d'une concurrence politique exacerbée entre acteurs locaux que des ingérences pernicieuses et très souvent maladroites de la communauté internationale.

### AUX RACINES DE L'ISLAMISME ETHNONATIONALISTE : ÉCHEC DU NATIONALISME PANSOMALIEN ET CONTESTATION SOCIORÉVOLUTIONNAIRE

Territoire fragmenté par les colonisations italienne (Somalia) et britannique (Somaliland), la Somalie parvient à son indépendance puis à son unification au tournant des années 1960. En raison de sa situation géographique particulière, le pays occupe un positionnement stratégique majeur tout au long de la guerre froide. Arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État orchestré en octobre 1969, le général Siad Barre s'engage très vite dans une logique de dépassement des identités claniques qui structurent traditionnellement le contexte somalien<sup>3</sup>. En intégrant l'ensemble des clans au sein d'un cadre politique national, le nouveau président ouvre la voie à la création d'un régime autoritaire fondé sur les principes du socialisme scientifique qui se verra largement soutenu par les subsides du patron soviétique. Toutefois, loin d'éradiquer les structures claniques qui apparaissent propres au contexte somalien, le régime de Siad Barre ne fait que les coopter dans une forme de compromis politique visant à mieux prévenir toute contestation hypothétique du pouvoir<sup>4</sup>.

2. En août 2011, le gouvernement américain estimait que la famine en cours avait déjà tué plus de 29 000 enfants de moins de cinq ans, qu'environ 3,7 millions de Somaliens se trouvaient parallèlement dans une situation humanitaire d'urgence, alors même que plus de 750 000 réfugiés vivaient dans les camps mis en place dans les pays frontaliers. Ken Menkhaus, « Somalia's Starvation », *Foreign Affairs*, 22 août 2011.

3. Alors que de nombreux pays africains doivent composer avec des populations ethniquement diverses, la Somalie est constituée d'une population très homogène sur le plan tant ethnique que linguistique. La société somalienne demeure néanmoins divisée selon un système d'affiliations claniques. De fait, l'ensemble des activités sociales, politiques ou économiques est intégré à ce système traditionnel qui découpe la Somalie en six grands clans : Darod, Digil, Dir, Hawiye, Isaaq et Rahanwein. À noter que les clans Darod, Dir, Hawiye et Isaaq réunissent à eux seuls plus de 75 % de la population somalienne.

4. Ioan Lewis, *Understanding Somalia and Somaliland*, New York, Columbia University Press, 2008, p. 38-41.

Parallèlement, le régime promeut un nationalisme pansomalien qui n'est pas sans causer des rapports conflictuels avec les États voisins, en particulier avec l'Éthiopie et le Kenya, qui possèdent tous deux sur leurs territoires d'importantes minorités somaliennes. L'Éthiopie constitue en particulier un repoussoir pour le nationalisme du régime Barre. Au centre de la discorde se trouve la question territoriale de la région Ogaden, zone frontalière entre la Somalie et l'Éthiopie. Occupée majoritairement par des populations d'ascendance somalienne<sup>5</sup>, l'Ogaden représente par ailleurs la deuxième région la plus importante d'Éthiopie. À ce titre, elle concentre à la fois l'attention des autorités éthiopiennes désireuses de ne pas voir remettre en cause leur souveraineté sur cet espace territorial, mais également celle des nationalistes somaliens défenseurs d'une « Grande Somalie » réunissant l'ensemble des populations somaliennes de la Corne de l'Afrique. À la fin de l'année 1963, une insurrection provoquée par les nationalistes somaliens dans la région Ogaden donne lieu à un affrontement ouvert entre l'armée éthiopienne et les forces somaliennes<sup>6</sup>. En 1977, un nouveau conflit éclate entre la Somalie et l'Éthiopie au sujet de cette même région Ogaden. L'URSS effectue alors un spectaculaire renversement d'alliance en apportant son aide à l'Éthiopie. Craignant une trop grande influence soviétique dans la région, les États-Unis apportent de leur côté une aide humanitaire et militaire au régime Barre, n'empêchant cependant pas la défaite du camp somalien. Alors que le président Siad Barre connaissait jusqu'ici une popularité indiscutable, le revers subi au cours du conflit armé contre l'Éthiopie ainsi que l'arrivée massive de réfugiés somaliens en provenance de l'Ogaden marquent la faillite d'un régime ayant largement construit sa légitimité sur les attributs du nationalisme pansomalien.

Dans le contexte de cet échec, on assiste progressivement à une réactivation des identités claniques au sein de la société somalienne, ainsi qu'à l'émergence de nouvelles plateformes de contestation se situant aux frontières du champ politique et du champ religieux<sup>7</sup>. Étroitement contrôlé par le régime en vertu des principes du socialisme scientifique, l'espace

---

5. Selon les estimations officielles, plus de quatre millions d'Éthiopiens d'ascendance somalienne vivraient actuellement dans la région Ogaden.

6. Marc Fontrier, « La crise de 1963-1964 en Ogaden », *Annales d'Éthiopie*, vol. 20, n° 20, 2004, p. 181-194.

7. Dustin Dehéz et Gebewold Belachew, « When things fall apart – Conflict dynamics and an order beside the State in postcollapse Somalia », *African Security*, vol. 3, n° 1, janvier 2010, p. 5.

religieux somalien<sup>8</sup> n'échappe cependant pas au cours de la décennie 1980 à l'émergence d'une forme d'islam politique déjà en pleine effervescence dans le reste du monde arabe. Le pays connaît tour à tour l'influence de plusieurs mouvements islamistes selon une diversité comparable à celle observée au Moyen-Orient. Se développent parallèlement des mouvements politiques (réformateurs), missionnaires (quiétistes) et militants (sociorévolutionnaires)<sup>9</sup>. Initialement, ce sont les organisations inspirées du modèle ikhwaniste<sup>10</sup> égyptien qui s'établissent les premières en Somalie : Waxda al-Shabaab al-Islaami et Jama'at al-Ahl al-Islaami, aussi connu sous le nom du mouvement al-Ahli. Dans le même temps, le panislamisme pétrolier de l'Arabie saoudite facilite la fondation de plusieurs centres wahhabites dans le pays, majoritairement portés par des groupes salafistes missionnaires tels que al-Jama'a al-Islamiyya. Si ces confréries sont au départ apolitiques, se concentrant avant tout sur une activité prosélyte – *da'wa salafiya* –, elles connaissent un réel succès populaire, notamment grâce à leurs missions de charité, à leur rôle éducatif et aux diverses possibilités de promotion sociale qu'elles offrent aux milieux populaires<sup>11</sup>.

Alors qu'au milieu des années 1980, l'immense majorité des mouvements islamistes somaliens apparaissent réformateurs, voire progressistes, un mouvement d'inspiration néofondamentaliste commence à attirer l'attention des observateurs, tant pour sa popularité auprès des étudiants et des membres du corps universitaire que pour les accents radicaux de son discours. À l'instar des Frères musulmans égyptiens, al-Itihaad al-Islaami (AIAI) prône un discours où l'islam ne doit pas être séparé de ses conditions politiques d'existence et offre à de nombreux opposants somaliens une plateforme de contestation face à l'impopularité croissante du régime de Siad Barre. À partir de 1991, la chute du pouvoir central ne fait qu'accélérer le processus de radicalisation de ce mouvement islamiste, qui se

8. Historiquement, l'islam somalien est majoritairement soufi et par conséquent très largement d'ordre apolitique. Si l'organisation traditionnelle des ordres soufis a pu jouer un rôle dans la lutte anticoloniale, il faut néanmoins attendre les années 1970-1980 pour assister à l'émergence d'un islam politique en Somalie. Roland Marchal, « Islamic political dynamics in the Somali civil war », dans Alex de Waal (dir.), *Islamism and its Enemies in the Horn of Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 2004, p. 114-145.

9. Le terme « islamisme » est ici entendu comme un synonyme d'activisme islamiste. Il renvoie à trois formes possibles d'activisme : soit une dimension « réformiste » impliquant la promotion politique de lois, de prescriptions ou de régulations publiques pouvant être qualifiées d'islamiques ; une dimension « quiétiste » impliquant un missionariat apolitique et strictement religieux ; et finalement une dimension « sociorévolutionnaire » théorisant le renversement d'un pouvoir politique en place au profit de la mise en place d'une théocratie islamique. À noter que ces trois formes d'activisme islamiste renvoient à des idéaux-types qui ne doivent pas nécessairement être compris comme mutuellement exclusifs, mais potentiellement coexistants.

10. Le terme « ikhwaniste » (ou « frère ») renvoie ici au modèle des Frères musulmans égyptiens.

11. International Crisis Group, « Somalia's Islamists », *Africa Report*, n° 100, 12 décembre 2005, p. 3.

retrouve pris dans la complexité des affrontements intrasomaliens. Dans un contexte d'insécurité totale engendrée par la guerre civile, AIAI se définit désormais comme un « front pour la prédication et le jihad » – *da'wa wa'l jihad* – conscient que sa mission religieuse comme la survie de ses membres sont largement dépendantes d'un recours aux armes. Avec l'intégration de plusieurs « vétérans afghans » ayant participé au jihad antisoviétique, AIAI évolue très rapidement d'une prédication religieuse vers une stratégie de lutte armée<sup>12</sup>. En s'appropriant la doctrine néosalafite pour la transformer en une théologie révolutionnaire, les dirigeants d'AIAI tentent de profiter des opportunités offertes par la guerre civile dans le pays pour asseoir leur contrôle sur plusieurs zones géographiques. Recrutant parmi la jeunesse urbaine semi-éduquée, le mouvement est alors l'un des seuls groupes islamistes somaliens à prétendre articuler une véritable stratégie nationale intégrant au passage la question sensible de l'Ogaden<sup>13</sup>.

Le soutien de la part de la population demeure néanmoins extrêmement limité en raison d'une suspicion persistante à l'égard de l'islam politique, et ce, dans un contexte somalien qui continue à être marqué par le poids des structures claniques et la domination d'un islam soufi. Marginalisé politiquement par des factions nationalistes bien plus puissantes, comme le Congrès de la Somalie unifiée (CSU) ou le Front démocratique somalien du salut (FDSS), AIAI se trouve rapidement confiné dans un espace géographique relativement restreint – la région de Gedo –, proche de la frontière éthiopienne. Toutefois, loin d'abandonner son positionnement révolutionnaire, AIAI incarne durablement l'avant-garde d'un islamisme somalien enraciné dans une tendance ethnonationaliste prônant à la fois l'instauration d'un État islamique en Somalie et la défense irrédentiste des minorités musulmanes en Ogaden. Dans les faits, les objectifs politiques du mouvement demeurent étroitement locaux, s'opposant du même coup à l'agenda émergent d'un « jihad à vocation globale » incarné par la mouvance al-Qaïda.

12. *Ibid.*, p. 4.

13. Roland Marchal, « Islamic political dynamics in the Somali civil war », *op. cit.*, p. 125.

## CONCURRENCE DES AGENDAS IDÉOLOGIQUES : AL-QAIDA ENTRE TENTATION SOMALIENNE ET « CHOC DES CULTURES »

Alors que l'année 1991 marque la chute du régime Barre en Somalie<sup>14</sup>, elle symbolise aussi au niveau international l'implosion définitive de l'URSS. Pour les vétérans du jihad antisoviétique, le temps est venu d'exalter le mythe des « combattants arabes » victorieux en Afghanistan. Ivres de cette illusion stratégique, les dirigeants d'al-Qaida ne peuvent renoncer à étendre leur jihad au-delà de sa matrice afghane<sup>15</sup>. Exilé au Soudan à partir de décembre 1991, Oussama ben Laden profite de l'accueil généreux planifié par Hassan al-Tourabi, éminence de la dictature soudanaise, pour renforcer ses liens avec les différentes composantes de la galaxie islamiste. De fait, la Somalie, pays quasi exclusivement musulman en proie à un début de guerre civile, fait l'objet d'un intérêt croissant de la part des dirigeants d'al-Qaida. C'est finalement l'intervention humanitaire américaine dans la guerre civile somalienne (1992) qui stimule l'intérêt porté par les militants jihadistes à la Corne de l'Afrique<sup>16</sup>. En effet, cet événement fournit une justification pour se lancer dans un véritable affrontement avec la superpuissance américaine. Affecté par la présence des troupes américaines sur le sol saoudien « terre des deux Saintes Mosquées », conséquence directe du déclenchement de la guerre du Golfe une année auparavant, Oussama ben Laden voit en effet dans l'intervention *Restore Hope* une nouvelle manifestation de la politique impérialiste des États-Unis dans le monde musulman. À cela s'ajoute la menace plus directe que fait peser l'intervention américaine sur le proche sanctuaire soudanais d'al-Qaida<sup>17</sup>.

Fin janvier 1993, Oussama ben Laden ordonne une série de missions exploratoires en Somalie, au Kenya et dans la région Ogaden. Sous la tutelle de l'égyptien Mohammed Atef (aussi connu sous le nom d'Abu Hafs al-Masri), une dizaine de militants jihadistes ont pour mission d'y implanter

14. À noter que le Somaliland déclare son indépendance en mai 1991. Cette entité politique située au nord du territoire somalien n'est toutefois pas reconnue comme un État autonome et souverain par la communauté internationale.

15. Dans ce chapitre, le terme *jihadisme* est utilisé dans son sens le plus restreint d'un militantisme islamiste violent, plaçant au centre de sa construction idéologique la notion de *jihad* entendue comme une lutte armée nécessaire. Cette construction idéologique peut être divisée entre une interprétation classique du jihad telle que théorisée par des penseurs comme Ibn Taymiyya ou Sayyid Qutb, et une interprétation globalisante comme celle effectuée par le penseur Abdallah Azzam et les fondateurs d'al-Qaida.

16. Au début des années 1990, les Nations Unies autorisent successivement trois interventions humanitaires sur le territoire somalien : UNOSOM (avril 1992-mars 1993), UNITAF (mars 1993-mars 1994) et UNOSOM II (mars 1993-mars 1995).

17. Lawrence Wright, *The Looming Tower : Al-Qaeda and the road to 9/11*, New York, Vintage Books, 2007, p. 193.

des camps d'entraînement similaires à ceux du jihad antisoviétique en Afghanistan. Ces derniers souhaitent par ailleurs apporter un soutien opérationnel aux combattants d'AIAI entrés en lutte contre l'Éthiopie dans la région Ogaden. Si, dans un premier temps, les membres détachés d'al-Qaida sont en mesure d'établir trois camps d'entraînement sous la protection d'AIAI – à Luuq, à Bussaso ainsi que dans la zone frontalière avec l'Éthiopie –, leurs dix mois de présence en Somalie ne sont au final qu'une succession d'échecs<sup>18</sup>. Aux prises avec une série de problèmes logistiques et sécuritaires – vols, embuscades ou *rackets* de la part de clans hostiles –, Mohammed Atef doit en plus faire face à la loyauté fluctuante de ses alliés islamistes, souvent bien plus réceptifs à une lutte contre l'ennemi voisin qu'est l'Éthiopie qu'aux sirènes du jihad global. En effet, pour les combattants d'AIAI, l'imaginaire révolutionnaire du jihad est avant tout de nature irrédentiste et ethnonationaliste, et non déraciné dans une téléologie globalisante telle que celle qui est prônée par al-Qaida<sup>19</sup>. Les actions de guérilla, qu'elles soient entreprises sur le territoire somalien ou à l'encontre de l'ennemi éthiopien, s'inscrivent avant tout dans une perspective géopolitique limitée. Au fil des mois, cette concurrence des agendas idéologiques ne cesse de s'accroître entre al-Qaida et les dirigeants d'AIAI, et ce, d'autant plus que ceux-ci sont par ailleurs divisés à l'interne entre un groupe opérant en territoire somalien et un autre en territoire éthiopien.

Sur le terrain, les membres d'al-Qaida se heurtent à la prégnance du système clanique, mais plus encore à l'imaginaire nationaliste exacerbé des milices somaliennes<sup>20</sup>. L'élitisme très internationaliste d'al-Qaida entre directement en confrontation avec les pratiques locales de la société somalienne, en particulier l'affiliation clanique, qui demeure un référent identitaire de base dans la société somalienne<sup>21</sup>. Plusieurs documents témoignent notamment de l'exaspération des responsables d'al-Qaida face

18. Harmony Project, *Sayf al-Islam. The Ogaden File*, AFGP-2002-600104, Combating Terrorism Center at West Point, 2007.

19. Lors d'une rencontre avec Hassan Dahir Aweys, chef militaire d'AIAI, les membres d'al-Qaida réaffirment leur soutien au groupe combattant somalien en posant pour condition un appui réciproque dans la lutte contre « l'ennemi lointain » américain. Ne voulant ni perdre son indépendance, ni se voir dicter des choix stratégiques par al-Qaida, Hassan Dahir Aweys répond qu'il « ne s'agit pas d'un moment opportun pour mener le jihad » et qu'al-Qaida serait plus avisée « de négocier politiquement avec les États-Unis ». Harmony Project, *Situation Report from Somalia*, AFGP-2002-600110, Combating Terrorism Center at West Point, 2007.

20. Témoignage de Jamal Ahmed Mohamed al-Fadl décrivant un rapport émanant de Mohammed Atef à son retour de Somalie. Procès *USA vs Osama bin Laden*, jour 4, 13 février 2001.

21. Ken Menkhaus et Jacob N. Shapiro, « Non-state actors and failed states : Lessons from al-Qa'ida's experiences in the horn of Africa », dans Anne L. Clunan et Harold A. Trinkunas (dir.), *Ungoverned Spaces : Alternatives to State Authority in an Era of Softened Sovereignty*, Stanford, Stanford University Press, 2010, p. 88.

aux mécanismes claniques de décision, dispositifs sociaux qui font majoritairement place à la concertation, au consensus et à l'inclusion du plus grand nombre. Pour une organisation terroriste misant avant tout sur la flexibilité et le secret, ces pratiques constituent davantage des obstacles que des atouts pour pouvoir s'implanter durablement sur le terrain<sup>22</sup>. Si l'argent d'al-Qaida permet d'acheter quelques loyautés à court terme, l'idéologie globalisante du groupe se heurte toutefois à des structures sociales trop profondément ancrées dans les mœurs pour prétendre être fondamentalement transformées<sup>23</sup>. Face au manque de stabilité politique, al-Qaida n'est ainsi pas en mesure de fournir des compensations suffisantes pour maintenir des alliances durables. Dans les faits, la population somalienne, loin d'adhérer à l'imaginaire d'un « jihad déterritorialisé », n'offre qu'un maigre vivier de recrutement très loin des espérances initiales portées par Oussama ben Laden et son organisation<sup>24</sup>.

Marginalisée dans la guerre civile somalienne, al-Qaida tente par tous les moyens d'inscrire chaque événement dans sa propre mythologie jihadiste. En octobre 1993, une opération militaire visant à capturer plusieurs membres du clan Habr Gidr<sup>25</sup> tourne au fiasco pour l'état-major américain. Deux hélicoptères Black Hawk sont abattus en plein Mogadiscio par les milices du général Mohamed Farrah Aidid. L'opération visant à récupérer des soldats blessés se solde par un lourd bilan de 19 morts pour le contingent des États-Unis, provoquant une véritable onde de choc dans l'opinion publique américaine<sup>26</sup>. Cet événement va fournir à al-Qaida l'occasion de revendiquer une nouvelle victoire contre les États-Unis, alors même que son rôle dans l'opération a été négligeable, voire inexistant<sup>27</sup>. À la fin de l'année 1993, Mohammed Atef se voit finalement obligé de fermer plusieurs camps en raison du coût financier trop important que ceux-ci font peser sur l'organisation d'Oussama ben Laden.

22. Harmony Project, *Abu Belal's Report on Jihad in Somalia*, AFGP-2002-800640, Combating Terrorism Center at West Point, 2007.

23. Harmony Project, *Al-Qaida's (Mis)Adventures in the Horn of Africa*, Combating Terrorism Center at West Point, 2007, p. 22.

24. À noter qu'aucun ressortissant somalien n'apparaît dans les structures dirigeantes d'al-Qaida, et qu'il faut attendre 2003 pour qu'un national soit impliqué dans une tentative d'attentat terroriste – contre l'ambassade américaine à Nairobi – en dehors du territoire somalien. Ken Menkhaus, *Somalia: State Collapse and the Threat of Terrorism*, Adelphi series, New York, Routledge, 2004, p. 65.

25. Le clan Habr Gidr sous la direction du chef de guerre Mohamed Farrah Aidid constitue à l'époque l'un des clans somaliens les plus larges, mais aussi les plus puissants du pays.

26. Mark Bowden, *Black Hawk Down: A story of Modern War*, New York, Penguin Books, 2000.

27. Ken Menkhaus, « Terrorist activities in ungoverned spaces: Evidence and observations from the Horn of Africa », *Brenthurst Foundation's Southern Africa and International Terrorism Workshop*, Tswalu, Afrique du Sud, janvier 2007. Consulter également Lawrence Wright, *The Looming Tower*, op. cit., p. 214-215.

Al-Qaïda abandonne peu à peu sa stratégie somalienne et réoriente ses activités clandestines à l'extérieur du pays, principalement autour d'une série de missions logistiques au Kenya. C'est dans ces espaces géographiques qu'al-Qaïda poursuit plus librement ses activités, sous l'œil parfois complaisant des services de sécurité kenyans ; ces derniers n'empêchent ainsi pas la planification d'un double attentat qui prend pour cible les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et de Dar es Salam (Tanzanie) en août 1998<sup>28</sup>. Avec l'arrivée au pouvoir des talibans en septembre 1996, al-Qaïda regagne sa matrice afghano-pakistanaise, sans néanmoins totalement abandonner l'option somalienne<sup>29</sup>.

En Somalie comme en Afghanistan, al-Qaïda n'est au final qu'un élément négligeable de l'équation, puisque l'organisation terroriste s'avère largement incapable de mobiliser les ressources financières, relationnelles et symboliques nécessaires à une pénétration des configurations locales<sup>30</sup>. Face à la concurrence d'un islamisme de type ethnonationaliste, de loyautés fluctuantes et de logiques tribales qui lui échappent, l'organisation d'Oussama ben Laden abandonne partiellement le terrain à des initiatives plus individuelles. Sa capacité à revendiquer un rôle dans le conflit somalien lui permet toutefois de perpétuer un imaginaire collectif du jihad auprès des combattants volontaires du monde arabe. Alors qu'au milieu des années 1990, AIAI poursuit inlassablement sa lutte contre l'Éthiopie en orchestrant une série d'attentats<sup>31</sup>, la Somalie n'est déjà plus vraiment une terre de prédilection pour al-Qaïda. Le pays demeure néanmoins une zone d'attrait importante pour plusieurs figures originaires de la péninsule arabique, toutes désireuses de participer individuellement au jihad somalien<sup>32</sup>. Sur place, les combattants volontaires font face, tout comme al-Qaïda, à un « choc des cultures », et déchantent rapidement en constatant la dimension locale et l'amateurisme du combat mené par AIAI<sup>33</sup>. En

28. Lawrence Wright, *The Looming Tower*, *op. cit.*, p. 214-215.

29. Nasser al-Bahri, *Dans l'ombre de Ben Laden*, Paris, Michel Lafont, 2010, p. 208-217.

30. Selon une estimation de Peter Bergen établie à partir du témoignage d'Abdullah Anas, ancien membre du Bureau des Services, les combattants arabes représentaient moins de 0,5% des forces antisoviétiques au cours de la guerre d'Afghanistan (1979-1989). Harmony Project, *Bombers, Bank Accounts and Bleed Out. Al-Qaeda's routes in and out of Iraq*, Combating Terrorism Center at West Point, 2008, p. 99.

31. International Crisis Group, « Somalia's Islamists », *op. cit.*, p. 9.

32. Thomas Hegghammer, *Jihad in Saudi Arabia : Violence and Pan-Islamism since 1979*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 53-54.

33. Le témoignage de Nasser al-Bahri, ancien garde du corps de Ben Laden, éclaire particulièrement cet aspect : « À mon arrivée en Somalie, je suis acheminé dans un camp militaire à bord d'un Land Cruiser [...] Mais rapidement je découvre que les islamistes somaliens ont menti : il n'y a pas de véritable jihad. Pour prouver qu'ils font bien la guerre aux Éthiopiens, ils me montrent un stock d'armes dérobées à l'ennemi. Mais il n'y a que trois pauvres missiles », dans Nasser al-Bahri, *Dans l'ombre de Ben Laden*, *op. cit.*, p. 59.

effet, l'insurrection dans la région Ogaden constitue davantage une alliance de circonstance entre leaders islamistes et chefs tribaux – chacun légitimant l'autre, tout en protégeant ses propres intérêts – qu'un véritable mouvement de lutte d'inspiration jihadiste. Piégés dans les enjeux politiques locaux qui s'apparentent davantage à un « jihad de l'argent<sup>34</sup> » qu'à un « jihad de l'épée », de nombreux combattants rebroussement chemin ou finissent par être emprisonnés par les autorités éthiopiennes<sup>35</sup>.

Échappant à la tentative de récupération d'al-Qaïda, AIAI doit faire face durant l'année 1996 à une série d'opérations militaires éthiopiennes. Fructueuses, elles parviennent à mettre en déroute le groupe islamiste qui, en dépit d'une tentative de (re)labellisation sous le nom d'al-I'tisaam, n'en finit plus de se dissoudre dans les méandres des dynamiques politiques locales. À l'exception de quelques figures, notamment Hassan Dahir Aweys, chef militaire de l'organisation et responsable d'attentats terroristes dans les villes d'Addis-Abeba et de Dire Dawa en 1995, la majorité des membres d'AIAI abandonne progressivement l'agenda socio-révolutionnaire de l'organisation – et par conséquent les stratégies de recours à la violence qui s'y rattachent – au profit d'une reconquête de l'espace politique somalien. Ainsi, nombreux sont les anciens dirigeants d'AIAI qui s'affichent désormais sur la scène publique – en particulier au sein du système des tribunaux islamiques qui émergent à la même époque – en tant que chefs religieux, juges, ou même hommes d'affaires<sup>36</sup>. Sans fondamentalement disparaître, le caractère socio-révolutionnaire du mouvement islamiste AIAI se trouve réduit à quelques figures – notamment Hassan Dahir Aweys et Hassan Turki – incapables de mobiliser durablement des franges importantes de la société somalienne. Dans la foulée, plusieurs figures d'AIAI – Ahmed Abdi Godane, Aden Hashi Ayro, Ibrahim Jaji Jama Mi'ad – voyagent en direction de l'Afghanistan afin de rejoindre les camps d'entraînement militaire qu'al-Qaïda et d'autres factions jihadistes ont mis en place depuis la fin de l'année 1996<sup>37</sup>.

34. *Ibid.*, p. 57-62.

35. Le jihadiste saoudien Abdel Aziz al-Mouqrin, futur chef d'al-Qaïda pour la péninsule arabique (al-QaïdaPA), est notamment arrêté par les autorités éthiopiennes dans l'Ogaden. Jean-Pierre Filiu, *Les neuf vies d'al-Qaïda*, Paris, Fayard, 2009, p. 140-141.

36. International Crisis Group, « Somalia's Islamists », *op. cit.*, p. 11.

37. Nathan Mugisha, « The way forward in Somalia », *The RUSI Journal*, vol. 156, n° 3, juin-juillet 2011, p. 29.

## MUTATION DES DYNAMIQUES SOMALIENNES : DE LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME » À L'UNION DES TRIBUNAUX ISLAMIQUES (UTI)

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, ce sont les interventions successives d'acteurs extérieurs – en particulier l'Éthiopie et les États-Unis – qui conduisent à la recomposition des dynamiques conflictuelles somaliennes, entraînant du même coup de nouveaux rapports de force entre acteurs locaux. La Somalie, jusqu'ici très largement périphérique dans l'agenda politique des États-Unis, redevient une priorité majeure pour l'administration de George W. Bush<sup>38</sup>. Pour Washington, la tâche la plus urgente devient non seulement de neutraliser les dirigeants d'al-Qaïda qui ont pu être localisés en Afghanistan, mais, parallèlement, d'endiguer toute relocalisation possible de l'organisation terroriste qui pourrait advenir avec la complicité de mouvements islamistes locaux. Le Pakistan, le Yémen et la Somalie font très rapidement l'objet d'une attention poussée de la part des autorités américaines. Dès le 24 septembre 2001, un ordre exécutif signé par le président Bush bloque les actifs de plusieurs organisations islamistes suspectées de terrorisme en Somalie ; la défunte organisation AIAI et son leader Hassan Dahir Aweys figurent notamment sur cette liste<sup>39</sup>. Le 7 novembre, les comptes de la plus grosse compagnie somalienne – al-Barakaat – sont gelés et plusieurs membres sont arrêtés sous présomption que cette société constituerait un canal de financement pour les opérations d'al-Qaïda en Afrique de l'Est<sup>40</sup>.

Présentée comme un pays failli sans aucune autorité gouvernementale à même d'assurer un contrôle minimum sur son territoire – désigné en anglais sous le terme de « *failed state* » –, la Somalie attise l'inquiétude des autorités américaines. Déjà engagés militairement en Afghanistan, les États-Unis ne veulent cependant pas réitérer le fiasco de 1993 avec un nouveau déploiement terrestre de leurs forces. Bien que s'inscrivant dans une logique militaire, le gouvernement américain opte pour une approche mesurée construite autour d'un contre-terrorisme de *containment* et matérialisée par la création du Combined Joint Task Force – Horn of Africa (CJTF-HoA). Ce commandement militaire a pour mission de surveiller les côtes somaliennes, ainsi que d'empêcher toute infiltration de groupes terroristes en territoire somalien. À la fin de l'année 2003, les vols de

38. Ed Vulliamy, Jason Burke et Paul Harris, « US targets Somalia in hunt for al-Qaeda », *The Guardian*, 9 décembre 2001.

39. « Executive order 13224 blocking terrorist property and a summary of the terrorism sanctions regulations », *U.S. Department of Treasury – Office of Foreign Assets Control*, 24 septembre 2001.

40. Roland Marchal, « Islamic political dynamics in the Somali civil war », *op. cit.*, p. 114-115.

reconnaissance au-dessus du territoire somalien sont réduits en l'absence de toute preuve que la Somalie constituerait un « sanctuaire terroriste » pour l'entreprise al-Qaida. De manière parallèle, al-Barakaat est retirée par les autorités américaines de la liste noire des entités terroristes, qui n'ont pu établir un lien de financement entre cette compagnie et l'organisation d'Oussama ben Laden.

Maintenant une vigilance sur la crise somalienne, la communauté internationale tente dans le même temps d'achever une réconciliation politique durable entre les multiples factions locales. À la fin de l'année 2004, la conférence organisée à Nairobi aboutit à un accord politique et conduit à la mise en place d'un gouvernement fédéral de transition (GFT) pour une période provisoire de cinq ans. Destinée à pallier l'absence de tout pouvoir central en Somalie, la création du GFT dirigé par le nouveau président proéthiopien Abdullahi Yusuf Ahmed ne fait cependant qu'amplifier le sentiment de manipulation qui règne dans la population somalienne<sup>41</sup>. Incapable d'opérer depuis Mogadiscio, le GFT demeure en exil pendant plus de deux années sans jamais parvenir à imposer une forme de contrôle minimum sur le pays. Perçu par l'Érythrée comme un serviteur des intérêts éthiopiens en Somalie, le GFT n'est en réalité qu'un gouvernement mort-né. Très rapidement, les membres du cabinet se divisent sans être en mesure de juguler l'insécurité qui croît à Mogadiscio avec l'apparition de véritables bandes délinquantes et d'une industrie florissante du kidnapping<sup>42</sup>.

Si les États-Unis optent initialement avec succès pour un contre-terrorisme de *containment*, l'année 2006 marque une rupture stratégique, avec la création de l'Alliance pour la restauration de la paix et contre le terrorisme (ARPCT). Bien décidés à mener une guerre de l'ombre contre plusieurs figures terroristes d'al-Qaida prétendument actives en Somalie, les services américains tentent d'éviter par tous les moyens ce qui pourrait apparaître comme une implication directe en territoire somalien. Le gouvernement américain décide finalement d'octroyer par l'intermédiaire de la CIA un généreux financement à des chefs de guerre de Mogadiscio, ces derniers ayant pour mission d'enlever ou d'assassiner plusieurs figures

41. Ken Menkhaus, « Somalia: What went wrong? », *The RUSI Journal*, vol. 154, n° 4, août 2009, p. 7.

42. Roland Marchal, « Somalie : un nouveau front antiterroriste? », *Les Études du CERI*, n° 135, juin 2007, p. 7.

jihadistes connues des services de renseignements des États-Unis<sup>43</sup>. Sous couvert de lutte antiterroriste, l'ARPCT ne s'embarrasse ni des structures de pouvoir locales ni d'un GFT dysfonctionnel. Les chefs de guerre locaux pratiquent ainsi enlèvements et assassinats non seulement à l'encontre des figures terroristes ciblées par les États-Unis, mais aussi pour leur propre compte en vue de tirer un confortable bénéfice du contrôle des activités commerciales s'exerçant dans la capitale somalienne. Le regain de violence indiscriminée qu'engendre l'implication d'acteurs extérieurs dans les affaires somaliennes contribue par conséquent à venir déstabiliser et reconfigurer à plusieurs reprises les dynamiques politiques locales.

Pour les militants islamistes marginalisés du processus de réconciliation de Nairobi, l'ARPCT apparaît comme une menace supplémentaire à leurs intérêts, et ce, dans un contexte où la rhétorique du président Abdullahi Yusuf s'avère déjà très clairement anti-islamiste. À la périphérie d'une dispute intraclanique, une guerre éclair éclate en février 2006 entre les chefs de guerre de l'ARPCT et plusieurs milices des tribunaux islamiques en place dans la capitale<sup>44</sup>. S'opposant à l'alliance des chefs de guerre soutenue par les États-Unis, qui s'avère très largement perçue comme un vecteur d'insécurité, les tribunaux islamiques de Mogadiscio exploitent le sentiment anti-américain de la population. Ils finissent par mobiliser leurs forces au sein d'une coalition victorieuse qui prend le nom d'Union des tribunaux islamiques (UTI). De fait, la victoire momentanée de l'UTI couronne l'achèvement d'un mouvement islamiste en partie dépouillé de son caractère sociorévolutionnaire et qui, à ce titre, en vient progressivement à être identifié comme un élément d'arbitrage des rivalités entre acteurs locaux.

Historiquement, il faut remonter à l'année 1994 pour trouver les traces d'une première expérimentation des tribunaux islamiques en Somalie, d'abord dans la zone nord de Mogadiscio, puis dans plusieurs secteurs du sud du pays<sup>45</sup>. Dans le contexte somalien, ils répondent avant tout au chaos hérité de la chute brutale du régime de Siad Barre. Sans être dogmatiques dans leur application de la loi islamique – *shari'a* –, les tribunaux islamiques visent en réalité à pallier l'effondrement des

43. Suspectées d'avoir trouvé refuge à Mogadiscio, les principales cibles de ces enlèvements sont trois jihadistes étrangers, membres d'al-Qaïda et impliqués dans les attentats de 1998 à Nairobi et Dar es Salam : Abu Taha al-Sudani (Soudanais), tué en novembre 2007, Salah Ali Salah (Kenyan), tué en septembre 2009, et Fazul Abdullah Muhammad (Comorien), tué en juin 2011. Andrew McGregor, *Who's Who in the Somali Insurgency – A Reference Guide*, Washington, D.C., The Jamestown Foundation, septembre 2009, p. 18.

44. Roland Marchal, « Somalie : un nouveau front antiterroriste ? », *op. cit.*, p. 9.

45. Cédric Barnes et Harun Hassan, « The rise and fall of Mogadishu's Islamic Courts », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 1, n° 2, juillet 2007, p. 152.

institutions et le vide juridique causé par la disparition de toute juridiction civile dans le pays<sup>46</sup>. Afin de mener à bien leur mission, ces tribunaux islamiques établissent un système conjoint de tribunaux religieux et de milices chargées de maintenir l'ordre sur un espace juridictionnel donné. Réunissant un ensemble de tribunaux islamiques créés au début des années 2000, l'UTI s'articule comme une plateforme politico-religieuse qui s'avère très rapidement capable de prendre l'ascendant sur les chefs de clans de l'ARPCT. Profitant de cette opportunité politique, les principaux dirigeants de l'UTI – Sheikh Sharif Sheikh Ahmed et Hassan Dahir Aweys – étendent dès le mois de juin 2006 leur contrôle à l'ensemble de Mogadiscio, puis au sud du pays, confinant par la même occasion le GFT dans la ville de Baïdoa, à plus de 250 kilomètres au nord-ouest de la capitale. Alors que la défaite de l'ARPCT constitue un revers pour la stratégie contre-terroriste des États-Unis, la prise de pouvoir de l'UTI ouvre une période de plus grande sécurité pour la population somalienne. Pour la première fois unis, les tribunaux islamiques parviennent à rétablir la sécurité dans les rues de Mogadiscio et mettent en place les prémices d'une nouvelle forme de médiation politique au niveau local<sup>47</sup>. Toutefois, la victoire-surprise de l'UTI ne peut faire oublier les pressions externes qui s'exercent sur cette structure, tout comme la concurrence des agendas idéologiques présents dans cette étrange coalition d'intérêts.

## ENNEMIS EXTERNES ET CLIVAGES INTERNES : L'IMPOSSIBLE PÉRENNITÉ DES TRIBUNAUX ISLAMIQVES

Pour le voisin éthiopien, l'irruption de l'UTI sur la scène somalienne est très vite assimilée à une menace à la sécurité, perspective étroitement associée au pouvoir de nuisance de son détesté concurrent régional, l'Érythrée. Engagées dans un conflit récurrent depuis leur séparation en 1993, l'Érythrée et l'Éthiopie constituent des vecteurs durables de déstabilisation dans la Corne de l'Afrique<sup>48</sup>. Alors que, depuis 1998, l'Érythrée mène une guerre par procuration en appuyant logiquement des groupes irrédentistes somaliens en Ogaden, elle apporte dès le printemps 2006 son soutien à l'UTI. Face à cette situation périlleuse, l'Éthiopie, principal appui du GFT d'Abdullahi Yusuf, ne peut s'empêcher de prêcher pour une

46. Ken Menkhaus, « State collapse in Somalia: Second thoughts », *Review of African Political Economy*, vol. 30, n° 97, 2003, p. 409.

47. Cédric Barnes et Harun Hassan, « The rise and fall of Mogadishu's islamic courts », *Journal of Easton African Studies*, vol. 1, n° 2, 2007, p.154.

48. Alain Gascon, « L'intervention éthiopienne en Somalie : la croix contre le croissant ? », *Outre-Terre*, vol. 3, n° 20, 2008, p. 447-463.

solution militaire destinée à empêcher toute prise de contrôle du territoire somalien par les tribunaux islamiques, et ce, d'autant plus que le gouvernement éthiopien agite auprès de sa propre opinion publique le spectre de la résurgence de la menace terroriste qui s'incarne par la présence au sein de l'UTI d'Hassan Dahir Aweys, ancien chef militaire d'AIAl. De leur côté, les États-Unis qualifient à tort l'UTI de nouveau « talibanistan africain », sans véritablement comprendre ou interroger le caractère hétéroclite de cette coalition islamiste.

Si l'Éthiopie constitue pour l'UTI l'ennemi externe par excellence, comme on le constate finalement avec le déclenchement en décembre 2006 d'une intervention militaire éthiopienne en territoire somalien, les tribunaux islamiques portent aussi en eux-mêmes les dynamiques de leur propre chute. En effet, l'UTI constitue un agencement extrêmement hétérogène de factions islamistes aux agendas idéologiques les plus divers. On retrouve ainsi côte à côte des personnalités religieuses issues des expérimentations historiques des tribunaux islamiques principalement intéressées à la sécurité, à la médiation politique et aux questions d'ordre social ; des islamistes à tendance sociorévolutionnaire, anciennes figures d'AIAl à la recherche d'une plateforme permettant d'actualiser leur militantisme ethnonationaliste ; des cheikhs d'Ahlu Sunna Wal Jama'a, un mouvement de défense des ordres soufis contre l'importation des pratiques wahhabites dans l'espace religieux somalien ; et finalement, des figures jihadistes minoritaires réunies dans l'embryon de branche armée que constitue le mouvement al-Shabaab – La Jeunesse<sup>49</sup>.

Fondée en 2004-2005, al-Shabaab forme à l'origine une branche milicienne chargée de maintenir l'ordre sur l'ensemble des territoires administrés par l'UTI. Composée initialement de 400 hommes, la faction armée qui se présente comme l'avant-garde de la résistance islamique – *al-muqawama al-islamiyya* – connaît une spectaculaire expansion à la suite de l'intervention militaire éthiopienne dans le pays. Cet événement lui permet en effet d'étendre son contingent à plus de 2000 hommes en armes<sup>50</sup>. D'abord sous commandement d'Hassan Dahir Aweys, al-Shabaab passe sous la direction de son jeune protégé Aden Hashi Ayro, combattant somalien formé en Afghanistan aux côtés d'al-Qaida et des talibans<sup>51</sup>. Proche d'importants responsables d'al-Qaida supposés actifs en territoire somalien<sup>52</sup>, Ayro installe al-Shabaab autour d'un curieux

49. Markus Virgil Hoehne, « Counter-terrorism in Somalia: How external interference helped to produce militant Islamism », *Crisis in the Horn of Africa*, SSRC, 17 décembre 2009, p. 11-12.

50. *Idem*.

51. Andrew McGregor, *Who's Who in the Somali Insurgency – A Reference Guide*, *op. cit.*, p. 11.

52. International Crisis Group, « Somalia's Islamists », *op. cit.*, p. 11.

triptyque composé de personnalités de l'UTI, d'anciens membres d'AIAI et de figures jihadistes étrangères. Imposant une forme de radicalisation au mouvement tant dans son discours que dans ses actes – notamment la profanation du cimetière italien de Mogadiscio et les mesures extrêmes de contrôle social imposées à la population : prohibition du qat, interdiction de pratiques sportives, etc.<sup>53</sup> –, Ayro, par l'impulsion qu'il donne au mouvement, conduit al-Shabaab à s'émanciper graduellement de la tutelle initiale de l'UTI.

À l'interne, l'arrivée de plusieurs dizaines de combattants étrangers insuffle incontestablement une dynamique de rupture avec l'UTI<sup>54</sup>. De fait, une lutte d'influence émerge au sein des tribunaux islamiques entre les factions les plus modérées et une frange plus radicale qui se refuse à toute compromission dans des négociations avec le GFT, l'Éthiopie et les puissances étrangères<sup>55</sup>. Pris dans une spirale de radicalité, al-Shabaab impose son discours d'un « jihad contre l'Éthiopie », qui lui permet au passage de soutenir les revendications irrédentistes en Ogaden. De fait, les tenants d'un agenda radical mettent habilement en forme une rhétorique et une violence extrémistes destinées à faire échouer toute tentative de conciliation internationale de la part des franges modérées de l'UTI. Sur le terrain, cette stratégie s'exprime notamment par la prise symbolique de la ville portuaire de Kismayo en septembre 2006, décision largement imputable à la faction militarisée d'al-Shabaab. Naïvement cautionné par les modérées de l'UTI, cet épisode finit d'accréditer aux yeux de la communauté internationale la thèse éthiopienne d'une montée en puissance des islamistes radicaux en Somalie<sup>56</sup>.

Au moment où les pourparlers échouent entre le GFT et l'UTI, la prise de Kismayo renvoie l'image négative d'un gouvernement somalien encerclé, impuissant et surtout incapable d'enrayer la montée en puissance d'une UTI dépassée par la complexité des revendications politiques qu'elle abrite<sup>57</sup>. Face à cette situation, l'Éthiopie parvient à convaincre les États-Unis qu'il est devenu nécessaire de procéder à une intervention militaire destinée à chasser du pouvoir l'UTI et à y ramener le gouvernement allié

53. Roland Marchal, « A tentative assessment of the Somali Harakat Al-Shabaab », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 3, n° 3, novembre 2009, p. 389.

54. Conseil de sécurité des Nations Unies, *Report of the Monitoring Group on Somalia pursuant to Security Council resolution 1853 (2008)*, S/2010/91, 10 mars 2010, p. 14.

55. Ken Menkhaus, « Somalia: What went wrong? », *op. cit.*, p. 7.

56. Roland Marchal, « Somalie : un nouveau front antiterroriste? », *op. cit.*, p. 11.

57. Markus Virgil Hoehne, « Counter-terrorism in Somalia : How external interference helped to produce militant Islamism », *op. cit.*, p. 17.

d'Abdullahi Yusuf<sup>58</sup>. Loin d'apporter une résolution à la crise somalienne, l'intervention de 20 000 troupes éthiopiennes en territoire somalien déclenche « l'hypothèse terroriste » qu'elle souhaitait initialement combattre. Alors que l'agenda radical d'al-Qaïda n'avait pu s'implanter durablement en Somalie au cours de la décennie 1990, l'organisation délaissant largement le pays au profit d'autres fronts du jihad, le déclenchement d'une insurrection en territoire somalien ouvre une véritable boîte de Pandore pour la mouvance jihadiste. Sur le terrain, l'insurrection ne fait que ramener une insécurité extrême pour les populations locales, et une série d'opérations secrètes menées par les forces américaines<sup>59</sup> radicalisent un peu plus une jeunesse dont l'imaginaire s'avère déjà très largement teinté d'antiaméricanisme. La combinaison d'une occupation militaire étrangère, d'un déploiement des troupes ougandaises et burundaises sous mandat de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM)<sup>60</sup> et d'un GFT politiquement discrédité compose dans les faits le cocktail explosif de l'insurrection somalienne.

#### ISLAMISME ETHNONATIONALISTE ET JIHADISME GLOBAL : « CAPTURER » À SON COMPTE L'INSURRECTION SOMALIENNE

Dans les mois qui suivent la chute de l'UTI, plusieurs protomilices se reforment graduellement à Mogadiscio et mènent une série d'attaques sanglantes contre le contingent militaire éthiopien. À l'automne 2007 est créée l'Alliance pour la relibération de la Somalie (ARS), groupe réunissant les ex-composantes islamistes les plus nationalistes et les moins extrémistes de l'UTI, ainsi qu'un bon nombre de représentants de la diaspora somalienne. Cette coalition hétéroclite vise avant tout à coordonner les actions de la résistance politique et militaire contre ce qui est perçu comme une occupation militaire intolérable de l'Éthiopie. Très vite, le mouvement se divise sur la participation ou non à de possibles négociations de paix. Au début de l'année 2008, l'ARS se fracture entre d'un côté l'ARS-Asmara dirigée par Sheikh Hassan Dahir Aweys, trop vite qualifiée par les observateurs internationaux de faction radicale, et de l'autre l'ARS-Djibouti dirigée par Sheikh Sharif Sheikh Ahmed, ex-leader

58. Ken Menkhaus, « Somalia: "They created a desert and called it peace (building)" », *Review of African Political Economy*, vol. 36, n° 120, 2009, p. 223-233.

59. Pauline Jelinek, « U.S. special forces in Somalia », *Washington Post*, 10 janvier 2007.

60. Sur les modalités d'engagement de l'AMISOM à la suite de la résolution 1744 du Conseil de sécurité des Nations Unies de février 2007, consulter Nathan Mugisha, « The way forward in Somalia », *The RUSI Journal*, vol. 156, n° 3, juin-juillet 2011, p. 27.

de l'UTI devenue la caution modérée de l'ARS<sup>61</sup>. Adoptant une grille de lecture extrêmement simpliste quant à la composition de l'insurrection somalienne en démarquant artificiellement extrémistes et modérés, la communauté internationale engage des pourparlers qui se limitent presque exclusivement aux alliés de Sheikh Sharif, marginalisant du même coup la faction d'Hassan Dahir Aweys. À la suite de l'élection du dirigeant de l'ARS-Djibouti Sheikh Sharif à la tête du nouveau GFT, Hassan Dahir Aweys crée en février 2009 une nouvelle plateforme insurrectionnelle : Hizbul Islam, le Parti islamique. Mis à l'écart des négociations politiques et incapable de reprendre la main sur al-Shabaab, ex-faction de l'UTI qui n'en finit plus de dériver vers un positionnement jihadiste, Aweys n'a d'autres options que de rassembler sous sa tutelle l'ensemble des composantes islamistes ethnonationalistes opposées au gouvernement de Sheikh Sharif : l'ARS-Asmara, Anoolé, Ras Kamboni et Jabhatul Islam<sup>62</sup>. Avec l'élection de l'ex-leader de l'UTI, les chefs islamistes estiment que les dividendes du processus de réconciliation ne sont pas à la hauteur de leurs espérances, et ce, d'autant plus qu'ils voient dans l'instauration du nouveau GFT une tentative supplémentaire de manipulation de la part des États-Unis et de l'Éthiopie visant à affaiblir les courants islamistes en Somalie. Pour beaucoup de dirigeants, l'insurrection offre en coulisse une occasion de réactualiser leur propre agenda politique. De fait, même si Hizbul Islam s'apparente à un cache-misère pour les ambitions déçues d'Hassan Dahir Aweys, le mouvement capture très rapidement une partie de l'insurrection antiéthiopienne autour d'une rhétorique qui marque la réactivation d'un islamisme révolutionnaire en Somalie. Aweys de retour à Mogadiscio en avril 2009, Hizbul Islam opte dès le mois suivant pour une stratégie de guérilla urbaine ciblant le nouveau GFT à travers une série d'attaques menées conjointement avec les factions armées d'al-Shabaab<sup>63</sup>.

Face à ces logiques insurrectionnelles, l'armée éthiopienne répond à son tour par une violence disproportionnée qui s'exerce bien souvent à l'encontre des civils. Très vite, la spirale insurrection-répression renforce la visibilité des groupes insurgés les plus radicaux, qui exploitent la situation à la faveur d'un agenda jihadiste. Contrôlant peu à peu le sud de la Somalie, puis plusieurs zones de la capitale Mogadiscio, le mouvement al-Shabaab est symboliquement renommé, sous la direction d'Ahmed

61. Roland Marchal, « Changing paradigm in Somalia », *Situation Report*, Institute for Security Studies, 14 décembre 2009, p. 3.

62. International Crisis Group, « Somalia's divided Islamists », *Africa Briefing*, n° 74, 18 mai 2010, p. 10-11.

63. *Idem*.

Abdi Godane (aussi connu sous le nom de Sheikh Abu Zubayr), Harakat al-Shabaab al-Mujahidin – le mouvement des combattants de la jeunesse. Ce changement de nom, qui vise à accentuer le référent idéologique jihadiste, est extrêmement représentatif de l'autonomisation progressive que connaît la faction armée d'al-Shabaab vis-à-vis d'une branche plus ethnonationaliste de l'insurrection incarnée par Hizbul Islam. Si la présence d'individus affiliés à al-Qaida – notamment Issa Osman Issa<sup>64</sup> et Sheikh Mukhtar Robow Abu Mansur<sup>65</sup> – dans les rangs d'al-Shabaab n'est pas fondamentalement étonnante dans le contexte flou ayant conduit à la constitution de l'UTI, l'intervention militaire éthiopienne facilite clairement l'attraction de nouveaux éléments jihadistes extérieurs au théâtre somalien. Alors que les dirigeants d'al-Shabaab procèdent à une purge discrète des éléments-cadres trop modérés idéologiquement, l'organisation connaît un afflux continu de plusieurs dizaines de combattants étrangers qui trouvent dans l'insurrection somalienne un nouveau terrain d'action<sup>66</sup>. En s'autonomisant des logiques plus ethnonationalistes de l'insurrection somalienne, al-Shabaab se rapproche au fur et à mesure de l'imaginaire idéologique d'al-Qaida, sans pour autant que ne s'opère à l'époque une fusion effective avec l'organisation d'Oussama ben Laden.

Pour al-Qaida, l'insurrection somalienne apparaît pourtant comme une occasion inespérée de reprendre la main sur l'imaginaire collectif du jihad. Marginalisée sur le théâtre irakien au cours de l'année 2007, trop timorée au Maghreb, reléguée aux confins de la péninsule arabique ou des zones tribales afghano-pakistanaïses et ébranlée dans ce qui constitue sa matrice idéologique<sup>67</sup>, al-Qaida n'a d'autre solution que de chercher de nouveaux horizons. Consécutivement à l'arrivée au pouvoir de l'UTI,

64. Commandant militaire d'al-Shabaab à Mogadiscio, Issa est un Kenyan d'origine somalienne, membre de la cellule d'al-Qaida responsable des attentats de 1998 à Nairobi et Dar es Salam ainsi que des attaques de 2002 contre les touristes israéliens présents à l'hôtel Paradise et contre l'avion de ligne de la compagnie Arkia. Andrew McGregor, *Who's Who in the Somali Insurgency – A Reference Guide*, *op. cit.*, p. 14.

65. Accusé par les États-Unis de fournir un soutien logistique à al-Qaida, Shaykh Mukhtar Robow Abu Mansur a combattu en Afghanistan au côté des talibans et d'al-Qaida au cours de la période 2001-2003. *Idem*.

66. Mohamed Sheikh Nor et Katharine Houreld, « Somali defector reveals foreigners' role in war », *The Washington Times*, 2 mars 2011 ; International Crisis Group, « Somalia's divided Islamists », *op. cit.*, p. 6-9.

67. En novembre 2007, la publication du *Document d'orientation pour l'activité jihadiste en Égypte et dans le monde* par Sayyid Imam al-Sharif, plus connu sous le nom de Dr Fadel, représente un désaveu majeur pour al-Qaida et ses méthodes. Ancien membre du jihad islamique égyptien (JIE) et fondateur des premiers camps d'entraînement destinés aux volontaires égyptiens lors du jihad antisoviétique, le Dr Fadel accuse al-Qaida non seulement d'avoir provoqué une situation désastreuse pour l'Afghanistan, mais plus encore de s'arroger une interprétation extensive et fautive de la notion de jihad.

Oussama ben Laden adresse dès juillet 2006 un message à « l'ensemble de la nation musulmane et plus particulièrement à ses frères, les moudjahidines d'Irak et de Somalie ». Il enjoint aux islamistes somaliens de ne pas négocier une trêve dans leur combat, désignant au passage le président du GFT Abdullahi Yusuf comme un « agent des puissances étrangères<sup>68</sup> ». Alors qu'une série d'efforts internationaux orchestrés par l'Union africaine et la Ligue arabe visent à établir un compromis politique, ben Laden appelle « chaque musulman de Somalie à rejeter toute tentative de conciliation<sup>69</sup> ». Très clairement, c'est l'intervention éthiopienne qui décuple l'intérêt d'al-Qaïda pour la situation en Somalie ; l'événement permet à ses dirigeants d'actualiser le narratif d'un « complot judéo-croisé » contre le monde musulman. Ben Laden et al-Zawahiri exploitent à merveille l'intervention de l'Éthiopie, pays perçu comme chrétien et épaulé par la « superpuissance américaine », sur un sol musulman. En appelant les Somaliens à mener le « jihad contre l'occupant éthiopien », les dirigeants d'al-Qaïda espèrent ainsi capturer à leur compte l'insurrection somalienne et du même coup revitaliser la centralité des pays d'Afrique de l'Est dans la mythologie de leur « jihad à vocation globale<sup>70</sup> ».

En quelques mois, la Somalie redevient l'objet de toutes les considérations de la part des principaux leaders d'al-Qaïda. Dès le mois de juin 2008, c'est tout d'abord Abu Yahya al-Libi qui publie en ligne une vidéo intitulée « Somalie : pas de paix sans islam<sup>71</sup> ». En février 2009, Ayman al-Zawahiri aborde la situation somalienne dans un message sans équivoque : « De Kaboul à Mogadiscio<sup>72</sup>. » Un mois plus tard, Oussama ben Laden interpelle à son tour les groupes somaliens, dans un enregistrement audio en les incitant à renverser le nouveau GFT de Sheikh Sharif Sheikh Ahmed<sup>73</sup>. Alors que l'intervention éthiopienne avait pour objectif initial de contrer la menace terroriste, elle ouvre paradoxalement une porte à al-Qaïda – et par extension à l'ensemble de la mouvance jihadiste – pour s'insérer dans les dynamiques du jeu insurrectionnel somalien.

68. Karen DeYoung, « Bin Laden tape urges insurgents to forgo talks », *Washington Post*, 2 juillet 2006.

69. *Idem*.

70. « Al Qaeda call for Somalia Jihad », *BBC News*, 5 janvier 2007.

71. Abu Yaha Al-Libi, « Somalie : pas de paix sans islam », *as-Sahab*, juin 2008.

72. Ayman al-Zawahiri, « De Kaboul à Mogadiscio », *as-Sahab*, février 2009.

73. Oussama ben Laden, « Combattez, champions de Somalie », *as-Sahab*, mars 2009.

## HIJBUL ISLAM ET AL-SHABAAB : PERSPECTIVES INSURRECTIONNELLES CONCURRENTES ET MÉTAMORPHOSES DE LA VIOLENCE POLITIQUE

Sur le terrain, plusieurs événements politiques contribuent à provoquer un repositionnement stratégique des différentes factions insurgées. Face à la mise en place d'un GFT dirigé par l'ex-leader de l'UTI Sheikh Sharif, puis au retrait des troupes éthiopiennes du pays, al-Shabaab comme Hizbul Islam ne peuvent plus se contenter de justifier leurs actions par une simple poursuite de l'insurrection antiéthiopienne ; ils doivent en conséquence réinventer leur finalité. De fait, même si les deux groupes partagent pour objectif le renversement du nouveau GFT, ils se distinguent peu à peu quant à leurs revendications, de même que dans les relations qu'ils entretiennent avec l'espace social somalien et dans les choix stratégiques qui en découlent en matière d'utilisation de la violence terroriste. Au fil des combats, ces deux mouvements finissent par s'inscrire dans des perspectives insurrectionnelles concurrentes.

Du côté d'Hizbul Islam, il apparaît évident qu'au-delà des tonalités d'un discours islamiste assumé par les dirigeants du mouvement, Hassan Dahir Aweys et Hassan Turki demeurent de fervents nationalistes somaliens qui font de la défense d'une « Grande Somalie » un objectif lié à leur agenda islamiste. Si Aweys appelle régulièrement à mener le jihad contre le GFT, il n'en oublie pas moins de se distancier des tentatives de récupération orchestrées par al-Qaida et al-Shabaab, pour mieux ancrer la raison d'être de son action insurrectionnelle dans un imaginaire ethno-nationaliste<sup>74</sup>. À l'inverse, al-Shabaab se repositionne en embrassant un positionnement idéologique beaucoup plus large, directement aligné sur l'imaginaire jihadiste globalisant d'al-Qaida. Dans leur discours, les membres d'al-Shabaab mettent en avant la création d'un califat islamique renvoyant aux frontières indéfinies de l'*oumma*, sans référence aucune à une quelconque forme d'entité nationale somalienne. Si Hizbul Islam demeure profondément local dans sa raison d'être, al-Shabaab dépasse très explicitement les frontières nationales de l'insurrection somalienne au profit d'une perspective jihadiste quasi exclusivement envisagée dans sa dimension mondialisée. Au mois de septembre 2009, al-Shabaab confirme cette option idéologique avec la diffusion d'une vidéo d'allégeance à Oussama ben Laden intitulée *À ton commandement, Oh Oussama*<sup>75</sup>. S'il

74. « Somalia : "We are different from Al Shabaab," says Hizbul Islam rebel chief », *Garowe Online*, 28 février 2010.

75. Harakat al-Shabaab al-Mudjahidin, *À ton commandement, Oh Oussama*, Forum al-Faloja, septembre 2009.

demeure difficile d'établir le degré de coordination pouvant exister entre al-Qaïda et les militants d'al-Shabaab, il n'en reste pas moins une stratégie d'imitation prompte à renforcer auprès du public visé l'imaginaire d'un jihad unifié entre ces deux mouvements. Deux mois plus tard, l'annonce de la création d'une brigade al-Quds – signifiant « Jérusalem » en arabe – constitue un pas supplémentaire dans la construction d'une posture idéologique presque uniquement tournée vers l'imaginaire global du courant jihadiste<sup>76</sup>. Alors que la question palestinienne demeure un motif d'indignation constant dans le monde arabo-musulman, al-Shabaab profite de l'émotion suscitée par l'intervention israélienne à Gaza et les tensions croissantes induites par le blocus israélien pour exploiter politiquement ces événements. Pour nombre d'observateurs, les éléments d'alignement idéologique entre al-Shabaab et al-Qaïda ne cessent de se multiplier durant l'année 2009<sup>77</sup>. Avec la création d'une branche médiatique officielle intitulée al-Kataïb – Le Bataillon<sup>78</sup> –, al-Shabaab entend se doter d'une structure médiatique similaire à celle que l'on retrouve au sein de la mouvance al-Qaïda<sup>79</sup>. Reprenant un modèle déjà établi par l'organisation, le groupe d'Ahmed Abdi Godane finit d'asseoir, dans un mimétisme soigné, son ambition de contrôler les ressorts de l'insurrection somalienne.

Au niveau local, cette évolution des perspectives insurrectionnelles ne peut se faire sans une prise en considération des dynamiques qui structurent l'espace social somalien. Alors que Hizbul Islam cherche à intégrer concrètement la dimension clanique dans un partage du pouvoir, la mouvance al-Shabaab s'oriente davantage vers une manipulation ou plus radicalement vers une opposition idéologique vis-à-vis des clans somaliens. Pour Hassan Dahir Aweys et Hassan Turki, qui bénéficient de très anciennes relations auprès des chefs claniques, l'ordre social somalien constitue moins un problème qu'un élément susceptible de soutenir leur

76. Harakat al-Shabaab al-Mudjahidin, « La formation de la Brigade al-Quds », *Sada al-Jihad*, novembre 2009.

77. En avril 2010, les membres d'al-Shabaab démontrent qu'ils ont intégré les mécanismes de « réciprocité symbolique » de la mouvance jihadiste en dédiant notamment une attaque perpétrée contre les forces de l'AMISOM à Abu Ayyub al-Masri (aussi connu sous son nom de guerre Abu Hamza al-Muhajir), le dirigeant d'al-Qaïda en Irak, et à Abu Umar al-Baghdadi, émir de l'État islamique d'Irak, tués tous les deux lors d'une opération militaire américano-irakienne. Harakat al-Shabaab al-Mujahidin, « Opération-martyr contre la base militaire des forces croisées à Mogadiscio », *Forum Ansar al-Mujahideen*, 28 avril 2010.

78. Harakat al-Shabaab al-Mudjahidin, « Création de la fondation média al-Kataïb », *Forum al-Falajah*, décembre 2009.

79. Au sein de chaque branche régionale d'al-Qaïda, il existe une structure de production médiatique responsable des communiqués, des publications et autres éléments de propagande officielle. Il s'agit d'as-Sahab (Le Nuage) pour al-Qaïda central, d'al-Malahim (La Glorieuse Bataille) pour al-Qaïda dans la péninsule arabique, d'al-Andalus (L'Andalus) pour al-Qaïda au Maghreb islamique ou encore d'al-Furqan (La Preuve) pour al-Qaïda en Irak.

perspective insurrectionnelle ethnonationaliste à long terme. À l'inverse, l'agenda globalisant d'al-Shabaab constitue un handicap supplémentaire pour un groupe qui appréhende avec déjà beaucoup de difficultés la perméabilité des alliances locales. Majoritairement envisagée par les militants jihadistes comme un obstacle à l'imposition d'une identité islamique totale, la dimension clanique qui imprègne si profondément la société somalienne est tantôt rejetée, tantôt manipulée<sup>80</sup>. Faisant prévaloir le respect de la loi islamique dans les régions qu'il gouverne, le mouvement jihadiste prend toutefois garde de ne pas imposer trop brutalement son contrôle sur les populations locales<sup>81</sup>, sous peine de s'aliéner toute forme de soutien populaire. Loin de vouloir rééditer les erreurs passées d'al-Qaïda, al-Shabaab intègre avec plus de prudence cette perspective locale, et ce, d'autant plus que les commandants locaux doivent composer avec la présence accrue dans leurs rangs de combattants étrangers, qui connaissent très mal le contexte local somalien.

Alors que la faction jihadiste se compose de plusieurs centaines de combattants étrangers<sup>82</sup> dont plus de la moitié seraient des nationaux kenyans d'origine somalienne<sup>83</sup>, la Somalie tend à devenir peu à peu un « conflit-aimant » pour de jeunes Somaliens issus des diasporas européennes et nord-américaines<sup>84</sup>. S'ils sont quasi invisibles dans les rangs d'Hizbul Islam, ils sont nombreux dans le mouvement al-Shabaab, qui

---

80. Plusieurs rapports font état de la célébration de mariages entre des combattants jihadistes étrangers et des femmes somaliennes. Ces pratiques représentent un moyen pour les membres d'al-Shabaab d'intégrer les logiques claniques de la société somalienne. Il faut toutefois prendre avec prudence ces indicateurs puisqu'ils constituent avant tout un message destiné à attirer des volontaires potentiels vers la Somalie. Voir notamment « Report of the Monitoring Group on Somalia pursuant to Security Council resolution 1853 (2008) », *op. cit.*, p. 30.

81. À noter que dans la réalité, les atteintes aux droits de la personne apparaissent flagrantes de la part de toutes les parties, comme en témoignent les multiples rapports publiés par Human Rights Watch. Consulter en particulier : Human Rights Watch, *Harsh War, Harsh Peace : Abuses by al-Shabaab, the Transitional Federal Government, and AMISOM in Somalia*, New York, avril 2010.

82. Les estimations les plus réalistes évoquent le chiffre de 300 à 450 combattants étrangers. On note par ailleurs la présence de jihadistes étrangers en provenance du Bangladesh, du Yémen, de Syrie, du Pakistan, de l'Inde et de Tanzanie. Voir en partie : « Report of the Monitoring Group on Somalia pursuant to Security Council resolution 1853 (2008) », *op. cit.*, p. 52 ; « Somalia : Yemen-born "foreign fighter" killed in Mogadishu », *Garowe Online*, 6 décembre 2011 ; « Gaining ground », *The Economist*, 21 février 2011.

83. Cette répartition du ratio entre un plus grand nombre de combattants étrangers en provenance de pays directement périphériques à l'insurrection et des combattants étrangers en provenance de pays beaucoup plus éloignés n'est pas propre au contexte somalien. On estime en effet que dans le cadre d'autres conflits possédant une composante jihadiste (Afghanistan, Tchétchénie, Irak, etc.), le ratio entre ces deux catégories serait de l'ordre de 70 % pour la première et 30 % pour la seconde.

84. Raffaello Pantucci, « American Jihad : New details emerge about al-Shabaab recruitment in North America », *Terrorism Monitor*, vol. 7, n° 37, 3 décembre 2009.

attire quant à lui plusieurs dizaines de volontaires occidentaux très souvent (re)convertis à l'islam et pensant trouver dans l'insurrection somalienne un moyen de mettre à l'épreuve leur nouvelle expérience identitaire. Parmi eux, mentionnons le symbole Omar Hammami, jeune Américain natif de l'Alabama, qui rejoint al-Shabaab dès 2006 après un long parcours chaotique qui l'entraîne des États-Unis au Canada, puis de l'Égypte à la Somalie. En quelques mois, Hammami, plus connu sous son nom de guerre Abu Mansur al-Amriki, devient une figure centrale d'al-Shabaab<sup>85</sup>. Combattant reconnu, il apparaît pour la première fois de manière anonyme dans une vidéo diffusée sur Al Jazeera en octobre 2007, soit près d'un an seulement après son arrivée en Somalie. Célèbre pour ses vidéos de propagande – incluant des segments de rap –, al-Amriki s'exprime en anglais, soucieux de pouvoir toucher un public jeune et occidental<sup>86</sup>.

Si à ses débuts l'insurrection somalienne s'est principalement structurée autour d'une guérilla somme toute traditionnelle alliant embuscades et affrontements armés entre les groupes insurgés somaliens et les forces du GFT et de l'AMISOM, on constate au fil du temps une évolution tactique en matière d'usage de la violence. Cette tendance coïncide très étroitement avec l'arrivée de nombreux combattants étrangers en territoire somalien. Se développent ainsi de nouveaux usages de tactiques jusqu'ici inexistantes dans le pays. Profitant sans doute d'une expertise étrangère dans ses rangs, al-Shabaab multiplie les recours aux EEI, qui deviennent de plus en plus sophistiqués dans leur mode de fabrication. Dans le même temps, les attentats-suicides font une apparition remarquée dans le contexte somalien. Utilisé la première fois en 2006 dans une attaque visant le président Abdullahi Yusuf<sup>87</sup>, l'attentat-suicide incarne l'importation d'un élément terroriste allogène à l'insurrection somalienne, selon une trajectoire très similaire à celle observée dans le cas d'autres groupes insurgés plus ou moins reliés à l'organisation centrale d'al-Qaïda<sup>88</sup>. Même s'il est difficile de déterminer avec précision la source instigatrice de cette nouvelle stratégie – jihadistes autonomes ? combattants somaliens en provenance d'Afghanistan ? militants étrangers directement liés à al-Qaïda ? –, il apparaît clair que les « volontaires de la mort » mobilisés par al-Shabaab ne sont majoritairement pas des nationaux somaliens, mais bien davantage des individus « désacculturés » en provenance de la

85. Andrea Elliott, « The Jihadist next door », *The New York Times*, 31 janvier 2010.

86. *Idem*.

87. « Somali leader escapes attack », *The New York Times*, 18 septembre 2006.

88. Notamment celui d'al-Qaïda au Maghreb islamique. Voir Jean-Pierre Filiu, « The local and global Jihad of al-Qa'ida in the Islamic Maghrib », *The Middle East Journal*, vol. 63, n° 2, 2009, p. 213-226.

diaspora somalienne d'Europe ou d'Amérique du Nord<sup>89</sup>. Au cours de la période allant de septembre 2006 – date du premier attentat-suicide répertorié en Somalie – à juillet 2011, on comptabilise pas moins de 28 attentats-suicides visant majoritairement des cibles gouvernementales ou militaires. Menées sous la bannière d'al-Shabaab, les attaques-suicides se concentrent sur les figures politiques du GFT et les symboles de l'autorité gouvernementale – police et armée –, ainsi que sur les contingents militaires ougandais et burundais déployés sous mandat de l'AMISOM.

Si le décompte des attentats-suicides peut, à première vue, paraître relativement faible comparativement à celui d'autres théâtres insurrectionnels contemporains – Irak, Afghanistan, Pakistan –, il traduit malgré tout l'adoption par les cadres du mouvement al-Shabaab d'une stratégie terroriste qui cherche avant tout à radicaliser les logiques du jeu insurrectionnel et, par la même occasion, à se démarquer d'une forme de guérilla plus traditionnelle incarnée par Hizbul Islam. Devenu au fil des mois un choix tactique par excellence pour al-Shabaab, l'attentat-suicide n'est pas sans provoquer des débats et des fractures à l'intérieur même du mouvement. En effet, il divise d'un côté des chefs locaux soucieux de ne pas s'aliéner le soutien de la population locale par des attaques indiscriminées à l'égard des civils, et de l'autre des combattants internationaux partisans d'une escalade de la terreur à outrance<sup>90</sup>. Dans cette optique, les attentats-suicides perpétrés depuis 2009 contre des cibles civiles, d'abord en Somalie<sup>91</sup> puis en Ouganda<sup>92</sup>, semblent plus que jamais marquer l'ascendant insidieux des éléments les plus extrémistes dans les hautes instances décisionnelles d'al-Shabaab.

## VERS UNE DANGEREUSE INTERNATIONALISATION DU CONFLIT SOMALIEN ?

Au fil de notre analyse sociohistorique, nous avons pu éclairer les dynamiques fluctuantes, parfois complexes et souvent contradictoires des agendas idéologiques présents en Somalie. Alors que la décennie 1990 voit très clairement l'échec d'Oussama ben Laden à venir tirer profit de la

89. Roland Marchal, «A tentative assessment of the Somali Harakat Al-Shabaab», *op. cit.*, p. 394; Christopher Anzalone, «Al-Shabaab recruits in Somalia's diaspora», *The Daily Star*, 6 septembre 2011.

90. «Somalia: Ideological differences split Somalia's al-Shabaab», *Garowe Online*, 20 décembre 2009.

91. «Somalia: Attack on graduation ceremony the "last straw"», *Humanitarian News and Analysis*, 10 décembre 2009.

92. Michael Wilkerson, «Uganda's war on terror comes home», *Foreign Policy*, 12 juillet 2010.

guerre civile somalienne au bénéfice d'une entreprise jihadiste en gestation, la période 2001-2010 marque une recomposition profonde des logiques conflictuelles au niveau local, qui se doivent d'être interprétées à la lumière d'une ingérence croissante de la part d'acteurs extérieurs en Somalie. C'est en particulier l'intervention éthiopienne de 2006 qui finit de réactiver des dynamiques politiques concurrentes préalablement mises en sommeil par l'arrivée au pouvoir de cette nouvelle plateforme d'arbitrage politique que constituait alors l'Union des tribunaux islamiques. À partir de décembre 2006, la reprise des combats ouvre des perspectives nouvelles pour al-Qaida, qui reprend pied en territoire somalien alors même que se forme sur le terrain une série de pôles insurrectionnels concurrents.

De son côté, le GFT de Sheikh Sharif Sheikh Ahmed n'a pas su mener un dialogue politique inclusif avec les factions insurgées ethnonationalistes trop rapidement exclues du processus d'arbitrage politique. Cette réconciliation en trompe-l'œil a *de facto* conduit à entériner une mise à l'écart d'Hizbul Islam et a indirectement renforcé al-Shabaab comme la plateforme incontournable de l'insurrection anti-GFT, favorisant par la même occasion une série de défections au sein du courant ethnonationaliste<sup>93</sup>. À l'instar de ce qu'on a pu observer dans d'autres conflits, la faiblesse du dialogue avec les factions insurgées les plus modérées – dans le cas présent, Hizbul Islam – a fourni aux éléments les plus extrémistes une occasion inespérée d'imposer temporairement leurs prétentions sur les dynamiques insurrectionnelles du moment. C'est sans doute ce sentiment d'une marginalisation grandissante qui a finalement conduit Hassan Dahir Aweys à rejoindre le camp jihadiste à la fin de l'année 2010<sup>94</sup>. Alors que ce ralliement n'est probablement qu'un choix de circonstance pour le leader islamiste, avant tout destiné à éviter une périphérisation encore plus marquée d'Hizbul Islam, il n'en reste pas moins symbolique de l'ascendant pris par la faction insurrectionnelle la plus radicale en Somalie.

Bien qu'al-Shabaab apparaisse aujourd'hui comme une organisation dont l'imaginaire est très largement nourri par la rhétorique extrémiste d'al-Qaida, il convient de garder à l'esprit que les rapports de force qui peuvent s'exercer à l'intérieur même d'un tel mouvement s'avèrent souvent plus complexes qu'il n'y paraît au premier abord. Comme le montrent les opinions divergentes qui s'expriment entre commandants

93. «Somalia's Ras Kamboni group joins al-Shabaab's global jihad», *Terrorism Monitor*, vol. 8, n° 5, 4 février 2010; Mohammed Omar Hussein, «Somalia: Hizbul Islam vanishing into Al-Shabab», *Somaliweyn Media Center*, 19 juin 2010.

94. «Somali jihadist groups merge», *STRATFOR Global Intelligence*, 22 décembre 2010.

locaux vis-à-vis de l'usage opportun de la tactique des attentats-suicides ou des débats quant aux accommodements à opérer vis-à-vis des structures de pouvoir locales, al-Shabaab est en réalité loin de constituer un pôle insurrectionnel aussi monolithique et homogène que ce que beaucoup d'observateurs tendent à décrire. Les tensions internes apparues durant la famine de l'été 2011 autour de la question de l'accès des populations à l'aide humanitaire internationale ont clairement mis en exergue une forme de fragilité de la part d'une mouvance jihadiste qui, à l'instar de tout mouvement insurrectionnel, n'est sans doute pas exempte d'inclinations stratégiques contradictoires<sup>95</sup>.

Ayant dû finalement abandonner la capitale Mogadiscio face à la pression militaire concertée des troupes du GFT et des quelque 9000 soldats de l'AMISOM, al-Shabaab ne laisse pas pour autant présager un éventuel affaiblissement de sa part à court terme. En effet, c'est davantage au travers du rôle central joué par certaines franges de la diaspora somalienne dans le financement et le soutien logistique apportés aux militants qu'il faudra sans doute envisager dans les années à venir la pérennité et l'avenir de cette structure jihadiste en Somalie. Dans le même temps, l'afflux massif de combattants étrangers dans les rangs d'al-Shabaab pourrait se traduire à long terme par une transplantation de protomouvements jihadistes sur les territoires kenyan, ougandais, ou encore tanzanien, si ces éléments étaient amenés à revenir s'implanter dans leurs pays d'origine. Hypothèse aujourd'hui difficilement imaginable, mais qui ouvrirait dès lors la porte à une dangereuse internationalisation du conflit somalien en Afrique.

---

95. Alex Thurston, «Why are Somalia's militants clamping down on famine aid?», *The Christian Science Monitor*, 22 juillet 2011.

PARTIE



**COMBATTRE  
ET RÉPRIMER  
LES VIOLENCES  
TERRORISTES ET  
INSURRECTIONNELLES**



## CONTRE-TERRORISME ET CONTRE-INSURRECTION

### Les « nouvelles » doctrines militaires

*Jean-Jacques Patry  
et Nicole Vilboux*

Contre-insurrection et contre-terrorisme ne sont pas étrangers aux appareils militaires classiques. Si l'on veut bien observer le Proche et le Moyen-Orient, le cas d'Israël, aux prises depuis 1967 avec les formes non classiques d'engagements palestiniens, est représentatif des régimes arabes marocain (Sahara occidental) ou algérien (guerre civile), de la Syrie (massacre de Hama en 1982), de l'Arabie saoudite et du Yémen dans les années 1960 et aujourd'hui. Plus loin encore, les forces armées de la plus grande démocratie du monde, l'Inde, sont opposées depuis des décennies aux insurrections du Cachemire et des provinces du Nord.

Il est vrai que, du côté européen et américain, la contre-insurrection était oubliée depuis la décolonisation et la fin de la guerre du Vietnam, sauf pour ce qui est du

Royaume-Uni en Ulster. Quant à la lutte contre le terrorisme, les forces armées classiques y ont participé de longue date lors de réquisitions dans le cadre de la protection du territoire ou en engagement direct par leur composante des forces spéciales. Pour les pays disposant d'une gendarmerie ou d'un corps similaire, c'est même une mission prise en compte au titre de la sécurité publique par des unités d'élite<sup>1</sup>. À l'inverse, les composantes plus classiques que sont les armées de terre, de l'air ou de la marine ont redécouvert une dialectique des affrontements asymétriques depuis une décennie. Les expériences afghane et irakienne ont accéléré le mouvement et fait prendre conscience, surtout aux États-Unis, des lacunes opérationnelles patentées. Elles ont aussi focalisé la réflexion sur la contre-insurrection, qui pose les problèmes d'adaptation les plus importants.

Les conditions dans lesquelles les Américains redécouvrent des tactiques de contre-insurrection par l'expérience de quelques commandants de terrain en Irak vont fixer les standards de réflexion pour leurs alliés. En effet, les principes décrits dans les nouveaux documents – dont le manuel FM 3-24 *Counterinsurgency* est la clé de voûte – et l'organisation institutionnelle et interministérielle que Washington adopte pour mettre en œuvre une stratégie de stabilité en Irak vont servir de cadre d'imitation pour les contingents faisant face aux mêmes défis de la guerre irrégulière.

Toutefois, les armées alliées ne sont pas dans la même position que celle des États-Unis. À l'exception des Britanniques engagés dès le début en Irak, les contingents européens ne découvrent le problème qu'en Afghanistan, et à leur corps défendant. Les moyens déployés en hommes ne permettent pas d'envisager de stratégies contre-insurrectionnelles de niveau opératif. Les ressources civiles sont quasiment inexistantes et peu efficaces. C'est donc un travail de mise à niveau qui s'opère dans l'urgence, en s'inspirant des principes américains et des expériences nationales passées, pour les armées qui en disposent.

Le modèle contre-insurrectionnel américain, qui se diffuse par les canaux de l'OTAN et des coalitions *ad hoc*, est hérité des enseignements de la période de décolonisation. À cet égard, il présente toujours la stratégie contre-insurrectionnelle comme centrée sur la population locale et mise en œuvre par un État hôte capable de fonctionner. Or, dans les insurrections contemporaines, l'État n'existe plus ou ne dispose d'aucune autorité sur l'ensemble du territoire disputé. Les militaires se trouvent donc

---

1. Pour une description de cette évolution, voir Jean-Jacques Patry, « La réponse militaire contre la terreur ou contre le terrorisme ? », dans Charles Philippe David et Benoît Gagnon (dir.), *Repenser le terrorisme : concepts, acteurs et réponses*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, p. 373-396.

chargés de la totalité du problème, par défaut. Ils doivent adapter leurs tactiques, tenter d'atteindre une unité de commandement et d'effort, alors qu'ils mènent campagne au sein d'alliances de gouvernements nationaux différemment impliqués et ne disposant pas directement des ressources civiles indispensables.

## LA REDÉCOUVERTE DE LA CONTRE-INSURRECTION AUX ÉTATS-UNIS

Après l'élimination du régime des talibans au début 2002, puis l'occupation de Bagdad en 2003, les États-Unis sont au sommet du processus de transformation de leurs forces classiques et démontrent l'efficacité de campagnes interarmées fondées sur les opérations en réseaux et par les effets de celles-ci. Pourtant, entre la mi-2003 et l'année 2005, les unités font face à une émergence brutale d'insurrections localisées, puis régionales, sans pouvoir réagir avec efficacité.

L'élément déclencheur de la prise de conscience d'un changement radical des méthodes de combat sur le terrain est la chute de Fallujah en mai 2004 après une première tentative d'investissement par les *marines*, puis la reprise de la ville à l'automne de la même année, à l'issue d'une terrible bataille de rue. Une expérience similaire a lieu en septembre 2005, lors de la reprise de la ville de Tal Afar dans le nord de l'Irak, avec cette fois des modes d'action différents. Il faudra une conjonction de plusieurs facteurs pour transformer les évolutions tactiques entreprises par une poignée de commandants sur le terrain en un processus cohérent d'apprentissage et d'adaptation des forces américaines à des formes opérationnelles ignorées jusque-là<sup>2</sup>.

Les premiers succès tactiques dans la province sunnite d'Al-Anbar et à Tal Afar prouvent que l'adoption de nouveaux modes d'action peut payer. Ils révèlent d'abord l'inefficacité des opérations précédentes de type *search & destroy*, pour lesquelles les moyens américains étaient sous-dimensionnés et ne permettaient pas de contrôler le terrain. Ils mettent aussi en lumière les effets délétères sur l'opinion publique des modes d'action trop agressifs et de l'utilisation inconsidérée de l'appui du feu aérien. L'importance de la sécurité de la population locale apparaît comme la clé du succès. Elle réside à la fois dans la proportionnalité des

2. L'ouvrage de David H. Ucko, *The New Counterinsurgency Era, Transforming the U.S. Military for Modern Wars*, Washington, D.C., Georgetown University Press, 2009, décrit l'ensemble du processus, notamment les chapitres 4 et 8, qui dépeignent les expériences empiriques des hommes de terrain.

moyens de lutte contre les insurgés et dans l'accès aux services de base. La sécurité implique nécessairement l'intégration des pouvoirs locaux dans les plans civils et militaires. La présence ou non de forces militaires et de police irakiennes est aussi un paramètre clé à prendre en compte, notamment dans le cadre de la gestion de l'impact psychologique des opérations sur les populations locales.

Avec le recul, on s'aperçoit donc que quelques officiers, sans directives précises du niveau opératif, face à des situations volatiles, ont recours à des modes d'action comparables, combinant des missions de sécurisation et de reconstruction avec l'aide des chefs locaux. À cet égard, la pacification de Mossoul par le général Petraeus et sa 101st Airmobile Division est un modèle du genre. Le général Chiarelli à Bagdad, à la tête de la 1<sup>st</sup> Armored Division, fait de même. Le colonel McMaster à Tal Afar utilise les mêmes recettes avec le 3rd Armored Cavalry Regiment.

Si l'on analyse la manière dont se reconstruit la conception américaine de la contre-insurrection<sup>3</sup>, on constate que les officiers qui en sont à l'origine disposaient d'une culture militaire différente de celle de leurs collègues. En ce qui concerne Petraeus et McMaster, tous deux ont mené des travaux universitaires sur les relations entre pouvoirs civils et militaires lors de la guerre du Vietnam. Ils ont donc, à un moment critique, pris le recul nécessaire pour analyser les conditions conflictuelles dans lesquelles ils intervenaient. Ils ont, avec des moyens de fortune, formé leurs subordonnés à des modes d'action tirés de l'expérience des insurrections passées. Dans le cas de McMaster, aux dires de ses commandants d'escadrons, le colonel avait acheté avec ses deniers personnels une bibliothèque d'ouvrages de référence sur les insurrections passées et en imposait la lecture à ses officiers.

À partir de 2005, on assiste au développement d'une « communauté » civilo-militaire focalisée sur la contre-insurrection, échangeant ses expériences et ses analyses dans les blogues et les revues professionnelles. L'exploitation des leçons du passé est alors au cœur des débats, mais la redécouverte des auteurs classiques se concentre rapidement sur les travaux d'un officier français totalement inconnu (y compris en France),

---

3. Voir Nicole Vilboux, « Les nouveaux concepts liés à la guerre irrégulière : stabilisation et contre-insurrection », dans Philippe Gros *et al.*, *Du Network-Centric à la stabilisation : émergence des « nouveaux » concepts et innovation militaire contemporaine*, Étude de l'IRSEM, n° 6, décembre 2010.

David Galula<sup>4</sup>. Le lieutenant-colonel Galula, décédé en 1967, avait participé aux opérations en Algérie, comme commandant d'unité élémentaire. Il avait observé les pratiques de la « guerre populaire » ou « révolutionnaire » en Indochine et avait innové par des tactiques focalisées sur la population. Au tout début des années 1960, il avait eu la possibilité, aux États-Unis, de rédiger deux ouvrages, dont l'un connut un certain succès en 1964<sup>5</sup>. Toutefois, ces écrits furent oubliés jusqu'à ce que Rand décide de relancer les études sur la question en 2005.

Le modèle « galulien » trouve un écho favorable chez les officiers américains, car ils y voient une analyse théorique correspondant à leurs expériences de terrain en Irak. Plusieurs articles publiés dans la presse militaire américaine en soulignent l'intérêt<sup>6</sup>. Son influence se manifeste clairement lors de la rédaction du manuel doctrinal FM 3-24/MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, de 2006, commun à l'Army et au Marine Corps.

C'est un groupe de travail restreint dirigé par le lieutenant-colonel Conrad Crane qui, au sein de l'U.S. Army Command and General Staff College de Fort Leavenworth, assure la mission de rédaction, sous l'autorité des généraux Petraeus (U.S. Army) et Mattis (USMC). La préparation du document destiné à témoigner du renouveau de la réflexion américaine sur la contre-insurrection associe les enseignements de l'histoire et les analyses plus contemporaines d'auteurs atypiques comme John A. Nagl et David Kilcullen<sup>7</sup>. Ce travail se veut pluridisciplinaire, intégrant l'apport de chercheurs civils, notamment d'anthropologues. Cela se reflète dans

- 
4. David Galula, *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*, Westport, Praeger, 1964, réédité par Rand en 2005 puis chez Praeger en 2006. Cette réédition est intervenue après une discussion entre le journaliste Tom Ricks et Fred Iklé : Bruce Hoffman, « Foreword to the new edition », dans David Galula, *Pacification in Algeria 1956-1958*, Santa Monica, Rand, 2006, p. vii.
  5. Une biographie de David Galula et l'environnement dans lequel il a rédigé ses écrits permet de bien saisir l'orientation de ses théories. Ann Marlowe, *David Galula : His Life and Intellectual Context*, SSI, Carlisle Barracks, août 2010.
  6. LTC Terence J. Daly, USAR (Ret), « Classic counterinsurgency : The key to victory against today's insurgents », *Marine Corps Gazette*, décembre 2006, p. 53-57 ; LTC Dale Kuehl, U.S. Army, « Testing Galula in Ameriyah : The people are the key », *Military Review*, mars-avril 2009, p. 72-80.
  7. John A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife : Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago, University of Chicago Press, 2005. L'auteur est un officier de l'arme blindée de l'Army. Diplômé de l'Université d'Oxford, il fut assistant militaire du Secrétaire adjoint à la Défense et participe au groupe de rédaction du FM 3-24. David Kilcullen est un universitaire anthropologue, devenu officier d'infanterie de l'armée australienne. Il sert comme conseiller en Irak auprès du général Petraeus, puis aux États-Unis. Il développe un cadre théorique approprié aux insurrections contemporaines dans deux ouvrages : *The Accidental Guerrilla : Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, New York, Oxford University Press, 2009, et *Counterinsurgency*, New York, Oxford University Press, 2010.

l'organisation, en février 2006, d'une conférence réunissant militaires, universitaires et civils de haut niveau afin de procéder à une lecture critique du projet de doctrine.

La version finale, adoptée en décembre 2006, fait aussitôt l'objet d'une large diffusion et reçoit une attention dépassant largement le milieu militaire. Elle vient en effet à point nommé pour fournir aux décideurs nationaux une option susceptible d'enrayer l'augmentation continue de la violence en Irak. La nouvelle stratégie, annoncée en janvier 2007 par le président George W. Bush, prévoit ainsi le déploiement rapide de renforts militaires conséquents (*surge*), permettant de mettre en œuvre de véritables opérations de sécurisation de Bagdad et des zones clefs du pays. En confiant le commandement opératif au général Petraeus, on lui fournit clairement l'occasion de faire la preuve de l'efficacité de la doctrine de contre-insurrection qu'il a contribué à développer.

Le relatif succès enregistré en quelques mois est effectivement un facteur décisif de l'ancrage des opérations de stabilisation et de contre-insurrection au centre des préoccupations de défense. Dans les institutions militaires, et en particulier dans l'U.S. Army, on assiste à l'accélération du processus institutionnel d'adaptation des forces au travers de programmes de formation et d'entraînement appuyés sur un système réactif d'évaluation des menaces et d'apprentissage des meilleures pratiques. En parallèle, l'édifice doctrinal s'étoffe avec la publication, en avril 2009, d'un document applicatif de niveau tactique, le FM 3-24.2, *Tactics in Counterinsurgency*. Le niveau interarmées se dote aussi d'une doctrine opérative, le Joint Publication 3.24, *Counterinsurgency Operations*<sup>8</sup>.

Le département de la Défense a, par ailleurs, reconnu officiellement que les missions de stabilité, étroitement liées à la contre-insurrection, sont désormais aussi importantes que les opérations principales de combat<sup>9</sup>. Elles visent à « maintenir ou rétablir un environnement sûr et sécurisé, à procurer les services gouvernementaux de base, à reconstruire en urgence les infrastructures, à acheminer l'aide humanitaire<sup>10</sup> ». Les

---

8. *Counterinsurgency Operations*, Joint Publication 3.24, 5 octobre 2009.

9. DoD Directive 3000.05, *Military Support For Stability, Security, Transition and Reconstruction (SSTR) Operations*, US Department of Defense, 28 novembre 2005. Révisé en septembre 2009.

10. « ... To maintain or reestablish a safe and secure environment and provide essential governmental services, emergency infrastructure reconstruction, or humanitarian relief. Many of these missions and tasks are the essence of CMO », *Joint Operations*, Joint Publication 3-0, 17 septembre 2006, incorporating change 1, 13 février 2008, C.J.C.S., Washington D.C., p. V-1.

tâches et missions sont pour la plupart civiles, avec un soutien militaire, et sont entreprises en appui aux plans des autorités nationales américaines, de l'État hôte et des organisations internationales ou non gouvernementales.

La nature particulière des opérations de stabilisation et de contre-insurrection exige logiquement une étroite coordination entre activités civiles et militaires. Cela fait l'objet d'un guide de niveau interministériel produit en 2009 sous la direction du département d'État<sup>11</sup>. À la fin de la décennie 2000, les États-Unis disposent donc, pour la première fois dans leur histoire, d'un ensemble cohérent de concepts de contre-insurrection et de stabilisation. Leurs partenaires occidentaux, engagés dans les opérations en Irak et surtout en Afghanistan, développent progressivement leurs propres doctrines, sous l'influence du modèle américain, qu'il convient de décrire succinctement.

## UN MODÈLE D'OPÉRATIONS MILITAIRES CENTRÉ SUR LA POPULATION

Le FM-3-24 comprend huit chapitres, ayant pour objectif de transformer la manière de mener les opérations sur le terrain pour l'Army et les Marines.

Le premier chapitre décrit les caractéristiques des insurrections, définies comme « un mouvement organisé visant au renversement d'un gouvernement en place par la subversion et le conflit armé » (« *An organized movement aimed at the overthrow of a constituted government through the use of subversion and armed conflict* »)<sup>12</sup>. En réponse, la contre-insurrection apparaît comme l'ensemble « des actions militaires, paramilitaires, politiques, économiques, psychologiques et civiques prises par un gouvernement pour vaincre l'insurrection » (« *Counterinsurgency is military, paramilitary, political, economic, psychological, and civic actions taken by a government to defeat insurgency* »)<sup>13</sup>. Ces définitions sont reconnues d'emblée comme insuffisantes. C'est pour cela qu'une typologie des acteurs et des situations est présentée.

Le chapitre 2 traite des principes directeurs des opérations de contre-insurrection : intégration des acteurs civils et militaires, unité de commandement et d'effort, coordination et liaison entre les groupes sociaux impliqués dans la lutte. Le chapitre 3 souligne l'importance du

11. *US Government Counterinsurgency Guide*, janvier 2009.

12. FM 3-24/MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, Headquarters, Department of the Army/US Marine Corps, décembre 2006, p. 1-1 ; notre traduction.

13. *Idem*.

renseignement et du contre-renseignement, ce pour quoi le contrôle de la population est requis et recherché en permanence pour orienter l'action. Le chapitre 4 décrit la manière dont une campagne contre-insurrectionnelle doit être conçue et planifiée (*campaign design*). Plusieurs domaines non militaires clés doivent d'emblée être intégrés dans les processus de planification. Une attention extrême est portée à la question de l'évaluation des résultats.

Avec le chapitre 5, les rédacteurs fixent les principes d'exécution des opérations de contre-insurrection. C'est là qu'apparaît le plus clairement la logique de la «tache d'huile», pratiquée lors de la période coloniale, puis lors des campagnes en Malaisie et en Algérie. Les rédacteurs usent d'une métaphore médicale en présentant la lutte en trois phases :

- ✎ «*arrêter l'hémorragie*», phase défensive consistant à mettre l'accent sur la protection de la population et à faire perdre l'initiative aux insurgés en combinant des mesures de stabilité et de recueil d'informations sur les attentes de la population et les adversaires armés ;
- ✎ «*la convalescence*», phase offensive pendant laquelle la contre-insurrection vise à reconstituer les institutions de sécurité de l'État hôte et à approfondir les relations avec la population locale. La campagne se déploie autour de plusieurs lignes d'opérations (opérations de combat pour la sécurisation, le renforcement des forces locales de sécurité, le rétablissement des services de base, la gouvernance et le développement économique). L'ensemble de ces lignes d'opérations est censé, par objectifs intermédiaires, amener une majorité de la population à rallier le gouvernement en place ;
- ✎ «*la guérison*», phase terminale d'expansion de la phase précédente aux autres régions contestées par l'insurrection. À ce stade, les institutions de l'État hôte sont chargées de la poursuite des lignes d'opérations, l'aide extérieure se contentant d'un appui ou d'un soutien. Une fois l'État en mesure d'assurer ses obligations à l'égard de ses citoyens, on peut considérer l'insurrection comme marginalisée.

Le chapitre 6 focalise l'attention du lecteur sur la reconstitution des institutions de sécurité de l'État hôte et sur la nécessité de rassembler les ressources nécessaires, à la fois militaires, mais surtout économiques et financières, pour alimenter les programmes qui servent de vecteurs aux lignes d'opérations. L'accent est mis sur les relations civiles et militaires pour la formation, l'équipement, l'entraînement et l'entretien des forces locales.

Le chapitre 7 est consacré à l'exercice du leadership et aux valeurs morales nécessaires aux cadres et aux troupes en contre-insurrection. David Galula avait bien souligné l'absolue nécessité pour un gouvernement de respecter l'état de droit. Ce chapitre développe particulièrement cet aspect en insistant sur quelques principes fondamentaux : les missions doivent s'apparenter plus aux activités de police que de combat ; en tout état de cause, la proportionnalité dans l'application des feux et la sélection rigoureuse des cibles doivent limiter les conséquences dommageables sur les civils et leurs biens ; la question de la détention et de l'interrogatoire des insurgés est un point clef par la mise en œuvre de procédures aussi claires que possible afin d'éviter les dérapages, dont les insurgés ne manqueront pas de tirer parti.

Enfin, le chapitre 8 décrit la fonction soutien aux opérations et l'importance de protéger le dispositif logistique en environnement contre-insurrectionnel. L'ensemble de l'ouvrage est cohérent et présente un style de campagne connu aujourd'hui sous l'appellation *Clear-Hold-Build Operations*, ou *Shape-Clear-Hold-Build*, pour bien marquer le continuum entre une campagne conventionnelle et la préparation de la stabilité. Ce schéma correspond grosso modo à ce qui fut pratiqué en Irak et à ce qui est tenté en Afghanistan.

## L'ADAPTATION DES ALLIÉS : URGENCE ET CIRCONSPÉCTION

Pour la plupart des alliés occidentaux, à l'exception du Royaume-Uni, la prise en compte de la contre-insurrection se produit incidemment, au fil de l'évolution de la campagne en Afghanistan. La contre-insurrection n'entrait pas, à l'origine, dans l'escarcelle des différents pays participant à la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS, ou ISAF en anglais). Elle est devenue une mission par la force des choses, quand les talibans ont réinvesti les parties orientale et australe du territoire. La FIAS s'est constituée par stratifications successives de sa zone opérationnelle, de ses missions et de ses contributeurs. Il en a résulté un éclatement entre les zones tactiques des différents contingents alliés, dont certains ne souhaitaient pas participer à des missions de combat, tandis que d'autres privilégiaient les missions d'assistance et de formation à la police ou à l'armée nationale afghane, et que d'autres encore ne concevaient l'assistance que sous une forme civile. L'affaire afghane surprend toutes les institutions militaires qui n'y accordaient guère d'importance, l'essentiel de leurs préoccupations consistant à suivre le processus de transformation imposé par l'OTAN et à gérer la pénurie des moyens pour cause de réductions budgétaires tendancielles.

Pour certains pays, la réponse a d'abord consisté à améliorer dans l'urgence l'équipement des contingents pour réduire le niveau de pertes et pouvoir se défendre efficacement contre les talibans et les autres insurgés. Ce fut le cas de la France, dont les missions initiales se limitaient à la sécurisation de la capitale et l'assistance à l'armée nationale afghane. Pour la grande majorité des Européens, l'expérience afghane a ensuite révélé l'absolue nécessité de mieux coordonner les efforts entre militaires d'abord, puis entre tous les acteurs de stabilisation, dont les grandes organisations internationales, les pays donateurs et certaines organisations non gouvernementales. Ceci explique l'attention accordée à la manière d'évaluer la situation et de prendre des décisions dans un cadre interinstitutionnel. Cela se traduit également par la mise sur pied d'organisations civilo-militaires d'un nouveau type, les Provincial Reconstruction Teams, lancées sur un plan local pour assurer la reconstruction, mais sans coordination véritable sur le plan opérationnel.

Dans le cadre des évolutions doctrinales entreprises, les Britanniques se distinguent par la qualité de leur réflexion. En dépit de difficultés énormes sur le terrain, leur manuel de contre-insurrection rédigé en 2009 tire les leçons des défis et lacunes constatés et propose une architecture doctrinale propre.

En effet, la British Army disposait d'une doctrine contre-insurrectionnelle dès 2001. Il s'agit en fait d'une reformulation du manuel précédent de 1995, dans lequel l'héritage des campagnes de décolonisation était complété par les enseignements tirés des engagements dans les missions d'imposition de la paix (Balkans et Afrique). Lorsque l'insurrection commença à se développer en Irak, les Américains considéraient les Britanniques comme rompus aux techniques et tactiques contre-insurrectionnelles en raison de leur expérience et de la formation de leurs officiers. Très vite, cependant, ces derniers ne contrôlent plus leur zone de responsabilité, à Bassora. Cela tient d'abord à la réduction des forces déployées. Des 46 000 personnes affectées à l'opération TELIC, il n'en reste plus que 9 000 en juillet 2003 et à peine 4 000 en 2007. Or Bassora compte 2,5 millions d'habitants<sup>14</sup>. Les Britanniques laissent les milices assurer la sécurité, faisant ainsi comprendre à la population comme aux insurgés qu'ils ne s'investiront pas dans le contrôle de la région. Les axiomes doctrinaux de la contre-insurrection sont tous battus en brèche et ne semblent pas avoir été utilisés sur le terrain<sup>15</sup>. L'expertise culturelle fait

14. James K. Wither, «Basra's not Belfast: The British Army, small wars in Irak», *Small Wars and Insurgency*, vol. 20, n° 3-4, septembre-décembre 2009, p. 631.

15. Daniel Marston, «Adaptation in the field: The British Army's difficult campaign in Iraq», *Security Challenges*, vol. 6, n° 1, automne 2010, p. 72.

défaut, tout comme le renseignement, faute de compétences techniques (linguistiques) suffisantes. Les ressources civiles pour la reconstruction n'arrivent pas et la formation des forces de police locales est inadaptée. Bassora est devenue un contre-exemple de la Malaisie ou de l'Usler<sup>16</sup>. En Afghanistan, la force Herrick, déployée depuis 2004 dans la province d'Helmand, a connu des vicissitudes similaires<sup>17</sup>. Le plan initial fait partie d'un réel effort interministériel impliquant le Ministry of Defense, le Department for International Development et le Foreign and Commonwealth Office. Il ressort bien d'une approche globale d'évaluation de situation et de planification désignant un centre de gravité pour la campagne de stabilisation : le triangle Camp Bastion (base principale), Lashkar Gar (capitale provinciale) et Gereschk, correspondant à la zone de sécurisation et de développement de la région. Toutefois, le commandement britannique opte d'emblée pour un dispositif décentralisé de présence sur l'ensemble de la province, par les Platoon Houses, transformées ensuite en Forward Operating Bases (FOBs). C'est une tactique bien connue de postes à partir desquels opèrent des patrouilles pour interdire une zone aux insurgés. Cependant, avec des effectifs ne dépassant guère 3 500 personnes au départ, la densité du quadrillage est si faible que les talibans ne perdent pas l'initiative et n'hésitent pas à chercher le combat. Il faudra attendre des renforts de l'OTAN et les Américains pour desserrer l'étau autour des postes. Le problème est ainsi avant tout une priorité d'adaptation tactique qui ne permet pas de déboucher sur la sécurisation des populations et donc sur les activités de développement propres aux schémas contre-insurrectionnels.

Sur le plan doctrinal, la British Army commence sa révision en 2006. Un premier brouillon est présenté en mars 2007, mais la nouvelle doctrine de contre-insurrection n'est publiée qu'en octobre 2009. Le manuel se présente encore comme une adaptation aux circonstances et non comme une remise en cause des principes antérieurs. Même s'il est produit après la publication du FM 3-24, il ne s'en réclame pas et estime plutôt que ce sont les Américains qui ont évolué vers la position britannique, en adoptant une conception centrée sur la population. La doctrine se réfère aux enseignements de Thompson et Galula, dont elle retient « quatre éléments pour des opérations de contre-insurrection efficaces. Il s'agit de l'engagement auprès de la population, du nettoyage des zones infectées par l'insurrection, du maintien du contrôle sur les régions nettoyées et de la

16. Thomas Donnelly, « The cousin's countersinsurgency wars », *The RUSI Journal*, juin 2009, vol. 154, n° 3, p. 4-9.

17. Antony King, « Understanding the Helmand campaign : British military operations in Afghanistan », *International Affairs*, vol. 86, n° 2, 2010, p. 315.

construction de la gouvernance, de la confiance et de la stabilité<sup>18</sup>». La volonté de se démarquer apparaît dans le choix de la formule *Shape-Secure-Develop*<sup>19</sup>, plutôt que du triptyque américain *Clear-Hold-Build*. Le *shaping* concerne la capacité à influencer et informer les perceptions, allégeances, attitudes, actions et comportements des principaux acteurs dans une zone des opérations, aux niveaux régional, international et interne au Royaume-Uni. Le renseignement y joue un rôle prépondérant. *Secure* consiste à réduire, par les opérations, le niveau de violence, de telle manière que les populations puissent vaquer à leurs occupations quotidiennes. *Clear-Hold-Build* n'est qu'un moyen parmi d'autres pour y arriver au niveau tactique. Enfin, *Develop* concerne la coordination des activités gouvernementales de l'État hôte. Ces activités contribuent à la stabilisation par la restauration des services publics essentiels, l'amélioration de la gouvernance, le soutien au développement économique et la formation des forces locales de sécurité.

Par comparaison, la réflexion dans les autres pays européens demeure moins développée.

L'attitude allemande à l'égard de la contre-insurrection est franchement suspicieuse. L'Allemagne constate le glissement progressif de ses missions en Afghanistan. Toutefois, l'adaptation à la contre-insurrection ne rencontre que peu d'écho, aussi bien en matière d'investissements de ressources civiles que de développement militaire doctrinal. Le manque de volonté politique est évident et résulte de l'analyse faite à Berlin du caractère particulier de l'Afghanistan par rapport aux missions de stabilisation du futur, que l'on estime plus proches de la situation rencontrée dans les Balkans<sup>20</sup>. Au ministère de la Défense, les restrictions budgétaires en cours, obérant notoirement le financement des équipements modernes pour les forces, rendent plus que problématiques la création et le renforcement de capacités consacrées aux missions de contre-insurrection dans la durée. Toutefois, l'Allemagne étant le troisième contributeur de la FIAS, les forces sur le terrain ont bien été obligées de s'adapter. En effet, fin 2007, les Alliés lancent dans le nord de l'Afghanistan l'opération Harekate Yolo 2, afin de reprendre les provinces de Faryab et de Badghis aux talibans. Le commandement est confié à un officier général allemand. Si la résistance tactique des insurgés est rapidement défaite, à l'inverse, les ressources civiles nécessaires à la normalisation de la vie locale n'arrivent

18. Col. Alexander Alderson, «Revising the British Army's counter-insurgency doctrine», *The RUSI Journal*, vol. 152, n° 4, août 2007, p. 10 ; notre traduction.

19. Army, *British Army Field Manual*, vol. 1, partie 10, «Countering Insurgency», 2009, p. 44.

20. Timo Noetzel et Benjamin Schreer, «Missing links : The evolution of German counter-insurgency thinking», *The RUSI Journal*, vol. 154, n° 1, février 2009, p. 17.

pas. Au final, les régions sont réinvesties par l'insurrection après le départ des forces alliées<sup>21</sup>. L'évolution des activités de terrain donne lieu à la rédaction de quelques documents de tactique, limités aux modes d'action militaires de lutte antiguérilla. Cependant, l'Allemagne a toujours été attentive aux évolutions de l'OTAN, et l'Alliance adopte ces missions dans le cadre contre-insurrectionnel. On peut donc parier que l'évolution vers la contre-insurrection s'amorcera d'une manière ou d'une autre chez les Allemands. Déjà, les règles d'engagement interdisant jusqu'en 2008 le recours à la force létale contre les talibans ont été assouplies, afin de permettre au contingent allemand de se défendre sur le terrain. De même, alors qu'ils étaient focalisés jusqu'à maintenant sur les missions civilo-militaires locales, les Allemands acceptent désormais de former et d'accompagner les unités de l'armée nationale afghane, y compris dans leurs missions offensives. On sait que la formation des forces locales constitue un axe critique des stratégies de contre-insurrection.

La France connaît un cheminement intermédiaire. À l'instar de leurs homologues britanniques, les militaires français se sont prévalus d'une longue pratique des opérations de contre-insurrection et de « pacification ». Mais, à l'issue de la guerre d'Algérie, cette expérience fut bien vite enterrée<sup>22</sup>. Les campagnes de stabilisation des années 1990 ont été menées dans un cadre bien différent, celui des opérations multinationales de paix, qui firent l'objet d'une réflexion doctrinale originale sur la « maîtrise de la violence ». La lutte contre les insurrections n'est remise au goût du jour qu'avec réticence, en conséquence de l'engagement afghan, et la réflexion est désormais largement inspirée du modèle américain. On peut même penser que c'est la volonté de se rapprocher des partenaires occidentaux, à la suite de la réintégration du commandement militaire de l'OTAN, qui pousse l'armée française à s'engager dans l'élaboration d'une doctrine de contre-insurrection. Visiblement mal à l'aise avec le terme<sup>23</sup>, elle estime que cette activité est largement politique et relève du niveau intergouvernemental. Elle préfère donc dans un premier temps produire une doctrine de « contre-rébellion », laquelle est présentée comme un « mode tactique de sécurisation<sup>24</sup> ». Le manuel doit répondre aux

21. Timo Noetzel et Benjamin Schreer, « The German army and counterinsurgency in Afghanistan », *SWP Comments*, 1, février 2008, p. 1.

22. Stéphane Taillat, « National traditions and international context : French adaptation to counter-insurgency in the 21st Century », *Security Challenges*, vol. 6, n° 1, automne 2010, p. 87.

23. Il suffit pour cela de constater les précautions utilisées dans la définition du terme « insurrection » donnée par la doctrine interarmées : DIA-3.4.4, *Contre-insurrection (COIN)*, Paris, novembre 2010, p. 15.

24. Centre de doctrine et d'emploi des forces, *Doctrine de contre rébellion*, Paris, Armée de Terre, janvier 2009.

besoins opérationnels constatés lors de l'engagement en Afghanistan. C'est donc la dimension tactique qui devient prioritaire avec la mise en œuvre d'une vraie force interarmes, surtout après l'embuscade extrêmement meurtrière d'Uzbin en août 2008. Elle est couplée à une approche globale de niveau tactique, baptisée « manœuvre globale », dans laquelle les initiatives militaires et civiles de développement tentent d'être articulées. Dans la zone française, c'est l'Agence française de développement qui est chargée de fournir expertise et moyens financiers civils. L'expérience des opérations menées dans la zone sous commandement français, dans la vallée de Kapisa, produit aussi des enseignements de portée plus théorique. Elle est ainsi utilisée par trois officiers de l'armée de terre pour proposer une relecture des travaux sur la contre-insurrection, dans un ouvrage publié début 2010<sup>25</sup>. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une publication institutionnelle, cela traduit le ralliement des militaires français à la vision occidentale dominante.

Enfin, le Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE) publie en novembre 2010 une doctrine interarmées de contre-insurrection. Selon le CICDE, le document « présente la vision française de la lutte contre un adversaire irrégulier (ADIR) dans le cadre particulier d'une insurrection intervenant dans un pays hôte souverain et d'une action menée dans un cadre multinational<sup>26</sup> ». Dans la préface du document, le chef d'état-major des armées souligne que la doctrine « met en exergue les spécificités de l'approche française, fondée sur les expériences opérationnelles passées<sup>27</sup> ». À l'inverse des doctrines américaine et britannique, le texte français ne fait cependant aucune référence aux campagnes passées et n'évoque que les travaux du lieutenant-colonel Galula, devenus incontournables. Le document met l'accent sur le fait qu'il est « parfaitement compatible » avec la doctrine de l'OTAN, ratifiée par la France. Le manuel adopte d'ailleurs la définition de la contre-insurrection retenue par l'AJP-3.4.4, soit « l'ensemble des activités politiques, économiques, sociales, militaires, juridiques, et psychologiques, institutionnelles ou non, nécessaires pour neutraliser une insurrection et répondre aux principaux motifs d'insatisfaction de la population ». Toutefois, sur de nombreux points, la doctrine française nuance les

25. Hervé de Courrèges, Emmanuel Germain et Nicolas Le Nen, *Principes de contre-insurrection*, Paris, Economica, 2010.

26. « Promulgation de la doctrine interarmées (DIA) 3.4.4 intitulée Contre-insurrection (COIN) », site du CICDE, 16 novembre 2010, <<http://www.cicde.defense.gouv.fr/spip.php?article630>>, consulté le 21 novembre 2012.

27. DIA-3.4.4, *Contre-insurrection (COIN)*, op. cit., p. 5.

positions adoptées par l'OTAN ou s'en démarque, faisant notamment preuve de circonspection quant à la viabilité de la « conquête des cœurs et des esprits » ou de la sécurisation de la population.

Pour les armées françaises, la contre-insurrection est un ensemble d'activités menées dans le cadre d'une campagne de stabilisation et dont le but est d'assurer la sécurité, afin de permettre la mise en œuvre des deux autres volets que sont la gouvernance et le développement. La contre-insurrection se focalise donc sur les opérations militaires destinées à confiner et désagréger l'insurrection, à réduire sa liberté de manœuvre et à la priver de soutien populaire<sup>28</sup>. La logique retenue est celle du *Clear-Hold-Build* (sécuriser-tenir-reconstruire), à laquelle s'ajoute une phase de préparation, similaire à celle envisagée par la doctrine britannique.

Pour les Européens, l'OTAN assume donc le rôle d'un creuset dans lequel se cristallise une compréhension collective des éléments de la contre-insurrection. Le document de référence est l'*Allied Joint Doctrine for Counterinsurgency* AJP-3.4.4. Comme toujours dans le cadre de l'Alliance, il s'agit d'un texte de compromis discuté par les nations avant validation. D'emblée, on saisit le problème principal qui réside dans l'unité d'action. Le document décrit la nécessité d'une approche intégrale (*comprehensive approach*) décrite comme « l'intégration coopérative des efforts d'une large gamme d'acteurs, nationaux et internationaux, incluant les militaires, les autres ministères gouvernementaux, les organisations internationales et non gouvernementales, les organismes et agences de l'État hôte et les entités du secteur privé afin d'atteindre une unité d'effort fondée sur une compréhension partagée de la situation et des buts » (« *a comprehensive approach integrates the cooperative efforts of a wide range of actors, both national and international ; including the militaries, other government departments, IO/NGOs, HN government entities or agencies and private sector entities to achieve unity of effort based on common situational understanding and shared goals* »)<sup>29</sup>. Le document analyse bien les sources de dysfonctionnement de l'État dans les domaines de la sécurité, de la bonne gouvernance et du développement économique (chapitre 2). La question du soutien populaire défailant entre une majorité neutre et deux minorités pro et antigouvernementale est reprise (chapitre 3). On retrouve donc des lignes d'opération de soutien au gouvernement de l'État hôte dans les trois domaines clés que sont la réalisation de la sécurité humaine, la stimulation de l'économie et le développement

28. *Ibid.*, p. 46-47.

29. NATO/OTAN, *Allied Joint Doctrine for Counterinsurgency*, AJP-3.4.4, février 2011, p. 23 ; notre traduction.

des infrastructures, le renforcement de la légitimité et des capacités du gouvernement hôte. La contribution des forces armées est conçue comme devant produire un environnement sûr et sécurisé, favorable à l'action des autres acteurs. Le schéma *Clear-Hold-Build* est retenu comme cadre de planification générale des opérations (chapitre 5).

Les schémas et principes d'opérations réappris par les Américains en Irak et par les Britanniques en Afghanistan sont donc conformes à ceux contenus dans les autres manuels comparables, à cette différence près qu'il s'agit d'un document de niveau interarmées et, bien entendu, interalliés.

## DES TACTICIENS AU ROYAUME DES STRATÈGES

Résumons-nous. Les doctrines actuelles adoptées par les forces armées occidentales en contre-insurrection sont inspirées par les enseignements du passé, plus ou moins adaptés à l'environnement international contemporain.

Ces enseignements ont, comme point de départ commun, la question de la captation de l'allégeance des populations au profit du gouvernement en place et au détriment de l'insurrection armée. Le modèle « galulien » en résume très bien l'essence. Il considère que la grande majorité de la population ne prend pas position dans la lutte : elle ne s'engage pas pour une cause, mais se ralliera au vainqueur. Galula en conclut que le problème stratégique de celui qui s'engage en contre-insurrection peut être défini ainsi : « Trouver la minorité [de la population] qui lui est favorable pour l'organiser et lui permettre de mobiliser la population contre la minorité insurgée » (« *The strategic problem of the counterinsurgent may be defined now as follows: "To find the favorable minority, to organize it in order to mobilize the population against the insurgent minority"* »)<sup>30</sup>. Cette logique est reprise dans la doctrine française contemporaine dans des termes très proches : « L'essentiel de la population est généralement **neutre et attentiste**. Elle ne s'engage véritablement qu'envers le parti qui lui apparaît devoir l'emporter dans la durée<sup>31</sup>. » On retrouve cette idée dans les autres documents de doctrine occidentaux. Plusieurs conséquences sont tirées de ce postulat initial.

30. David Galula, *Counter-insurgency Warfare, Theory and Practice*, New York, Pall Mall Press, 1964, p. 77 ; notre traduction.

31. DIA-3.4.4, *Contre-insurrection (COIN)*, op. cit., p. 18.

**Sur le plan stratégique**, la contre-insurrection est reconnue comme une entreprise autant politique que militaire<sup>32</sup> qui doit faire l'objet d'une stratégie intégrale, dirigée par l'État menacé. Mais l'application de ce principe se heurte dans les situations actuelles à des difficultés encore plus grandes que dans les années 1950-1960. S'il existe encore des insurrections « classiques » mettant aux prises gouvernement central et mouvement proto-étatique insurgé (FARC en Colombie, Tigres tamouls au Sri Lanka avant leur extermination), les insurrections contemporaines prennent la forme d'une lutte pour (ou contre) un pouvoir central qu'il s'agit de restaurer, soit parce qu'il n'existe plus (Irak en 2003), soit parce qu'il n'a jamais disposé d'une légitimité et d'une autorité réelles. C'est le cas dans les sociétés « segmentées » ou les États faillis, qui ne sont plus gouvernés depuis longtemps (Afghanistan, Yémen, Somalie). Par conséquent, l'objet même des stratégies contre-insurrectionnelles évolue. Il ne s'agit plus de consolider l'autorité étatique en « modernisant » des sociétés en transition, comme dans les années 1960, et donc de renforcer par des réformes une légitimité chancelante, mais de construire un État, de préférence conforme au modèle occidental, dans un environnement de concurrence politique violente, dans lequel la légitimité ne réside pas dans les institutions. L'enjeu ultime est donc la construction d'un nouveau « contrat social », comme le souligne la doctrine française, sans toutefois expliquer comment. On entre dans une logique ambitieuse de *State-building*, selon la formule américaine, ou de *Peace-building*, terme utilisé par l'ONU.

Face à l'ampleur de la tâche, l'unité d'effort et de commandement civil et militaire, pourtant reconnue comme indispensable à la contre-insurrection, fait largement défaut. Cela tient d'abord à la faiblesse de l'État hôte, dont les institutions sont « en construction ». Cela tient ensuite à l'intervention des acteurs étrangers, dont les priorités ne concordent pas toujours avec celles du gouvernement soutenu. Chacun dispose de son propre agenda et agit en fonction de ses contraintes nationales ou, plus simplement, conformément à sa routine. La multiplicité des acteurs interdit de fait toute formulation d'une stratégie unique cohérente.

**Sur les plans opératif et tactique**, l'absence de stratégie intégrale complique la mise en œuvre de la logique de contre-insurrection. Celle-ci impliquait traditionnellement une stratégie indirecte d'isolement des régions « contaminées », puis de rétablissement du contrôle du territoire et

---

32. La doctrine française se distingue sur ce point puisqu'elle conçoit la contre-insurrection comme un pilier de la stratégie intégrale de « stabilisation ».

de la population par la restauration d'un maillage politico-administratif. L'absence de capacités de l'État hôte et les faibles volumes de forces étrangères engagées localement dans des coalitions disparates interdisent des stratégies opérationnelles aussi sophistiquées et surtout extrêmement coûteuses financièrement.

Par conséquent, bien que la question de la légitimité soit constamment mise de l'avant, les doctrines et les pratiques tendent en fait à se focaliser sur l'objectif plus concret de «sécurisation» de certaines zones clés et de la population présente. L'approche *Clear-Hold-Build* soulève deux problèmes :

- Elle implique une présence durable et un contrôle étendu du territoire. Or la doctrine française note que «la protection de la population [...] est une exigence dont la réalisation parfaite est souvent illusoire, compte tenu de la relative faiblesse des effectifs déployés et des modes d'action insurgés<sup>33</sup>». Cela conduit à se concentrer sur certains groupes ou certaines zones jugées essentielles, mais en laissant de larges pans du pays aux insurgés.
- La logique d'expansion en «tache d'huile» est entravée par l'absence de stratégie globale et la diversité des initiatives prises dans les différentes zones du théâtre. Les activités de reconstruction restent sur le plan local et ne contribuent pas nécessairement à asseoir la légitimité des institutions nationales.

Les phases *Hold* et *Build* servent surtout à développer, dans les zones sûres, les capacités de l'État hôte à prendre le relais des acteurs étrangers, qui se battent simplement pour en sortir, comme en témoigne l'Afghanistan contemporain. Le schéma *Clear-Hold-Build* se transforme *de facto* en *Clear-Contain-Leave* (CCL). Les techniques et tactiques contre-insurrectionnelles permettent de tenir à distance les insurgés, le temps nécessaire pour former un semblant de forces locales, indispensables pour quitter le pays dans les meilleurs délais. À cet égard, les propos d'un officier américain présentant son expérience de terrain en Afghanistan remettent en cause le principe essentiel de la COIN, à savoir que l'exigence de gagner les cœurs et les esprits des Afghans est une approche fallacieuse. «Notre but ultime est bien de quitter l'Afghanistan» («*a requirement to win the hearts and minds of the Afghan people. This is the wrong approach. Our ultimate goal is to leave Afghanistan*»)<sup>34</sup>.

33. *Ibid.*, p. 39.

34. Colonel John M. Spitzer, «Counterinsurgency in Afghanistan – Lessons learned by a brigade combat team», *Military Review*, vol. XCI, n° 1, janvier-février 2011, p. 73 ; notre traduction.

Les témoignages de cette teneur se multiplient désormais dans la littérature et les blogs professionnels. En effet, l'absence de résultats en Afghanistan commence à partir de 2010 à alimenter une réflexion, généralement teintée de scepticisme, sur la possibilité d'aller au-delà des tactiques de COIN pour produire l'effet stratégique attendu. La question entraîne même une remise en cause des principes désormais « acquis » quant à la manière de conquérir le soutien populaire. Faute de pouvoir vaincre, l'option de « succès » passe par l'association des insurgés au processus de paix par l'intermédiaire de négociations politiques. Position que semble retenir l'administration Obama en Afghanistan<sup>35</sup>.

Une autre approche consiste simplement à se focaliser sur les missions tactiques en laissant l'affaire contre-insurrectionnelle dans les oubliettes de l'histoire dont elle n'aurait jamais dû ressortir. C'est finalement la position française en Afghanistan. Après avoir suivi les évolutions doctrinales dépeintes précédemment, les militaires sont revenus à des considérations plus techniciennes et tactiques, à la suite d'un échange tendu avec les Américains. Les priorités concernent l'élimination des points d'appui des insurgés menaçant les axes routiers logistiques de leurs zones de responsabilité, avant le transfert progressif des missions aux unités afghanes, secteur par secteur.

On a, en quelque sorte, achevé un cycle. Au xx<sup>e</sup> siècle, la contre-insurrection avait péniblement gagné le statut de stratégie intégrale, sous la plume et l'expertise de quelques auteurs. Ces derniers avaient observé l'échec des tactiques de police coloniale et de pacification face à un nouveau système de guerre accompagnant l'émergence des nouveaux États du tiers-monde. À cette époque, la contre-insurrection s'appuyait donc sur la consolidation de l'État, considéré comme une source de modernité et de progrès. Au xxi<sup>e</sup> siècle, l'application de cette logique se heurte à deux difficultés : d'une part, les militaires sont relativement seuls sur le terrain pour mettre en œuvre des programmes de développement qui dépassent largement leurs compétences traditionnelles ; d'autre part, c'est l'État hôte lui-même qui fait défaut, privant d'objet les stratégies de conquête du soutien populaire.

C'est le sens des derniers écrits de David Kilcullen<sup>36</sup> et de certains autres qui n'hésitent plus aujourd'hui à critiquer l'approche COIN comme décalée. Au lieu de se focaliser sur les « bonnes pratiques » et les principes

35. Voir à ce sujet les conclusions de l'analyse de Thomas R. Mockaitis, *Resolving Insurgencies*, Carlisle Barracks, U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, juin 2011.

36. Sebastian L.V. Gorca et David Kilcullen, « An actor-centric theory of war: Understanding the difference between COIN and counterinsurgency », *Joint Forces Quarterly*, vol. 60, 1st Quarter 2011, p. 14-18.

doctrinaux, il vaudrait mieux reconnaître que l'entreprise occidentale relève en fait de la construction d'État et soulève des difficultés d'une ampleur bien supérieure aux capacités d'investissements financiers consentis, tout en dépassant les objectifs réels de sécurité, visant initialement l'élimination de groupes terroristes.

## LA STRATÉGIE AF-PAK

### Une guerre contre quels talibans ?

*Gérard Hervouet, Aurélie Campana  
et Nicola Contessi*

Près de dix ans après le début des interventions américaine et internationale en Afghanistan, la situation politique et militaire semble inextricable. Le réseau des talibans afghans et les groupes opposés au gouvernement Karzai ne cessent de regagner du terrain<sup>1</sup>. Toujours très actifs dans le sud, particulièrement autour de Kandahar et d'Helmand, ils multiplient les attaques dans les provinces de Kaboul, Kapisa, Parwan, Logar, Wardak, Laghman et Ghazni,

---

1. Anthony H. Cordesman, *Shape, Clear, Hold, Build, and Transfer : The Full Metrics of the Afghan War*, Washington, D.C., Center for Strategic and International Studies, 18 février 2010, <[http://csis.org/files/publication/100302\\_afghan\\_metrics\\_combined.pdf](http://csis.org/files/publication/100302_afghan_metrics_combined.pdf)>, consulté le 19 octobre 2011.

situées plus au nord et jusque-là plus ou moins épargnées<sup>2</sup>. Les négociations avec les talibans, discussions entamées d'abord discrètement puis présentées comme une étape incontournable vers la réconciliation et la résolution d'un conflit aux ramifications multiples<sup>3</sup>, piétinent malgré l'ouverture d'un bureau taliban au Qatar en janvier 2012. Enfin, les Américains accentuent leur pression sur le Pakistan, régulièrement accusé de faire le jeu des groupes talibans et de leurs alliés, voire de les soutenir par l'intermédiaire de ses services secrets (Inter-Services Intelligence – ISI). Les talibans afghans ont en effet trouvé refuge au Pakistan dès la fin de l'année 2001. Bénéficiant d'appuis multiples, entre autres de la part de ceux que l'on qualifie couramment de « talibans pakistanais<sup>4</sup> », ils se sont progressivement réorganisés et réarmés.

La prise en considération de cette réalité changeante a contraint les Américains et les membres de la coalition internationale sous commandement de l'OTAN à repenser les stratégies jusque-là poursuivies. En 2009, l'administration Obama a ainsi mis sur pied une politique régionale, communément appelée « AF-PAK », qui fusionne les fronts afghan et pakistanais. Cette approche met en place une stratégie unifiée et coordonnée qui articule interventions militaires de chaque côté de la ligne Durand et pressions politiques, dont l'objectif principal est de pousser le gouvernement pakistanais à intensifier sa lutte contre les talibans, leurs alliés ou affiliés, au nombre desquels figure al-Qaïda. Cette politique fait de la frontière entre les deux États un enjeu de première importance. Cette dernière, située en terrain montagneux, se caractérise avant tout par sa porosité et son instabilité, offrant des conditions propices à la circulation des combattants comme des trafiquants d'armes et d'opium<sup>5</sup>.

---

2. The International Crisis Group (ICG), « The insurgency in the Afghanistan's heartland », *Asia Report*, n° 207, 27 juin 2011, <<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/afghanistan/207%20The%20Insurgency%20in%20Afghanistans%20Heartland.pdf>>, consulté le 13 juillet 2011.

3. Les premières négociations entre des talibans et des représentants de la mission des Nations Unies en Afghanistan ont eu lieu dès 2003. Le gouvernement afghan d'Hamid Karzai a mené parallèlement des discussions avec les représentants du réseau taliban afghan dès 2009, puis les Américains ont accepté des négociations directes en 2011. Masadykov Talatbe, Antonio Giustozzi et James Michael Page, *Negotiating with the Taliban: Toward a Solution for the Afghan Conflict*, Crisis States Research Centre working papers series 2, 66, Crisis States Research Centre, Londres, London School of Economics and Political Science, 2010.

4. Le chapitre de Julian Schofield dans cet ouvrage établit une typologie de différents groupes insurgés en Afghanistan et présente les talibans pakistanais.

5. Stanley Sloan, « NATO in Afghanistan », *UNISCI Discussion Papers*, n° 22, janvier 2010, <<http://www.ucm.es/info/unisci/revistas/UNISCI%20DP%2022%20-%20SLOAN.pdf>>, consulté le 10 août 2010.

Ce chapitre a pour objectif d'analyser la stratégie régionale mise en place par les Américains et l'OTAN en 2009 et les réponses pakistanaises à la montée des talibans. Si l'on peut constater une évolution parallèle de la stratégie américaine et des efforts de contre-terrorisme pakistanais, on remarque que les intérêts entre les deux alliés divergent, de même que leurs représentations des conflits qui se déroulent en Afghanistan et au Pakistan. La politique des États-Unis ne prend ainsi que peu en considération les intérêts du Pakistan, pas plus qu'elle ne s'attarde aux dynamiques politiques et sociales propres à ce pays. De la même manière, elle peine à intégrer les réalités afghanes. De plus, on remarque que les actions menées par les différents protagonistes s'inscrivent dans une temporalité différente, oscillant entre le court terme pour les États-Unis et l'OTAN, dont le retrait est planifié pour 2014, le moyen terme pour les talibans afghans qui cherchent à se réinstaller à Kaboul, et le long terme pour les Pakistanais qui, tout en tentant de satisfaire l'allié américain, composent avec des groupes talibans solidement ancrés dans la société pakistanaise.

La réflexion se déroulera en trois temps. Nous reviendrons tout d'abord sur les approches successives développées par les États-Unis et les membres de la coalition internationale placée sous commandement de l'OTAN. Cette première partie sera entre autres l'occasion de comprendre comment la frontière a été érigée, au fur et à mesure de la transformation des conflits en sols afghan et pakistanais, en enjeu crucial. Puis, dans un second temps, nous analyserons les stratégies privilégiées par les Américains et l'OTAN dans cette zone frontalière. Ces dernières tentent d'articuler, avec un succès tout relatif, interventions militaires et mise en place de programmes de renforcement des capacités de l'État afghan. Enfin, nous nous arrêterons sur les politiques pakistanaises et leur évolution. Cette dernière partie analysera la posture ambiguë du Pakistan, les réalités politiques internes qui contraignent les stratégies déployées par Islamabad pour lutter contre les talibans, de même que les jeux politiques régionaux, qui influencent le positionnement du Pakistan à l'endroit des États-Unis.

## LA STRATÉGIE AF-PAK ET L'IMPORTANCE DE LA FRONTIÈRE

### Contre-terrorisme et contre-insurrection en Afghanistan : la confusion des genres

Les opérations menées en Afghanistan relèvent de deux catégories *a priori* distinctes, mais qui se recourent<sup>6</sup> : le contre-terrorisme, qui consiste à traquer les membres du réseau al-Qaida, et la contre-insurrection, qui comprend deux dimensions, un volet militaire, qui vise à stabiliser un pays traversé de nombreux conflits, et un volet civil, qui articule aide au développement et renforcement des capacités de l'État afghan. Les liens entre ces deux types d'opérations ne sont pas nouveaux. Ils se trouvent néanmoins renforcés dans le contexte post-11 septembre, marqué entre autres par une militarisation accrue de la lutte contre le terrorisme et une redécouverte de la contre-insurrection à la faveur des interventions américaines et internationales en Irak et en Afghanistan.

L'Afghanistan a d'abord été le théâtre d'une opération antiterroriste menée par les Américains, aidés en cela par plusieurs pays alliés, dont le Canada et les groupes afghans hostiles aux talibans. Lancée le 7 octobre 2001, l'Operation Enduring Freedom (OEF) avait pour objectifs de capturer les leaders d'al-Qaida, de démanteler les camps d'entraînement administrés entre autres par la nébuleuse terroriste, mais aussi de « détruire les capacités militaires du régime taliban<sup>7</sup> ». Parallèlement, le processus politique de reconstruction de l'État afghan entamé lors de la conférence de Bonn en décembre 2001 sanctionne la création d'une force internationale mandatée par l'ONU, la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS). Cette dernière passe sous commandement de l'OTAN en août 2003. Dès 2005, une opération de contre-insurrection, dont les moyens, l'ampleur et l'ancrage géographique ont été sans cesse redéfinis, se met en place. L'objectif est double : d'une part, soutenir le processus de renforcement de l'État afghan, en participant à la restructuration des forces de sécurité (armée nationale afghane, police, gendarmerie et douanes afghanes) tout en dotant le gouvernement Karzai de la légitimité politique qui lui fait défaut ; d'autre part, chasser les talibans des bastions qu'ils contrôlent et empêcher leur réinstallation dans les zones dans lesquelles ils étaient présents avant l'intervention de 2001.

6. Daniel L. Byman, « Friends like this : Counterinsurgency and war on terrorism », *International Security*, vol. 31, n° 2, automne 2006, p. 83 et p. 87.

7. George W. Bush, « Address to the Nation », 7 octobre 2001, texte reproduit dans *The New York Times*, 8 octobre 2001, p. B6 ; notre traduction.

Ces deux opérations n'ont pas, à ce jour, été formellement fusionnées, mais leurs commandements respectifs ont été partiellement « consolidés<sup>8</sup> » au cours de la phase 2 de la FIAS (2005-2006)<sup>9</sup>. Bien que la FIAS soit officiellement responsable de la sécurité sur tout le territoire afghan depuis 2008 (phase 4), l'OEF conserve une certaine autonomie, et ce même si, au-delà des différences stratégiques et tactiques, les deux opérations tendent de plus en plus à converger autour de l'adoption de méthodes contre-insurrectionnelles. On remarque d'ailleurs une forte tendance à assimiler les talibans à al-Qaïda tant dans les discours que dans la pratique. Cette confusion va au-delà de la simple rhétorique, puisqu'elle a induit un refus formel, du moins officiellement, de négocier avec les talibans modérés avant 2008<sup>10</sup>. Cette position a certes évolué depuis : une dissociation entre al-Qaïda et les talibans a été partiellement opérée<sup>11</sup> et un difficile dialogue a été entamé, rompu, puis repris avec les branches modérées d'un mouvement relativement structuré<sup>12</sup>. Pourtant, cette approche moins rigide n'a aucunement permis d'inverser la tendance observable depuis 2005. Ainsi, après une courte période de recul, les talibans afghans, soutenus par les talibans pakistanais et, dans une certaine mesure, par certains services de l'ISI<sup>13</sup>, ont progressivement regagné du terrain en Afghanistan, menant des attaques au potentiel déstabilisateur et installant des gouvernements parallèles aux quatre coins du pays<sup>14</sup>.

Cette résurgence des talibans a eu pour effets d'accentuer les combats sur le terrain et de fragiliser les missions internationales et le gouvernement Karzai. La réponse des forces américaines et internationales s'est largement inspirée de l'expérience des États-Unis en Irak. Après moult débats internes, la FIAS, placée sous commandement

8. Stanley Sloan, « NATO in Afghanistan », *op. cit.*

9. Ivan Dinev Ivanov, *Transforming NATO : New Allies, Missions and Capabilities*, Plymouth, Lexington, 2011, p. 206.

10. Robert Gates affirme en octobre 2008 qu'il est prêt à envisager une négociation politique avec les éléments les plus modérés des talibans afghans. Matt Waldman, « Dangerous liaisons with the Afghan taliban : The feasibility and risks of negotiations », *Special Report*, n° 256, United States Institute of Peace, octobre 2010, p. 1.

11. Conseil de sécurité des Nations Unies, *Résolution 1989 concernant Al-Qaïda et les personnes et entités qui lui sont associées*, 17 juin 2011.

12. Sur la structuration du mouvement taliban et l'acquisition de nouvelles capacités, voir Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop. The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, New York, Columbia University Press, 2008.

13. Ahmed Rashid, *Le retour des talibans*, Paris, Delavilla, 2009, p. 114.

14. Sur les conditions qui ont permis à l'insurrection talibane d'émerger et de se structurer, voir Seth G. Jones, « The rise of Afghanistan's insurgency : State failure and Jihad », *International Security*, vol. 32, n° 4, printemps 2008, p. 7-40. Sur la mise en place de structures gouvernementales, voir les différents chapitres dans Antonio Giustozzi (dir.), *Decoding the New Taliban*, New York, Columbia University Press, 2009.

américain, opère en 2009 un changement de stratégie, se donnant comme objectif non plus de chasser les talibans, mais de « gagner les cœurs et les esprits » des Afghans. La force internationale cherche dès lors, dans une optique contre-insurrectionnelle<sup>15</sup>, à s'allier la population afin de couper les talibans de leur base sociale. Pour ce faire, elle multiplie les opérations de sécurisation des villes et des campagnes, renforce sa présence sur le terrain et mène des activités de développement<sup>16</sup>. Ce changement de stratégie s'inscrit dans une nouvelle approche<sup>17</sup>, discutée tout au long de 2009 et formellement adoptée en janvier 2010 par l'administration Obama, qui cherche à donner un nouveau souffle à un conflit qui tend à s'enraciner dans la durée.

## LA STRATÉGIE AF-PAK

Cette stratégie, nommée « AF-PAK », ne lève pas la confusion entre contre-terrorisme et contre-insurrection, puisqu'elle est d'abord destinée à « bouleverser, démanteler et détruire al-Qaida en Afghanistan et au Pakistan<sup>18</sup> », alors même que les insurrections talibanes en sont les principales cibles. Elle inclut toutefois une dimension régionale, qui avait jusque-là été occultée<sup>19</sup>. Elle unifie ainsi les fronts afghan et pakistanais. Nombre de responsables militaires et politiques américains estiment en effet que la solution du conflit en Afghanistan se trouve au Pakistan<sup>20</sup>, où les talibans afghans ont trouvé refuge et appuis.

15. David Kilcullen, *Counterinsurgency*, Oxford, Toronto, Oxford University Press, 2010.

16. Anthony H. Cordesman, *Shape, Clear, Hold, Build, and Transfer*, op. cit.

17. The White House, Office of the Press Secretary, *Remarks by the President on a New Strategy for Afghanistan and Pakistan*, Dwight D. Eisenhower Executive Office Building, Room 450, mars 27, 2009, 9:40 A.M. EDT, site Web officiel de la Maison-Blanche, <[http://www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Remarks-by-the-President-on-a-New-Strategy-for-Afghanistan-and-Pakistan/](http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-the-President-on-a-New-Strategy-for-Afghanistan-and-Pakistan/)>, consulté le 31 mars 2011.

18. *Idem*.

19. Larry Goodson et Thomas H. Johnson, « Parallels with the past. How the Soviets lost in Afghanistan, how the Americans are losing », *Orbis*, vol. 55, n° 4, automne 2011, p. 585.

20. « Meet the press », 7 décembre 2008, <[http://www.msnbc.msn.com/id/28097635/ns/meet\\_the\\_press/t/meet-press-transcript-dec/#.UK0FUofaWdc](http://www.msnbc.msn.com/id/28097635/ns/meet_the_press/t/meet-press-transcript-dec/#.UK0FUofaWdc)> (dernière consultation le 21 novembre 2012), cité dans K. Alan Kronstadt, *Pakistan : Key Current Issues and Developments*, Congressional Research Service, p. 3.

Cette stratégie propose d'intégrer plus avant les aspects militaires et civils. Elle implique un engagement multidimensionnel sur les fronts militaires, diplomatiques, économiques et communicationnels<sup>21</sup>, et s'accompagne de l'envoi de renforts militaires et civils. Les premiers ont été principalement déployés dans les provinces de Kandahar et d'Helmand, où la situation sécuritaire s'est grandement dégradée depuis 2005. L'envoi de plusieurs dizaines de milliers de soldats américains (*the surge*) consacre la volonté politique affichée par les États-Unis, qui avaient délaissé l'Afghanistan au profit de l'Irak dans les années 2003-2008, de reprendre l'avantage sur le terrain. Les seconds sont chargés de la mise en place de projets de développement et des actions visant au renforcement des capacités de l'État afghan. Les critiques sur ces deux aspects sont nombreuses : outre les errements stratégiques maintes fois dénoncés<sup>22</sup>, elles insistent sur l'insuffisance des renforts et l'inadéquation des programmes mis en place, mal adaptés aux réalités locales.

Au-delà de ce volet militaro-politique, la principale innovation introduite par cette nouvelle approche concerne l'attention portée au Pakistan. La collaboration tripartite entre l'Afghanistan, le Pakistan et les États-Unis évolue vers un forum au sein duquel des questions relatives au commerce, au développement, au partage de renseignements et à la coopération militaire à la frontière sont privilégiées<sup>23</sup>. Des programmes d'aide, d'un montant avoisinant les 7,5 milliards de dollars pour la période 2009-2014, ont également été mis à la disposition du Pakistan<sup>24</sup>. Ils sont toutefois conditionnels à l'atteinte de certains objectifs, notamment dans le domaine

- 
21. The White House, Briefing Room : Statements & Releases, « What's new in the strategy for Afghanistan and Pakistan », site Web officiel de la Maison-Blanche, <[http://www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Whats-New-in-the-Strategy-for-Afghanistan-and-Pakistan/](http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Whats-New-in-the-Strategy-for-Afghanistan-and-Pakistan/)>, consulté le 26 mars 2011.
  22. Entre autres, l'addition de stratégies locales au détriment d'une stratégie nationale. Voir Gilles Dorronsoro, *The Taliban's Winning Strategy in Afghanistan*, Washington, D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2009, <[http://www.carnegieendowment.org/files/taliban\\_winning\\_strategy.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/taliban_winning_strategy.pdf)>, consulté le 10 août 2010.
  23. U.S.-Afghanistan-Pakistan Trilateral Consultations II, Remarks, Hillary Rodham Clinton, Secretary of State, Afghan President Hamid Karzai and Pakistani President Asif Ali Zardari, Benjamin Franklin Room, Washington, D.C., 6 mai 2009, <<http://www.state.gov/secretary/rm/2009a/05/122706.htm>>, consulté le 30 mars 2011.
  24. Voir aussi Mosharraf Zaidi, *Policy Brief : Stumbling on the « Af-Pak » Border*, Jinnah Institute, <<http://www.jinnah-institute.org/programs/strategic-security-program/123-jip-policy-brief-stumbling-on-the-qaf-pakq-border/>>, consulté le 2 avril 2011.

de lutte antiterroriste. La stratégie AF-PAK, combinée à la législation Kerry-Lugar-Berman<sup>25</sup>, permet à première vue de renouveler le partenariat avec Islamabad.

Cependant, derrière cette façade diplomatique et les discours affichant convergence d'intérêts et volonté de collaborer plus étroitement, les États-Unis cherchent à accentuer leurs pressions sur le Pakistan, jugé trop peu enclin à intervenir dans les régions frontalières (FATA et province de Khyber Pakhtunkhwa), et à lutter efficacement contre les talibans et al-Qaida. Une telle politique a évidemment été mal perçue au Pakistan, particulièrement dans les cercles militaires<sup>26</sup>. De plus, elle ne tient aucunement compte des dynamiques internes politiques et sociales propres à ce pays. Elle incarne toutefois l'évolution de la pensée stratégique à Washington, qui accorde une nouvelle importance à la frontière.

Les violences se sont multipliées depuis 2001 dans ces zones peuplées à majorité de Pachtones<sup>27</sup> et dans lesquelles la démarcation frontalière (la Ligne Durand) n'a pas effacé les solidarités tribales. Elle est depuis désignée comme un « sanctuaire terroriste » d'où opèrent les talibans afghans et pakistanais et des organisations terroristes comme al-Qaida<sup>28</sup>. L'absence de contrôle de la frontière des deux côtés de la Ligne Durand s'explique tant par la géographie et le manque d'infrastructures du côté afghan que par la relative autonomie des FATA au sein de l'État pakistanais<sup>29</sup>. Cet état de fait constitue un défi pour les États-Unis comme pour la force internationale. L'idée même de fermer la frontière est tout simplement inenvisageable pour des raisons tant pratiques que politiques. Il s'agit donc de mettre en place une stratégie permettant d'établir un meilleur contrôle de cette zone devenue au fil des ans hautement stratégique.

---

25. Ou le projet de loi du Sénat « Pakistan enduring assistance and cooperation enhancement act », juin 2009, dans K. Alan Kronstadt, *Pakistan : Key Current Issues and Developments*, Washington, D.C., Congressional Research Service, p. 8.

26. Karl Fischer, « The AfPak strategy : Reactions in Pakistan », *Afghanistan Analysts Network Policy Briefing*, février 2010, p. 8.

27. Si les talibans sont en majorité pachtones, tous les Pachtones ne sont pas talibans. La politique américaine dans la région entretient la confusion entre Pachtones, talibans et al-Qaida.

28. Jayshree Bajoria, *The Troubled Afghan-Pakistani Border*, Washington, D.C., Council on Foreign Relations, 20 mars 2009, <<http://www.cfr.org/pakistan/troubled-afghan-pakistani-border/p14905>>, consulté le 20 août 2011.

29. Ty L. Groth, « A fortress without walls : Alternative governance structures on the Afghan-Pakistan frontier », dans Anne L. Clunan et Harold A. Trinkunas (dir.), *Ungoverned Spaces. Alternatives to State Authority in an Era of Softened Sovereignty*, Stanford, Stanford University Press, 2010, p. 95-112.

## LE CONTRÔLE DE LA FRONTIÈRE ET LES INTERVENTIONS AMÉRICAINES AU PAKISTAN

D'abord négligée, la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan a progressivement pris une importance centrale, obligeant tant les États-Unis que la FIAS à revoir leur stratégie et à se doter de nouveaux outils. On constate d'ailleurs une intensification des actions à la frontière tout au long de l'année 2011.

### Les tentatives de sécurisation de la frontière

La sécurisation de la frontière prend trois formes principales : des opérations armées menées le long de la Ligne Durand et dans les provinces voisinant le Pakistan ; la construction d'infrastructures permettant de rationaliser la frontière et d'inculquer à un personnel plus ou moins formé de nouvelles normes et pratiques ; la difficile tentative de renforcer la coopération avec le voisin pakistanais sur cet aspect précis.

Cette nouvelle obsession pour la frontière s'est d'abord manifestée par une intensification des opérations sur le territoire afghan dans les provinces et les districts limitrophes du Pakistan. Il s'agit tout autant de couper des routes empruntées par les talibans entre l'Afghanistan et le Pakistan et de chasser les groupes présents en sol afghan que de gagner le soutien de la population locale dans la logique évoquée plus haut. Plusieurs offensives majeures ont été menées depuis le printemps 2010. La plus médiatisée a eu lieu dans la ville de Marjah, de la province d'Helmand<sup>30</sup>. Elle a représenté le début d'une campagne aux résultats plus que mitigés. Au-delà des pertes civiles et des déplacements de population induits par ce type d'opération<sup>31</sup>, les gains semblent minimes et surtout très temporaires : non seulement les talibans trouvent rapidement à se relocaliser, mais le soutien de la population locale semble pour le moins difficile, pour ne pas dire impossible à obtenir.

La stratégie du *Clear-Hold-Build* trouve ici des limites d'autant plus importantes que la méfiance envers les troupes internationales et toute instance représentant le gouvernement afghan va grandissant à mesure que

30. Judy Nichols Douglass, « Petraeus : Marjah offensive is first step in Afghanistan campaign », *The Christian Science Monitor*, 21 février 2010, <<http://www.csmonitor.com/USA/Military/2010/0221/Petraeus-Marjah-offensive-is-first-step-in-Afghanistan-campaign>>, consulté le 12 septembre 2011.

31. Mohammad Amin Madaqiq, « After Marjah and Kandahar : How many more operations in Afghanistan? », RFE/RL, 10 avril 2010, <[http://www.rferl.org/content/After\\_Marjah\\_And\\_Kandahar\\_How\\_Many\\_More\\_Operations\\_In\\_Afghanistan/2013090.html](http://www.rferl.org/content/After_Marjah_And_Kandahar_How_Many_More_Operations_In_Afghanistan/2013090.html)>, consulté le 12 septembre 2011.

les opérations s'intensifient. Des fouilles, présentées comme ciblées contre des talibans potentiels ou des individus qui les soutiennent, sont ainsi régulièrement menées dans les zones frontalières comme dans le reste de l'Afghanistan. Ces opérations sont d'autant moins bien perçues qu'elles ont généralement lieu la nuit et qu'elles violent un certain nombre de normes culturelles<sup>32</sup>, et ce, même si elles sont, en général, conduites par des équipes associant soldats de l'OTAN et soldats afghans.

Dans le même temps, les talibans consolident leurs appuis dans la population, usant aussi bien de la force et de l'intimidation que du ressentiment exprimé par nombre d'Afghans à l'endroit des forces de la coalition, considérées comme des forces d'occupation. Surtout, les talibans ont prouvé leur résilience et leur capacité à mener des opérations d'ampleur. La destruction, le 6 août 2011, d'un hélicoptère transportant des troupes de la FIAS et de l'ANA<sup>33</sup> démontre la capacité de nuisance des insurgés. Elle a été suivie d'une intensification des opérations contre les talibans, particulièrement à la frontière, qui n'ont toutefois eu qu'un impact minime sur la circulation des biens et des personnes.

La sécurisation implique également une accélération des efforts de recrutement et de formation des troupes de sécurité afghanes (ANA, police nationale afghane et police des frontières), ainsi qu'une généralisation des actions de mentorat. Ces missions de formation sont assurées par tous les corps des armées participant à la coalition internationale, de même que par des douaniers et des officiers de la police des frontières<sup>34</sup>. Parallèlement, de nouvelles pratiques sont instaurées afin d'identifier les contrebandiers et les potentiels insurgés : prise d'empreintes, photographie de la rétine, tenue d'une base de données recensant les passages aux frontières. Les camions sont également scannés, afin de détecter la présence d'explosifs. Enfin, de nouvelles infrastructures sont construites, permettant de matérialiser les postes-frontières.

Cette stratégie, qui fait partie intégrante de la volonté « d'afghaniser » le conflit et conséquemment de déléguer de plus en plus de tâches aux forces de sécurité afghanes, se heurte aux mêmes difficultés que partout ailleurs en Afghanistan. À l'illettrisme d'une bonne partie des

32. Paul Wood, « Night raids dog Nato's Afghan operation », *BBC South Asia*, 14 avril 2011, <<http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-13038532>>, consulté le 12 septembre 2011.

33. Paul Tait, « What happened on night of deadly Afghanistan helicopter crash? », *Reuters*, 10 août 2011, <<http://www.reuters.com/article/2011/08/10/us-afghanistan-crash-idUSTRE7792ET20110810>>, consulté le 10 octobre 2011.

34. Pour la seule année 2011, la secrétaire à la Sécurité intérieure des États-Unis, Janet Napolitano, a annoncé l'envoi de 52 douaniers et officiers de la police des frontières américaines et de 25 agents des services de l'immigration et de la protection des frontières. « Visiting US official discusses border security training in Afghan capital », *Pajhwok Afghan News*, 1<sup>er</sup> janvier 2011.

nouvelles recrues s'ajoute l'omniprésence du clientélisme et de la corruption. Certaines pratiques culturelles diminuent également la portée des opérations de vérification : la police aux frontières afghanes se montre ainsi réticente à contrôler des hommes qui accompagnent des femmes<sup>35</sup>. La fluctuation des allégeances et l'infiltration des forces de sécurité par les talibans représentent un autre défi, qui rend l'impact de cette stratégie difficile à évaluer, même si des progrès ont été réalisés.

Enfin, la gestion de la frontière ne peut se faire sans une collaboration avec le Pakistan. La FIAS et Islamabad tiennent des consultations fréquentes sur l'harmonisation des procédures aux postes-frontières. Plusieurs centres de coordination, dont celui de Torkham (passe de Khyber), le point de passage le plus fréquenté entre l'Afghanistan et le Pakistan, rassemblent les polices des frontières et les armées afghane et pakistanaise<sup>36</sup>. Toutes ces initiatives ne parviennent toutefois pas à enrayer le mouvement des insurgés entre les deux pays. La situation dans le Sud reste préoccupante, mais les attaques orchestrées en 2011, entre autres par le réseau Haqqani<sup>37</sup>, à l'est de l'Afghanistan constituent une source additionnelle d'inquiétude pour le commandement de la FIAS, tant la situation aux abords de Kaboul devient précaire<sup>38</sup>. Si, dans les discours, les généraux pakistanais s'accordent sur la nécessité de se doter de moyens supplémentaires pour renforcer les mesures de contrôle à tous les postes frontaliers jugés stratégiques, dans les faits, ces zones montagneuses restent extrêmement poreuses.

Il faut dire que toutes les questions liées à la gestion de la frontière restent extrêmement sensibles, les Pakistanais accusant fréquemment les troupes de la force internationale et les Américains de violer sciemment leur espace aérien, voire de pénétrer en territoire pakistanais. Plusieurs incidents viennent régulièrement émailler les relations entre les deux

35. Carmen Gentile – Special for USA Today, «NATO, Taliban sparring tax Afghan border town», *Military Times*, 1<sup>er</sup> juillet 2011, <<http://www.militarytimes.com/news/2011/07/gannett-afghanistan-border-crossing-disputes-frequent-070111/>>, consulté le 10 août 2011.

36. «Border Security : Promoting cooperation between Afghanistan and Pakistan», *ISAF Topics*, site Web de l'OTAN, s.d., <<http://www.nato.int/isaf/topics/border-security/index.html>>, consulté le 10 août 2011.

37. Sur ce réseau et l'évolution de son rôle dans les insurrections, voir Jeffrey A. Dressler, *The Haqqani Network. From Pakistan to Afghanistan*, Washington, D.C., Institute for the study of war, octobre 2010.

38. Baqir Sajjad Syed, «Border control discussed with Isaf», *Dawn*, 26 novembre 2011, <<http://www.dawn.com/2011/11/26/border-control-discussed-with-isaf.html/print/>>, consulté le 19 décembre 2011.

alliés<sup>39</sup>. L'épisode le plus notable a eu lieu en novembre 2011, après qu'une attaque aérienne menée par la FIAS eut fait 24 morts parmi les soldats de l'armée pakistanaise<sup>40</sup>. Les relations entre la FIAS et le Pakistan se sont depuis détériorées : en représailles, le Pakistan a provisoirement fermé les routes de ravitaillement de la FIAS et tenté d'évincer les Américains de la base de Shamsi, qu'ils louaient depuis 2001<sup>41</sup>. Si la communication entre la FIAS et le Pakistan n'a pas été coupée, les actions de coordination s'avèrent plus difficiles à mettre en place. Les incursions fréquentes de la FIAS au Pakistan constituent un profond irritant, qui ralentit considérablement la coopération au sujet de la gestion de la frontière. L'utilisation de plus en plus systématique de drones ne fait qu'amplifier un malaise solidement ancré entre les deux acteurs.

### La campagne d'attaques par les drones menée par les Américains

L'un des changements les plus significatifs introduits par la stratégie AF-PAK en 2009 concerne le rôle de la CIA, qui se voit confier le programme d'assassinats ciblés mis sur pied par l'administration Bush et réalisé à l'aide de drones. Ces derniers opèrent principalement dans les régions du sud et du nord du Waziristan (zones tribales). Si, au cours de la période 2001-2007, al-Qaida représentait l'objectif principal de ces attaques, les talibans et, depuis 2011, les membres du réseau Haqqani constituent désormais les cibles privilégiées (tableau 8.1)<sup>42</sup>.

39. Par exemple, le 30 septembre 2010, des soldats pakistanais ont trouvé la mort lors d'une attaque aérienne qui a touché un convoi de l'armée pakistanaise. ISAF Headquarters, «ISAF investigates incident on pakistan border», *Press Release*, Kaboul, 30 septembre 2010, 2010-09-CA-017, <<http://www.isaf.nato.int/article/isaf-releases/isaf-investigates-incident-on-pakistan-border.html>>, consulté le 12 septembre 2011. Le 27 avril, une attaque de la FIAS a fait deux blessés côté pakistanaise. «NATO, Afghan forces attack Pakistani check post, two wounded», *Dawn*, 27 avril 2011, <<http://www.dawn.com/2011/04/27/nato-afghan-forces-attack-pakistani-border-check-post.html>>, consulté le 8 octobre 2011. Des échanges de coups de feu ont parfois lieu, comme après une attaque menée par les troupes de l'OTAN en mai 2011. Salman Masood et Eric Schmitt, «Pakistan and NATO trade fire near Afghan border», *The New York Times*, 17 mai 2011, <<http://www.nytimes.com/2011/05/18/world/asia/18pakistan.html?pagewanted=all>>, consulté le 8 octobre 2011.

40. «Pakistan buries 24 troops killed in Nato airstrike», *BBC News Asia*, 27 novembre 2011, <<http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-15908760>>, consulté le 19 décembre 2011.

41. Donna Miles, «Scaparrotti : ISAF border operations continue, but with care», *American Forces Press Service*, Kaboul, 14 décembre 2011, <<http://www.defense.gov/news/newsarticle.aspx?id=66480>>, consulté le 19 décembre 2011.

42. New America Foundation. *The Year of the Drone, An Analysis of U.S. Drone Strikes in Pakistan, 2004-2011*, 10 janvier 2011, <<http://counterterrorism.newamerica.net/drones/>>, consulté le 28 mars 2011.

Tableau 8.1  
FRAPPES DE DRONES PAR CIBLES<sup>43</sup>

Cible	2004-2007	2008	2009	2010	2011	Total
Talibans	6	11	27	42	7	93
Baitullah Mehsud (n'appartiennent pas aux talibans)	0	1	16	s.o.	s.o.	17
al-Qaïda	5	10	9	8	1	33
Haqqani	1	2	4	16	0	23
Autres	0	13	4	68	14	99

Source : New America Foundation, 2012.

Le recours de plus en plus systématique aux drones ne va pas sans créer un certain nombre de tensions et sans susciter des interrogations. Islamabad, qui a pourtant indirectement consenti à leur utilisation, fustige fréquemment les Américains pour les pertes civiles encourues lors des frappes (700 victimes parmi les populations civiles pour la seule année 2009<sup>44</sup>). Ces dernières font en effet naître frustrations et ressentiment dans la population civile, non seulement à l'endroit des Américains, mais également envers les autorités pakistanaises. De plus, il existe de profondes divergences entre les États-Unis et le Pakistan au sujet des groupes visés. Les campagnes d'assassinats ciblés remettent en effet en question les arrangements obscurs conclus entre certains services de l'ISI ou de l'armée et des groupes insurgés. Surtout, ces frappes créent des dissensions au sein même de l'appareil gouvernemental et des cercles militaires pakistanais. Certains n'hésitent pas, dès lors, à adopter une position pour le moins ambiguë envers l'allié américain, voire à soutenir directement ou indirectement les groupes combattus par les Américains<sup>45</sup>.

43. New America Foundation, 2012, <<http://counterterrorism.newamerica.net/drones>>, consulté le 21 novembre 2012.

44. «Over 700 killed in 44 drone strikes in 2009», *Dawn*, 2 janvier 2010. Ces chiffres, tout comme l'identité des individus tués lors de ces campagnes (insurgés, civils, terroristes), font l'objet d'une vive contestation. Ainsi, l'article suivant montre que les dommages collatéraux ne sont pas si importants que cela : Brian Glyn Williams, Matthew Fricker et Avery Plaw, «New light on the accuracy of the CIA's predator drone campaign in Pakistan», *Terrorism Monitor*, vol. 8, n° 41, 11 novembre 2010.

45. Un sondage mené par la firme Gallup en août 2009 montre que 9% des Pakistanais approuvent les frappes de drones et que 59% considèrent que les Américains représentent « la plus grande menace » pour leur pays. Cité dans Steve Breyman et Aneel Salman, *An Analysis of Obama's AfPak Goal and First Objective : Setting the Baseline and Prospects for Success*, Pakistan Security Research Unit (PSRU), Brief Number 59, 29 juin 2010, p. 11.

Ces campagnes consacrent également l'importance prise par la CIA dans les opérations menées par les États-Unis en sol afghan et en territoire pakistanais. L'agence a toujours été présente sur le terrain, mais a indubitablement acquis un rôle nouveau avec l'adoption de la stratégie AF-PAK. Cela relance les débats sur l'articulation de la contre-insurrection et du contre-terrorisme. Les drones, d'abord utilisés dans une perspective de contre-terrorisme, deviennent des instruments de première importance de la contre-insurrection. Cette évolution renforce les tensions et le mélange des genres évoqués plus haut. Certains experts considèrent même que ce détournement dénature les opérations contre-insurrectionnelles<sup>46</sup>.

Nombre d'analystes s'accordent sur la lenteur des progrès réalisés dans le cadre des opérations de contre-insurrection menées par la FIAS. Pour beaucoup, les principaux objectifs de stabilisation et de formation des forces de sécurité afghanes appelées à prendre le relais des soldats de la coalition internationale sont irréalisables d'ici 2014, date annoncée du retrait des troupes américaines et de la fin de la mission de la FIAS. Dès lors, les campagnes d'assassinats ciblés permettent d'accélérer les opérations. Mais si elles gênent les talibans dans leur progression, elles ne parviennent pas à les déstabiliser. De plus, bien que ces avancées rejoignent les objectifs des opérations contre-insurrectionnelles, elles ont des répercussions qui vont à l'encontre des effets recherchés par l'articulation des dimensions civiles et militaires. L'importance prise par les drones et les opérations spéciales illustrent à la fois la confusion grandissante entre contre-terrorisme et contre-insurrection et une valse-hésitation entre la stratégie à privilégier dans un contexte marqué par un enlisement du conflit en Afghanistan et des tensions de plus en plus palpables avec le Pakistan.

## PAKISTAN : UNE POSTURE D'AMBIGUÏTÉ ET DE DÉFIANCE

La dénonciation des ambivalences ou des ambiguïtés du Pakistan, voire de ce que certains observateurs qualifient de duplicité dans ses positions politiques et militaires, semble parfois trop vite apporter une dimension souvent plus partisane que pertinente à certaines analyses. Le constat n'est pas nouveau ; on le fait depuis la création de l'État pakistanais en 1947, sa survie étant effectivement marquée par une sorte d'ambiguïté structurelle. Au cours des dernières années, les dossiers de la suspicion ont été alourdis

---

46. Micheal Boyle, «Do counterterrorism and counterinsurgency go together?», *International Affairs*, vol. 86, n° 2, mars 2010, p. 343-345.

entre autres par l'affaire A. Q. Khan et, plus récemment, par l'exécution, par des forces américaines, d'Oussama ben Laden, réfugié en territoire pakistanais. Ce dernier événement a aggravé le ressentiment américain déjà fortement exprimé à l'endroit d'un allié réfractaire à accepter les règles du jeu de la guerre AF-PAK<sup>47</sup>.

Malgré la confusion des mots et les menaces ouvertes ou voilées de part et d'autre, le climat de tension actuel entre Washington et Islamabad s'explique surtout par la non-correspondance temporelle des intérêts des États-Unis et du Pakistan. Depuis que le président Obama a formulé des échéances précises pour le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, les États-Unis multiplient les gestes d'impatience et exigent des résultats pour légitimer une sortie de conflit en 2014. Le Pakistan ne peut souscrire à l'accélération de la cadence imposée. Dans la perspective des dirigeants pakistanais, ce qu'il adviendra après le retrait occidental importe davantage.

Les autorités américaines, au-delà de la rhétorique obligée des déclarations politiques, sont en quelque sorte prises au piège du dilemme suivant : comment renforcer le Pakistan à long terme tout en le bousculant à court terme ? Le gouvernement pakistanais doit, quant à lui, louvoyer entre les multiples pressions de Washington et les impératifs plus exigeants de sa politique intérieure, tout en faisant en sorte que les États-Unis demeurent le protecteur de l'État pakistanais. Comme dans le passé, après d'inévitables sanctions, de multiples compromis diplomatiques sont envisageables et un retour à l'équilibre acceptable est encore plausible. On se souviendra à ce propos des tensions extrêmement fortes qui avaient suivi les essais nucléaires pakistanais en 1998.

Pour comprendre l'emboîtement des divers enjeux et intérêts américains et pakistanais, on peut, en simplifiant sans doute un peu, mettre en relief deux éléments qui modifient aujourd'hui la nature d'une dynamique conflictuelle depuis longtemps banalisée.

Pour les États-Unis, des soldats sont maintenant tués sur le terrain afghan non seulement par l'ennemi conventionnel taliban, mais aussi par des attaques, en particulier au cœur de Kaboul, que l'armée considère être de plus en plus téléguidées du Pakistan. Pour les dirigeants pakistanais, les interventions américaines dans les zones tribales à l'intérieur de leur territoire aggravent un antiaméricanisme difficile à enrayer et entraînent une poussée sans précédent du jihadisme dans tout le pays.

---

47. Cette notion est fortement contestée par le Pakistan, qui refuse l'idée d'une extension de la guerre sur son territoire et surtout l'association à l'Afghanistan, qu'il ne considère pas être un véritable État.

C'est dans ce contexte très vite esquissé qu'il convient de souligner les pressions américaines récentes pour sécuriser la frontière, d'évaluer les actions militaires du Pakistan dans cette zone très sensible, de rappeler l'effort reconnu d'Islamabad pour contrer les offensives des talibans pakistanais et enfin d'analyser le rôle déterminant de l'armée et des services de renseignement dans l'évaluation globale des menaces intérieures et régionales.

## Sanctions financières et pressions politiques contre les sanctuaires frontaliers

Depuis la fin de l'année 2010, la détérioration des rapports entre Washington et Islamabad est avérée. La tension est parvenue au seuil de l'intolérable lorsqu'un commando des forces américaines a abattu ben Laden au mois de mai 2011 sans que les autorités pakistanaises aient été informées de l'opération. Cette intervention a provoqué humiliation et colère au Pakistan et, bien sûr, une très forte indignation aux États-Unis. Les Américains ont été, plus que jamais, convaincus du double jeu d'un pays « allié » et surtout bénéficiaire chaque année de plus de deux milliards de dollars destinés à appuyer la lutte contre le terrorisme et à contrer le flux d'insurgés vers l'Afghanistan.

En juillet 2011, la Maison-Blanche annonçait qu'elle retiendrait 800 millions de dollars de l'aide militaire octroyée au Pakistan. La décision fut accueillie avec une certaine défiance par les dirigeants politiques et militaires pakistanais. Plusieurs voix discordantes soulignèrent que cela n'affecterait en rien l'effort constant du Pakistan. D'autres, au contraire, avertirent que les militaires ne disposeraient plus à l'avenir des moyens de maintenir une présence dans des zones montagneuses particulièrement difficiles<sup>48</sup>. Le 23 septembre 2011, un comité du Sénat a aggravé la sanction à un milliard de dollars en conditionnant le versement du solde de l'aide promise à la détermination du Pakistan de s'attaquer au réseau Haqqani situé au Nord-Waziristan<sup>49</sup>.

Depuis plusieurs mois, de nombreux militaires américains dénonçaient les compromissions du puissant ISI avec le réseau Haqqani, mais également avec d'autres groupes comme la Quetta Shura Taliban ou

---

48. BBC News, « Pakistan : US aid cut will not harm fight against terror », 2011, <<http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-14104342>>, consulté le 21 novembre 2012 ; à BBC News, « Pakistan threatens to leave Afghan border after US cuts », 2011, <<http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-14124596>>, consulté le 21 novembre 2012.

49. BBC News, « US senators link Pakistan aid to Haqqani crackdown », 2011, <<http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-15014800>>, consulté le 21 novembre 2012.

encore le Lashkar-e-Taïba, tous abrités en territoire pakistanais. Le refuge « accordé » à ben Laden a brutalement donné une grande crédibilité aux appréhensions les plus extrêmes, en plus de les amplifier. Le 15 septembre, le secrétaire d'État à la Défense, Leon Panetta, déclarait que les États-Unis ne toléreraient plus d'attaques venant d'insurgés basés au Pakistan et que toutes les dispositions seraient prises pour défendre les forces américaines<sup>50</sup>.

Immédiatement après cette déclaration, le premier ministre Yusuf Raza Gilani décidait d'annuler sa visite officielle aux États-Unis planifiée pour le 16 septembre<sup>51</sup>. La secrétaire d'État Hillary Clinton, puis d'autres, se joignirent à cette convergence de mises en garde à peine voilées. Le 22 septembre 2011, dans une déclaration fracassante devant le comité du Sénat sur les forces armées, le chef d'état-major, l'amiral Michael Mullen, formulait sans nuances diplomatiques des accusations directes contre le Pakistan. L'amiral Mullen déclara plus précisément :

*The fact remains that the Quetta Shura and the Haqqani Network operate from Pakistan with impunity. Extremist organizations serving as proxies of the government of Pakistan are attacking Afghan troops and civilians as well as U.S. soldiers. For example, we believe the Haqqani Network – which has long enjoyed the support and protection of the Pakistani government and is, in many ways, a strategic arm of Pakistani Inter-Services Intelligence Agency – is responsible for the September 13th attacks against the U.S. embassy in Kabul. There is ample evidence confirming that the Haqqanis were behind the June 28th attack against the Inter-Continental Hotel in Kabul and the September 10th truck bomb attack that killed five Afghans and injured another 96 individuals, 77 of whom were U.S. soldiers<sup>52</sup>.*

Très soigneusement préparé, le témoignage de Mike Mullen a provoqué de très vives réactions au Pakistan à tous les échelons les plus élevés des autorités civiles et militaires. Quelques jours plus tard, une source importante et anonyme du Pentagone cherchait à atténuer, dans une entrevue accordée au *Washington Post*, les propos de Mike Mullen en précisant que le Pakistan utilisait certes divers groupes pour maintenir son influence en Afghanistan, mais que l'ISI ne contrôlait pas le réseau Haqqani comme une unité militaire<sup>53</sup>.

50. AP, « US will pursue Pakistan-based militants : Panetta », 2011, <<http://www.dawn.com/2011/09/15/us-will-pursue-pakistan-based-militants-panetta.html>>, consulté le 21 novembre 2012.

51. « Pakistan PM cancels US visit after Obama refuses to meet him », *Firstpost*, 17 septembre 2011.

52. Max Boot, « Frenemies in Pakistan », *Weekly Standard.com*, vol. 17, n° 4, 10 octobre 2011.

53. *The Washington Post*, 27 septembre 2011.

En portant avec éclat leur différend avec le Pakistan devant le Congrès, les États-Unis ont franchi le seuil d'une nouvelle stratégie dont les éléments semblent surtout dictés par des contraintes d'ordre politique et électoral. En accélérant aussi la cadence des pressions sur le Pakistan, les États-Unis s'exposent à plusieurs risques : non seulement à celui de voir leur « allié » s'empêtrer plus encore dans l'enchevêtrement souvent mal maîtrisé de ses multiples politiques de survie, mais aussi à celui de renforcer la détermination des officiers de l'armée pakistanaise à ne plus combattre que pour la sécurité nationale de leur pays. Par ailleurs, alors que depuis 2008 le pouvoir civil élu et l'appareil militaire cohabitaient tant bien que mal au Pakistan, les interventions américaines des derniers mois ont resserré les rangs de l'ensemble des dirigeants, surtout depuis mai 2011. Cette unité, même de circonstance, renforce un nationalisme pakistanaise plus offensif qui ne sert pas les intérêts américains.

La réponse du Pakistan, dans son ensemble, se traduit par un ralentissement de toutes les opérations dans la zone cruciale de la FATA. Les documents de la Maison-Blanche le confirment en notant une chute des efforts de contre-terrorisme et de contre-insurrection d'avril à juin 2011 et en constatant que la tendance se poursuit depuis juillet 2011. De façon intéressante, le même document souligne cependant que la coordination de l'ISAF se poursuit bien au nord et au sud de la FATA avec le 11<sup>e</sup> et le 12<sup>e</sup> corps de l'armée pakistanaise pour intercepter les militants qui traversent la frontière. Le document précise aussi que les quatre centres de coordination en Afghanistan fonctionnent, mais déplore toutefois qu'aucun centre n'ait encore été établi en territoire pakistanaise malgré une promesse formulée en 2009<sup>54</sup>.

Devant des forces pakistanaises encore plus statiques, le gouvernement américain se place dans une position où il doit agir plus directement. Une plus grande multiplication des attaques de drones, ou l'intervention de forces spéciales, comporte toutefois des risques considérables qu'aucun observateur ne veut sérieusement envisager. Dès octobre 2011, les frappes de drones, dont nous faisons état plus tôt dans ce chapitre, s'intensifient pourtant, et l'une d'entre elles a tué Janbaz Zadrani, un des plus importants dirigeants du réseau Haqqani<sup>55</sup>. Ce ciblage actualise encore plus le contentieux à propos de ce réseau. Situé au Nord-Waziristan, le réseau est bien connu, et ce, depuis longtemps. Issu de la tribu pachtoune des Zadrani, il

54. The White House. Voir les deux rapports *Reports on Afghanistan and Pakistan*, mars 2011 et septembre 2011.

55. Scott Shane, « Drone attack kills a senior militant leader in Pakistan », *The New York Times*, 2011, <<http://www.nytimes.com/2011/10/14/world/asia/drone-attack-in-pakistan-kills-a-haqqani-leader.html?ref=pakistan>>, consulté le 21 novembre 2012.

fut l'un des sept groupes de moudjahidines entraînés par le Pakistan et les États-Unis pour combattre l'armée soviétique en Afghanistan. Opposés aux commandants de l'Alliance du Nord, les Haqqanis rejoignirent les talibans et furent associés à leur gouvernement. La famille est dirigée par Jaluddin Haqqani, qui a cédé le commandement à son fils aîné Sirajuddin. Depuis 2011, ils ont trouvé refuge dans la ville de Miram Shah, d'où ils mènent des opérations contre les forces de l'OTAN en Afghanistan<sup>56</sup>.

Le débat est vif entre Washington et Islamabad à propos de ce réseau qui pourrait, pour le gouvernement pakistanais, constituer un interlocuteur valable dans des négociations de paix. Malgré quelques contacts exploratoires avec certains membres du réseau, le gouvernement américain s'y oppose totalement.

Dans une longue mise au point publiée par le président du Pakistan Asif Ali Zardari le 30 septembre 2011, ce dernier fait, à ce propos, allusion au fait que les États-Unis eux-mêmes ont approché les Haqqanis afin de les convaincre de participer à d'éventuelles négociations de paix. Zardari écrit ainsi : « *While we are accused of harboring extremism, the United States is engaged in outreach and negotiations with the very same groups*<sup>57</sup>. »

Dans l'univers obscur des multiples tractations secrètes, il est aussi envisageable que plusieurs des éléments les plus durs du réseau Haqqani aient été les auteurs des attaques à Kaboul, condamnées avec éclat par l'amiral Mike Mullen, et cela, afin de contrer tout compromis possible avec les États-Unis et le président Karzai.

Afin d'apaiser leurs interlocuteurs américains, les dirigeants pakistanais avaient certainement promis à Hillary Clinton et à l'amiral Mullen qu'une offensive militaire serait lancée au Waziristan du Nord au mois de juillet. Des agences humanitaires actives dans le nord-ouest du Pakistan avaient même été averties de se préparer afin d'accueillir 365 000 personnes

56. Sur le réseau Haqqani, voir Shahid Javed Burks, « The Haqqanis as the pivot in the deteriorating US-Pakistan relations », *ISAS Insights*, n° 138, 3 octobre 2011.

57. Asif Ali Zardari, « Talks to, not at, Pakistan », *Washington Post*, 30 septembre 2011.

susceptibles d'être déplacées<sup>58</sup>. Le Pakistan a, depuis, modifié ses intentions et, malgré la présence de 36 000 militaires déployés au Waziristan du Nord, aucune intervention majeure n'a été rapportée<sup>59</sup>.

En fait, c'est dans l'agence de Kurram, zone très stratégique, que des opérations ont été effectuées en juillet 2011. Les interventions du Pakistan n'ont toutefois touché qu'une petite partie de Kurram et avaient essentiellement comme objectif de sécuriser la route de Thal-Parachinar, qui est la plus courte, depuis la frontière, pour se rendre à Kaboul. Un accord avait été passé entre chiites et tribus sunnites pour garantir l'ouverture de la route. Selon l'habitude du gouvernement pakistanais, c'est le non-respect de l'accord qui l'a forcé à intervenir. Un des chefs du Tehrik-e-taliban Pakistan (TTP), Saeed Haqqani, s'en est dissocié quelques jours avant les attaques pour former le Tehrik-e-Taleban Islami (TTIP). Cette défection a permis au nouveau groupe dissident du TTP d'aligner son attitude sur celle d'autres formations qui avaient conclu des accords avec Islamabad et donc d'échapper aux représailles<sup>60</sup>. La priorité des efforts militaires du Pakistan s'est encore concentrée sur le TTP, composé de talibans pakistanais hostiles aux autorités du gouvernement fédéral et qui ont aussi, entre autres faits d'armes, exécuté l'attaque contre le quartier général de l'ISI.

Les incertitudes quant à la détermination du Pakistan, et sa prudence à ne pas brusquer le mouvement dans des zones, en particulier la FATA, où l'armée pakistanaise ne s'est aventurée pour la première fois qu'en 2004, ne doivent pas nous faire minimiser les efforts déployés par ce pays dans la contre-insurrection. Le prix du sang est déjà très élevé. À la fin de l'année 2010, le général Petraeus l'a lui-même reconnu en précisant :

*We have to be very clear in recognizing what Pakistan has done over the course of the last 22 months which is quite considerable. They've conducted impressive counterinsurgency operations in several regions,*

58. Reuters, « Pakistan to launch operation in N. Waziristan : report », 2011, <<http://www.dawn.com/2011/05/30/pakistan-to-launch-operation-in-n-waziristan-report.html>>, consulté le 5 décembre 2012 ; Reuters, « Aid agencies told to prepare for N. Waziristan evacuation », 2011, <<http://www.dawn.com/2011/05/30/aid-agencies-told-to-prepare-for-n-waziristan-evacuation.html>>, consulté le 21 novembre 2012.

59. Ariel Zirulnick, « Pakistan refuses to battle Haqqani network », *The Christian Science Monitor*, 2011, <<http://www.csmonitor.com/World/terrorism-security/2011/0926/Pakistan-refuses-to-battle-Haqqani-network>>, consulté le 21 novembre 2012.

60. Voir Asad Munir, « Explaining Fazal Saeed's "defection" in Kurram », *The Express Tribune*, 9 juillet 2011 ; Manzoor Ali, « 11 Killed in central Kurram in fifth day of operation », *The Express Tribune*, 9 juillet 2011.

*including the Swat Valley, the North West Frontier Province and the tribal regions. And they have sustained significant military losses and civilians during the course of that time*<sup>61</sup>.

En fait, le Pakistan a été beaucoup plus efficace qu'on ne l'affirme dans sa lutte contre les talibans pakistanais ; les succès remportés dans la vallée de Swat en 2009 le confirment. Ces mêmes opérations ont toutefois été menées par des militaires plus soucieux d'appliquer les méthodes conventionnelles de combat que celles de la contre-insurrection. Comme le précisent Christine Fair et Seth Jones, le terme « contre-insurrection » n'a été que récemment utilisé pour s'adapter au vocabulaire américain, car dans la réalité, l'armée pakistanaise est surtout entraînée au « conflit de basse intensité ». Tous les observateurs s'accordent aussi à souligner la faiblesse des moyens civils et policiers pour « tenir » les zones, ce qui expliquerait les déplacements massifs de réfugiés lors de chaque opération<sup>62</sup>.

### Les analyses divergentes d'un équilibre régional précaire

Depuis sa fondation, le Pakistan alimente en quelque sorte sa survie en puisant dans les ressources toujours renouvelables de son antagonisme avec l'Inde. Ses liens avec les États-Unis, ou avec la Chine, se décryptent avant tout en fonction de ce conflit structurel. La situation en Afghanistan, dans la perspective pakistanaise, n'échappe pas à cette même grille d'analyse. Aucune lecture géopolitique ne peut être imposée ou se substituer à l'évaluation des menaces régionales faites par les autorités pakistanaises elles-mêmes.

Alors que tous les acteurs régionaux poussent le Pakistan à se mobiliser dans une guerre totale contre le terrorisme, et cela sur tout son territoire, le gouvernement résiste, comme il l'a toujours fait. Depuis les régions tribales de l'Ouest jusqu'au Cachemire, les autorités pakistanaises modulent leurs actions en instrumentalisant des groupes pouvant intervenir en Inde, au Cachemire, en Afghanistan, et surtout sur son propre territoire. Dans ce dernier cas, la configuration extrêmement complexe des croisements ethniques, claniques et régionaux explique en partie les négociations souvent obscures pour garantir le statu quo, ou, plus récemment, pour enrayer les poussées du jihad sur le territoire national. Les institutions, l'armée et les services de renseignement constituent l'armature qui

61. « Military operations: US commander predicts coordinated operations », *The Express Tribune with the International Herald Tribune*, 27 décembre 2010, <<http://tribune.com.pk/story/95151/pakistans-counteringsurgency-efforts-impressive-gen-petraus/>>, consulté le 4 décembre 2012.

62. C. Christine Fair et Seth G. Jones, « Pakistan's war within », *Survival*, vol. 51, n° 6, décembre 2009-janvier 2010, p. 183.

pérennise les limites à ne pas franchir. La contre-offensive violente intervenue après les accords conclus à propos de la vallée de Swat avec les talibans pakistanais illustre la rapidité et la brutalité du type de riposte qui suit généralement le non-respect d'accords le plus souvent informels.

Le gouvernement d'Islamabad a toujours négocié des ententes plus ou moins formelles avec divers groupes et ne tolère généralement pas un manquement à ce qui a été convenu. La manipulation de certains mouvements au Cachemire ou dans les zones tribales est aussi toujours destinée à permettre l'anticipation des scénarios les plus sombres et consacre une méfiance toujours inscrite dans un dilemme de sécurité très soigneusement entretenu.

Depuis l'élection en 2008 d'un pouvoir civil, l'armée et les services de renseignement jouent un rôle encore plus important peut-être qu'à l'époque des dictatures militaires. Le chef de l'armée, le général Ashufoq Parvez Kiyana, a nommé lui-même le chef de l'ISI, le lieutenant général Ahmad Shuja Pasha. La proximité entre les deux hommes et les deux services est très étroite et prévient toute ingérence trop appuyée du pouvoir civil. En 2008, le gouvernement pakistanais annonça que l'ISI serait désormais placé sous la supervision du ministère de l'Intérieur, puis revint en quelques heures sur sa décision<sup>63</sup>.

Avant sa nomination, le chef de l'ISI dirigeait les opérations militaires dans les zones tribales. Expert des divers groupes qui y circulent, on ne peut douter qu'il supervise la section S de son service, qui maintient des rapports plus qu'ambigus avec, entre autres, le réseau Haqqani. Dans le contexte très particulier de l'État pakistanais, les pouvoirs de l'armée et ceux de l'ISI doublent les pouvoirs civils, ou agissent en parallèle. Quelles que soient actuellement les décisions que puisse prendre le président Zardari, ou encore son premier ministre Gilani, l'armée veille, en dernière instance, à évaluer l'impact possible des politiques envisagées sur sa propre unité et sur celle du Pakistan, qui se confondent le plus souvent. Au mois de mai 2010, des opérations contre le Nord-Waziristan, comme nous le mentionnions plus haut, avaient été décidées conjointement entre les représentants américains et le président Zardari. Aucune suite ne fut donnée à cette entente alors que le général Kiyani l'avait sur le moment avalisée. L'écart entre les faits et les promesses contribue à amplifier la méfiance entre les États-Unis et le Pakistan et le contentieux actuel, ponctué de pauses, va certainement se poursuivre.

---

63. Jayshree Bajoria, *The ISI and Terrorism : Behind the Accusations*, New York, Council on Foreign Relations, 4 mai 2011.

Le 20 septembre 2011, Buhanuddin Rabbani, ancien président de l'Afghanistan et chef du High Peace Council, organisme destiné à engager les négociations avec les talibans, était tué dans un attentat-suicide minutieusement préparé<sup>64</sup>. Cet assassinat a porté un coup très dur à l'initiative de réconciliation du président Karzai ; des premiers contacts avaient été établis avec les talibans et plus particulièrement avec certains membres du réseau Haqqani. Une semaine plus tôt, une attaque très planifiée contre l'ambassade américaine à Kaboul avait duré une vingtaine d'heures. Dans les deux cas, le réseau Haqqani fut directement identifié. Des États-Unis, mais aussi de la présidence afghane, les accusations convergèrent vers le rôle appréhendé de l'ISI dans ces opérations, sans qu'il n'ait été envisagé publiquement que ces actions eussent été délibérément organisées par des éléments du réseau Haqqani souhaitant faire déraiper le processus de négociations en cours.

Peu importe le bien-fondé des spéculations et allégations, toutes teintées de zones grises, il convient de retenir à un autre niveau que toutes ces attaques qui, inévitablement, se multiplieront lorsqu'approchera la date annoncée du retrait de toutes les forces américaines d'Afghanistan, feront ressortir à Islamabad, Kaboul et Washington des conceptions très différentes de l'avenir régional. Le 4 octobre 2011, en signant avec l'Afghanistan un « partenariat stratégique » qui prévoit, entre autres, l'entraînement de l'ANA, l'Inde a confirmé la place qu'elle entendait jouer dans ce pays. Dans ce jeu triangulaire avec le Pakistan, marqué par des intérêts nationaux très puissants, les distinctions entre terroristes et insurgés vont se définir par l'entrecroisement complexe des réseaux et des gouvernements qui décideront des qualificatifs à attribuer.

## CONCLUSION

Une grande partie de la guerre en Afghanistan se joue depuis 2009 sur la frontière avec le Pakistan, érigée au fil des ans en zone stratégique de première importance. Les ajustements stratégiques opérés sur le terrain répondent à la fois à des impératifs nés de l'évolution du conflit et à des décisions politiques. L'adoption, par les États-Unis, de la stratégie AF-PAK représente en cela un changement majeur, pas tant parce qu'elle consacre la logique contre-insurrectionnelle expérimentée en Irak, mais bien parce qu'elle place le Pakistan au centre de la politique américaine dans la région, et qu'elle a, par ricochet, un impact sur l'approche développée par la FIAS.

64. *New York Times*, 20 septembre 2011.

Pourtant, au-delà du partenariat affiché entre Islamabad et Washington, les relations entre les deux alliés se sont grandement détériorées, alors que les États-Unis ne cessent d'accentuer leurs pressions sur le Pakistan et intensifient leurs opérations militaires le long de la Ligne Durand, tout comme en territoire pakistanais.

Les divergences sont nombreuses et s'expliquent principalement par une appréciation différente de la situation sur le terrain. Si tout le monde s'entend sur le fait que les talibans afghans ont réussi à faire des provinces pakistanaises situées à la frontière avec l'Afghanistan une base arrière efficace, aucun consensus n'émerge quant aux actions effectives à mener pour inverser la tendance. Le sentiment d'urgence exprimé par les Américains et, dans une moindre mesure, par les pays participant à la coalition internationale, est guidé par l'annonce de leur retrait en 2014 et par des considérations de politique intérieure. Il conduit à des changements tactiques et stratégiques qui jettent un flou sur les objectifs recherchés. La stabilisation de l'Afghanistan et le renforcement de l'État afghan sont certes érigés en impératifs, mais la récente campagne d'assassinats ciblés semble faire évoluer en partie les opérations en Afghanistan vers une tentative de décapiter un mouvement qui a pourtant démontré sa résilience depuis 2001.

Surtout, ce sentiment d'urgence traduit mal une impatience de plus en plus manifeste à l'endroit des dirigeants pakistanais aux prises avec une réalité sociale et politique autrement plus complexe. Certains d'entre eux, à l'image de l'ambassadeur du Pakistan à l'ONU, estiment d'ailleurs que la guerre en Afghanistan « n'est pas gagnable<sup>65</sup> ». Une telle opinion est largement partagée à Islamabad et, dans une autre perspective, à Washington. Les Pakistanais se plaisent à pointer les errements stratégiques identifiés par des responsables américains et repris dans des rapports coulés sur le site Wikileaks<sup>66</sup>, alors que les Américains considèrent qu'il n'y a pas de « voie claire pour défaire l'insurrection au Pakistan, malgré le déploiement sans précédent de plus de 147 000 soldats<sup>67</sup> ». Toute la question reste donc de savoir comment achever cette guerre sans laisser l'Afghanistan aux mains des talibans, sans déstabiliser le Pakistan et sans ébranler plus avant le fragile équilibre régional.

65. Pamela Falk, «Pakistan's U.N. Ambassador: Afghan war unwinnable», *CBS News*, 29 juillet 2010, <[http://www.cbsnews.com/8301-503543\\_162-20012158-503543.html](http://www.cbsnews.com/8301-503543_162-20012158-503543.html)>, consulté le 4 avril 2011.

66. Stephen Vizinczey, «Afghanistan is an unwinnable war, and our leaders know it», *The Telegraph*, 2 août 2010 ; Najmuddin A. Shaikh, «Afghanistan: "Unwinnable War" ? », *International Affairs Magazine*, 20 juillet 2010.

67. The White House, *Report on Afghanistan and Pakistan, March 2011*, Washington, D.C., avril 2011.



## INDE

# La réponse de l'État à l'insurrection des extrémistes gauchistes<sup>1</sup>

*Bibhu Prasad Routray  
et Shanthie Mariet D'Souza*

### ORIGINE ET VIOLENCE DU SOULÈVEMENT

En Inde, les insurrections gauchistes (auxquelles nous ferons désormais référence sous les termes « naxalisme » ou « maoïsme ») ont vu le jour dans les années 1960 dans l'État du West Bengal. Les paysans sans terre ont pris d'assaut les greniers à céréales appartenant aux propriétaires terriens, moissonné les cultures encore sur pied, brûlé les registres de dettes impayées, etc. Cela a conduit en 1969 à la formation du Parti communiste marxiste-léniniste de l'Inde (CPI-ML). Cette nouvelle organisation pensait que la révolution indienne se réaliserait en adoptant l'idéologie marxiste-léniniste et la pensée de Mao Zedong. Le

---

1. Traduit de l'anglais par Priscyll Anctil-Avoine et Cécile Pilarski.

mouvement est devenu extrêmement populaire, surtout au sein d'une jeunesse idéaliste, et s'est étendu à une part significative de l'Inde rurale et tribale, qui comprend des segments de la population les plus pauvres et les plus exploités.

Avant même la fin des années 1970, plusieurs lignes de fracture traversaient le mouvement, frappé de nombreuses scissions. Il a fini par être supprimé par l'État indien. Cependant, le mouvement a été réactivé en quelques années, et depuis la fin des années 1990, il connaît une expansion rapide. Selon les estimations du gouvernement, en 2001, les maoïstes étaient présents dans 54 districts du pays. En 2009, le nombre de districts sous influence maoïste est passé à 230<sup>2</sup>. Il n'est pas surprenant de voir que la progression des extrémistes gauchistes (connus comme naxalites ou maoïstes) en Inde a été décrite par le premier ministre indien Manmohan Singh comme le « plus gros défi à la sécurité intérieure » auquel le pays doit faire face.

## LA FORCE DU MOUVEMENT EXTRÉMISTE

Le Parti communiste maoïste de l'Inde (CPI-maoïste) est considéré comme l'organisation maoïste la plus imposante et la plus puissante dans le pays. Le CPI-maoïste est le produit de la fusion, en septembre 2004, de deux organisations extrémistes de gauche, le Centre communiste maoïste de l'Inde (MCCI) et le Groupe de la guerre du peuple (People's War Group – PWG). Cette organisation peut mobiliser, à l'échelle du pays, de 20 000 à 22 000 cadres militaires. De plus, elle peut faire appel à un grand nombre de travailleurs de terrain, appelés la Milice du peuple. Cette milice, évaluée à environ 100 000 hommes, est utilisée par l'organisation principalement lors d'attaques impliquant de petites unités qui convergent simultanément vers une même cible. Mis à part le CPI-maoïste, d'autres organisations extrémistes de gauche de moindre importance opèrent dans des États comme l'Andhra Pradesh, le Bihar et le Jharkhand.

---

2. Depuis 2010, le nombre total de districts en Inde est de 630. Cependant, ces unités administratives sont périodiquement créées sur décision des gouvernements des États, qui divisent les quartiers et districts déjà existants en vue de renforcer l'efficacité administrative.

Le CPI-maoïste s'est montré capable d'aller chercher du soutien dans les populations tribales marginalisées à l'intérieur de l'Inde. La population tribale indienne était d'environ 19,1 millions en 1951 ; elle s'élevait à 84,3 millions d'après le recensement. Elle est aujourd'hui estimée à approximativement 100 millions de personnes (soit 8,1 % de la population)<sup>3</sup>. L'absence totale de gouvernance civile dans les zones tribales du pays depuis l'indépendance de l'État indien a poussé les populations rurales à croire aux promesses faites par les extrémistes. De plus, les maoïstes ont tenté d'exploiter d'autres formes de clivages dans le pays. Par exemple, dans plusieurs régions, les questions concernant le déplacement des populations ou la confiscation des terres à la suite de la mise sur pied de projets industriels ou de développement ont été utilisées par les extrémistes pour forcer le soutien populaire. Les maoïstes, actuellement présents dans les campagnes et les zones forestières reculées du pays, poursuivent l'objectif de se rapprocher des villes indiennes, ce que souligne un document interne du mouvement CPI-maoïste :

Travailler dans les zones urbaines a une importance capitale pour notre travail révolutionnaire. [...] dans notre révolution, qui suit les lignes de la longue guerre du peuple, la libération des zones urbaines sera possible seulement dans les derniers stades de la révolution. Cependant, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas nécessité de se concentrer sur la construction d'un mouvement urbain révolutionnaire dès le commencement<sup>4</sup>.

Le défi de taille pour l'État indien réside en l'idéologie prônée par les maoïstes, qui désirent opérer un changement dans la gouvernance et l'ordre politique en renversant le système actuel. Les maoïstes, qui basent leur idéologie sur la pensée de Mao Zedong, soutiennent que le système dominant de gouvernance demeure insuffisant pour l'instauration d'une véritable équité dans la société indienne. Ils insistent sur le fait que le changement devra inévitablement s'effectuer par une « guerre du peuple », nécessairement violente. Certains officiels du gouvernement indien, cités par la littérature maoïste, ont d'ailleurs mentionné que les extrémistes veulent renverser l'État indien d'ici 2050<sup>5</sup>.

3. « Daylight at the Thousand-Star Hotel », *Outlook*, 3 mai 2010, <<http://www.outlookindia.com/article.aspx?265171>>, consulté le 21 novembre 2012.

4. « Our work in urban areas », CPI-Maoist document on work in urban areas, 26 janvier 2010, <<http://southasiarev.wordpress.com/2010/01/26/cpi-maoist-document-on-work-in-urban-areas/>>, consulté le 21 novembre 2012.

5. « Maoists want to overthrow Indian state by 2050 : Home Secretary », *Indian Express*, <<http://www.indianexpress.com/news/maoists-want-to-overthrow-indian-state-by-20/587304/>>, consulté le 21 novembre 2012.

Dans les années 1960, les extrémistes gauchistes utilisaient des armes archaïques pour combattre les propriétaires terriens et l'administration locale. Aujourd'hui, le CPI-maoïste use d'armes et d'explosifs sophistiqués. La plupart de ces armes ont été soit volées dans les dépôts d'armes des forces de sécurité, soit prises sur les corps des soldats abattus ou blessés lors des affrontements. Les maoïstes sont connus pour avoir mis sur pied des unités manufacturières pour assembler des armes rudimentaires ou pour réparer des armes déjà existantes. De plus, le gouvernement indien croit que les maoïstes reçoivent des armes en provenance de la Chine, du Bangladesh et du Népal<sup>6</sup>. La majorité des attaques maoïstes se fait avec des engins explosifs improvisés (EEI), qui sont plutôt faciles à assembler et accessibles à moindre coût.

Les zones sous domination maoïste ont vu la propriété publique détruite, la vie quotidienne fortement bouleversée et, plus important encore, les activités de développement enrayées. Les projets de construction d'infrastructures ont subi un arrêt brutal dans plusieurs régions, les entrepreneurs refusant des contrats de peur d'être la cible des extrémistes. Des coupures fréquentes, annoncées par les maoïstes, ont perturbé les lignes de transport et de communication. Des rapports récents indiquent que même les opérations de recensement n'ont pas été menées dans plusieurs des zones où les maoïstes sont actifs. Les extrémistes ont détruit des écoles pour empêcher que les forces de sécurité ne les utilisent comme abris et ont régulièrement démoli les tours de télécommunications dans le but de perturber les réseaux de communication des forces de sécurité. Les maoïstes sont, semble-t-il, déterminés à garder l'appareil gouvernemental éloigné de ces zones pour renforcer le sous-développement étatique, augmentant ainsi leur propre acceptabilité parmi les tribus.

La domination des maoïstes sur de vastes pans du territoire indien leur permet d'avoir accès à des ressources importantes, collectées grâce à des stratégies d'extorsion. Selon les chiffres fournis par le ministère indien des Affaires intérieures (Ministry of Home Affairs – MHA), le CPI-maoïste collecte 14 milliards de roupies annuellement dans les zones placées sous sa domination. Dans chacun de ces États, les secteurs contribuant au butin de guerre des extrémistes sont toujours à peu près les mêmes – entrepreneurs forestiers, compagnies minières, entrepreneurs routiers, transporteurs et industries de petite et grande importance. Les sommes extorquées aux individus dans les zones de conflit sont comparativement plus faibles. Les services de renseignements affirment que cet

---

6. «Maoists getting arms from Bangladesh, Nepal says Chidambaram», 24 octobre 2009, <<http://news.in.msn.com/national/article.aspx?cp-documentid=3312769&page=3>>, consulté le 21 novembre 2012.

énorme montant d'argent permet aux naxalites de se procurer des armes et des munitions dans les bazars illégaux d'armes au Myanmar et au Bangladesh.

Tableau 9.1  
VICTIMES DES ATTAQUES DES EXTRÉMISTES GAUCHISTES

	2006	2007	2008	2009	2010*
Nombre d'incidents	1509	1565	1591	2258	1995
Civils tués	521	460	660	799	937
Membres des forces de sécurité tués	157	236	231	317	277
Extrémistes tués	274	141	199	217	161

\* Les données s'arrêtent en novembre 2010.

Source : Ministère des Affaires intérieures, Gouvernement de l'Inde.

## LA RÉPONSE DE L'ÉTAT

Alors que les extrémistes gauchistes prenaient de l'importance, le gouvernement indien est apparu incapable, pendant plusieurs années, de formuler une réponse face à un mouvement armé assez singulier. Les naxalites exploitaient le sens de l'aliénation parmi les populations tribales marginalisées du pays pour recruter des cadres et construire leurs capacités militaires. Parallèlement, une sorte de confusion persistait entre le gouvernement central de New Delhi et les gouvernements des différents États quant à savoir qui devait s'attaquer au problème. Une insurrection est un problème juridique et sécuritaire, et conformément à la Constitution indienne établissant la répartition des compétences au sein de l'État fédéral, il revient en premier lieu aux États fédérés de contrôler cette violence. Le gouvernement central est seulement tenu d'envoyer des forces paramilitaires, placées sous son commandement, pour soutenir les efforts des forces de police des États. Or, dans la majorité des cas, les forces de police étatiques se sont montrées incapables de surmonter le défi posé par ce mouvement.

Le gouvernement de New Delhi, au moins jusqu'à la fin de l'année 2008, n'a fait que réitérer sa position selon laquelle le problème peut être résolu grâce à une combinaison de mesures de développement et de moyens militaires. Des fonds ont été alloués aux zones dans lesquelles les naxalites sont présents, avec l'espoir que le développement économique

de ces régions reculées permettrait de séduire les populations aliénées en gagnant « leurs cœurs et leurs esprits ». Cependant, les gouvernements étatiques se sont révélés peu capables de dépenser les fonds disponibles dans ces zones, marquées par l'absence d'institutions étatiques de gouvernance et d'assistance publique. Malgré l'octroi de subsides à ces régions, la situation n'a pas vraiment évolué. Le MHA a continué à supprimer les données et les informations sur l'insurrection, sous-entendant que le problème était réglé. Or, au même moment, le premier ministre décrivait les extrémistes gauchistes comme la plus sérieuse menace à la sécurité intérieure.

Un changement dans le leadership au MHA, le ministère clé à New Delhi responsable de la sécurité intérieure, a été opéré à la suite des attaques de Bombay en novembre 2008. Palaniappan Chidambaram a remplacé Shivraj Patil, qui a assumé les fonctions de ministre de l'Intérieur pendant plusieurs années. Ce remplacement s'est traduit par une transformation drastique dans l'approche du gouvernement indien face aux extrémistes. Le MHA a commencé à déployer des efforts concertés pour mettre en place une stratégie visant à s'attaquer directement aux naxalites. Ce chapitre se limite ainsi à examiner la réponse étatique de l'Inde dans la période post-2008.

Le MHA décrit son approche dans les termes suivants :

L'objectif final est de soutenir la loi sur la propriété terrienne, de fournir une certaine sécurité au quotidien, de sécuriser la propriété ainsi que d'assurer un environnement sécuritaire pour le développement et la croissance économiques. L'approche du gouvernement est de composer avec les activités des naxalites d'une manière holistique, dans les domaines de la sécurité, du développement, de l'administration et de la gestion de la perception publique<sup>7</sup>.

## Les options militaires et l'inadéquation des forces

Les critiques allèguent souvent que la réponse du gouvernement à l'en-droit du problème naxalite est restée principalement militaire. Elles prétendent qu'en dépit de la base socioéconomique du problème, le gouvernement a donné une attention insuffisante au sentiment d'injustice de la population tribale. Le gouvernement, pour sa part, soutient que les naxalites représentent une menace militaire pour le pays et se livrent à des activités criminelles et à de la violence. En conséquence, ils doivent être

---

7. *Naxal Management Division*, Ministry of Home Affairs, Government of India, <[http://mha.nic.in/uniquepage.asp?Id\\_Pk=540](http://mha.nic.in/uniquepage.asp?Id_Pk=540)>, consulté le 21 novembre 2012.

traités avec « force ». Cependant, New Delhi continue à soutenir que composer avec les naxalites relève de la responsabilité de la police des États et qu'à l'exception des unités paramilitaires envoyées dans les différents États, son rôle se limite à les aider dans les secteurs suivants :

- fournir des postes de police sécuritaires, du personnel formé, des installations de base pour le personnel déployé ainsi que de l'équipement spécialisé, de l'armement et des véhicules pour le poste de police ;
- renforcer les organisations relevant des services de renseignements, afin d'améliorer leurs capacités de collecter, de partager et d'utiliser l'information pertinente ;
- utiliser de manière optimale les capacités existantes d'entraînement et créer des camps d'entraînement supplémentaires ;
- augmenter les unités spécialisées / forces spéciales, entraînées à la contre-insurrection et à la guerre de guérilla dans la jungle, en vue de mener des opérations antinaxalites ;
- pourvoir les postes vacants dans les forces de police étatiques de manière rapide ;
- améliorer le ratio police-population en regard des exigences de la loi et de l'ordre ;
- prévoir, dans le cadre du budget de la police étatique, les fonds nécessaires à l'acquisition de l'équipement et de l'armement, à la mobilité, aux communications, à l'entraînement, aux édifices et au logement de la police et des unités médico-légales<sup>8</sup> ;
- mener des enquêtes efficaces et rapides et poursuivre devant la justice les auteurs de crimes commis au nom des naxalites.

La modernisation des forces policières des États est en cours depuis un certain nombre d'années en Inde. Cependant, dans plusieurs États, la police demeure faible, incapable de répondre aux défis posés par les maoïstes. Le MHA planifie de pourvoir 350 000 postes vacants dans les forces policières étatiques dans les cinq prochaines années. Cependant, l'empressement à pourvoir ces postes pourrait amener au recrutement de candidats incompétents, ce qui pourrait entraîner un coût pour les forces de police.

---

8. *Idem.*

Au cours de la première semaine du mois de mars 2010, après des années d'opérations vacillantes menées par les États sans concertation les uns avec les autres, le gouvernement indien a lancé la plus grande opération militaire jamais coordonnée, nommée Green Hunt par les médias, contre les CPI-maoïstes dans plusieurs États. L'opération avait été planifiée dans les derniers mois de 2009, mais avait dû être reportée à plusieurs reprises. Le but ultime de cette offensive intra- et interétatique est de rétablir la juridiction de l'État dans les zones contrôlées par les maoïstes.

Plus de 70 bataillons appartenant aux forces paramilitaires centrales, placés sous le commandement du directeur spécial général de la Réserve centrale des forces de police (CRPF), Vijay Raman, et assistés des unités armées des diverses polices étatiques, ont commencé à prendre part aux opérations. D'ailleurs, avec plus de 200 bataillons, la CRPF est la plus grande force paramilitaire au monde. Cette force compte environ 20 bataillons qui sont des unités contre-maoïstes spécialisées. Plusieurs hélicoptères des forces aériennes indiennes ont la charge de conduire des missions de surveillance aérienne, de déployer et d'évacuer les forces de la CRPF des zones reculées.

Les opérations ont commencé dans les bastions maoïstes le long des frontières du West Bengal et du Jharkhand et se sont par la suite étendues à l'Orissa et au Jharkhand et à la frontière du Chhattisgarh et de l'Orissa. De façon intéressante, la Force de sécurité frontalière (BSF), la Indo-Tibetan Border Police (ITBP – police frontalière indo-tibétaine) et la Sashatra Seema Bal (Force armée frontalière – SSB), qui sont essentiellement des forces de surveillance frontalière, ont été déployées dans les zones naxalites pour compenser la pénurie d'hommes.

À première vue, le nombre d'hommes engagés sur le terrain est substantiel, sinon suffisant. Cependant, il devient de plus en plus clair que les opérations en cours souffrent de plusieurs limites – qualité du personnel, faible coordination entre les différents types de forces déployées et quasi-absence de contribution des services de renseignements, qui ne fournissent pas les informations nécessaires. Inutile de préciser que si ces problèmes ne sont pas résolus, les opérations n'auront pas le moindre effet sur les capacités des extrémistes. Eu égard à ces faibles standards, au nombre élevé de postes vacants et au manque de compétences qui prévalent au sein de la majorité des forces de police des États, les opérations antimaoïstes sont principalement menées par les paramilitaires. Ceux-ci sont en effet mieux entraînés et mieux armés que les forces de police étatiques. Mais même cette supériorité ne suffit pas pour affronter les défis posés par les extrémistes.

Tableau 9.2

**DÉPLOIEMENT DES BATAILLONS DES FORCES CENTRALES DANS LES ÉTATS DANS LESQUELS LES NAXALITES SONT PRÉSENTS AVANT LE LANCEMENT DE L'OPÉRATION GREEN HUNT**

<b>États</b>	<b>Bataillons</b>
Andhra Pradesh	4
Bihar	4
Chhattisgarh	16
Jharkhand	6
Madhya Pradesh	1
Orissa	4
Uttar Pradesh	1
West Bengal	1
<b>TOTAL</b>	<b>37</b>

Source : Ministère des Affaires intérieures, Gouvernement de l'Inde.

Le 21 novembre 2010, huit personnes ont été tuées au Bihar à la suite de l'explosion d'un engin explosif improvisé (EEI) placé par les maoïstes. Le personnel paramilitaire avait en fait récupéré l'explosif et l'avait abandonné dans un champ ouvert en vue de le désamorcer plus tard. Alors que des civils curieux se sont attroupés autour de l'EEI non surveillé, il s'est déclenché. De même, le 20 novembre, deux policiers avaient été tués lorsque l'EEI qu'ils avaient déniché et avaient cru désamorcé avait explosé, toujours au Bihar.

Ces incidents ne sont pas courants, mais ils ne sont certainement pas isolés. Dans d'autres États où les maoïstes sont présents, comme au Chhattisgarh, au Jharkhand et au West Bengal, des épisodes similaires, au cours desquels des membres des forces de sécurité ou des civils ont perdu la vie alors qu'ils tentaient de désamorcer des explosifs tout juste découverts, ont régulièrement été reportés. En effet, des membres du personnel des forces de sécurité ont été tués alors qu'ils lançaient des pierres sur les EEI, qu'ils tentaient de les déplacer sur leurs motocyclettes, ou simplement en les inspectant. Mis ensemble, ces incidents posent de sérieuses questions quant à l'entraînement et à la préparation des forces présentes sur le terrain.

La plupart des 70 bataillons participant à l'opération Green Hunt proviennent de la Réserve centrale des forces de police. À la suite de la guerre de Kargil en 1999, le groupe de travail du gouvernement central sur la

sécurité intérieure avait recommandé de faire de la CRPF la force de frappe principale lors des opérations contre-insurrectionnelles. Cette recommandation avait été acceptée en 2000 par le gouvernement d'alors, formé par l'Alliance démocratique nationale. Depuis ce temps, d'énormes fonds ont été mis à la disposition de la CRPF afin qu'elle augmente ses effectifs et se dote de nouvelles ressources. Cependant, d'anciens officiers de la CRPF indiquent qu'un plan pour atteindre l'objectif doit encore être formulé. Nous n'avons pas d'indications qui montrent que la CRPF, qui a connu une croissance ininterrompue et compte maintenant 200 bataillons, soit prête à assumer le rôle d'une force contre-insurrectionnelle spécialisée.

En 2008, le gouvernement a créé une unité composée de 10 bataillons spécialisés dans la lutte contre les maoïstes à l'intérieur même de la CRPF. L'unité était élégamment nommée le Bataillon de combat pour une action déterminée (Combat Battalion for Resolute Action – COBRA). Le ministre de l'Intérieur, P. Chidambaram, n'a pas aimé l'acronyme. Mais le nom est resté. Les membres du personnel ont suivi un entraînement spécialisé d'une année dans les écoles enseignant les méthodes de la contre-insurrection et de la guerre de guérilla, puis ils ont été judicieusement déployés dans les États dans lesquels les maoïstes étaient actifs. Les réalisations réelles de COBRA relèvent du secret.

Cependant, de tous les points de vue, cette unité est trop petite pour avoir un impact quelconque sur les maoïstes, qui sont présents sur un vaste territoire. Le stress provoqué par une participation continue aux combats pourrait aussi grandir au sein de COBRA. Récemment, un membre du personnel de COBRA déployé au Chhattisgarh a déserté après avoir tué un civil, l'avoir défiguré et avoir déposé sa carte d'identité officielle sur le corps de sa victime pour simuler sa propre mort.

En avril et mai 2010, la CRPF a perdu plus de 100 soldats dans des embuscades tendues par des maoïstes. Une seule attaque au Chhattisgarh a anéanti une compagnie entière de la CRPF, mettant au jour les sérieuses insuffisances au niveau de l'entraînement et du commandement. Depuis lors, la force a adopté une posture défensive et a centralisé ses opérations. Désormais, le quartier général régional de la CRPF à Calcutta doit autoriser chaque opération contre-insurrectionnelle fondée sur le renseignement, ce qui prend au moins un jour. D'un autre côté, les maoïstes font preuve de beaucoup de flexibilité dans leur approche. Dès lors, même le délai d'un jour nécessaire à l'obtention de cette autorisation a quasiment transformé la CRPF en unité d'inspection plutôt qu'en force de combat.

Les pertes de la CRPF sont en partie liées à la faiblesse, voire à la quasi-inexistence de l'appareil de renseignement au sein des forces de police, mais aussi fort probablement aux faibles relations opérationnelles

entre les deux composantes. La tentative de créer une unité de renseignement au sein de la CRPF reste un projet en suspens. Des disputes fréquentes ont été reportées entre la CRPF et les autorités policières.

Le MHA réfléchit aussi à la possibilité d'utiliser l'armée indienne directement contre les maoïstes. Cette dernière se contente pour le moment de former à la contre-insurrection la police et les forces paramilitaires. Plus de 120 000 soldats sont actuellement déployés dans des opérations contre-insurrectionnelles dans le nord-est et dans la partie du Cachemire administrée par l'Inde, et les hauts gradés de l'armée ne tiennent pas à prendre en charge un autre problème de sécurité intérieure.

L'une des options examinées par le gouvernement, impliquant l'armée, est la conduite d'opérations chirurgicales ponctuelles visant les cadres dirigeants du CPI-maoïste. Mais comme l'unité de contre-insurrection de l'armée, la Rashtriya Rifles (RR), forte de 65 bataillons, est déjà engagée au Cachemire, le gouvernement devra former des bataillons supplémentaires si la RR est envoyée combattre les maoïstes. Cependant, plusieurs questions essentielles devront être réglées avant que le gouvernement ne décide de déployer l'armée. Par exemple, si le recours à l'armée se concrétise, il y a fort à parier que ses gradés voudront être placés aux commandes de l'offensive, reléguant ainsi les forces de police et les paramilitaires à un rôle secondaire, ce qui pourrait créer des tensions. Plus encore, appliquer le très critiqué *Armed Forces Special Powers Act* (AFSPA) dans les États dans lesquels les maoïstes sont présents pourrait créer de nouvelles controverses.

Abstraction faite rôle éventuel de l'armée dans la présente offensive, le MHA réfléchit à la formation d'une force antimaoïste, soit en la créant à partir de la CRPF, soit en levant une nouvelle force sur l'exemple de la RR. Le MHA a pris en considération les échecs répétés en matière de commandement et de contrôle qui continuent à empoisonner les opérations de la CRPF, et en est venu à la conclusion que la CRPF dans son état actuel ne possède ni l'entraînement ni la cohésion nécessaires pour contrer les méthodes de guerre asymétriques des maoïstes.

## Les initiatives de développement

New Delhi, cherchant au cours des dernières années à développer rapidement les zones sous influence maoïste, a lancé un éventail de programmes. Le gouvernement a porté une attention spéciale à la planification, à l'implantation et au contrôle des plans de développement. Sous l'égide de son Fonds de subvention pour les régions arriérées (Backward Regions Grant Fund), le gouvernement a alloué un montant de 450 millions de

roupies par district. Pour générer de l'emploi dans ces districts, il dirige le Programme national de garantie d'emploi rural (National Rural Employment Guarantee Programme). Ces plans viennent s'ajouter à divers programmes générateurs de revenus, de services publics et de sécurité sociale des ministères comme ceux du Développement rural, de l'Agriculture, du Bien-être familial et de la Santé, des Affaires de la jeunesse et des Sports et celui du Panchayati Raj et des Affaires tribales. Dans l'ensemble, ces programmes couvrent les différentes demandes formulées par les naxalites, mais ils ne seront efficaces que si leur mise en œuvre est systématique et suivie. L'adoption de la loi de 2006 sur la protection des tribus traditionnelles et autres habitants des forêts (*Scheduled Tribes and other Traditional Forest Dwellers – Recognition of Forest Rights*) constitue une autre initiative. Elle vise à reconnaître et à concéder des droits forestiers et l'occupation des terres forestières aux tribus traditionnelles et aux autres «habitants traditionnels des forêts» qui résident dans ces zones depuis plusieurs générations, mais dont les droits n'ont pas pu être enregistrés.

Les fonds alloués pour ces différents plans ont été présentés comme suffisants ; la mise en œuvre de ces derniers demeure cependant problématique. Tant que les zones actuellement sous l'influence des naxalites ne seront pas libérées et sécurisées pour que les administrateurs agissent, il y a peu d'espoir que la population bénéficie de ces plans. Nombreux sont aussi les exemples où l'administration civile a échoué à s'implanter dans les zones libérées de la présence des naxalites. De tels manquements n'aident pas les forces de sécurité. Dès que ces dernières se sont retirées, ces zones sont retombées aux mains des extrémistes.

### Les différences politiques

L'opération Green Hunt, dont le lancement était initialement prévu dans la seconde moitié de 2009, a dû être reportée, car le gouvernement central voulait démontrer qu'il pouvait assurer la sécurité lors des élections à l'Assemblée législative tenues en décembre 2009 dans l'est de l'État du Jharkhand. Le processus électoral s'est déroulé sans trop de violence. Cependant, le Jharkhand Mukti Morcha (JMM), fort de son bon score aux élections et de sa participation au gouvernement avec la nomination de Shibu Soren au poste de ministre en chef, s'est à plusieurs reprises dressé contre les opérations militaires. Soren, considéré comme ayant une position modérée quant à l'usage de moyens militaires pour combattre le maoïsme, a dénoncé le fait que les opérations actuelles ont été conduites sans qu'il ait préalablement été consulté. Il a même refusé d'assister aux rendez-vous des ministres et chefs des États, convoqués par le MHA, et où

les maoïstes étaient présents. Depuis, le parti de Soren a perdu sa majorité dans l'État et le Jharkhand est revenu sous le giron du centre, laissant le champ libre aux opérations contremaoïstes.

Au West Bengal, où les maoïstes ont assassiné 159 travailleurs du Parti du Front de gauche entre juin et décembre 2009, le gouvernement de l'État s'est opposé à l'idée de lancer des opérations à grande échelle contre le mouvement. Ce gouvernement est plutôt favorable à une lutte politique contre les maoïstes et n'a d'ailleurs toujours pas proscrit le CPI-maoïste.

Dans l'État voisin du Bihar, qui compte 33 districts sur 40 sous influence maoïste, une approche semblable est préconisée. Le ministre en chef, Nitish Kumar, soutient que le problème « ne peut pas être réglé par la force ». Nitish Kumar, tout comme son homologue au Jharkhand, ne s'est pas présenté aux rendez-vous du MHA sur la stratégie antimaoïste.

Même au sein du parti au pouvoir au Congrès à New Delhi, les leaders de premier plan ont exprimé leur opinion en remettant en cause l'approche du gouvernement central. En 2010, un leader du parti a qualifié le ministre des Affaires intérieures Chidambaram de « victime d'arrogance intellectuelle » et a désigné l'approche du MHA de « limitative, sectaire ». Il a dit que « les maoïstes sont, au mieux, des idéologues malavisés qui ont perdu la foi dans le système et qui estiment que la seule façon de s'en délivrer est d'utiliser le canon de fusil<sup>9</sup> ». De la même manière, un autre leader d'expérience décrit les maoïstes comme « des non-ennemis », mais des « amis malavisés et des jeunes en mal d'aventure<sup>10</sup> ».

Ainsi, en l'absence d'un soutien entier de plusieurs États, l'offensive coordonnée actuellement en cours ressemble à une guerre unilatérale menée par le gouvernement central contre les extrémistes : les voix divergentes au sein du parti au pouvoir envoient effectivement un message de confusion, d'ambivalence et de faiblesse.

## Les intellectuels et les maoïstes

Même lorsque le gouvernement tentait de minimiser les différences politiques entourant la gestion du problème naxalite, il a essayé de contrôler, dans certains cas de très près, les intellectuels préconisant une position promaoïste. Cette stratégie fait partie de sa politique évolutive de lutte contre les maoïstes, le gouvernement central croyant qu'un lien existe entre les intellectuels et les maoïstes. Ce lien ne se limiterait pas au seul

9. « Digvijay criticises PC over anti-naxal strategy », *Indian Express*, 14 avril 2010.

10. « Naxals have to be tackled politically », entrevue avec K. Keshava Rao, *Business Standard*, 2 mai 2010.

soutien au mouvement et à la rationalisation de la violence. En mai 2010, un communiqué de presse du MHA disait : «Le gouvernement a appris que plusieurs leaders maoïstes ont directement contacté certaines ONG et certains intellectuels en vue de propager leur idéologie et de les persuader d’agir comme des soutiens potentiels à l’idéologie du CPI-maoïste<sup>11</sup>.» Le MHA a averti que sous l’article 39 de la Loi sur les activités illégales (Préventions) de 1967, «[...] toute personne qui commet l’offense d’appuyer une quelconque organisation terroriste avec pour intention d’encourager les activités dudit groupe serait passible d’emprisonnement pour un total n’excédant pas 10 ans, d’une amende ou des deux<sup>12</sup>».

Ce fut la première déclaration officielle du MHA, même si le ministre de l’Intérieur P. Chidambaram a périodiquement critiqué le soutien intellectuel dont bénéficie le mouvement maoïste. Bien que la déclaration n’ait originellement pas eu de vocation politique, elle est apparue comme un avertissement et un rappel précisant que l’État tient les intellectuels à l’œil et ne permettra pas que la « connexion » de certains avec les maoïstes dépasse un certain niveau.

Au cours du même mois, une autre circulaire du MHA affirmait que 57 personnalités de premier plan du CPI-ML – paysans, travailleurs, femmes, étudiants, leaders tribaux et syndicaux – ont aidé l’organisation interdite à augmenter le niveau de sa guerre tactique, par exemple en l’aidant à gagner des batailles devant les tribunaux et en faisant libérer leurs leaders arrêtés<sup>13</sup>. Le document indiquait que trente de ces organisations sont activement impliquées dans la popularisation de l’idéologie maoïste dans les États dans lesquels le mouvement extrémiste gauchiste n’a pas d’influence, comme dans la région de la capitale nationale, l’Uttar Pradesh, le Gujarat, le Kerala, le Tamil Nadu et l’Haryana.

Comme on pouvait s’y attendre, la déclaration du MHA a provoqué des critiques de la part de ces mêmes intellectuels, qui ont argué du fait que le MHA essayait de brimer leur droit fondamental à l’expression. Dans une lettre ouverte au ministère de l’Intérieur, un groupe d’intellectuels soutient que « la question du maoïsme est une question complexe,

---

11. «Support to Maoists will attract jail term», *Hindu*, 7 mai 2010.

12. La déclaration du MHA a été critiquée par un groupe d’intellectuels qui, dans une lettre ouverte, affirmait : « En déniaient à une frange de la société le droit même de soumettre son opinion, même si c’est en soutien aux maoïstes, vous cherchez à polariser le débat et à réduire l’entière de la question à une simple opposition entre le bien et le mal dans laquelle vous et le gouvernement dites vous tenir fermement du côté du bien. » « Open letter to the home minister protesting against MHA’s attempt to silence dissent », <<http://sanhati.com/articles/2380/>>, consulté le 21 novembre 2012.

13. «Pro-maoist groups under close watch of home ministry», 18 mai 2010, <<http://www.southasiamail.com/news.php?id=67677>>, consulté le 21 novembre 2012.

qui tend à engendrer plusieurs opinions politiques». Les auteurs estiment qu'en «déniant à une frange de la société le droit même de soumettre leur opinion, même si c'est en soutien aux maoïstes», le ministre «s'efforce de polariser le débat et de réduire l'entièreté de la question à une simple opposition entre le bien et le mal». Ils mettent aussi le ministère de l'Intérieur au défi de les arrêter, puisqu'ils ne seront pas «réduits au silence par la force ou la menace d'utilisation de la force<sup>14</sup>».

Cependant, même avec un objectif limité, une politique visant à poursuivre en justice le mouvement maoïste actuellement en plein développement n'apparaît pas nécessaire et comporte même un certain risque, dans la mesure où elle pourrait fournir aux opposants de la position antimaoïste du gouvernement une motivation supplémentaire. De plus, la prolifération des médias, en version papier ou sur Internet, rend presque impossible toute velléité gouvernementale d'empêcher les voix pro-maoïstes d'accéder à l'espace public. Toute tentative visant à faire taire ces intellectuels pourrait contribuer à unir les plus militants d'entre eux et les pousser à provoquer les conditions de leur arrestation par l'État. Par exemple, Arundhati Roy a déjà défié le gouvernement de l'arrêter<sup>15</sup>. Or il est difficile de voir comment l'État pourrait le faire sans générer des protestations à grande échelle et sans se détourner inutilement de son principal objectif, qui est de contrer les maoïstes. À un autre niveau, une politique étatique visant le soutien intellectuel des maoïstes porte aussi en elle-même le germe d'une mauvaise utilisation de cette politique par les gouvernements étatiques trop zélés, comme le démontre la Loi sur la prévention du terrorisme (POTA).

## LA STRATÉGIE ÉVOLUTIVE DES MAOÏSTES

Les maoïstes opèrent par étapes, de manière réfléchie, préférant consolider leur présence avant d'user de la violence à grande échelle. Il se passe en général un an, et quelquefois plusieurs années, entre le moment où les maoïstes pénètrent une zone et commencent à y recruter des soutiens locaux et le moment où ils mettent en œuvre une campagne de violence contre la structure étatique. Cette présence «pacifique», au cours de laquelle les maoïstes organisent des théâtres de rue, utilisent des posters et

14. «Open letter to the home minister protesting against MHA's attempt to silence dissent», *op. cit.*

15. Lors de la conférence «The war on people» organisée par le Committee for protection of democratic rights, Roy a dit : «Je suis de ce côté de la ligne. Cela m'est égal... Prenez-moi et mettez-moi en prison.» Voir «Arundhati Roy backs maoists, dares authorities to arrest her», 3 juin 2010, <[http://www.dnaindia.com/india/report\\_arundhati-roy-backs-maoists-dares-authorities-to-arrest-her\\_1391369](http://www.dnaindia.com/india/report_arundhati-roy-backs-maoists-dares-authorities-to-arrest-her_1391369)>, consulté le 21 novembre 2012.

recrutent des militants bien établis qui évoluent dans la clandestinité, montre que les questions locales sont difficilement prises en considération par les forces de police dépourvues de personnel et mal entraînées. Au moment où les maoïstes commencent leur campagne de violence avec pour objectif de remplacer la structure administrative existante, l'État s'avère mal préparé à relever le défi de les combattre. Plus encore, les maoïstes ont constamment amélioré leur stratégie.

Dans la première partie de 2010, le Bureau des renseignements, l'unité rassemblant le service de renseignements placé sous l'égide du ministère des Affaires intérieures, a rapporté, sur la base de documents saisis, que le CPI-maoïste commençait à mettre en place une nouvelle stratégie de guerre, désignée dans le langage de la guérilla sous le terme de Campagne tactique de contre-offensive (TCOC). Les éléments centraux de cette stratégie incluent des actions visant à rendre le front de bataille extrêmement fluide, en ne lançant pas d'opérations étendues dans des zones précises, en se retirant rapidement après avoir mené une embuscade pour minimiser les pertes lors des attaques de représailles menées par les forces de sécurité et en ayant recours à un nombre élevé de cadres très bien entraînés dans les attaques contre les paramilitaires et la police. Alors que quelques-uns des éléments du TCOC se placent dans la continuité des tactiques employées par l'organisation au cours des trois à quatre dernières années, le CPI-maoïste se concentre aujourd'hui sur des attaques faisant de lourdes pertes dans les rangs des services de sécurité, même si les victimes au sein de la population sont nombreuses.

Les maoïstes cherchent aussi à étendre leur zone d'opération en misant sur des alliances tactiques avec des groupes d'extrémistes ou d'insurgés qui opèrent dans d'autres parties de l'Inde. Par exemple, ils ont conclu un accord avec le PLA, un groupe armé qui combat au nom de l'indépendance de la région nord-est de l'Inde. À maintes reprises dans ses publications, le CPI-maoïste a essayé de susciter la sympathie des communautés musulmanes en Inde en soulignant le traitement « discriminant » qui leur est réservé. Cependant, les services de renseignements doivent encore démontrer qu'il existe bel et bien un rapprochement stratégique entre les maoïstes et les groupes de terroristes islamistes.

## DES GAINS POUR L'ÉTAT ?

Fait intéressant, l'État oriental de l'Andhra Pradesh reste le seul État à avoir remporté des succès contre les maoïstes. La police étatique a élaboré un modèle extrêmement efficace d'opérations contremaoïstes, dont les premières phases ont consisté à privilégier la neutralisation effective des cadres maoïstes. En 2005, 167 cadres maoïstes ont été tués dans cet État.

En 2006, ce sont 122 cadres additionnels qui sont tombés sous les coups de cette stratégie. Cette augmentation soudaine des pertes dans leurs rangs a forcé les extrémistes à quitter l'Andhra Pradesh et à chercher refuge dans les États voisins.

De leur propre aveu, les maoïstes ont été forcés d'entrer dans une phase de « retrait tactique ». Les documents du Comité central du CPI-maoïste, récupérés en juillet et août 2007, fournissent quelques indications sur les contrecoups subis par les maoïstes à l'intérieur de cet État :

Nous avons commencé à subir des pertes peu après l'échec des négociations en 2004. La fortification de tous les commissariats de police, multidimensionnelle dans de nombreux cas, dans tous nos secteurs de lutte armée rend difficile d'infliger des pertes sérieuses à notre ennemi. Nous n'avons pas adopté les tactiques correctes pour contrer l'offensive ennemie à temps. Nous avons subi les plus dures pertes dans l'Andhra Pradesh [c.-à.-d. Rayalaseema, la vaste forêt de Nallamala et le sud de Telangana] [tableau 9.3] pendant le plan d'action ennemi lancé en novembre 2005. Cela a conduit à un déclin graduel du mouvement, se soldant par un échec temporaire sur l'ensemble du territoire de cet État<sup>16</sup>.

Tableau 9.3

### VICTIMES PROVOQUÉES PAR LE NAXALISME DANS L'ANDHRA PRADESH

Année	Incidents	Morts
2005	inconnu	208
2006	143	47
2007	138	45
2008	92	46
2009	66	18
2010*	87	21

\* Les chiffres couvrent les mois de janvier à novembre 2010.

Source : Ministère des Affaires intérieures, Gouvernement de l'Inde.

Le 2 juillet 2010, la police de l'Andhra Pradesh a prétendu avoir ajouté un nom à son tableau de chasse. Elle a réussi à éliminer l'un des leaders appartenant au CPI-maoïste, Cherikuri Rajkumar, alias Azad.

16. N. Rahul, « Down but not out », *Frontline*, vol. 24, n° 18, 8 au 21 septembre 2007, <<http://www.hinduonnet.com/fline/fl2418/stories/20070921500601000.htm>>, consulté le 21 novembre 2012.

Selon des sources de la police, Azad aurait été tué lors d'un affrontement qui a eu lieu dans le district du nord d'Adilabad. Cependant, cette version officielle a été remise en question par les maoïstes et leurs partisans, qui soutiennent qu'Azad aurait été tué dans un faux affrontement après avoir été arrêté à Nagpur. Un communiqué de presse de l'organisation daté du 3 juillet 2010 affirme : «Ce n'est pas un affrontement du tout ! C'est un meurtre à froid par la police de l'Andhra Pradesh<sup>17</sup> !!»

Peu importe qu'Azad ait été tué au cours d'un vrai combat ou d'un affrontement simulé, la mort de ce leader de 58 ans, qui comptait trois décennies d'expérience dans la Révolution rouge, constitue un échec supplémentaire pour l'organisation, qui a prétendument comme objectif de prendre le contrôle du pays d'ici 2050.

Le 20 septembre 2009, Kobad Ghandy, âgé de 63 ans et responsable du Bureau régional du sud-ouest du CPI-maoïste (SWRB), qui coordonnait les activités de l'organisation dans les régions du Tamil Nadu, du Karnataka, du Kerala et du Maharashtra, a été arrêté à New Delhi. Ghandy, un intellectuel membre de la communauté parsie, siégeait au politburo de l'organisation, le plus haut centre de décision. Le comité central du CPI-maoïste a déploré cette arrestation, y voyant le reflet de la «trahison d'un élément faible du parti qui agissait comme son messenger». L'organisation a souligné que le courrier de Ghandy a mené la police de l'Andhra Pradesh à New Delhi où Ghandy était supposé rencontrer ses contacts. Ghandy était chargé d'assurer la liaison avec les maoïstes de Belgique, du Pérou, des Philippines, de la Turquie, de l'Allemagne et du Népal. Son arrestation a été vue comme une défaite majeure pour l'organisation. D'ailleurs, Anuradha, la femme de Ghandy, elle aussi membre du comité central, était décédée plus tôt en avril 2008 dans un hôpital de Bombay après avoir été admise parce qu'elle souffrait d'une forte fièvre.

Ghandy a été appréhendé un mois après l'arrestation par la police du Jharkhand d'un autre membre du politburo de l'organisation, qui était également secrétaire de la Commission centrale militaire, Amitabh Bagchi, alias Sumit. Lors de cette opération, la police avait également arrêté Tauhid Mulla, un membre du comité du CPI-maoïste de l'État du Bengale. Ces deux individus revenaient du West Bengal le 19 août, quand ils ont été capturés à la station de train de Ranchi.

Trois mois auparavant, le 24 mai 2009, Patel Sudhakar Reddy, alias Vikas, un autre membre du Comité central, avait été tué lors d'un affrontement dans la jungle du district de Warangal par la police de l'Andhra

---

17. «It is a cold blooded murder by AP police», Press Release of the CPI-Maoist, <<http://www.outlookindia.com/article.aspx?266136>>, consulté le 21 novembre 2012.

Pradesh. Les maoïstes, qui ont décrit cette mort comme « majeure et irréparable », soutiennent que leur leader a été arrêté par la police de l'Andhra Pradesh alors qu'il était allé rencontrer un contact à Nasik, également dans l'État du Maharashtra, puis qu'il aurait été torturé et tué dans la jungle de Warangal après y avoir été transporté par hélicoptère. Reddy, originaire du district de Mahabubnagar, avait commencé sa carrière naxalite au début des années 1980.

En 2008, Lanka Papi Reddy, un ancien membre du Comité central, s'était livré à la police de l'Andhra Pradesh. Ganapathy a critiqué Papi Reddy, qui aurait perdu ses « convictions politiques » et développé un « prestige et un ego de faux petit-bourgeois ». Reddy a même été accusé d'avoir eu un « comportement déplacé à l'endroit d'une camarade femme », attitude pour laquelle l'organisation l'avait déjà exclu du Comité central.

D'autres leaders majeurs ont été tués dans des affrontements avec la police ces dernières années, à l'image du leader du Comité central et de la Commission militaire centrale Vadkapur Chandramouli, alias Devanna (décembre 2006), du membre du Comité central et secrétaire de l'État du Karnataka, Sande Rajamouli, alias Naveen (juin 2007) et de Sakamuri Appa Rao, responsable de la Commission militaire de l'État de l'Andhra Pradesh (mars 2010). De plus, Tushar Kant Bhattacharya, chef de l'unité Triple U du CPI-maoïste, l'aile militante qui opère en Uttarakhand, en Uttar Pradesh et en Uttar (nord) Bihar, a été arrêté en janvier 2010.

Perdre des dirigeants chevronnés est une conséquence naturelle de n'importe quelle lutte armée. Cependant, le rythme auquel le CPI-maoïste a perdu ses plus importants leaders a indubitablement porté un coup sérieux à ses capacités opérationnelles. Tous ces leaders ont passé plusieurs décennies dans l'organisation ; cette expérience en a fait d'eux des maillons essentiels. Ainsi, la disparition soudaine de ces personnalités a incontestablement affecté le mouvement, du moins pour un certain temps. Il y aura nécessairement un vide au plus haut niveau avant qu'il soit comblé par des gens moins expérimentés et peut-être moins engagés dans le mouvement.

Les maoïstes ont souligné, de manière répétée, l'importance d'assurer la sécurité de leurs leaders. Par exemple, dans sa publication de juin 2009 intitulée « Situation postélectorale : nos tâches » (« Post-Election Situation : Our Tasks »), l'organisation a directement mentionné qu'elle protégeait ses cadres et leaders les plus importants en même temps qu'elle tentait d'infliger le plus de pertes possible à l'ennemi. L'organisation a demandé à ses cadres de

protéger le leadership et préserver les dirigeants du Parti ainsi que les combattants du PLGA en évitant les pertes non nécessaires; de développer le Parti en recrutant de nouveaux membres et en entraînant des camarades à tous les niveaux afin de construire un nouveau leadership; de rectifier les faiblesses des mécanismes existants et de les renforcer en évitant que les décisions stratégiques n'arrivent aux oreilles des ennemis par l'intermédiaire de traîtres, des personnes arrêtées et des rapports du Parti.

De la même manière, dans une entrevue accordée en octobre 2009 après l'arrestation de Kobad Ghandy, le secrétaire général du CPI-maoïste Ganapathy a admis que « la perte de plusieurs dirigeants aura un impact important » sur l'organisation. Il a indiqué que le CPI-maoïste était en train d'examiner les raisons qui ont entraîné ces pertes, et de mettre sur pied des solutions et des moyens visant à en prévenir de nouvelles. Il a aussi affirmé que l'organisation allait adopter « des méthodes secrètes de fonctionnement » et « des mécanismes clandestins infaillibles », en plus de renforcer sa base populaire et de détruire « les réseaux de renseignements de son ennemi » pour contrer de possibles nouvelles pertes. Ganapathy a indiqué que l'organisation était aussi en train « d'entraîner et de développer un nouveau leadership révolutionnaire à tous les niveaux pour remplacer les pertes subies ».

En conséquence, l'organisation est connue pour avoir développé une charte de choses à faire et à ne pas faire, destinée aux leaders les plus importants. En mars 2010, le politburo du CPI-maoïste aurait apparemment transmis un ordre à tous ses membres du Comité central les incitant à « couper le contact avec la population, retourner en forêt et mettre un frein aux communications avec les organisations de façade dirigées en sous-main par une organisation plus puissante basée dans les cités et les villes et agissant souvent de manière clandestine ou semi-clandestine ». Ces mesures ont été instaurées après que le leader Kishenji du West Bengal, très à l'aise avec les médias, eut failli se faire arrêter deux fois. La direction supérieure lui a demandé de restreindre ses interactions avec les médias.

Après un certain temps, la Commission centrale militaire du CPI-maoïste a réussi à établir sa prééminence sur le Comité central. Tout comme les talibans en Afghanistan, le CPI-maoïste apparaît aujourd'hui comme un large réseau de criminels et d'éléments opportunistes qui ont trouvé une porte d'entrée dans de multiples instances de l'État. La responsabilité première de garder ses forces sous contrôle et de diriger leurs activités vers des buts définis par le CPI-maoïste incombe au leadership de la Commission centrale militaire. Ainsi, il est juste de dire que tant et aussi longtemps que la Commission militaire centrale, menée par le secrétaire

général Ganapathy et soutenue par des leaders comme Kishenji, restera indemne, la capacité militaire des maoïstes ne se désintégrera pas. Les maoïstes conserveront leur capacité à rebondir et à riposter dans un esprit de vengeance.

## UNE LONGUE PRISE

Le MHA s'attend à ce que le vent tourne en sa faveur après deux ans d'opérations soutenues. Selon ses estimations, la neutralisation effective des maoïstes ne prendra pas moins que de sept à dix ans. Cependant, étant donné l'état et la direction des opérations militaires et les différends politiques autour de la question, l'objectif apparaît irréalisable. À moins que l'administration civile ne soutienne les efforts des forces de sécurité et mette en œuvre des activités de développement, les maoïstes disposeront toujours d'une latitude suffisante pour rebondir.



## LES ERREMENTS DE LA LUTTE ANTITERRORISTE

### La répression comme facteur de radicalisation dans les États centrasiatiques

*Didier Chaudet*

Depuis le 11 septembre 2001, tous les analystes rappellent à qui veut l'entendre qu'on ne peut vaincre un groupe terroriste ou une guérilla en employant uniquement la violence. Il faut « conquérir les cœurs et les esprits », se gagner les populations, mener une lutte intellectuelle, idéologique, politique. Cette leçon est bien connue, et pourtant, elle ne semble jamais être prise totalement au sérieux. Il est bien entendu nécessaire pour un État de s'opposer à des rébellions armées par la force. Les analystes qui parlent de conquête des cœurs ne s'opposent pas à ce fait, mais plutôt à l'emploi disproportionné et indiscriminé de la violence d'État. Cette dernière peut alors créer des ennemis qui n'existaient pas au départ, amplifiant le problème qu'elle était censée régler. Se met alors en marche un cercle

vicieux répression / radicalisation qu'il devient difficile de contrôler. Alors que cette approche est tout sauf productive, elle semble être naturellement adoptée de par le monde. Quelle est la logique de ce cercle vicieux répression / radicalisation, comment y arrive-t-on ? Pour penser ledit cercle vicieux, on se penchera sur le cas centrasiatique, cas particulièrement intéressant car à première vue, les sociétés d'Asie centrale semblent des terrains peu favorables à la radicalisation (sécularisation forte de par l'influence soviétique, populations peu touchées par l'antiaméricanisme dans les années 1990, etc.).

L'analyse s'articulera autour de trois grands points. Tout d'abord, on verra que les leaders centrasiatiques suivent le mauvais exemple de régimes autoritaires ailleurs dans le monde musulman, notamment dans le monde arabe, qui ont usé uniquement de la répression pour gérer leur opposition islamiste. On retrouve dans ces deux zones un refus de l'alternance politique et des tensions internes fortes expliquant cette situation. On verra que dans les deux cas, cette méthode a fait naître une radicalisation poussant au terrorisme, au sein d'une idéologie qui n'était pas forcément destinée à devenir violente. Nous nous concentrerons ensuite sur le cas de l'Ouzbékistan, particulièrement emblématique du cercle vicieux répression / radicalisation. Les deux premiers points montreront l'importance des responsabilités politiques locales. Mais pour comprendre la pérennité d'une politique sécuritaire qui s'est montrée néfaste dans plus d'un pays, il faudra finalement se tourner vers les autres responsables. En effet, la Russie, la Chine, mais également les États-Unis, comme principales influences extérieures, ont une lourde responsabilité dans la transformation de l'Asie centrale en bombe à retardement sécuritaire.

## COMPRENDRE LA SITUATION CENTRASIASATIQUE : UNE ANALYSE GÉNÉRALE

Avant d'analyser dans le détail le cas ouzbek, qui a produit les mouvements terroristes les plus dangereux, il faut d'abord s'intéresser à la situation régionale centrasiatique. En premier lieu, nous montrerons comment la répression a été une des causes principales, pour ne pas dire la source la plus importante, du terrorisme ailleurs dans le monde musulman, notamment

dans le monde arabe<sup>1</sup>, afin de permettre une comparaison avec la situation centrasiatique. Une telle mise en parallèle permettra par la même occasion de se pencher sur les causes de ce choix répressif à terme dangereux pour les régimes locaux eux-mêmes.

### Insurrections/terrorismes islamistes et logique répressive : une analyse générale

Selon un certain nombre d'études universitaires, il existe deux approches possibles du monde musulman : la vision « confrontationniste » et le positionnement « accommodationniste<sup>2</sup> ». La première s'inscrit dans une logique de « choc des civilisations » : la différenciation entre islam, islamisme et mouvements jihadistes terroristes n'est pas clairement établie, l'ensemble étant présenté comme fondamentalement hostile à l'Occident et à la démocratie. Dans cette vision, les questions politiques ou économiques comptent peu ; on serait dans une réaction « irrationnelle » de l'Orient musulman face à Washington et à ses alliés<sup>3</sup>. Le problème du confrontationnisme est qu'il ne résiste pas à une étude scientifique de la question islamiste ou jihadiste/terroriste. Les analyses les plus récentes montrent que s'il est réducteur et souvent faux de voir dans la révolte et les attentats-suicides des causes économiques, ce sont bien des griefs politiques très rationnels qui motivent les militants<sup>4</sup>. Plus radicalement, le pessimisme de cette école orientaliste, qui considère l'islam comme une idéologie combattante, amène à voir l'ensemble des musulmans comme une menace, malgré toutes les précautions de langage de ses partisans les plus académiques. De là, impossible de différencier les divers groupes se réclamant de l'islam, et l'état de guerre, ou en tout cas de suspicion, en permanence, devient le seul rapport possible avec le monde musulman. La seconde approche, quant à elle, est autrement plus optimiste, le lien à la culture islamique n'entraînant pas forcément un problème sécuritaire ou

- 
1. Le parallèle entre monde arabe et Asie Centrale est particulièrement pertinent, les points communs entre les deux zones étant conséquents : faiblesse, en général, des structures étatiques et de la cohésion nationale, caractère artificiel de frontières nées du passé colonial, tensions identitaires internes liées à ce passé, importance stratégique, notamment dans le rapport aux matières premières, etc.
  2. Ici, nous nous appuyons notamment sur Fewaz Gerges, *America and Political Islam. Clash of Cultures or Clash of Interests ?*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 20-36.
  3. C'est la thèse du fameux texte de Bernard Lewis, « The roots of muslim rage », publié en septembre 1990 dans l'*Atlantic Monthly*, le véritable document fondateur de la notion de guerre de civilisations tel qu'il allait être repris par Huntington.
  4. Voir par exemple Alan B. Krueger, *What Makes a Terrorist. Economics and the Roots of Terrorism*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

politique. Les « accomodationnistes » font la différence entre l'islam et les islamistes, mais plus encore, entre les islamistes eux-mêmes. L'avantage de cette méthode est qu'elle replace ces mouvements dans un contexte historique, social, politique, qui permet de mieux comprendre leurs particularités, et de là, la menace ou la non-menace qu'ils représentent<sup>5</sup>. C'est cette méthode qui sera suivie ici, étant donné qu'il s'agit de la seule qui soit conforme à la réalité du terrain et à une authentique logique universitaire.

Et quand on suit ladite méthode pour analyser la question du terrorisme islamiste en général, la conclusion est sans appel : on a, pour reprendre les mots du spécialiste du monde arabe François Burgat, « les islamistes qu'on mérite<sup>6</sup> ». La logique de ce qu'on appelle l'islamisme comme philosophie politique est relativement simple, et, à bien des égards, elle n'a été qu'une réponse possible à la question que s'est posée l'ensemble du monde musulman colonisé puis à nouveau indépendant : comment définir son identité et préserver sa liberté face à un « Occident » dominant les rapports de forces internationaux<sup>7</sup> ? En soi, l'islamisme n'était donc pas forcément destiné à « produire » du terrorisme, étant avant tout un projet de société. Cette idéologie n'a d'ailleurs réussi à avoir une réelle importance dans le monde arabe et au-delà que lorsque les idéologies concurrentes, socialisantes et nationalistes, se sont épuisées. C'est ainsi le choc de la défaite arabe de 1967, symbole de l'échec du nassérisme en politique étrangère, qui a ouvert la voie à l'emploi de l'islam comme outil politique<sup>8</sup>. Et si l'islamisme a pu se poser en solution de rechange, c'est justement parce que le plus souvent, les groupes qui s'en réclament n'ont pas eu une logique de prise du pouvoir par la violence. Ils cherchaient avant tout à conquérir « les cœurs et les esprits » par le prêche et les actions sociales, plutôt qu'en agissant en avant-garde révolutionnaire. Le choix de l'action terroriste ou de la rébellion armée ne s'est fait que par adaptation à la situation politique locale. Dans les zones où la tolérance pour les opinions divergentes n'existait pas, là où l'État avait une large politique de répression contre tout individu prêchant une vision différente de la société, l'action armée a naturellement pris le dessus. Dans

5. En réaction à un certain orientalisme, parlant en général du « monde musulman » et de la « Question d'Orient » dans son ensemble. Voir Georges Corm, *L'Europe et l'Orient*, Paris, La Découverte, 1989, p. 378.

6. Voir François Burgat, *L'islamisme en face*, Paris, La Découverte, 1996, p. 99.

7. Sur l'analyse de l'islamisme comme réaction à la question coloniale, voir notamment François Burgat, *L'islamisme à l'heure d'Al Qaïda*, Paris, La Découverte, 2005, p. 45 et 46 par exemple.

8. Associé, il est vrai, à la récession économique de 1965-1967, démontrant l'incapacité du nationalisme en économie comme en défense. Voir Emanuel Sivan, « La revanche de la société civile », dans Alain Gresh (dir.), *Un péril islamiste ?*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1994, p. 27.

un monde arabe agité où, comme ailleurs dans les anciens territoires colonisés, le pouvoir ne se partage pas, et où prendre comme perdre le pouvoir ne se fait que violemment, le choix de la répression violente comme seule réponse aux voix discordantes a souvent prévalu. Bien entendu, cela n'a pas toujours été le cas, et les situations sont différentes selon les pays. L'évolution des différentes branches des Frères musulmans est un exemple de ce fait. On peut ainsi remarquer que la section jordanienne, qui a eu la possibilité de s'intégrer dans la vie politique nationale, est restée pacifique. Au contraire, les Frères musulmans syriens, durement persécutés sous Hafez el Assad, ont fait le choix de la violence insurrectionnelle<sup>9</sup>. Le meilleur exemple de l'impact primordial de la répression sur la radicalisation islamiste est l'histoire personnelle de Sayyid Qutb, un des membres les plus importants des Frères musulmans égyptiens au xx<sup>e</sup> siècle. Il a été une source idéologique importante pour ceux qui ont choisi la violence. Pourtant, au début de son implication dans ce mouvement, il n'était guère plus qu'un religieux très conservateur. Ce qui l'a radicalement changé est son emprisonnement en 1954 pour une dizaine d'années, pendant lesquelles il a été torturé. De cette expérience est né un livre, *Ma'alim fi al-tariq (Jalons sur la route)*, dénonçant le régime nassérien, ceux qui le soutenaient, et l'ensemble de la société égyptienne, comme tombés dans la *jahiliyyah*, la logique préislamique. Cette vision, présentant l'ensemble des musulmans ne partageant pas ses vues comme non-musulmans, demandait l'action violente d'une minorité prête à réimposer le « véritable » islam par la force<sup>10</sup>. L'idéologie née de *Ma'alim fi al-tariq* a permis de légitimer l'emploi du terrorisme contre l'État, mais également la création de victimes « collatérales », indirectement coupables d'appartenir à la *jahiliyyah*.

Face à la radicalisation croissante d'une partie des islamistes, les États concernés dans le monde arabe et ailleurs dans le monde musulman ont continué à user de la répression pour écraser cette opposition. Face à cette intransigeance, un certain nombre d'extrémistes ont préféré abandonner l'action armée. Mais d'autres n'en ont été que plus radicalisés, et le fait est que la violence d'État n'a jamais réussi à briser les possibilités de recrutement des mouvements les plus extrémistes, bien au contraire. La torture systématique et les emprisonnements ont créé des hommes comme

9. Abderrahim Lamchichi, *Géopolitique de l'islamisme*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 20-21.

10. Barry Rubin, *Islamic Fundamentalism in Egyptian Politics*, New York, Palgrave Macmillan, 2002, p. 49.

le bras droit de ben Laden, al-Zawahiri, c'est-à-dire des terroristes irrécyclables et prêts à combattre non seulement contre le régime de leur pays, mais également contre toute grande puissance vue comme complice<sup>11</sup>.

## La situation centrasiatique après la guerre froide : une montée des tensions inévitable

Malgré ces résultats peu encourageants, les États centrasiatiques ont fait la même erreur que les leaders du monde arabe, et sont tombés dans une logique purement répressive. À bien des égards, de fait, si le processus a été remarquablement similaire, c'est parce que les points communs entre ces deux zones du monde musulman sont nombreux.

En Asie centrale également, l'islamisme a pu fleurir dans un environnement ayant vu la chute d'une idéologie d'État dominante, et son échec autant politique qu'économique. Si la défaite de 1967 a été un choc pour le monde arabe, on imagine le tremblement de terre qu'a représenté la chute de l'URSS pour les peuples d'Asie centrale. La disparition de l'Empire soviétique a signifié pour eux l'écroulement du système d'éducation et de santé, le départ d'industries nationales devenues russes, donc étrangères, et la fermeture de frontières auparavant sans importance. Les écarts sociaux se sont creusés, et des groupes criminels, exploitant la situation notamment pour faire du trafic de femmes et de drogues, ont réussi à s'imposer comme influence durable dans la vie politique régionale<sup>12</sup>. L'indépendance des États centrasiatiques était encore plus problématique que celle des pays arabes quelques décennies plus tôt. Dans les deux cas, on pouvait s'interroger sur la réalité de l'indépendance, politiquement et diplomatiquement affirmée, mais économiquement et culturellement plus difficile. L'Asie centrale, comme les autres pays colonisés, a été façonnée pour répondre aux besoins du conquérant, notamment en ce qui a trait aux matières premières. Le fait est que depuis la période tsariste, la zone avait pour fonction principale de fournir pétrole, gaz, coton, minerais, en échange des produits manufacturés venus de Russie<sup>13</sup>. La langue, la culture, les traditions russes, y compris celles contraires à un

---

11. C'est en effet un passage en prison, mais surtout le fait d'avoir été brisé par la torture, et d'avoir dénoncé d'autres personnes, qui ont poussé al-Zawahiri vers une logique jihadiste encore plus extrême. Voir Montasser al-Zayyat, *The Road to Al-Qaeda. The Story of Bin Laden's Right-Hand Man*, Londres, Pluto Press, 2004, p. 31.

12. Voir sur ce point Farideh Heyat, «Re-islamisation in Kyrgyzstan: Gender, new poverty and the moral», *Central Asian Survey*, vol. 23, n<sup>os</sup> 3-4, 2004, p. 280.

13. Michael Kaser, «The economic and social impact of systemic transition in Central Asia and Azerbaijan», dans Mehdi Parvizi Amineh et Henk Houweling (dir.), *Central Eurasia in Global Politics*, Leiden/Boston, Brill, 2005, p. 146-147.

comportement islamique traditionnel (consommation de vodka, par exemple) ont eu un impact particulièrement fort dans la région. L'influence des Français et des Anglais dans leurs territoires coloniaux, à bien des égards, a été moins importante. Ainsi, les Soviétiques ont réussi à mettre de côté les langues unifiant historiquement la région, à savoir le persan et le turc tchaghataï. Ils ont non seulement créé des frontières centrasiatiques de toutes pièces, mais ils sont allés jusqu'à « fabriquer » des langues nationales à partir de dialectes déjà existants, pour mieux figer les différences entre les peuples de la zone, d'une part, et entre l'Asie centrale et ses voisins musulmans, d'autre part<sup>14</sup>. La recherche d'une nouvelle identité était donc très forte au début des années 1990, et dans cette situation, l'islam, et parfois l'islamisme, a été vu comme une réponse aux problèmes régionaux. En fait, la « réislamisation » dont on a tant entendu parler après la chute de l'URSS était surtout un moyen pour les citoyens d'Asie centrale de se définir en opposition avec la culture russe dominante, plutôt qu'un retour rigoriste à la religion ou un risque sécuritaire.

Dans cette situation, le positionnement des leaders centrasiatiques ressemble à s'y méprendre à celui de leurs aînés du monde arabe, mais leur légitimité est encore moindre. Après tout, les leaders nationaux en Afrique du Nord et au Proche-Orient sont d'abord arrivés au pouvoir par la lutte contre les colonisateurs anglais ou français. Par contre, les présidents centrasiatiques appartenaient à la nomenklatura soviétique. Ils ont même voulu empêcher la disparition de l'URSS<sup>15</sup>, et n'ont repris que sur le tard les discours des nationalistes indépendants, pour mieux les court-circuiter et les empêcher d'être une solution de rechange au pouvoir en place. Leur culture politique n'allait pas plus dans le sens du partage du pouvoir que celle des dirigeants moyen-orientaux. S'ils ont abandonné la doctrine marxiste-léniniste à la fin de la guerre froide, ils en sont restés à une gestion soviétique au niveau national, où la possibilité de nouveaux acteurs politiques n'est pas acceptable. Ils ont en particulier gardé la logique antireligieuse qui régnait sous l'URSS, voyant toute activité de prêche islamique ou islamiste comme politiquement dangereuse<sup>16</sup>. On en a eu un exemple le 14 juin 2004, quand Khabibulo Khadmarov a été condamné à six ans de prison, en Ouzbékistan, uniquement pour avoir eu

14. Voir Olivier Roy, *L'Asie Centrale contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France, 2001, p. 26 à 38.

15. Adeeb Khalid, *Islam after Communism. Religion and Politics in Central Asia*, Berkeley, University of California Press, 2007, p. 128-129.

16. Il y a eu, comme dans le monde arabe, une manipulation de la religion par les leaders centrasiatiques, au début des années 1990. Mais elle est bien vite passée au second plan par rapport à la logique uniquement répressive. Les religieux acceptés par les régimes locaux sont peu respectés par les croyants d'Asie Centrale, étant connus pour être totalement au service du régime.

un document en sa possession l'associant au groupe de prêche non violent Tabligh Jamaat, dont on parlera un peu plus tard. Le document avait en effet été jugé dangereux par les « experts » de la branche Philosophie de l'Institut polytechnique de Tachkent, appelée « Département de l'athéisme scientifique » sous l'URSS. À différents degrés, donc<sup>17</sup>, c'est la logique répressive, allant de l'amende à l'emprisonnement ou à la torture, qui a été choisie par les dirigeants locaux.

Cette approche répressive a été confirmée par la guerre civile tadjike (1992-1997), qui a pourtant été causée par cette culture politique refusant le partage du pouvoir. Elle est même la preuve que le problème politique principal dans la région est moins l'islamisme ou toute autre idéologie que la tradition soviétique donnant tout le pouvoir à un seul groupe. En effet, les « islamistes » tadjiks, unis dans le Parti de la renaissance islamique (PRI), représentaient en fait l'un des groupes régionaux du pays, les Gharmis, une population pauvre du sud du pays. Ils s'opposaient notamment au quasi-monopole du pouvoir à Douchanbé par un autre groupe régional, les Khojentsis. Et cette guerre civile, sous couvert d'un partage du pouvoir avec les islamistes qui n'a pas été pleinement respecté, a permis la prise en main du Tadjikistan par un troisième groupe, les Koulabis, dont est issu l'actuel président Rakhmon<sup>18</sup>. Mais pour les voisins, cet événement tragique avait d'abord été causé par un pouvoir trop faible.

C'est donc la répression qui a été choisie pour gérer les islamistes, qu'ils soient violents ou non. Pourtant, cette méthode ne les a pas fait disparaître ; au contraire, elle leur a permis de s'implanter, même quand leur approche semblait bien loin de la vision islamique majoritaire en Asie centrale. Ainsi, le Hizb ut-Tahrir (HT), un mouvement non violent mais idéologiquement extrémiste, comptait, au début des années 2000, de 15 000 à 20 000 adhérents au moins sur l'ensemble de la région. Et cela alors qu'il s'agit d'un groupe très concentré sur les questions politiques moyen-orientales, d'un intérêt limité pour les populations centrasiatiques. De même, le groupe piétiste Tabligh Jamaat (TJ), né en Asie du Sud,

---

17. Le Kazakhstan et le Kirghizistan ont globalement eu des logiques moins répressives que l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Quant au Tadjikistan, qui a dû accepter l'existence d'opposants, et plus ou moins un partage du pouvoir avec des islamistes, son modèle se rapproche pourtant plus de la répression brute que de la flexibilité.

18. Pour plus d'informations, voir Didier Chaudet, « L'Asie Centrale vouée à la guerre civile ? Réflexions à partir du cas tadjik », *Diploweb*, 1<sup>er</sup> avril 2008, <<http://www.diploweb.com>>, consulté le 21 novembre 2012.

compterait au moins 10 000 adhérents au Kirghizstan seulement<sup>19</sup>. Ces groupes ne posent pas de problème sécuritaire, étant strictement non violents. Par contre, leurs idéologies sont très élaborées et proposent un modèle de société radicalement opposé au statu quo régional. Par ailleurs, un certain nombre de leurs théories politiques (notamment celles du HT) sont extrêmes. Dans un régime démocratique, ces groupes seraient certainement placés très à droite sur l'échiquier politique. Malgré tout, comme ils ne posent pas de danger sécuritaire, une opposition religieuse, intellectuelle ou politique aurait été suffisante pour les contrer. Le choix par les pouvoirs en place de l'emploi de la force pour les combattre a été accompagné d'une incapacité à contre-attaquer idéologiquement : le clergé officiel étant totalement soumis, il n'est plus crédible. Si, dans un pays comme le Kazakhstan, la répression s'est montrée modérée (par exemple, pour le TJ, perturbations des rencontres par la police, amendes données aux prêcheurs), c'est souvent la méthode dure qui l'a emporté. On l'a vu notamment en Ouzbékistan, où le Tabligh a été désigné comme un mouvement « terroriste<sup>20</sup> », et combattu comme tel. Une répression vaste touchant en fait toute personne religieuse hors du cadre de l'islam officiel et un ciblage particulier de ces groupes non violents<sup>21</sup> ont transformé l'islamisme centrasiatique en bombe à retardement. Déjà, au début des années 2000, des membres affiliés à la tendance non violente voulaient passer au terrorisme, et au niveau individuel, un certain nombre l'ont fait en quittant le HT ou le TJ. Et même au Tadjikistan, qui a pourtant souffert durement de la guerre civile, on constate le retour d'un islamisme combattant en rupture avec le PRI<sup>22</sup>.

19. Pour ces chiffres, voir International Crisis Group (ICG), « Radical islam in Central Asia : Responding to Hizb ut-Tahrir », Och/Bruxelles, *Asia Report*, n° 58, 30 juin 2003, p. 17 ; Igor Rotar, « Pakistani islamic missionary group establishes a strong presence in Central Asia », *Eurasianet*, 23 juillet 2007.

20. Dans un discours présidentiel de septembre 2004, où Islam Karimov a également qualifié de terroristes les ONG occidentales. Voir Didier Chaudet, « La menace jihadiste en Grande Asie Centrale », *Politique étrangère*, vol. 73, automne 2008, p. 564.

21. On retrouve ainsi bien plus de militants du HT que de vrais terroristes ou insurgés dans les prisons centrasiatiques. Voir Ahmed Rashid, *Jihad. The Rise of Militant Islam in Central Asia*, New Haven, Yale University Press, 2002, p. 115.

22. Voir International Crisis Group (ICG), « Tajikistan's politics. Confrontation or consolidation ? », *Asia Briefing*, 19 mai 2004, p. 9, <<http://www.crisisgroup.org>>, consulté le 21 novembre 2012.

## COMMENT CRÉER UN MONSTRE TRANSNATIONAL : LE CAS DU JIHADISME OUZBEK

Comme on peut le constater, l'Asie centrale en général est tombée dans le piège du cercle vicieux répression / radicalisation, d'une façon qui n'est pas sans rappeler les erreurs des États proche-orientaux. Mais c'est bien en Ouzbékistan que la chose a pris le plus d'ampleur, avec des conséquences dramatiques. Tachkent s'est créé un ennemi jihadiste qui rappelle les mouvements les plus radicaux du monde arabe, et on a parfois parlé d'un groupe comme l'Union du Jihad islamique, un groupe ouzbek, comme d'une nouvelle al-Qaïda<sup>23</sup>. La politique répressive menée sous le leadership d'Islam Karimov, partie d'une réaction face au dangereux chaos postsoviétique, a dérapé jusqu'à produire précisément ce qu'elle cherchait à éviter.

### De la peur de la guerre civile à l'écrasement de toute dissidence : le choix ouzbek

Si on ne peut que dénoncer la logique répressive pour sa réponse inadéquate aux problèmes sécuritaires régionaux, il faut malgré tout l'expliquer dans son contexte historique. Comme on l'a vu, sur toute la zone, deux motivations poussent les leaderships locaux à l'emploi de la violence, voire d'un vrai « terrorisme d'État » : une culture politique refusant le compromis, et une situation sécuritaire difficile illustrée par la guerre civile tadjike. Ces deux points ont été particulièrement déterminants en Ouzbékistan, pays géographiquement, historiquement et humainement (de par l'importance démographique des Ouzbeks) au cœur de l'Asie centrale.

La culture politique de refus du partage du pouvoir et de peur de l'islamisme comme solution de rechange se retrouve avec force dans le leadership d'Islam Karimov, premier et unique président de l'Ouzbékistan postsoviétique. Ce dernier est souvent présenté comme un homme politique qui a un sentiment de mission nationale, visant à faire de son pays la puissance régionale en Asie centrale. Ce n'est pas un hasard si le président ouzbek a fait de Tamerlan le héros patriotique de son régime : il s'agit d'affirmer une identité non russe, se réclamant d'une indépendance et d'une puissance anciennes, avec un pouvoir clairement autoritaire, considéré comme nécessaire pour le bien du pays. On n'est pas ici dans la logique du premier président turkmène, Saparmyrat Nyazov, qui avait

---

23. Voir par exemple Guido Steinberg, « A Turkish Al-Qaeda: The Islamic jihad union and the internationalization of Uzbek jihadism », *Strategic Insight*, Zurich, Center for Contemporary Conflict, juillet 2008.

lancé un culte de la personnalité délirant autour de sa personne. Islam Karimov est entouré d'individus représentant des intérêts régionaux, économiques, politiques, qui limitent relativement son pouvoir. Mais le soutien de ces élites à la logique autoritaire, et la mission historique dont le président ouzbek se sent investi, ont été suffisants pour rendre même la possibilité d'un partage du pouvoir totalement inimaginable<sup>24</sup>.

Par ailleurs, l'Ouzbékistan a bien failli connaître un destin à la tadjike immédiatement après l'indépendance. Le choc idéologique, politique, économique et social a été particulièrement dur dans la partie ouzbèke de la vallée de Ferghana, la zone centrasiatique la plus peuplée. Toute une jeunesse, particulièrement importante avec la poussée démographique commune à toute la région<sup>25</sup>, s'est retrouvée face à un vide idéologique et à un désespoir politique et économique qui n'est pas sans rappeler celui qui a motivé la classe politiquement engagée des « jeunes urbains pauvres » du monde arabe à se tourner vers l'islamisme révolutionnaire<sup>26</sup>. En réaction à la perte de sens du message marxiste-léniniste, et à ses conséquences pour la vie locale (dérégulation des prix pour les produits de base et montée en puissance de la criminalité notamment), des groupes de jeunes se sont formés pour combattre par la force mafieux et « profiteurs » du nouveau système capitaliste. Ils se sont naturellement tournés vers l'islamisme comme idéologie de remplacement. Les deux leaders historiques du terrorisme ouzbek, Tahir Yuldashev et Juma Namangani, se sont fait connaître lors de ces actions « coups de poing ». Les groupes islamistes, en particulier Adolat (justice) ont réussi à s'imposer dans la ville de Namangan, puis à étendre leur influence sur la vallée de la Ferghana. Il est clairement apparu au début de l'année 1992 qu'en s'associant avec d'autres mouvements d'opposition, les islamistes souhaitaient forcer Islam Karimov à partager le pouvoir. Il semblerait même qu'ils se soient préparés à renverser le président ouzbek<sup>27</sup>. Mais à cette même période, Islam Karimov avait déjà décidé de réprimer toute opposition par la force. En janvier 1992, dans une réaction en forme de message lancé à tout opposant, il a fait tirer à balles réelles, à Tachkent, sur des étudiants ayant manifesté dans la capitale contre l'instauration de

24. Voir sur ce point Martha Brill Olcott, *Central Asia's Second Chance*, Washington, Brookings Institution Press, 2005, p. 47-48.

25. En 1989, il y avait trois fois et demie plus d'Ouzbeks âgés de 10 à 14 ans que de leurs aînés entre 50 et 54 ans. Voir Michael Kaser, « The economic and social impact of systemic transition... », *op. cit.*, p. 146.

26. À titre d'exemple, voir sur ce point Nicolas Beau et Catherine Graciet, *Quand le Maroc sera islamiste*, Paris, La Découverte, 2007, p. 21-24, 29.

27. Vladimir Naumkin, *Radical Islam in Central Asia. Between Pen and Rifle*, New York, Rowman and Littlefield, 2005, p. 70.

tickets de rationnement pour la nourriture. C'est une répression dure et indiscriminée qui a frappé les islamistes et leurs alliés, et en 1993, celles et ceux qui n'avaient pas été éliminés ou jetés en prison s'étaient échappés ou étaient passés dans la clandestinité, avec la radicalisation que cela implique.

Deux événements ont confirmé, aux yeux du leadership ouzbek, le besoin d'une répression radicale. Il y a eu bien sûr, comme évoqué plus haut, la question tadjike. Mais il faut également prendre en compte la peur qu'a suscitée la montée en puissance des talibans, notamment à partir de la prise de Kaboul en 1996. Tachkent a tenté de mobiliser les pays postsoviétiques et la communauté internationale sur ce sujet et a soutenu le chef de guerre Dostom dans sa lutte contre les talibans. Dès 1997, l'armée ouzbèke avait renforcé ses capacités de mobilisation générale, et le contrôle des frontières, notamment avec l'Afghanistan, avait aussi été fortement renforcé<sup>28</sup>. La peur du concurrent islamiste a donc bien obsédé le pouvoir en place à Tachkent avant la campagne américaine de 2001.

Le problème de la logique uniquement répressive de Tachkent est qu'elle a évolué dans le sens d'une guerre contre l'islam indépendant en Ouzbékistan. En fait, la répression du début des années 1990 n'avait rien réglé ; cela a été clairement démontré en 1997 avec une hausse des violences et des attentats attribués aux islamistes. La décapitation du directeur de la police routière de Namangan le 3 décembre de cette même année a été l'illustration de la radicalisation en cours<sup>29</sup>. Mais la réponse gouvernementale a été inadéquate et disproportionnée. L'Ouzbékistan n'a pas hésité à créer un climat de tensions dans l'ensemble de la région en envoyant ses services de renseignement attaquer ses opposants, islamistes ou non, violents ou non, réfugiés dans les autres pays centrasiatiques, et cela même sans le consentement des pays concernés. Des cadres religieux peu appréciés du régime ont disparu dans d'étranges circonstances, comme le cheikh Abdouvolu Mirzoev d'Andijan en août 1995. Et l'islam indépendant en Ouzbékistan a été définitivement maté avec la Loi sur la liberté de conscience et les organisations religieuses de mai 1998. Celle-ci imposait à tous les responsables religieux de s'inscrire auprès des autorités, une façon de les contrôler et, le cas échéant, de les faire taire. Cette loi interdisait également l'existence des mosquées « non enregistrées », symboles de la réislamisation pacifique des débuts de l'indépendance. Elle a entraîné la fermeture de 2634 mosquées, soit plus de la moitié des

28. Shahrām Akbarzadeh, *Uzbekistan and the United States. Authoritarianism, Islamism, and Washington's Security Agenda*, Londres, Zed Books, 2005, p. 42-43.

29. Catherine Poujol, *L'islam en Asie Centrale. Vers la nouvelle donne*, Paris, Mise au Point/Ellipses, 2001, p. 54-55.

édifices religieux musulmans existant dans le pays à l'époque. La répression s'est faite toujours plus large avec un ciblage policier et juridique à l'encontre des familles dont l'un des membres était passé dans la clandestinité, notamment pour combattre aux côtés du MIO (Mouvement islamique d'Ouzbékistan)<sup>30</sup>. Une telle situation plaçait inévitablement tout individu religieux sous l'œil suspicieux de l'État, ce qui a signifié le plus souvent arrestations, tortures, et radicalisation.

### Les conséquences du cercle vicieux répression/radicalisation : l'hydre jihadiste ouzbèke

Comme toute politique extrême, cette répression excessive ne pouvait qu'avoir des répercussions sécuritaires. Alors que le PRI tadjik a été inclus, tant bien que mal, dans le jeu politique national, les islamistes ouzbeks, réunis à partir de 1996<sup>31</sup> dans le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, se sont fortement radicalisés, jusqu'à devenir un danger pour l'ensemble de l'Asie centrale, voire au-delà. Une option islamiste modérée aurait été possible, l'Ouzbékistan ayant également un Parti de la renaissance islamique prônant une approche pragmatique en comparaison des groupes s'agitant dans la vallée de la Ferghana au début des années 1990. Mais, dès 1993, celle-ci avait été balayée avec toute autre forme d'opposition, et comme on l'a vu, les représentants de l'islam non gouvernemental ont également été brisés, au plus tard dans le courant de l'année 1998. Le leadership de l'opposition islamiste a donc naturellement été récupéré par les exilés sous la direction de Juma Namangani et Tahir Yuldashev, les deux grands noms de la rébellion du début des années 1990. Persécutés chez eux, et même au niveau régional, les islamistes ouzbeks se sont logiquement radicalisés, et ont vu l'ensemble des régimes centrasiatiques comme des systèmes injustes, à abattre. Ils sont vite passés d'un combat national, politique, limité, à une logique plus large, idéologiquement intransigeante, transnationale, ressemblant à celle d'al-Qaïda. Dans des documents de propagande, la Russie, les États-Unis, les chrétiens et les juifs en général sont montrés comme des ennemis à abattre, de la même manière que le régime de Tachkent<sup>32</sup>. C'est pourquoi ces exilés ouzbeks ont combattu aux côtés des « islamistes » tadjiks, et qu'ils se sont toujours opposés au processus de paix, qui devait aboutir en 1997. Leur intransi-

30. Ahmed Rashid, *Jihad. The Rise of Militant Islam in Central Asia*, op. cit., p. 145-147.

31. L'année de naissance du MIO fait débat, mais il s'agit de la période la plus probable.

32. Martha Brill Olcott et Bakhtiyar Babadjanov, « The terrorist notebooks », *Foreign Policy*, avril 2003, p. 37-38.

geance les a poussés à chercher des alliés bien loin de l'Asie centrale. Ainsi, Yuldashev est allé gagner le soutien des islamistes radicaux, mais également des services de sécurité d'autres pays musulmans, notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Pakistan. Il aurait reçu un soutien financier de l'ISI, les services secrets pakistanais, mais aussi du groupe radical pakistanais Jamaat-i-Ulema, très proche des talibans<sup>33</sup>. De là, un mouvement de rapprochement s'est opéré avec le mollah Omar et ses protégés jihadistes, notamment al-Qaïda. La radicalisation du Mouvement islamique d'Ouzbékistan était soutenue avec enthousiasme par les jihadistes étrangers combattant aux côtés des talibans. En effet, elle allait dans le sens d'une tendance forte de l'islamisme transnational violent des années 1990, qui voyait l'espace soviétique comme un terrain naturel pour le jihad, la grande puissance russe étant particulièrement affaiblie. Dans le refuge afghan, des théoriciens du jihadisme comme Abou Moussab al-Souri, partisan de l'importance de la lutte pour la déstabilisation des régimes centrasiatiques, ont guidé idéologiquement le groupe de Namangani et Yuldashev<sup>34</sup>. Et al-Qaïda n'était pas le seul groupe à soutenir le MIO dans son choix d'une violence intransigeante dépassant la simple lutte nationale : cette radicalisation a en effet naturellement amené les jihadistes ouzbeks à combattre pour le régime des talibans, dans sa guerre contre les forces de l'Alliance du Nord. Un certain nombre d'Ouzbeks n'ont pas apprécié cette évolution, mais face à l'intransigeance du régime de Tachkent, et les talibans étant les seuls à offrir un refuge sûr, le Mouvement ne pouvait qu'évoluer dans ce sens. La transformation en groupe islamiste terroriste et transnational a été soutenue par la logique de Juma Namangani, qui a recruté, dans les forces armées du MIO, dont il était responsable, non seulement des Ouzbeks, mais également d'autres Centrasiatiques et des Ouïghours, à partir du moment où ils étaient prêts à combattre le statu quo dans l'ensemble de la région.

La radicalisation a été accompagnée d'une montée en puissance de la violence produite par le Mouvement islamique d'Ouzbékistan. On lui a attribué les attentats à la bombe du 16 février 1999 à Tachkent. Cette accusation ne peut pas être indépendamment vérifiée, mais ce qui est certain, c'est que Juma Namangani a organisé des actions militaires conséquentes, notamment au Kirghizistan et en Ouzbékistan de 1999 à 2001. La campagne américaine post-11 septembre contre le mollah Omar a affaibli le MIO à court terme, en lui faisant perdre son refuge et en causant la mort de Namangani. Mais le groupe a pu se réorganiser sous la

33. Vitaly V. Naumkin, *Radical Islam in Central Asia. Between Pen and Rifle*, op. cit., p. 71.

34. Brynjar Lia, *Architect of Global Jihad. The Life of Al-Qaïda Strategist Abu Mu'ab al-Suri*, New York, Columbia University Press, 2008, p. 262-263.

direction unique de Yuldashev. Il est encore une force militaire conséquente, comme ont pu le constater les forces aux ordres d'Islamabad, qui se sont heurtées aux Ouzbeks maintenant réfugiés sur les terres des talibans pakistanais, dans le nord-ouest du pays. Par ailleurs, le choc du recul momentané de 2001 a poussé les plus intransigeants du MIO à créer leur propre structure, séparée du mouvement dirigé par Yuldashev, jugé trop tiède. Ladite structure, l'Union du Jihad islamique (UDI), a été fondée en 2002. Elle s'est totalement alignée sur la logique d'al-Qaïda, qui l'a soutenue, notamment dans ses efforts de propagande. L'UDI s'est affirmée comme un mouvement clairement international, fortement impliqué dans les actions terroristes en faveur de la lutte des talibans en Afghanistan. Le groupe a même tenté d'organiser des attentats de grande ampleur en Allemagne en 2007, pour forcer Berlin à retirer ses troupes du pays. Cette logique de type al-Qaïda a été utilisée dans la lutte de l'UDI contre Islam Karimov. Ainsi, ce nouveau groupe a organisé en 2004 les premiers attentats-suicides et les premières attaques contre les ambassades américaine et israélienne en Ouzbékistan<sup>35</sup>.

Et il y a fort à parier que ces groupes, ou en tous les cas l'extrémisme qu'ils représentent, vont continuer à prospérer. En effet, les structures ne sont pas nécessaires pour cela, les tensions créées par la répression sans nuance du régime de Tachkent étant suffisantes pour voir l'Ouzbékistan comme une possible bombe à retardement. L'explosion d'Andijan, en mai 2005, est l'illustration du problème posé par le cercle vicieux répression/radicalisation. La cause principale du basculement de la ville dans la violence, le 13 mai, n'est pas l'hypothétique participation d'islamistes, qui reste à prouver, mais les pressions politiques, économiques et sociales qu'exerce le régime en place sur la population<sup>36</sup>. Un tel climat sera forcément porteur de radicalisation et de terrorisme pour l'avenir.

35. Pour plus d'information sur la période post-11 septembre du jihadisme ouzbek, voir Didier Chaudet, «Terrorisme islamiste en Grande Asie Centrale: "Al-Qaïdisation" du jihadisme ouzbek», *Russie.Nei.Visions*, n° 35, décembre 2008, p. 15-28.

36. International Crisis Group (ICG), «Uzbekistan: The Andijon uprising», *Asia Briefing*, n° 38, Bichkek/Bruxelles, 25 mai 2005.

## UNE RESPONSABILITÉ HORS DES FRONTIÈRES ? AU-DELÀ DES LEADERS LOCAUX, L'INFLUENCE DES GRANDES PUISSANCES FAVORISANT LA LOGIQUE RÉPRESSIVE

Le cercle vicieux répression/radicalisation s'explique bien par une analyse locale des problèmes politiques et sociaux. Mais comprendre la « logique » de l'emploi de la répression ne serait pas possible sans prendre en compte les acteurs internationaux, notamment les grandes puissances. Comme on va le voir ici, elles ont une claire responsabilité dans le choix de la répression comme réponse principale des acteurs centrasiatiques face à l'opposition, notamment islamiste.

### Russie et Chine : des politiques étrangères à courte vue encourageant la répression et l'extrémisme

Exemple significatif du soutien russe et chinois à l'autoritarisme répressif centrasiatique, Beijing et Moscou ont l'un comme l'autre soutenu Islam Karimov après le massacre d'Andijan, sans aucune nuance. Le Kremlin a construit la défense de sa position autour de l'argumentation du pouvoir ouzbek, selon lequel l'événement n'était rien d'autre qu'une action de terroristes islamistes, mettant en danger l'ensemble de la région, et donc indirectement la Russie<sup>37</sup>. Quant à la Chine, elle a affirmé son soutien de façon encore plus extraordinaire : une semaine après le massacre, Hu Jintao a officiellement invité Islam Karimov à Beijing. Il y a été accueilli en grande pompe, et il y a été félicité ouvertement pour sa gestion de la crise<sup>38</sup>. Clairement, pour les leaders russes et chinois, l'emploi de la répression telle qu'elle est menée en Asie centrale n'est pas vu comme un problème.

Du côté de la Russie, l'explication donnée pour le soutien à la politique répressive d'Andijan semble bien correspondre à l'approche générale du Kremlin face à un possible bouleversement du statu quo en Asie centrale. Aux yeux des Russes, en effet, si un changement politique inattendu avait lieu en Ouzbékistan ou ailleurs, il ne serait pas en faveur des intérêts et de la sécurité de Moscou, et permettrait l'émergence de régimes islamistes<sup>39</sup>. La littérature islamiste est en effet autant antirusse

37. Norman Levine, «Uzbek unrest threatens Russia», *The Washington Times*, 10 juillet 2005.

38. Voir Zamir Chargynov, «Revolution, repression and re-election in 2005: China's response to political developments in Central Asia», *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 4, n° 1, 2006, p. 33.

39. Dmitri Trenin, «Russia and Central Asia. Interests, policies, and prospects», dans Eugene Rumer, Dmitri Trenin et Huasheng Zhao (dir.), *Central Asia. Views from Washington, Moscow, and Beijing*, Londres, M.E. Sharpe, 2007, p. 64.

qu'antiaméricaine<sup>40</sup>, et la situation difficile de la Russie face aux islamistes du Caucase du Nord accentue la crainte du Kremlin de voir des territoires au sud tomber aux mains de forces similaires et opposées à ses intérêts<sup>41</sup>. Même sans arriver à ce scénario catastrophe pour Moscou, la déstabilisation d'un régime centrasiatique signifierait au moins un flot de réfugiés et des tensions politiques internes difficiles à gérer. Les hommes à la tête des républiques centrasiatiques ne se plient pas systématiquement aux intérêts russes, mais ils ont été formés par le système soviétique. Leur culture, leur langue de travail sont russes. Comme les Russes d'ailleurs, ils se méfient de la rhétorique démocratique occidentale et de la force démographique d'une Chine de plus en plus puissante. Du point de vue du Kremlin, le statu quo offre donc à la Russie les meilleurs partenaires possibles. C'est cette logique qui explique la position de Moscou lors de la guerre froide tadjike. Loin d'être neutres, les forces militaires russes stationnées dans le pays ont vite été mises à la disposition des forces combattant les islamistes, et l'actuel président Rakhmon doit en bonne partie au Kremlin sa victoire de fait, et le fait qu'il puisse se permettre de ne pas vraiment respecter les accords de paix stipulés de 1997<sup>42</sup>.

L'autre raison du soutien russe au statu quo et à la répression de l'opposition est bien sûr la peur de l'influence de Washington dans la région. Si Poutine a accepté la présence des bases américaines en Asie centrale à la fin de 2001, c'est parce qu'elles permettaient de mettre fin au problème posé par les talibans, donc de protéger les intérêts nationaux russes. Par ailleurs, cette présence militaire était censée être limitée dans le temps. Mais dès 2003, Moscou s'est affirmée comme farouchement opposée à la montée en puissance de l'influence des États-Unis dans la région, considérée comme un pré carré russe, symbole de son statut de grande puissance. Ici, le Kremlin rejoint totalement une peur de Beijing. En effet, la *mulin zhengce*, ou « politique de bon voisinage », de Beijing visait à se gagner les faveurs de l'ensemble des pays proches de la Chine pour empêcher qu'une grande puissance hostile, en particulier les États-Unis, puisse y prendre pied et gêner le renforcement politique et

40. Voir par exemple Hizb Ut-Tahrir, « This is how the butcher of Andijon executed his crime », <<http://www.hizb-ut-tahrir.org>>, consulté le 21 novembre 2012. Dans ce document, les forces russes sont présentées comme directement impliquées dans le massacre d'Andijan, à l'invitation d'Islam Karimov.

41. Pour plus d'information à ce sujet, voir Didier Chaudet, « Djihad dans le Caucase : les métamorphoses de la lutte indépendantiste tchéchène », *Politique internationale*, automne 2009, n° 125, p. 223-240.

42. Lena Jonson, *Tajikistan and the New Central Asia*, Londres, I.B. Tauris, 2006, p. 44.

économique du pays<sup>43</sup>. En Asie centrale comme en Birmanie ou au Pakistan, « se gagner les faveurs du pays » signifie qu'il faut s'entendre avec ses dirigeants, quels qu'ils soient. Et la logique chinoise de non-interférence dans les affaires internes d'autres pays ne fait que renforcer cette politique de soutien aux élites en place.

Beijing critique d'autant moins les leaders centrasiatiques qu'ils jouent un rôle capital dans deux éléments importants pour le développement de la Chine comme authentique grande puissance : le besoin de ressources naturelles, notamment de pétrole et de gaz, et la lutte contre le séparatisme ouïghour. Ce dernier point explique tout particulièrement le besoin pressant pour les Chinois, dès le début des années 1990, de trouver un terrain d'entente avec les pouvoirs en place en Asie centrale. Il y a, après tout, une importante diaspora ouïghoure dans la région, au moins 300 000 personnes rien qu'au Kazakhstan et au Kirghizistan. Et les Ouïghours sont culturellement, ethniquement et religieusement des Centrasiatiques, dont le nationalisme a été encouragé par les indépendances des anciennes républiques soviétiques. Il semblerait d'ailleurs que des soutiens militaires venant d'Asie centrale aient été offerts aux indépendantistes ouïghours au début des années 1990<sup>44</sup>. Le but de Beijing a été d'obtenir la coopération des capitales centrasiatiques dans la lutte contre l'indépendantisme ouïghour, et c'est cette logique antiterroriste et antiséparatiste qui a été l'un des piliers de l'Organisation de la coopération de Shanghai. Dans ces conditions, la Chine ne peut qu'encourager, et non restreindre, la politique répressive centrasiatique.

### Les erreurs et les fautes de jugement de Washington : comment la politique étrangère américaine en Asie centrale a alimenté le cycle infernal répression/extrémisme

La Russie et la Chine ne sont pas connues pour avoir des régimes politiques portés à l'acceptation des oppositions. Que ceux-ci soutiennent la logique répressive des régimes centrasiatiques n'est pas en soi une surprise. Il en est autrement avec les États-Unis. Avant et après le 11 septembre, de Clinton à Obama, les différentes administrations ont clamé leur soutien inébranlable à la défense des droits de l'homme. Pourtant, le décalage entre rhétorique et réalité diplomatique a été la

---

43. Thierry Kellner, *L'Occident de la Chine. Pékin et la nouvelle Asie Centrale (1991-2001)*, Paris, Presses universitaires de France, 2008, p. 101.

44. Niklas Swanström, « China and Central Asia : A new great game or traditional vassal relations? », *Journal of Contemporary China*, vol. 14, n° 45, 2005, p. 575.

constante principale de la diplomatie américaine dans la région. L'Asie centrale n'est vue avec intérêt que dans le cadre de politiques incluant d'autres acteurs : il y a certes la question de l'énergie, mais plus encore le rapport avec la Russie et la Chine, et bien sûr le programme de la « guerre contre le terrorisme », notamment la lutte pour l'Afghanistan. Washington cherche à assurer ses intérêts et à contrer la concurrence des autres grandes puissances, et non à aider les régimes locaux à se réformer politiquement. C'est ce qui explique que la politique américaine dans la région n'ait pas brisé le cercle vicieux répression/radicalisation, mais l'ait au contraire soutenu, directement ou indirectement.

Dès la deuxième moitié des années 1990, on a vu la diplomatie américaine passer de la critique au nom des droits de l'homme, notamment en Ouzbékistan, à un rapprochement opéré au nom de la défiance face à la Russie, puis aux talibans. Un ensemble large d'analystes et de personnalités influentes à Washington, allant du réaliste Zbigniew Brzezinski au néoconservateur Paul Wolfowitz, ont dénoncé la logique de la première administration Clinton privilégiant la Russie sur toutes les affaires postsoviétiques. Leur but était de soutenir un intérêt précis pour le Caucase et l'Asie centrale et leur indépendance face à Moscou. L'intérêt d'une telle politique pour l'Asie centrale en particulier est qu'elle permettait également d'appeler à contrer toute influence iranienne ou islamiste au nom de la « liberté » des pays de la région. Cette vision a vite trouvé des partisans, notamment au Pentagone, dont les relations avec les leaders centrasiatiques ont clairement fait comprendre à ces derniers que les critiques venant notamment du département d'État n'avaient pas de réelle importance. Les attentats de 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, commandités par al-Qaïda depuis son repère afghan, ont fortement rapproché les États-Unis d'un leadership ouzbek effrayé de la montée en puissance des talibans, et ont définitivement confirmé la tendance d'un désintérêt pour les droits de l'homme au profit de questions de court terme essentielles pour la diplomatie américaine<sup>45</sup>.

Ce désintérêt pour les droits de l'homme n'a été que renforcé après le 11 septembre. En échange du soutien ouzbek à la lutte contre le terrorisme, et l'utilisation de la base K2, les Américains ont accepté de taire toute critique, et au-delà de quelques réactions rhétoriques de circonstance, de soutenir le régime de Tachkent. Cela a été particulièrement bien illustré en mai 2002, lors de la signature entre le président Bush et Islam Karimov d'une « déclaration sur le partenariat stratégique et le cadre de la

45. Sur la situation pré-11 septembre, voir Shahram Akbarzadeh, *Uzbekistan and the United States*, op. cit., p. 62-66.

coopération entre les États-Unis d'Amérique et la République d'Ouzbékistan » offrant à Tachkent soutien économique et protection sécuritaire. Malgré une clause sur les réformes politiques, il n'y a eu jusqu'au massacre d'Andijan ni évolution sur les droits de l'homme ni libéralisation économique. Et lors dudit massacre lui-même en 2005, Washington continuait à se décrédibiliser en craignant que des islamistes radicaux se soient échappés de la prison d'Andijan, et appelait les « deux camps » à la modération. La rupture entre Washington et Tachkent s'est pourtant réalisée malgré le désir américain de conserver la relation, de par la crainte ouzbèke d'un complot de type « révolution de couleur », et parce que le fait de rester associés à un régime similaire à celui de Saddam Hussein était intenable médiatiquement pour les États-Unis<sup>46</sup>.

L'approche de Washington n'a pas fondamentalement changé avec l'administration Obama. Cette dernière a fait de la lutte en Afghanistan « sa » guerre, et le rapport à l'Asie centrale est dominé par ce fait. Les pays centrasiatiques sont importants comme zones de transit pour le ravitaillement des troupes. La base de Manas au Kirghizistan est un symbole du caractère déterminant de l'Asie centrale dans la lutte contre les néotalibans : en 2008, 170 000 personnes et 5 000 tonnes de ravitaillement sont arrivées en Afghanistan ou l'ont quitté à partir de cette base<sup>47</sup>. C'est pourquoi, malgré les déclarations incluant toujours la défense des droits de l'homme dans les projets de Washington, la diplomatie d'Obama s'est voulue pragmatique, cultivant des liens avec Bichkek, Tachkent, et même Achgabat pour défendre ses intérêts, notamment sécuritaires. Les budgets de l'aide allouée à l'Asie centrale en 2009 et 2010 sont très représentatifs de la logique américaine<sup>48</sup> : l'aide a fortement augmenté entre 2008 et 2009, a parfois même presque doublé, à une époque où l'administration Obama voulait le soutien des pays centrasiatiques face au désir de réaffirmation russe dans la région, et dans la lutte afghane. Les sommes sont restées malgré tout modestes quand on les compare avec l'argent que Washington donne ailleurs : ainsi, l'aide est moins importante pour les nations d'Asie centrale que pour le Kenya ou l'Afrique du Sud, malgré l'importance stratégique de la zone. En 2010, l'aide a stagné et parfois un peu baissé, alors même que les problèmes du Kirghizistan montrent la

46. Sur ces différents points post-11 septembre, voir notamment David Lewis, *The Temptations of Tyranny in Central Asia*, Londres, Hurst & Company, 2008, p. 17, 61 et 65.

47. Alan Cullison et Yochi Dreazen, « Moscow moves to counter U.S. power in Central Asia », *Wall Street Journal*, 5 février 2009.

48. Voir Peter Cassata, « New Central Asia, Caucasus funding effective ? », *New Atlanticist*, Atlantic Council, 13 mai 2009, <<http://www.acus.org>>, consulté le 21 novembre 2012 ; Joshua Kucera, « Central Asia & Caucasus : Obama administration adopts moderate assistance stance », *Eurasianet*, 9 février 2010.

grande faiblesse des États centrasiatiques. Cette politique d'aide prouve que les États-Unis, de la même manière qu'après le 11 septembre, ne s'engagent en Asie centrale que pour défendre leurs intérêts à court terme, sans chercher à aider ces pays à relever les importants défis qui les attendent, ne serait-ce que pour ne pas devenir des États faillis à l'avenir. Avec une telle approche, il est clair qu'Obama sera aussi peu efficace pour contrer le cercle vicieux répression/radicalisation dans la région que Clinton et Bush avant lui.

Il semblerait donc que le cercle vicieux répression/radicalisation soit là pour durer. Il est bien clair que depuis les indépendances au début des années 1990, la main lourde des régimes en place n'a réglé aucun problème en Asie centrale : le questionnement identitaire, les incertitudes économiques, l'impossibilité d'une évolution politique sont toujours d'actualité. Les risques de déstabilisation de l'Ouzbékistan, notamment après Karimov, sont dans tous les esprits. L'Asie centrale semble bien devenir, d'un point de vue sécuritaire et politique au moins, un nouveau Moyen-Orient. Malgré les risques que cela implique, les grandes puissances ne réorientent pas leur politique en conséquence. Washington, Moscou et Beijing continuent de mener un « nouveau Grand Jeu » visant à protéger des intérêts à court terme, et à bloquer l'influence des autres grandes puissances, plutôt que d'aider à stabiliser la région. Cet aveuglement aux niveaux régional et international risque de se payer au prix fort dans les années à venir. C'est le cercle vicieux répression/radicalisation qui a créé un al-Zawahiri, et c'est la nonchalance des États-Unis face à ce problème qui a permis à al-Qaida de se développer jusqu'à devenir une menace. Si ces leçons historiques ne sont pas prises en compte, le prochain mouvement terroriste international pourrait bien se développer à partir de la vallée de la Ferghana.





## QUELQUES REMARQUES CONCLUSIVES

*Aurélie Campana  
et Gérard Hervouet*

Cet ouvrage collectif pose un regard multidisciplinaire sur des thèmes actuellement en pleine effervescence. S'il n'a pas pour ambition de définir une nouvelle théorie, il propose des pistes de réflexion essentielles à une meilleure appréhension des ambiguïtés qui lient les couples insurrection / terrorisme ; terrorisme / contre-terrorisme ; insurrection / contre-insurrection ; contre-insurrection / contre-terrorisme. Ces quatre couples souffrent de problèmes de cloisonnement, renforcés par une utilisation souvent peu raisonnée de chacun des termes qui les composent. On constate d'une part l'assimilation trop fréquente entre terrorisme et insurrection, et d'autre part une confusion patente entre contre-terrorisme et contre-insurrection. Cette dernière découle des représentations qui entourent,

comme nous l'avons souligné en introduction, le terrorisme, érigé depuis le 11 septembre 2001 en « mal absolu ». Cette entreprise de moralisation de la violence, dont l'administration Bush a été de 2001 à 2008 le principal promoteur, a laissé une empreinte assez profonde sur la manière dont on conçoit le couple terrorisme/insurrection, mais également sur la façon dont on l'étudie.

En effet, la présence de terrorisme dans les conflits internes tend non seulement à occulter les autres types de violence qui y sévissent, mais également à passer sous silence les processus à l'origine des conflits et de leurs transformations. Les contributions à cet ouvrage évitent ce type de raccourci simplificateur. Proposant pour la plupart une analyse ancrée dans la longue durée, ils montrent comment le terrorisme devient pour certains acteurs insurgés, criminels, voire étatiques, une stratégie ou une tactique adossée à d'autres. Une telle posture ne conduit pas à ignorer l'exceptionnalité du terrorisme. Elle évite cependant de le considérer comme une rupture dans la trajectoire des groupes et des individus, engageant plutôt le chercheur et l'analyste à examiner les processus qui *conduisent* à l'utilisation de ce type de violence.

Si les chapitres de la première partie ne s'attardent pas aux enjeux de définition et de catégorisation, à l'exception du chapitre 1, ils montrent, au-delà de la particularité de chacun des conflits étudiés, comment ces différents types de violence s'articulent. La prise en considération des variables politiques, sociales et contextuelles permet de sortir du « moment terroriste » pour se concentrer sur l'environnement social et politique qui entoure les groupes et les individus qui utilisent, dans le cadre de conflits internes, cette forme de violence politique. Nous ne reviendrons pas dans cette courte conclusion sur les sempiternels débats à propos de ce qui distingue le terrorisme de la guérilla ; d'autres l'ont fait avant nous<sup>1</sup>. Nous nous contenterons de souligner quelques points qui traversent les différents chapitres de cet ouvrage.

Premièrement, si plusieurs groupes terroristes apparus durant ou après la guerre froide dans les États occidentaux ne sont pas assimilables à des mouvements insurgés, nombreuses sont les insurrections à avoir utilisé depuis 1945, ponctuellement ou plus durablement, le terrorisme comme stratégie politique et militaire. Il semble, pour revenir sur une précision essentielle introduite par le chapitre 1, que la question de la distinction conceptuelle entre terrorisme et insurrection ne recouvre pas d'enjeux particuliers quand le terme de terrorisme renvoie à une stratégie

---

1. Ariel Merari, « Terrorism as a strategy of insurgency », *Terrorism and Political Violence*, vol. 5, n° 4, hiver 1993, p. 213-251.

politique utilisée par des groupuscules d'extrême gauche ou d'extrême droite, par exemple dans un contexte de paix. En revanche, la confusion s'épaissit quand le terrorisme est mobilisé comme stratégie ou tactique à la fois politique et militaire dans un conflit de type asymétrique. Le recours à cette forme de violence bouscule alors la conception même de la guerre, fût-elle irrégulière. Dans le même temps, le fait de considérer les attentats du 11 septembre comme une déclaration de guerre et de déclencher à la suite de ces événements tragiques une « guerre contre le terrorisme » déplace les frontières conceptuelles. C'est tant dans le choix du terrorisme comme stratégie mêlant logiques d'insurrection, de subversion de l'ordre établi et de provocation que dans la réponse formulée par les États-Unis, et à leur suite par de nombreux États, que se mêlent ces deux pôles de violences.

On le voit, terrorisme et insurrection cohabitent, voire se nourrissent l'un l'autre depuis plusieurs décennies. Cette tendance n'est en rien nouvelle. Les ouvrages de Marighella, de Mao Zedong et de Che Guevara, entre autres, ont compté parmi les références dont se revendiquaient les groupes d'extrême gauche européens des années 1970-1980. Par exemple, les leaders de la Fraction armée rouge, groupe d'extrême gauche actif en Allemagne dans les années 1970 et 1980, semblent avoir fait de l'opuscule de Marighella une référence et de la lutte des Tupamaros un idéal<sup>2</sup>. La circulation des techniques et des savoir-faire a connu une accélération sans précédent depuis le début des années 1990 et certainement plus encore dans les années 2000. Les possibilités offertes par les nouvelles technologies et Internet augmentent d'autant plus le potentiel de réseautage et la transmission pratique que l'adhésion à des principes et des référents identitaires communs rapproche les principales scènes insurgées, aujourd'hui dominées par des groupes se revendiquant d'un islam radical<sup>3</sup>. Toutefois, comme l'illustrent les cas de la Somalie, du Caucase du Nord et de l'Afghanistan, les relations interpersonnelles restent centrales, qu'elles aient été nouées au sein de camps d'entraînement, lors d'expériences partagées, ou plus prosaïquement développées dans et par

---

2. Stefan Aust, *Baader-Meinhof. The Inside Story of the RAF*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

3. Aurélie Campana, « Le terrorisme en 2009-2010 : grandes tendances et évolutions », dans Gérard Hervouet et Michel Fortman (dir.), *Les conflits dans le monde 2010*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, p. 56-69.

le conflit. Le rôle des mercenaires jihadistes a été souligné à maintes reprises<sup>4</sup>, notamment dans l'importation de modes de combat, de techniques ou encore de tactiques terroristes, dont les attentats-suicides.

Les liens virtuels ou interpersonnels contribuent, tout comme le mimétisme et l'émulation, à revisiter la dynamique au sein du couple pourtant ancien insurrection / terrorisme. Ils ne doivent toutefois pas masquer la prédominance des logiques locales sur des dimensions transnationales. Il n'existe ainsi pas « d'insurrection internationale ou globale », nous l'avons déjà souligné en introduction. Il convient dès lors de parler de tendances convergentes, alimentées tant par les stratégies des groupes infraétatiques que par les réactions des États. En revanche, comme plusieurs contributions à cet ouvrage l'illustrent, le déroulement de conflits locaux peut être affecté par la présence de combattants étrangers ou par la conclusion d'alliances entre des organisations insurgées ou terroristes qui possèdent des intérêts convergents ou une proximité idéologique.

Les chapitres de la première partie montrent ainsi la prégnance du contexte local sur l'évolution des dynamiques conflictuelles. Ils identifient les principaux processus et mécanismes qui conduisent à l'adoption de stratégies et de tactiques terroristes dans un contexte insurrectionnel. Parmi ces derniers, soulignons le rôle de la contingence et plus particulièrement celui de l'événement (changement dans l'équilibre des forces en présence, intervention étrangère...), mais aussi l'importance des aspects sociaux et relationnels. Les premiers renvoient à ces espaces sociaux régulés par des modes de gouvernement alternatifs, marqués par une fragmentation poussée et une grande fluidité. Dans ces configurations, les opportunités de contester l'ordre social existant sont multiples. Elles renvoient principalement au jeu de concurrences entre groupes appartenant à une même mouvance<sup>5</sup>. La Somalie, l'Afghanistan et le Caucase du Nord constituent à ce titre des exemples révélateurs. Les règles formelles et informelles qui traversent ces sociétés influencent la conduite de la guerre. Il en est de même de la relation à la violence, qui évolue dans ces contextes mouvants. Le terrorisme est alors érigé en mode de combat, mais également – et on l'oublie trop souvent – en moyen de s'imposer dans un contexte local ou d'établir une forme de contrôle social fondé sur la peur et la coercition. D'ailleurs, le terrorisme peut induire des tensions

4. Brian Glyn Williams, « On the trail of the "Lions of Islam": Foreign fighters in Afghanistan and Pakistan, 1980-2010 », *Orbis*, vol. 55, n° 2, 2011, p. 216-239 ; Thomas Hegghammer, « The rise of foreign fighters: Islam and the globalization of islam », *International Security*, vol. 35, n° 3, hiver 2010/2011, p. 53-94.

5. Aurélie Campana et Benjamin Ducol, « Rethinking terrorist safe havens: Beyond a State-centric approach », *Civil Wars*, vol. 13, n° 4, 2011, p. 396-413.

et des tiraillements au sein des groupes qui y ont recours et faire peser un certain nombre de contraintes sur leurs actions futures. Mais le terrorisme peut également servir des objectifs autres que politiques. Les pratiques criminelles dans lesquelles versent de nombreux groupes insurgés et terroristes illustrent cette tendance de plus en plus poussée, au même titre que le recours au terrorisme par des groupes criminels qui ne possèdent *a priori* aucun agenda politique.

L'imbrication de groupes infraétatiques aux motivations et objectifs quelquefois divergents, les concurrences qui les déchirent et l'implication d'acteurs externes (groupes terroristes, insurgés, combattants étrangers, États...) contribuent sans nul doute au manque de lisibilité de ces scènes insurgées et terroristes. Ces dimensions montrent ainsi la nécessité de prendre en compte les aspects relationnels qui se déclinent à plusieurs niveaux : entre les acteurs engagés dans un jeu de nature conflictuelle ; entre les acteurs qui appartiennent à une même mouvance ou à un même parti ; entre ces différentes catégories d'acteurs et l'espace social dans lequel ils évoluent ; entre ces mêmes acteurs et les environnements régionaux et internationaux. L'analyse des interdépendances qui se nouent dans le conflit permet donc d'aller plus loin et de montrer les multiples facettes de la relation entre terrorisme et insurrection. Une telle démarche nous amène également à porter le regard sur les actions et réactions des États.

En effet, on ne peut soustraire de l'univers de la violence politique les réponses des États. Ces dernières contribuent à orienter les dynamiques conflictuelles. Dans le contexte d'interdépendances évoqué plus haut, tous les acteurs en conflit s'engagent dans des « processus de réciprocity d'adaptation et d'innovation<sup>6</sup> ». Les nombreux ajustements opérés par les États en réponse à la menace terroriste post-11 septembre se sont exprimés de plusieurs manières. On ne reviendra pas ici sur le durcissement des législations nationales ni sur les errements de la lutte antiterroriste qui ont conduit au déplacement de certaines normes. On s'interrogera plutôt sur la redécouverte de la contre-insurrection et son articulation hasardeuse aux techniques de contre-terrorisme. Tous les États nous semblent en effet affectés dans une certaine mesure par cette ambiguïté inhérente au traitement des insurrections, dans lesquelles le terrorisme tient une place importante. Certains États se refusent à parler de contre-insurrection, à l'image de la Russie, qui préfère le terme de contre-terrorisme, symboliquement et politiquement plus porteur. Cela n'empêche en rien ses dirigeants de consacrer une partie de leurs efforts à promouvoir, du

---

6. Donatella della Porta, « Research on social movements and political violence », *Qualitative Sociology*, vol. 31, n° 3, 2008, p. 221-230.

moins dans leurs discours, une articulation plus adéquate des approches civiles et militaires, une meilleure gouvernance et une amélioration des conditions socioéconomiques comme moyens de détourner des militants de la lutte armée. Les États-Unis, après s'être ouvertement lancés dans des opérations militaires contre la nébuleuse al-Qaida, maintiennent une posture ambiguë depuis les mésaventures irakienne et afghane. Ils ont ainsi fait de la lutte contre le terrorisme et plus particulièrement du combat contre al-Qaida et ses affidés une priorité, mais ont largement promu la contre-insurrection, un temps érigée en nouvelle stratégie de lutte contre des groupes infraétatiques qui menacent la sécurité régionale et internationale. L'obsession al-Qaida a toutefois très largement contribué à brouiller les cartes et a jeté un flou sur les objectifs poursuivis.

Cette mise au goût du jour de la contre-insurrection amène-t-elle à un renouvellement de la conduite de la guerre? Les chapitres de la seconde partie tendent à montrer que non. Les innovations et transformations sont certes palpables, mais derrière la confusion plus ou moins consciemment entretenue entre contre-terrorisme et contre-insurrection se cache la tentation d'appliquer une vieille recette, celle de l'imposition d'un nouvel ordre politique à travers des stratégies de *nation-building* et de *state-building*. Nous l'avons constaté en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, au Caucase du Nord et dans une moindre mesure en Inde. Ces conflits abritent parallèlement aux combats qui se jouent sur le terrain des luttes entre projets politiques et sociaux concurrents. La question de la légitimité reste donc centrale. Elle concerne tant les groupes insurgés que les groupes terroristes. Cette question de la recherche de légitimité affecte même les organisations terroristes transnationales à l'image d'al-Qaida, que l'on pourrait croire uniquement guidée par des considérations utopistes. Cette dernière a pourtant tenté plus d'une décennie durant de s'imposer comme l'organisation incarnant dans les pays musulmans et auprès des populations musulmanes vivant dans les pays occidentaux une certaine vision de l'islam. Ce projet semble avoir échoué bien avant la mort de son leader Oussama ben Laden, comme en témoigne le peu d'audience dont al-Qaida bénéficie dans les pays arabes, entre autres.

Les conflits d'aujourd'hui se sont incontestablement complexifiés de par l'imbrication plus profonde encore des dimensions locales et internationales, mais ils restent articulés autour de visions concurrentes et de luttes de légitimité. Les États eux-mêmes, jaloux de leur souveraineté et de la légitimité que leurs dirigeants tentent d'asseoir au quotidien, semblent avoir soustrait cette variable de l'équation. Pourtant, les orientations qu'ils privilégient sur le terrain les ramènent à ce trait fondamental des conflits internes. L'entreprise de légitimation intervient à trois niveaux. La contre-insurrection vise d'abord à promouvoir un nouvel ordre étatique,

comme pour les opérations afghane et irakienne, ou à légitimer un ordre existant, comme en Russie et en Inde. Elle sert deuxièmement à masquer les difficultés à établir un contrôle sur la totalité d'un territoire contesté et donc fragile. Troisièmement, le retour des doctrines dites de contre-insurrection intervient comme un élément de légitimation et de justification de déploiements excessivement lourds et coûteux.

Pourtant, la mauvaise connaissance de ces espaces sociaux, ajoutée aux mauvais calculs politiques et aux errements stratégiques, rend ces opérations particulièrement périlleuses. Les États semblent ainsi incapables de s'imposer dans ces conflits, qui perdurent. Pour beaucoup, le modèle contre-insurrectionnel, qui s'est très rapidement diffusé parmi les membres de l'OTAN, semble avoir fait long feu, plombé par moult arrière-pensées politiques dont l'unique objectif est de trouver une manière de se retirer honorablement de ces théâtres d'opérations. L'intervention afghane, qui s'apparente à un échec à la fois militaire et politique, signerait ainsi la fin de la contre-insurrection comme paradigme stratégique dominant les interventions étrangères des pays occidentaux engagés dans ce type de conflit<sup>7</sup>. Cette même constatation d'échec relatif s'applique aux États qui luttent sur leur sol contre des insurrections versant dans le terrorisme. La plupart d'entre eux semblent se heurter à de semblables impasses stratégiques, alimentées par des impensés politiques et des problèmes de gouvernance. Il est pourtant difficile d'affirmer que l'on entre dans une ère nouvelle. Certes, l'utilisation, avec plus ou moins de succès, de drones de combat par les États-Unis et Israël rebat partiellement les cartes, sans pour autant apporter d'innovations stratégiques majeures ni offrir d'issues à ces conflits. Ainsi, plusieurs questions se posent, qui ont trait aux conséquences à long terme de cette impossibilité de mettre fin à des conflits qui s'enracinent dans la durée et transforment des régions entières en nouvelles zones d'instabilité durable.

---

7. Élie Tenenbaum, «L'Amérique en guerre : grandeur et décadence de la contre-insurrection», *Politique étrangère*, n° 3, 2011, p. 617-629.



# GLOSSAIRE

Ce glossaire vise à éclairer le lecteur sur certains des termes spécialisés utilisés par les auteurs de cet ouvrage.

**dzâmaat** – Forme d'organisation sociale territorialisée qui prévalait au XIX<sup>e</sup> siècle au Caucase du Nord (principalement en Tchétchénie, en Ingouchie et au Daghestan). Le concept a été réactivé à la fin des années 1980 dans certaines zones pour pallier l'absence de gouvernance locale. Parmi les *dzâmaats* se revendiquant d'un islam radical, plusieurs constituent des unités combattantes.

**hawala** – Système informel de transfert de fonds par l'intermédiaire de courtiers. Présent dans différentes régions du monde, il est principalement développé en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient.

Source : Mohammed El-Qorchi, « Hawala : comment fonctionne ce système informel de transfert de fonds et comment faut-il le réglementer ? », *Finances et développement*, Publications du FMI, décembre 2002, <<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2002/12/pdf/elqorchi.pdf>>, consulté le 20 juin 2012.

**ikhwan** – Ce terme, signifiant « frères », désigne la milice religieuse créée en 1911-1912 par Ibn Saoud. Cette milice a joué un rôle central dans la création de l'Arabie saoudite, avant d'entrer en conflit avec son fondateur. Par extension, les *ikhwans* prônent le strict respect de la loi islamique ; ils s'attachent à promouvoir un retour aux sources et une purification de l'islam. Ce terme est aujourd'hui utilisé pour désigner de nombreuses organisations, dont celle des Frères musulmans, nés en Égypte en 1928.

Source : « Ikhwan », dans John L. Esposito (dir.), *Oxford Dictionary of Islam*, Oxford, Oxford University Press Inc., 2003, Oxford Reference Online, <<http://www.oxfordreference.com/views/ENTRY.html?subview=Main&entry=t125.e992>>, consulté le 20 juin 2012.

**jâhiliya** – Terme qui fait référence à l'ère préislamique, période marquée par une « ignorance de la chose divine ». Ce terme, détourné de son sens original, sert en plusieurs occasions à désigner les apostats et les infidèles.

**jiziya** – Taxe prélevée au nom de la loi islamique auprès des hommes non musulmans en âge de combattre. Elle possède un objectif symbolique, celui de montrer que les représentants de minorités religieuses reconnaissent la primauté de l'État et de ses lois.

**Laheya** – Règlement militaire des talibans.

**madrassah** – Terme arabe désignant originellement une institution d'éducation, rattachée à une mosquée, où les sciences islamiques étaient enseignées. Ce modèle, présent dès le Moyen Âge, a beaucoup évolué au cours des siècles et sous diverses influences. Le terme *madrassah* peut ainsi renvoyer, selon le contexte, à une école publique ou privée, séculière ou religieuse. Ce terme désigne toutefois dans certains pays (au Pakistan, par exemple) des écoles coraniques, prêchant une version radicale de l'islam.

**moudjahidine** – Terme qui signifie littéralement « celui qui s'engage dans le jihad ». Bien qu'il ne soit pas originellement associé à la guerre, il a été adopté par de nombreux individus et groupes dans divers contextes conflictuels. Les fellagas algériens l'ont ainsi utilisé au cours de la guerre d'Algérie, de même que les Afghans et les combattants étrangers venus les soutenir dans leur combat contre l'Armée rouge soviétique. Ce terme est depuis repris par les groupes qui disent défendre une « terre musulmane ».

Source : « Mujahidin », dans John L. Esposito (dir.), *Oxford Dictionary of Islam*, Oxford, Oxford University Press Inc., 2003, Oxford Reference Online, <<http://www.oxfordreference.com/views/ENTRY.html?subview=Main&entry=t125.e992>>, consulté le 20 juin 2012.

**oumma** – Communauté rassemblant tous les musulmans, sans considération de leur citoyenneté ou nationalité d'appartenance.

**shabnamah** – Lettres distribuées la nuit, historiquement pour inciter la population afghane à résister aux autorités en place. Ces lettres font souvent appel au folklore et à la tradition orale. Les talibans s'en servent dans le but d'intimider les notables politiques ou chefs religieux locaux et d'orienter leurs actions. Ces lettres, assimilables à des lettres de menaces, sont déposées dans les mosquées locales ou à proximité du lieu de résidence de la ou des personnes visées.

Source : Thomas H. Johnson, « The Taliban insurgency and an analysis of shabnamah (night letters) », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 18, n° 3, septembre 2007, p. 317-344.

**silovik** – Terme russe qui désigne les politiciens issus des ministères responsables des questions de sécurité et de défense. Certains assument depuis les années 2000 des positions de pouvoir dans le monde politique comme dans le domaine économique.

**takfir** – Verdict ou jugement enlevant à un individu son statut de musulman. Ce dernier devient un « mécréant » et se trouve exclu de la communauté des croyants. De nombreuses controverses entourent la pratique du *takfir*.

**tariqas** – Terme qui désigne les ordres spirituels soufis, organisés autour d'un leader.

**ushr** ou **usher** – Taxe qui peut atteindre jusqu'à 10% de la vente de la récolte de l'opium en Afghanistan. Cette taxe, justifiée au nom des principes islamiques, est censée aller pour moitié aux plus pauvres, mais elle servirait en grande partie à financer l'insurrection talibane.

**začistki** – Terme russe signifiant « opération de nettoyage ». Ces dernières sont destinées à vérifier l'identité et l'enregistrement des habitants de quartiers ou de villages ciblés. Cet outil de répression a été mis en place au cours de la seconde guerre russo-tchéchène (1999-2009) afin de traquer les insurgés. Son utilisation a été massive dans les années 2000-2003 et a pris la forme d'expéditions punitives. Ces opérations ont été marquées par de très nombreuses exactions (disparitions forcées, exécutions arbitraires, pillages, viols...).

**zakat** – Terme signifiant littéralement « purification », mais qui désigne également une aumône. La *zakat* représente l'un des cinq piliers de l'islam. Les musulmans les plus riches sont appelés à verser une partie de leur richesse (2,5%) pour venir en aide aux plus nécessiteux.





## LES AUTEURS

**Sami Aoun** est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université de Sherbrooke, chercheur au Groupe de recherche société, droit et religions à Sherbrooke. Il dirige en outre l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de la Chaire Raoul-Dandurand à l'Université du Québec à Montréal. Il est spécialiste du Moyen-Orient et de l'islam.

**Aurélie Campana** est professeure agrégée au Département de science politique de l'Université Laval. Elle est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits et le terrorisme. Ses travaux portent sur les violences politiques et particulièrement sur le terrorisme dans les contextes nord-caucasien et centrasiatique.

**Didier Chaudet** est diplômé de Sciences Po Paris et chercheur spécialiste du Pakistan, de l'Afghanistan et de l'Asie centrale. Il est Research Fellow à l'Institute for South Asian Studies de la National University of Singapore.

**Nicola Contessi** est docteur en science politique de l'Université Laval. Ses recherches portent sur la gouvernance des organisations internationales dans l'espace centrasiatique.

**Shanthie Mariet D'Souza** est chercheuse attachée à l'Institut d'études sud-asiatiques (ISAS) de l'Université nationale de Singapour.

**Benjamin Ducol** est candidat au doctorat à l'Université Laval. Ses recherches portent sur le rôle des nouveaux médias dans la radicalisation et la diffusion d'idéologies et de pratiques violentes.

**Gérard Hervouet** est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université Laval et directeur du programme Paix et Sécurité internationales des Hautes Études internationales. Ses recherches portent principalement sur l'Asie du Sud.

**Janine Kriber** est professeure au Collège militaire royal, Campus Fort Saint-Jean. Ses domaines de spécialité incluent la sociologie des conflits, les causes du terrorisme, les relations internationales et la stratégie militaire.

**Chantal Lacasse** est candidate au doctorat à l'Université Laval et assistante de recherche pour le Centre d'études interaméricaines.

**Gordon Mace** est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université Laval et directeur du Centre d'études interaméricaines. Ses intérêts de recherche portent sur le régionalisme, l'intégration dans les Amériques et la politique étrangère du Canada.

**Jean-Jacques Patry** est docteur en droit public et en sciences politiques de l'Université Paris Panthéon-Sorbonne. Il dirige actuellement le master Géopolitique et sécurité internationale à la Faculté des sciences sociales et économiques de l'Institut catholique de Paris. Il a développé, depuis 2004, un ensemble d'outils méthodologiques d'exploration des formes de violences collectives non conventionnelles et de reconstitution des organisations combattantes irrégulières. Il est aussi responsable du Programme afro-européen de recherche sur la coopération de sécurité de l'ICP-Fasse, dans lequel il étudie un nouveau modèle insurrectionnel propre aux sociétés segmentées.

**Bibhu Prasad Routray** est l'ancien directeur adjoint du secrétariat du Conseil de sécurité nationale de l'Inde. Il est actuellement chercheur attaché au programme sud-asiatique à la S. Rajaratnam School of International Studies de l'Université technologique de Nanyang, à Singapour.

**Julian Schofield** est professeur agrégé à l'Université Concordia. Ses recherches portent principalement sur les études de sécurité en Asie du Sud et du Sud-Est.

**Nicole Vilboux** est docteure en science politique de l'Université Paris Panthéon-Sorbonne et spécialiste de la politique de sécurité et de défense des États-Unis. Elle enseigne à l'ICP-Fasse.







Depuis les attentats de septembre 2001 aux États-Unis, le déclenchement de l'intervention en Afghanistan et la guerre en Irak, la distinction entre terrorisme et insurrection, déjà ténue, tend à s'amenuiser. Cet amalgame jette un flou qui va bien au-delà de la simple rhétorique, les tactiques de lutte antiterroriste et anti-insurrectionnelle tendant ainsi de plus en plus à se superposer.

Le terrorisme peut-il être vu comme une nouvelle forme d'insurrection ? Comment lutte antiterroriste et lutte contre-insurrectionnelle sont-elles articulées ? Ce mélange des genres permet-il de contrer efficacement la menace ou constitue-t-il une impasse ? Cet ouvrage vise à revisiter les relations entre les différents types de violence et, en particulier, entre insurrection et terrorisme. Parallèlement, il explore les ajustements opérés par les États pour combattre des phénomènes perçus comme des menaces directes à la sécurité et comme des forces déstabilisatrices sur les plans régional et mondial. Les analyses présentées par les différents auteurs offrent, grâce à des études de cas afghan, pakistanais, indien, ouzbek, nord-caucasien, somalien et mexicain, une illustration de l'évolution des dynamiques des conflits intra-étatiques. Tout en apportant un regard renouvelé sur les cas à l'étude, elles s'insèrent dans les débats théoriques, mais aussi politiques, du moment et permettent de faire avancer la réflexion sur les évolutions observables depuis le 11 septembre 2001 tant dans les dynamiques insurrectionnelles que dans les réponses proposées par les États.

**AURÉLIE CAMPANA** est professeure agrégée au Département de science politique de l'Université Laval. Elle est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits et le terrorisme. Ses travaux portent sur les violences politiques et, particulièrement, sur le terrorisme dans les contextes nord-caucasien et centre-asiatique.

**GÉRARD HERVOUET** est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université Laval et directeur du Programme Paix et sécurité internationales à l'Institut québécois des hautes études internationales. Ses recherches portent principalement sur les conflits et la sécurité en Asie orientale.

#### AVEC LA COLLABORATION DE

Sami Aoun, Aurélie Campana, Didier Chaudet, Nicola Contessi, Shanthie Mariet D'Souza, Benjamin Ducol, Gérard Hervouet, Janine Kriebler, Chantal Lacasse, Gordon Mace, Jean-Jacques Patry, Bibhu Prasad Routray, Julian Schofield, Nicole Vilboux